







99 1257.2



ÉTUDES MILITAIRES
SUR LA PRUSSE.

OUVRAGES DE M. ÉD. DE LA BARRE DUPARCO.

PORTRAITS MILITAIRES, tome II, in-8°, 1855.

LETTRE SUR LA NÉCESSITÉ DE L'ÉTUDE DES SCIENCES ET DES ARTS DANS LA PROFESSION MILITAIRE, brochure in-8°, 1854.

REMARQUES SUR LES RELATIONS DES LANGUES MILITAIRES FRANÇAISE, ALLEMANDE, ESPAGNOLE, brochure in-8°, 1855.

BIOGRAPHIE ET MAXIMES DE BLAISE DE MONTLUC, in-8°, 1848.

UTILITÉ D'UNE ÉDITION DES ŒUVRES COMPLÈTES DE VAUBAN, in-8°, 1848.

DE LA FORTIFICATION A L'USAGE DES GENS DU MONDE, brochure in-8°, avec une plaque, 1844.

OUVRAGES ESPAGNOLS TRADUITS PAR LE MÊME AUTEUR.

THÉORIE ANALYTIQUE DE LA FORTIFICATION PERMANENTE, Mémoire présenté à S. E. l'Ingénieur général, et dans lequel on trouve l'analyse des systèmes de fortification les plus connus, et l'explication d'un nouveau système inventé par l'auteur, par Don JOSÉ HERRERA GARCIA, colonel d'infanterie, lieutenant-colonel des ingénieurs, 1 volume in-8° et un atlas in-4° de 9 planches, 1847.

CAPITAINES ANCIENS ET MODERNES, par le lieutenant-général Don EVARISTO SAN MIGUEL, brochure in-8°, 1848.

ÉTUDES
HISTORIQUES ET MILITAIRES
SUR LA PRUSSE,

PAR

ÉD. DE LA BARRE DUPARCQ.

CAPITAINE DU GÉNIE,

PROFESSEUR D'ART MILITAIRE A L'ÉCOLE DE SAINT-CYR.

AA 1257

TOME DEUXIÈME.



PARIS,

CH. TANERA, ÉDITEUR,

LIBRAIRIE POUR L'ART MILITAIRE ET LES SCIENCES,

Quai des Augustins, 27.

BERLIN,

F. SCHNEIDER ET C^{ie},

BUCH-UND-KUNSTHANDLUNG,

Unter den Linden, Nr. 19.



PRÉFACE

DU TOME SECOND.

Le tome premier de ce travail a reçu en Allemagne un accueil qui a dépassé mes espérances.

A peine publié, il a été traduit en allemand par la plume exercée d'un lieutenant de l'armée royale prussienne, M. le baron *Charles de Reinhard*, qui se plaît à le déclarer « écrit avec une parfaite connaissance du sujet » et lui trouve « le cachet particulier de présenter toujours pour la Prusse un point de vue comparatif avec les institutions françaises. » Cette traduction, un peu trop abrégée peut-être dans les dernières études, qui ne présentaient pas, il est vrai, un intérêt direct au lecteur allemand, est parfaitement réussie, et je m'estime heureux d'avoir rencontré pour introducteur auprès des armées allemandes un interprète aussi habile et aussi distingué que M. de Reinhard. Je lui témoigne ici avec plaisir toute ma gratitude d'avoir bien voulu descendre des poésies

de Frédéric le Grand (1) jusqu'aux *Études sur la Prusse*.

L'Oesterreichischer Soldatenfreund (l'Ami du soldat autrichien), de Vienne, reconnaît dans son numéro du 6 mai 1854, après plusieurs critiques fondées, que l'ouvrage « doué d'un mérite incontestable, figure parmi ceux qui apprécient avec impartialité les organisations d'un État étranger. »

Le Correspondant de Hambourg (supplément au numéro du 17 mai 1854) regarde les *Études sur la Prusse* « comme le livre du devoir, comme un produit du patriotisme français. L'auteur, dit ce journal, se représente une guerre entre la France et la Prusse, et il cherche à préparer la victoire à l'armée de son pays. C'est dans ce but unique qu'il écrit son livre brièvement, raisonnablement, d'une manière entièrement militaire, sans arrière-pensée et avec une critique virile. Nous lui souhaitons beaucoup de lecteurs, là surtout où l'on a pour mission de veiller aux intérêts de la Prusse et de l'Allemagne. »

L'Allgemeine Militar-Zeitung (la *Gazette militaire universelle*) de Darmstadt, feuille jouissant en Europe d'une réputation méritée et qui m'a fait l'honneur de rendre compte depuis 1849 de mes principales publications, traite les *Études sur la Prusse* (numéro du 18 juillet 1854) avec bienveillance, tout en émettant un jugement exact et indépendant sur leur côté faible ;

(1) M. de Reinhard, connu dans le monde littéraire par plusieurs brochures et poésies, a donné une excellente traduction du poème du grand Frédéric, intitulé : *L'art de la guerre*.

elle proclame la justesse de mes calculs sur la force de l'armée prussienne dans les différents cas de guerre, puis ajoute comme conclusion : « On devine à la lecture de ce travail un soldat, qui non-seulement comprend les devoirs de son état, mais qui sait aussi accorder un aveu chevaleresque d'estime au soldat étranger même quand il doit voir en lui un futur adversaire. Il est intéressant d'y trouver la Prusse et son armée envisagées au point de vue français, surtout par un homme qui a déjà conquis un nom par son instruction variée et son activité littéraire. »

Voilà, si je ne me trompe, de chaleureux et sympathiques témoignages accordés, par les juges les plus compétents, à mes efforts sincères pour faire connaître en France l'origine, les progrès et les tendances du royaume qui commande l'Allemagne du Nord. Encouragé par ces témoignages, je publie aujourd'hui une nouvelle série d'*Études*, conçues dans le même esprit et élaborées avec le même soin : ce ne sont encore, je le sais, que de légères esquisses, destinées à être lues par tout le monde ; néanmoins elles ont leur portée relativement au développement historique de la puissance prussienne, et je désire qu'elles rencontrent sur les chemins de la publicité la même indulgence que leurs aînées.

ÉD. DE LA BARRE DUPARCQ.

25 mars 1856.



ÉTUDES MILITAIRES SUR LA PRUSSE.

XII.

DE PLUSIEURS PAMPHLETS RELATIFS A LA CONQUÊTE DE LA SILÉSIE. (1740-1763.)

En 1740, à l'avènement de Frédéric le Grand, on s'attendait en Europe, d'après les antécédents de ce prince, à voir succéder, sur le trône de Prusse, au brutal Frédéric-Guillaume 1^{er} un monarque élégant, lettré, ami des sciences et des arts, avide de voir se produire en son pays, encore un peu arriéré, et pendant une longue période de jours pacifiques, une renaissance littéraire et artistique dont il serait le premier promoteur.

A cette même époque, la Prusse comptait dans les rangs 70,000 soldats, le quart à peine de l'armée que l'Autriche pouvait mettre sur pied et entretenir.

Pour ces deux motifs, on fut étonné de voir le nouveau roi de Prusse attaquer l'Autriche dès la mort

de l'empereur Charles VI, et annoncer la prétention de vouloir conquérir la riche province de Silésie sur la fille et héritière du défunt empereur, la reine de Hongrie Marie-Thérèse.

L'assaillant a bien justifié depuis sa prétention par trois guerres successives dans lesquelles il a eu le dessus, et qui ont consolidé son agrandissement ; mais on conçoit que si son génie, malgré quelques moments assez naturels de découragement, pressentait le dénouement de la lutte, il ne pouvait en être ainsi du public européen dont une partie lui était hostile, et dont il devait en outre indisposer la partie sensible par son agression contre une reine jeune, belle, courageuse. Aussi la position qu'il prit vis-à-vis de l'Autriche lui déclencha-t-elle de nombreux antagonistes. Pendant que certains souverains le combattirent de leur épée, bien des particuliers, soit de leur propre mouvement, soit pour un salaire stipulé, le harcelèrent de leur plume.

A cette guerre de plume Frédéric lui-même répondit par des écrits qu'il inspirait. Trop habile pour négliger un semblable moyen de capter l'opinion publique, qui finit, il est vrai, grâce à sa gloire, par s'enthousiasmer pour lui, il avait d'ailleurs un avantage réel à le faire : c'est que ses relations avec un grand nombre d'écrivains français de renom lui donnaient une certaine influence littéraire toujours favorable à l'égard des masses, et qui servit puissamment sa renommée en le faisant connaître et apprécier, en publiant sa gloire, en le montrant plus civilisé qu'on

ne devait le croire d'un *roi des Vandales* établi sur la plage encore semi-barbare de la Baltique.

Il en résulta un grand nombre de pamphlets, souvent publiés en français, les uns contre la Prusse, les autres pour cette puissance. Ces pamphlets ont vieilli ; ils présentent néanmoins encore de l'intérêt ~~à~~ ^{au} point de vue historique, et c'est pourquoi nous allons ~~parler~~ ^{présenter} de plusieurs d'entre eux et présenter à leur égard des remarques qui éclairciront quelques points se rattachant aux trois guerres de Silésie.

Voici le premier qui se présente : L'ORACLE DE CE SIÈCLE CONSULTÉ PAR LES SOUVERAINS DE LA TERRE, *ouvrage singulier sur les affaires critiques et politiques du temps*, imprimé à Londres, aux dépens de la compagnie, 1743, in-18 de 115 pages.

Dans cet écrit, chacun des souverains consulte l'oracle qui lui fait une réponse, de sorte que le livre se compose d'une suite de demandes et de réponses. Chaque demande contient un exposé de la situation politique des États du souverain qui la formule, exposé fait surtout en vue de la guerre pendante, et la réponse hasarde quelques conseils généralement assez vagues. C'est probablement un écho de l'opinion la plus répandue sur les événements de l'époque, écho modifié quant au son par les idées personnelles de l'auteur anonyme.

Ce qu'il y a de particulier, c'est que cet opuscule a été imprimé dans le même format, toujours en 1743 et toujours à Londres (ou du moins sous le nom de cette ville), au moins en deux caractères différents, et que dans l'un des tirages la demande du pape et

la réponse que lui adresse l'oracle se trouvent supprimées, ce qui indique que l'auteur avait aussi intérêt à répandre son travail dans les pays où la puissance papale inspirait encore du respect. Dans ces pays, en effet, il était impossible de faire accepter un livre où le pape disait que sa triple couronne inspirait à présent moins de peur qu'un bonnet de grenadier, et où l'oracle lui répondait : « Ton royaume n'est plus de ce monde. »

L'oracle, ou celui qui le fait parler, prêche la paix à tous les ennemis de la reine de Hongrie. Il dit à l'empereur Charles VII : « Cède pour cesser de faire répandre le sang. Vis en paix dans le sein de ta patrie, et tâche d'obtenir par douceur ce que la force n'a pu te procurer. » Il répond au roi de Prusse : « N'entreprends rien que de rendre tes peuples heureux et de remplacer les grosses sommes que tu as tirées des coffres que ton père prévoyant avait remplis. La paix ne conduit pas moins à l'héroïsme que la guerre. » Il s'exprime ainsi envers le monarque français : « Il est temps encore de redresser tes projets. Si tu t'y résous, il ne t'en coûtera qu'un peu de gloire. Prends ce parti et ferme les veines des peuples de l'Europe ; leur sang est nécessaire à la félicité des nations. Mets de justes bornes à ton ambition, et ne te prête plus à celle des autres. Pourquoi n'ayant pas l'activité de ton prédécesseur (Louis XIV), veux-tu seconder ses projets? »

L'oracle se montre favorable à Marie-Thérèse ; il relève son courage, mais il est loin de lui conseiller la paix. Ce passage permettra d'en juger. « Calme ton inquiétude, les destins se chargent de te conserver

tes États. Quelque effrénée que paraisse l'incendiaire Bellone, ne t'avise pas de souffler son flambeau. Sa fureur l'a allumé pour t'éclairer sur les pas de la victoire. Marche, cours, vole dans le chemin qu'elle te trace. La paix ne germe et ne se cultive jamais mieux que dans les champs arrosés du sang des guerriers. Ton auguste maison reprendra une face aussi glorieuse que ci-devant, et l'Empire ne tardera pas à y rentrer. »

Pourtant, malgré sa prédilection pour la reine de Hongrie, l'oracle donne quelquefois aux ennemis de cette princesse de bons conseils, qui témoignent au moins chez lui d'une intention de désintéressement et d'impartialité. Ainsi il fait cette recommandation au roi de Prusse : « *Ne te fie jamais à un ennemi réconcilié.* » Frédéric agit toujours dans ce sens, et surveilla si bien l'Autriche, qu'après la première cession de la Silésie, lors du double renouvellement de la lutte, la première fois en 1744, la seconde fois en 1756, il prévint chaque fois par une brusque attaque les coups que voulait lui porter Marie-Thérèse.

Le second pamphlet que nous citerons est revêtu de la forme dramatique, et a pour titre : *La Présomption punie*, comédie traduite de l'allemand du baron de ***, représentée pour la première fois sur le théâtre du prince de ***, le 2 février 1743. A Prague, chez Frédérick Gretz, 1743, in-18 de 52 pages.

Le libraire donne cette pièce comme l'une des réouissances célébrées dans les États de la reine de Hongrie à propos de la reprise du royaume de Bohême par cette princesse. Le sujet repose sur l'allégo-

rie des amours d'un jeune homme nommé Blaise et d'une jeune fille du nom de Mimi, que le bailli du village, tuteur de la jeune fille, veut empêcher de se marier, et qui arrivent cependant à leurs fins par la disgrâce du bailli. Mademoiselle Mimi représente la Bohême, M. Blaise indique sans doute le duc de Lorraine, général de Marie-Thérèse, qui, dans la campagne de 1742, était entré en Bohême. Quant au bailli, on incline d'abord à penser, à une première lecture de la pièce, que c'est l'empereur d'Allemagne Charles VII, l'allié et le protégé de la France, dont l'avènement date du 12 février 1742; mais une seconde lecture, et surtout la fin de la comédie, ne laissent plus aucun doute : l'auteur a voulu désigner sous cette appellation et ce rôle le cardinal de Fleury, premier ministre de France, mort en 1743, à près de quatre-vingt-dix ans, et qui tenait un peu en tutelle Louis XV, son ancien élève. Ainsi, à la scène XV, l'ordre de destitution du bailli le nomme « le grand bailli de *Frenac* » (lisez pour ce dernier mot *France*); et à la scène XVI et dernière, le chœur des paysans répète ce vaudeville chanté par un fermier :

Ciel ! que deviendrait la F.... (France).
 Si ton ball était plus long ?
 Nous n'avons plus de finance,
 Grâce à ton ambition ;
 Reçois pour ta récompense
 Notre malédiction, etc.
 Allons, vieillard en enfance,
 Allons donc, décampe donc.

Couplets auxquels le bailli répond en forme de conclusion : « O fortune ! c'en est trop. Je ne puis sur-

vivre à tant de disgrâces, et je vais mourir de désespoir et de confusion. »

Il est certain, en effet, que dans cette première guerre de Silésie le bras sénile du cardinal de Fleury, peu habitué à manier l'épée, ne fit pas jouer à nos armes un rôle bien brillant. Et quand le roi de Prusse eut tiré son épingle du jeu en se mettant en paix avec Marie-Thérèse, moyennant la cession de la Silésie, il envoya au maréchal de Belle-Isle, chargé d'entamer des négociations avec l'armée autrichienne, des instructions pacifiques au bas desquelles il ajouta de sa propre main : « La paix, monsieur, à quelque prix que ce soit. » C'est qu'en effet le mouvement adroit par lequel Frédéric s'était prudemment esquivé de la lutte engagée entre la France et l'Autriche l'avait surpris et alarmé, comme on le voit par la lettre qu'il écrivit à ce monarque, le 20 juin 1742, en réponse à la notification du traité de paix de Breslau. « Votre Majesté, y lit-on, jugera aisément de la *vive impression de douleur* qu'a faite sur moi la communication dont il lui a plu de m'honorer. Le *triste événement* qui renverse tous nos projets en Allemagne n'eût pas été sans ressource si Votre Majesté avait pu secourir M. de Broglie et sauver du moins la ville de Prague (1). On a fait de *grandes fautes*, il est vrai ; il serait inutile de les rappeler ; mais si nous eussions réuni toutes nos troupes, le mal n'eût pas été sans remède... Votre Majesté devient l'arbitre de l'Europe... Ache-

(1) On se rappelle que l'héroïsme de Chevert en illustra la défense.

vez, Sire, ce personnage glorieux *en ménageant* vos alliés et l'intérêt de l'Empereur (Charles VII) autant que possible. Et c'est tout ce que je puis avoir l'honneur de lui dire dans *l'accablement* où je me trouve. »

Au milieu de ses doléances, le cardinal de Fleury, réservé et poli comme un diplomate, n'articule pas l'épithète de *défection* que l'on appliquait alors en France à la conduite de Frédéric. Le mot est un peu exagéré, puisque la nécessité poussait le roi de Prusse dont les coffres se trouvaient à vide; mais il est une autre expression dictée également par le mécontentement et dirigée contre le conquérant, qui se trouve entièrement fausse. Elle fut prononcée par le roi de Pologne, électeur de Saxe. Comme le marquis de Valori, ambassadeur de France en Prusse, passait par Dresde en revenant de Prague pour se rendre à Berlin, et expliquait à ce monarque les raisons qui avaient pu engager Frédéric à faire sa paix : « *Ajoutez-y encore*, s'écria-t-il, *la poltronnerie.* » Auguste III apprit quelques années plus tard à ses dépens combien son opinion était injuste.

Venons maintenant à notre troisième pamphlet intitulé : *Fiction allégorique et ingénieuse des affaires du temps, représentée sous l'emblème d'un grand bal, où tous les souverains de l'Europe dancent (sic) chacun à Sa (sic) manière et selon les conjonctures présentes où ils se trouvent*, in-18 de 15 pages, sans date et sans indication du lieu de publication.

Le lecteur jugera de cette plaisanterie d'après l'analyse suivante dans laquelle nous nous bornerons

à retracer ce qui se rapporte aux principaux souverains.

Le cardinal de Fleury est le grand-maître des cérémonies de ce bal qu'il invente et auquel il invite, par l'entremise du maréchal de Belle-Isle, les principaux souverains de l'Europe, qui acceptent. L'électeur de Bavière se charge des frais du bal et est destiné à *payer les violons*. Les petits princes d'Allemagne composent l'orchestre. La reine de Hongrie est la reine de ce bal. Alertes et vigoureuses, nul prince n'ose ouvrir le bal avec elle, si ce n'est le roi de Prusse qui parvient à la fatiguer. Les autres monarques laissent à Frédéric l'honneur de la danse et ménagent leurs forces. Cependant la reine de Hongrie soutient leurs assauts et les fait cabrioler mieux qu'on ne l'aurait cru au premier abord, surtout l'électeur de Bavière, qui, tout harassé, sue bientôt à grosses gouttes, de sorte que le bal prend un aspect très animé. Les spectateurs s'étonnent de voir la reine déployer en dansant la reprise autant de force, lorsqu'ils aperçoivent un lord anglais qui la réconfortait en lui faisant avaler comme élixir de la poudre d'or de son pays. Grâce à cet élixir, elle reste seule à danser et met bientôt hors de combat le roi des Deux-Siciles qui se présente pour être son cavalier. Jusque là le grand-duc de Toscane, chaussé d'escarpins trop étroits que lui a fournis à dessein le roi de France, s'est contenté de garder l'éventail de la reine son épouse; mais, en voyant les succès de cette dernière, il ôte ses escarpins

et se prépare à danser. Les rois de Danemarck et de Portugal restent simples spectateurs de la fête. Le roi de Prusse, voyant la reine de Hongrie infatigable, se retire prudemment et va fumer une pipe avec les Hollandais qui ne font qu'assister. Pendant ce temps plusieurs souverains, grands seigneurs et hommes d'État tiennent table et jouent gros jeu. Louis XV perd beaucoup et jette l'or à pleines mains, espérant de la sorte préparer de bonnes chances en sa faveur et semer pour recueillir dans un autre bal qui suivra de près celui-ci. On présume que la Russie dansera avec succès à cet autre bal.

Cette analyse montre que le petit pamphlet en question déroule, sous un voile allégorique assez transparent et avec une allure semi-comique, les événements de la première guerre de Silésie, savoir l'initiative de la France, l'attaque du roi de Prusse contre Marie-Thérèse, la résistance de cette dernière, la retraite de Frédéric moyennant la paix de Breslau, les malheurs présents et futurs de l'électeur de Bavière devenu empereur d'Allemagne sous le nom de Charles VII, les désastres éprouvés à la fin de la guerre par les armées françaises. Du moment qu'il est question dans cet écrit de la retraite de Frédéric hors du bal, c'est-à-dire en dehors de la guerre, il est évident qu'il doit être des derniers mois de 1742, et même des premiers mois de 1743, puisqu'on y fait aussi allusion à nos revers, terminés par la belle retraite exécutée par Bellisle de Prague sur Egra dans les derniers jours

de décembre 1742. L'avertissement de cette pièce curieuse constate seulement qu'elle a été faite avant l'élection de l'électeur de Bavière à la pourpre impériale (12 février 1742), puis augmentée des derniers événements survenus.

L'auteur de la *Fiction des affaires du temps représentée sous l'emblème d'un grand bal* dit franchement que l'électeur de Bavière paiera les violons de la fête. S'il a réellement composé son opuscule en 1742, il résulte de cette prédiction une certaine portée de vue, car, sauf quelques indices, on ne pouvait alors assurer qu'avec l'aide de la France et de la Prusse cet électeur ne parviendrait pas à se maintenir respecté sur le trône impérial. Sa mort, arrivée le 20 janvier 1745, près de trois ans après son avènement comme empereur, vint trancher la question en litige et rendre la pourpre romaine à la maison d'Autriche. Singulière destinée que celle de cet empereur, abreuvé de revers et de dégoûts depuis son élévation, voyant la Bavière envahie et chargée d'impôts par les Autrichiens, lorsqu'il eût pu probablement, une fois élu, se faire accepter par l'Autriche sous la condition de modérer son ambition et celle de la France son alliée, et de renoncer à ses titres de duc d'Autriche et de roi de Bohême, pris prématurément et sans qu'il eût les épaules assez fortes pour les porter dignement !

L'allure générale du *grand bal* est très favorable à Marie-Thérèse, tandis qu'elle se déchaîne hostilement non-seulement contre l'électeur de Bavière, mais encore contre la France. Voici un quatrain qui la ter-

mine et qui peut aller de pair avec le vaudeville précédemment cité :

France, Fortune est morte, laisse couler tes pleurs,
A des ennuis profonds livre ton âme entière,
Provoque tes regrets, captive tes douleurs,
Elles n'ont jamais eû de plus ample matière.

A quelques germanismes et fautes d'orthographe on reconnaît que ce pamphlet a été imprimé et probablement même composé en Allemagne ; cette observation s'applique en partie à ceux dont nous allons nous occuper.

A propos de la destinée de l'empereur d'Allemagne Charles VII, sur laquelle notre plume s'apitoyait il n'y a qu'un instant, nous ne pouvons passer sous silence ce pamphlet : *Réflexions critiques sur l'État de l'Allemagne et de toute l'Europe pendant l'élection de l'empereur Charles VII*, Amsterdam, chez Jean Houysteen, 1743, in-48 de 206 pages.

Ce petit livre, qui porte à l'intérieur le sous-titre de *la Nouvelle Babylone*, se montre très passionné pour la reine de Hongrie dont il admire les hauts faits, qu'il dépeint comme une héroïne se relevant redoutable de ses propres ruines, résistant à quatre rois et prouvant que

Si la France à ses Turennes (*sic*)

L'Autriche à son secours peut avoir ses Eugènes.

« Lorsqu'on mettra, articule l'auteur dans sa conclusion, les mémorables exploits de la reine d'Hongrie (*sic*) en parallèle avec les hauts faits des héroïnes de l'antiquité, ces rares exemples des temps passés ne paraîtront qu'un *diminutif* du prodige de nos jours

Les plus beaux tableaux, sur lesquels on promenait, avec admiration des regards extasiés, ne serviront que d'ombre à la peinture incomparable qui nous fixe aujourd'hui, et la nature se contempera longtemps dans un ouvrage qu'elle n'avait suspendu jusqu'à présent que pour le rendre plus parfait. »

Malgré l'évidence de sa tendance autrichienne, la *Nouvelle Babylone* ne professe pas l'injustice envers l'électeur de Bavière, qu'elle déclare conduit au trône impérial par « les voies du sang, le secours de ses alliés et le suffrage unanime du collège électoral, » mais abandonné ensuite par les Electeurs qui auraient dû l'aider à la pacification de l'empire, et surtout peu aimé de ses nouveaux sujets qui le considéraient comme un intrus, tant était grande la force de l'habitude qui voulait qu'un empereur d'Allemagne fût un prince de la maison d'Autriche. Ces deux derniers côtés de la situation faite à Charles VII par les événements n'ont pas toujours été mis suffisamment en lumière par les historiens, quoiqu'ils aient assurément beaucoup contribué à ses infortunes.

C'est encore à l'année 1743 que se rapporte l'*Histoire de la grande crise de l'Europe, ou des suites de la Pragmatique-sanction et de la mort de l'empereur Charles VI, dernier prince de l'auguste maison d'Autriche*, à Londres, chez Jean Nourse, libraire, à côté de Temple-Barr, in-16 de VIII-216 pages, 1743.

Ce n'est pas positivement un pamphlet, mais plutôt un mémoire historique sur les faits relatifs à la succession d'Autriche et à la conquête de la Silésie,

survenus de 1740 à 1743, mémoire qui ne manque pas d'intérêt, en ce sens qu'il présente des considérations intéressantes pouvant amener une exacte appréciation des événements.

L'écrivain anonyme qui a composé ce mémoire met en saillie deux instants principaux de crise. Il rapporte le premier à la bataille de Czaslau, livrée le 17 mai 1742. Ladite bataille ayant conduit l'Autriche et la Prusse à un accommodement, a sauvé, suivant lui, la puissance de la maison d'Autriche et la liberté de l'Europe grandement menacées par l'ambition de la France et de la maison de Bourbon. Frédéric mérite de grands éloges, ajoute-t-il, pour avoir conclu le traité de Breslau (11 juin 1742), qui lui valait, il est vrai, la basse et haute Silésie, mais par lequel il reconnaissait et garantissait tous les États que la reine de Hongrie possédait en Allemagne, et promettait sa voix et son crédit pour faire parvenir le grand-duc de Toscane, son époux, à la dignité impériale. C'est, en effet, dans ce sens qu'il faut envisager ce traité : « Événement, s'écrie l'auteur, seul capable d'immortaliser le nom du roi de Prusse, puisqu'il servira de base au rétablissement de la liberté chancelante de l'Europe et de la tranquillité dont tout l'Empire a un si grand besoin ; événement qui servira de base à une alliance assez puissante pour mettre des bornes à des desseins trop ambitieux, et pour rétablir et maintenir la paix dans toute l'Europe en y maintenant l'équilibre du pouvoir, sans lequel il ne peut y avoir de tranquillité. » La preuve

péremptoire qu'outre l'épuisement de son trésor et le désir naturel d'obtenir la cession de la Silésie, Frédéric négocia pour relever la maison d'Autriche, dans l'intérêt tout allemand de former en Europe un contre-poids à la maison de Bourbon, c'est qu'il confesse cette conduite au début du chapitre IV de son *Histoire de mon temps*.

Le second instant de crise cité par l'auteur, et compromettant, d'après son dire, la liberté, la sûreté et l'équilibre de l'Europe, concerne l'indécision prudente manifestée par les États généraux des Provinces-Unies à l'égard de la proposition de Sa Majesté Britannique, qui les voulait entraîner à sa remorque dans le parti de combattre la France, parti qu'elle embrassait alors si cordialement et si vivement. On voit par là combien l'auteur mettait d'acharnement dans son désir de susciter des ennemis à la France ; il est évidemment Anglais et écrit à un point de vue anglais. L'Angleterre, il l'avoue hautement, cherche à contrecarrer la puissance française, à l'empêcher de dominer le continent, à recouvrer surtout pour elle-même son ancienne influence sur la conservation de l'équilibre du pouvoir en Europe, influence en partie détruite par l'habileté déployée par le cardinal de Fleury à l'époque de l'élection de Charles VII.

Quand même le texte de l'*Histoire de la grande crise de l'Europe* se montrerait moins explicite, il serait facile de conclure de son contenu que c'est un ouvrage anti-français. Ainsi, d'une part, il attache un grand prix au maintien de la puissance entière de la

maison d'Autriche entre les mains de Marie-Thérèse, pour que « la liberté de l'Empire ne soit pas mise aux fers, » et, d'une autre part, il reconnaît la *validité* des prétentions du roi de Prusse sur la Silésie, démontrée, assure-t-il, par les manifestes qu'il a publiés et qui « ont mis le public de son côté ». De ce double ménagement pour l'Autriche et pour Frédéric, il résulte qu'il désire voir l'Allemagne pacifiée, unie et forte, pour en faire l'alliée de l'Angleterre et combattre un ennemi puissant et dangereux par son voisinage. L'inspection d'une carte d'Europe convainc que cet ennemi ne peut être que la France.

Un autre écrit pousse encore plus l'Angleterre à combattre la France. Il a pour titre : *Le système politique de la Grande-Bretagne dans la conjoncture présente mis dans tout son jour, ou Lettre écrite de Londres par un gentilhomme allemand à un ami de Vienne, pour servir de suite à l'Histoire de la grande crise de l'Europe*, in-16 de 128 pages, à La Haye, chez Frédéric-Henri Scheurleer, 1743.

« Si les Anglais, y remarque-t-on, couverts d'une muraille et renfermés dans leur île pouvaient se contenter du produit de leurs terres, il leur serait permis de ne prendre aucun intérêt au sort de leurs voisins. Mais s'ils veulent demeurer ce qu'ils sont, se maintenir dans la plus grande étendue de la liberté qu'ils possèdent, et pousser leur commerce *plus loin qu'aucun autre peuple* ; s'ils veulent conserver les *vastes pays* qu'ils se sont acquis dans les climats les plus reculés de la terre, et se faire toujours regarder comme les

commerçants généraux de l'univers, il faut que de temps en temps ils veulent bien combattre pour le système d'indépendance et d'équilibre d'où tous ces avantages découlent ; car s'ils viennent une fois à perdre cette fermeté qui les rend naturellement l'appui de tout l'édifice, ils s'apercevront bientôt du peu qu'ils pèseront par eux-mêmes lorsque, confondus pêle-mêle avec les autres peuples, ils seront dans le bassin d'une balance dont la France fera ce qu'il lui plait. »

A quoi tendait cette prédication ? car c'en est une véritable. A familiariser le peuple anglais à l'idée d'une guerre contre Louis XV, guerre qui éclata dès le mois de mai de l'année 1744, et fournit au maréchal de Saxe l'occasion d'illustrer son nom et de le rendre cher à la France par les victoires de Fontenoy, de Raucoux, de Lauffeld.

On retrouve l'indication du rôle que les Anglais doivent, d'après leurs propres idées, jouer en Europe, tel à peu près que le trace l'auteur du *Système politique de la Grande-Bretagne*, dans une brochure de circonstance bien antérieure, imprimée sans nom de libraire et sans trace du lieu de publication, sous ce titre : *Conférence sur les intérêts de l'état présent de l'Angleterre touchant les desseins de la France*, in-32 de 58 pages, 1668. Les extraits suivants mettront le lecteur à même de s'en assurer. « Il faut opposer des forces considérables pour empêcher les progrès de la France, et la contraindre de demeurer chez elle et dans ses anciennes limites.....' (page 10). Ainsi nous ferons tourner la chance de quelque côté que nous



voudrons, et à l'appétit des intérêts de l'Angleterre... (page 25). La France est l'héritaire ennemy de l'Angleterre ; elle a souvent esprouvé à son dommage que l'Angleterre *seule* est capable d'arrester ses conquestes..... (page 32). Il est très désavantageux à l'Angleterre que la France se saisisse de quantité de ports de mer, car elle se rendra infailliblement maîtresse du commerce des Indes ; or *le commerce doit faire nostre plus grande jalousie*, il nous doit estre aussi cher que la prunelle de nos yeux (page 41). »

Ainsi le même esprit d'hostilité et de haine animait les Anglais contre les Français pendant le règne de Louis XIV comme pendant le règne de Louis XV ; cet esprit n'avait pas encore changé sous Louis XVI et sous Napoléon I^{er}.

La *Conférence sur les intérêts de l'Angleterre* contient à la page 52 une maxime de guerre assez importante pour que nous la relevions ; la voici : « Celui qui est maître de la campagne porte toujours avec lui les clefs des villes et y peut entrer quand il veut ; le gain d'une bataille peut faire recouvrer toutes les places fortes précédemment perdues. » C'est le sens du conseil que Turenne adressait à Condé, conseil remarquable sous un monarque qui affectionnait la guerre de siège : « N'oubliez pas qu'on a tort de mettre plus à honneur de prendre difficilement une ville forte que de conquérir aisément une province. »

Abordons les pamphlets relatifs à la troisième guerre de Silésie, plus généralement connue sous le nom consacré de *guerre de Sept-Ans*.

L'Europe ridicule, ou Réflexions politiques sur la guerre présente, in-18 de 204 pages, Cologne, 1757, est le premier qui me tombe sous la main.

J'ai peine à comprendre le premier titre de cet écrit, *L'Europe ridicule*, à moins qu'il ne soit là pour piquer l'attention et attirer les lecteurs, car si, d'après son contenu, il y a eu quelqu'un de rudement mené, c'est l'Électeur de Saxe; de sorte que ce serait tout au plus *la Saxe ridicule*.

L'auteur de ce livre se montre en effet hostile à la Prusse et grand partisan de l'Autriche, et surtout de la Saxe. Il tend, dans ses trois *Lettres*, soi-disant adressées par un Hollandais à un Hollandais, à montrer comment le mélange des parentés et des alliances rend en Allemagne les réclamations de possession de provinces presque fondées pour quiconque dispose de la logique amoncelée par une armée de 100,000 soldats; à vertement blâmer Frédéric d'avoir entamé la guerre de Sept-Ans, parce que son agression peut, de la part de l'Autriche, « justifier les représailles les plus étendues; » et à faire l'histoire des malheurs de la Saxe pendant la campagne de 1745. On sait quelles furent les tergiversations du cabinet de Dresde durant cette dernière campagne de la seconde guerre de Silésie, tergiversations qu'il faut attribuer à son espoir de pouvoir se joindre avec avantage aux armes victorieuses de l'Autriche; mais les soldats de Marie-Thérèse furent battus à Soor, ceux d'Auguste III le furent à Kesseldorf, et, bon gré mal gré, ce dernier dut, comme la reine de Hongrie, accéder à la *Con-*

vention de *Hanovre* précédemment conclue entre la Prusse et l'Angleterre, et qui garantissait à Frédéric la possession de la Silésie. L'écrivain qui a composé *l'Europe ridicule* se lamente beaucoup des pertes éprouvées alors par la Saxe ; il énumère ses pertes en hommes et en argent ; il gémit de la contribution d'un million d'écus exigée par Frédéric pour la foire de Leipzig de 1746 ; il tourne à exigence captieuse la réclamation des armes ayant appartenu aux déserteurs prussiens. En vérité, croit-il donc de la sorte faire croire qu'un vainqueur ait pour obligation de caresser et d'enrichir le vaincu ! Je ne prétends pas qu'il n'y ait un peu de brutalité dans le fait de Frédéric à l'égard de la Saxe ; il le fallait bien puisqu'il s'agissait de la *contraindre* à la paix si longtemps ajournée par elle ; mais ce qui prouve que le roi de Prusse ne s'est pas trop écarté de la modération voulue, en nos temps modernes, par les convenances et l'humanité d'usage, c'est qu'il consentit à traiter avec la Saxe, après comme avant la victoire des Prussiens à Kesseldorf, sur le pied de la convention de Hanovre. Au surplus, une autre remarque décèle les exagérations manifestes de l'auteur. Il accuse Frédéric d'avoir combattu la Saxe en 1745 dans l'intention formelle *de reculer jusqu'à l'Elbe les frontières de ses États*. Or, Frédéric n'a jamais voulu, durant son règne, devoir à ses armes d'autre agrandissement que celui de la Silésie ; il a même écrit au milieu du chapitre XIV et dernier de *l'Histoire de mon temps* : « L'Europe n'était que trop jalouse de l'acquisition

que le roi avait faite de la Silésie ; il fallait effacer ces impressions et non les renouveler, » déclaration à laquelle il a eu la sagesse de rester fidèle pendant toute sa carrière, car la Prusse n'a rien gagné à la guerre diplomatique de 1778, et l'acquisition due en 1772 au premier partage de la Pologne a été toute pacifique.

Il résulte de ces remarques que ce pamphlet se trouve entièrement à l'avantage de l'Autriche, car cette monarchie avait un puissant intérêt à faire valoir les griefs et les criailleries des Saxons contre Frédéric pour les ajouter à ses récriminations et renforcer ainsi ses prétentions sur la Silésie, prétentions qui paraissaient peu valides en 1757, à l'origine de la guerre de Sept-Ans, lorsque deux fois déjà elle avait solennellement cédé cette province à la Prusse.

On rencontre aux pages 99 et 100 de *l'Europe ridicule* un passage légèrement ampoulé sur la maladie qui, au début de la campagne de 1744, cloua malheureusement le roi Louis XV à Metz et paralysa ainsi les opérations des Français. « Un peuple éperdu et en larmes, rapporte l'auteur, les temples remplis d'une multitude de citoyens de tout état, prosternés aux pieds des autels, et paraissant implorer le ciel pour leur propre vie ; la douleur la plus profonde et les alarmes les plus vives peintes sur tous les visages ; la populace même assiégeant les maisons des grands pour demander en pleurant des nouvelles de son roi, et courant en foule sur les chemins pour en attendre ; voilà ce que j'ai vu, et je me suis dit : La France n'est-elle donc qu'une vaste et nombreuse famille qui a tremblé pour les jours de son père?... Un monarque

n'est si tendrement chéri que lorsqu'il est digne de l'être. » Ces lignes pathétiques reflètent les craintes de nos aïeux à la possibilité de perdre Louis XV, qu'ils avaient vu avec joie se mettre à la tête de nos armées, craintes qu'il faut envisager comme une démonstration nationale de la France se personnifiant en son chef au moment de combattre les Anglais, et qui valurent au monarque, lors de son rétablissement, le surnom de *Bien-Aimé* décerné avec enthousiasme. Plusieurs historiens français, et des meilleurs, n'ont pas compris ce mouvement de l'esprit public en France au milieu du xviii^e siècle, parce qu'ils ont toujours voulu, d'une manière exclusive, voir dans le roi combattant à Fontenoy le sultan du Parc aux Cerfs, mêlant ainsi deux personnages assez différents, qui se sont succédé dans une même individualité. Je dis *assez différents*, parce qu'il résulte, du dépouillement des collections d'autographes les plus secrètes, que la correspondance ordurière de Louis XV avec le maréchal de Richelieu date à peine de deux ans avant la journée de Fontenoy, c'est-à-dire de 1743, et l'on sait que c'est en grande partie à cette correspondance qu'il faut attribuer le dévergondage regrettable dans lequel tomba bientôt ce monarque.

Le second pamphlet dont j'ai à parler relativement à la guerre de Sept-Ans, revêt la forme allégorique, comme l'indique son titre : *La dernière guerre des bêtes, fable pour servir à l'histoire du xviii^e siècle*, par l'auteur d'*Abassai*, à Londres, chez Seyffert, 1758, in-48 de 96 pages.

Ce pamphlet, plusieurs fois réimprimé en 1758,

porte la même épigraphe que la *Présomption punie*.
savoir ce mot d'Horace :

Quid rides? Mutato nomine, de te Fabula narratur.

Ainsi traduit par Boileau-Despréaux :

Tu ris? Change les noms, la Fable est ton histoire.

Ce qui indique une histoire réelle sous des noms d'animaux. Cette histoire retrace d'abord les démêlés amenés en Amérique entre la France et l'Angleterre, par la vague délimitation du Canada, puis les débuts de la guerre de Sept-Ans. Ses traits ne manquent ni d'à-propos ni de fermeté, et sa narration excite l'intérêt. Le voile de l'apologue offre une grande transparence et se trouve même tissé avec une exacte connaissance du caractère national de chaque peuple, comme le prouve son texte et aussi en partie cette mention de la *clef* de l'ouvrage que l'auteur se garda bien de donner dans la première édition, mais qu'il publia ensuite, et que l'on découvre d'ailleurs facilement à la lecture de ses pages quand on connaît l'histoire du milieu du XVIII^e siècle.

Les Léopards représentent les Anglais.

Lions	—	Français.
Tigres	—	Prussiens.
Dromadaires	—	Autrichiens.
Chameaux	—	Hollandais.
Ours gris	—	Hanovriens.
Ours blancs	—	Saxons.
Loups jaunes	—	Polonais,
Éléphants	—	Russes,
Rhinocéros	—	Turcs, etc.

De plus, dans *la Dernière guerre des bêtes*, Dieu s'appelle *le Sage*, le monde *la Forêt*, les mers *le grand Fleuve*, les richesses *les Vers luisants*, les vaisseaux *les Radeaux*, les provinces *les Prairies*, les écrivains *les Singes*, etc.

L'auteur signale les particularités que présente l'histoire des différents groupes d'animaux susnommés pendant le laps de temps de 1756 à 1757 ; il parle même des partisans du diacre Paris, connus sous le nom de *convulsionnaires*, qui pensaient, dit-il, « que pour honorer *le Sage* il fallait tordre les jambes, la tête, ne marcher qu'en sautant et cabriolant, » et ajoute que le roi des *Lions*, dans les États duquel ces scènes scandaleuses se passaient, en défendit le renouvellement, ne voulant pas que ses sujets « méritassent davantage le titre d'*extravagants* qui leur était assez prodigué. » On voit qu'il lance par là une allusion à la légèreté proverbiale des Français, et ce n'est pas la seule que contienne son livre. Mais nous arrêter plus longtemps sur ce côté satyrique du pamphlétaire que nous examinons nous écarterait de notre but. Passons au portrait de Frédéric qu'il crayonne. Je le laisse parler :

« Le roi des *Tigres* (Prussiens) réunissait toutes les qualités des autres en bien et en mal, avec un génie supérieur en tout genre ; il les faisait valoir toutes à la fois. On le blâmait des unes, on le louait des autres ; peut-être les lui enviait-on toutes. Au degré où il les possédait, elles assuraient ces heureux succès qui étonnaient les *Bêtes* (la multitude), et faisaient tout

approuver à celles qui n'en étaient pas les victimes (page 69). Il *prévenait* toujours les autres par son attaque, parce qu'il avait l'art de les deviner (même page).... Jamais aucun *Animal* (homme), et surtout un *Animal* roi, n'avait eu plus d'esprit et d'éloquence, plus de talents pour soutenir une bonne ou mauvaise cause ; il *était tout dans son royaume* ; il était même *singe* (écrivain) ; il avait fait plusieurs ouvrages de *singe* ; il protégeait tous les *Animaux* de cette espèce ; il s'était abaissé jusqu'à se quereller avec quelques-uns d'entre eux , qui avaient oublié sa supériorité comme *roi* pour la lui disputer comme *singe*. Ceux qu'on élève trop oublient facilement les distances (page 72). La reine des *Dromadaires* (Autrichiens) perdait moins en perdant dix *Dromadaires* que le roi des *Tigres* (Prussiens) en perdant un seul *Tigre*. On allait jusqu'à regarder les succès de celui-ci comme autant d'accidents qui hâtaient sa destruction. Mais sa valeur, son expérience, son habileté, étaient d'une ressource infiniment supérieure à l'avantage du nombre qu'avait son ennemie (page 81). Le roi des *Tigres* (Prussiens) prenait de l'orgueil non-seulement dans le cas qu'il voyait qu'on faisait de lui, mais encore dans la certitude qu'il avait que cette estime involontaire lui était due. Ses grandes qualités étaient d'autant plus librement mises en œuvre qu'un *mauvais succès ne pouvait lui être honteux*, et qu'un succès heureux le mettait au-dessus de l'*Animal* (homme). La gloire excite un désir plus violent, plus décidé, lorsqu'elle n'est point en opposition avec la honte (page 85). »

Je me suis plu à faire cette citation un peu longue, parce que la silhouette qu'elle esquisse, faite durant le règne de Frédéric, et alors que ce monarque ne s'était pas entièrement révélé, présente néanmoins des contours touchés avec assez d'exactitude. Ainsi, suivant l'auteur, Frédéric *prévient* ses ennemis par son attaque ; il agit de la sorte dans ses trois guerres, en 1740, en 1744, en 1756, et cela lui est possible, parce qu'il tient assez bien les fils de la politique pour connaître les intentions de ses adversaires, parce qu'il sait diriger le vaisseau de l'État au milieu des orages et des tempêtes qui menacent, qualités qui lui vaudront plus tard la conservation de ses conquêtes. Il est *un génie supérieur en tout genre*, et il est *tout* dans son royaume. C'est bien là, en effet, le roi qui gouverne seul, sans entourage d'aucune espèce, et qui pourtant donne le bien-être à ses sujets par une sage administration, les dote d'un nouveau Code, agrandit leur renom, et leur conquiert une province. *Il est même singe* (écrivain) *et s'abaisse en se querellant avec quelques singes* : c'est une allusion à la longue et singulière dispute de Frédéric avec Voltaire, qui se trouve antérieure à la guerre de Sept-Ans, puisque Voltaire quitta Berlin en 1753, dispute provenant de ce que le roi de Prusse et l'auteur de la *Henriade*, tout en ayant besoin l'un de l'autre, possédaient chacun cependant un caractère trop entier pour vivre longtemps ensemble, et s'entendaient mieux de loin et par correspondance, c'est-à-dire au moyen seulement de leur esprit, que de près au moyen de leur cœur sec et de

leur amitié de parade. *Un mauvais succès ne pouvait lui être honteux* : c'est l'opinion de Frédéric lui-même écrivant à un ami au milieu de ses revers dans la campagne de 1757. « Je ne sais s'il sera honteux pour moi de succomber ; mais ce que je sais bien, c'est qu'il n'y aura pas grand honneur à me vaincre. »

Comme tout apologue, *la Dernière guerre des bêtes* se termine par une morale, qui n'est autre que la fable 3^e du livre II des Fables de notre bon et naïf La Fontaine, reproduite ici comme une sentence rendue par *le Sage* (Dieu). Cette fable, chaque lecteur le sait, a pour titre : *Le loup plaidant contre le renard par-devant le singe*. Le singe condamne les deux parties à l'amende, le loup comme se plaignant quoiqu'on ne lui ait rien pris, le renard comme ayant pris ce qu'on lui réclame, et le fabuliste ajoute à ce jugement en forme d'explication :

Le juge prétendait qu'à tort et à travers

On ne saurait manquer condamnant un pervers.

Néanmoins le jugement reste fort singulier, et La Fontaine le sent lui-même parfaitement, car il corrobore ses vers par une petite justification en prose, ce qui lui arrive très rarement. « Quelques personnes de bon sens, dit-il, ont cru que l'impossibilité et la contradiction qui est dans le jugement de ce singe était une chose à censurer ; mais je ne m'en suis servi qu'après Phèdre ; et c'est en cela que consiste le bon mot, selon mon avis. »

L'adoption de la fable du *Loup plaidant contre le renard*, pour conclusion de son écrit, montre chez

l'auteur de *la Dernière guerre des bêtes* une propension à condamner les longues guerres si désastreuses à l'espèce humaine ; d'ailleurs il déploie des penchants satiriques et dit des vérités à chacun des partis belligérants. Il est donc évident que c'est un *singe*, pour employer son expression, animé de tendances philosophiques. Son livre est assurément l'un des plus intéressants publiés sur les événements qui se présentent dans l'histoire du XVIII^e siècle en qualité de corollaires de la conquête de la Silésie.

Je franchis maintenant quatre années, et je parle d'un écrit daté de 1762 et portant ce titre : *La paix générale, ou Considérations du docteur Man'lover, d'Oxfordt*, mises en français par M. Maubert de Gouvest, secrétaire de S. M. le Roi de Pologne, Électeur de Saxe, 1762, de l'imprimerie du futur Congrès, in-12 de 267 pages, sans indication du lieu de publication.

Disons-le immédiatement, c'est un pamphlet en faveur de la Saxe, comme le fait pressentir le titre pris par son auteur, pamphlet composé en véritable journaliste, ou, comme on s'exprimait alors, en véritable *gazetier*.

Bizarre carrière que celle de ce Maubert de Gouvest ! Tour à tour capucin, militaire, précepteur, directeur de théâtres, gazetier, pamphlétaire, chassé de différents pays pour ses écrits, plagiaire audacieux, il fait peu d'honneur à la France et à la ville de Rouen qui l'a vu naître. On lui doit un grand nombre d'écrits politiques semblables à celui dont il est ici ques-

tion, entre autres : *Histoire politique du siècle*, 1754, et *Esprit de la présente guerre* (guerre de 1756), 1758. C'est lui qui a publié en 1762, sous son nom, dans les formats in-8° et in-12, à Bruxelles et à La Haye, les *Mémoires militaires sur les Grecs et les Romains*, de Charles Guischart (1), colonel au service de Frédéric, et surnommé *Quintus Icilius* par ce monarque, ouvrage déjà paru à La Haye chez Pierre de Hondt en 1758, dans le format in-4°. Le plagiat est complet, sauf de légères modifications au titre, qui devient *Mémoires militaires sur les anciens*, ainsi qu'aux têtes et aux fins d'alinéas souvent mêlés ensemble, et comprenant à peine quelques phrases de changées. Frédéric riait souvent aux dépens de Guischart, en l'avertissant de demander dorénavant à son aristarque le chevalier de Lo-Looz la permission de publier ses ouvrages. Les larcins de Maubert de Gouvest étaient encore plus à redouter pour cet écrivain militaire que les critiques de Lo-Looz ; heureusement pour lui Maubert n'existait plus depuis six ans en 1773, quand il publia sa seconde œuvre, les *Mémoires critiques sur plusieurs points d'antiquités militaires*.

La *Paix générale* de Maubert de Gouvest se divise en trois livres ou parties : la première partie trai-

(1) Dieudonné Thiébault rapporte dans ses *Souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, que Guischart, avant son entrée au service de Prusse, était professeur à Leyde ; il était aussi, puisqu'il en prend la qualité sur son livre, capitaine au bataillon de S. A. S. Mgr. le margrave de Bade-Dourlach, au service de LL. HH. PP. les seigneurs États-Généraux des Provinces-Unies.

tant des *Affaires d'Allemagne et du Nord*, la seconde partie traitant de la *Guerre de mer et de ses suites possibles*, la troisième et dernière partie traitant des *Relations qui sont entre les puissances et de la pacification que ces relations indiquent*. L'auteur rapporte cette paix à la date du 2 juillet 1762. Voici les observations auxquelles son texte donne lieu.

La première s'applique au dédommagement qu'il réclame pour la Saxe. Après s'être attaché à démontrer que le Corps germanique en doit un à cet électorat qui, placé entre la Prusse et l'Autriche, a eu à supporter les maux de la guerre successivement amenés par les soldats de ces deux puissances, il demande Halle et son territoire cédés par le roi de Prusse, le comté de Mansfeld adjugé par l'empereur d'Allemagne, Erfurt et son territoire cédés par l'électeur de Mayence, plus la libre navigation de l'Elbe et une parfaite neutralité garantie pendant dix ans en cas de renouvellement de la lutte entre les monarchies belligérantes. Moyennant ces agrandissements, la satisfaction de la Saxe, à ce qu'il affirme, *serait médiocre*. La fortune se montra cependant moins libérale à l'égard de cet électorat, qui n'obtint à l'époque du traité de Hubertsbourg, fin de la guerre de Sept-Ans, que sa propre restitution, car on se rappelle que Frédéric s'en était emparé et l'occupait.

La seconde observation concerne la Pologne. L'auteur suppose que l'empereur de Russie Pierre III, appartenant à la maison ducale de Holstein et grand admirateur de son ami et allié Frédéric le Grand,

désire placer sur le trône de Pologne un prince hols-teinois, afin que trois couronnes du Nord (Russie, Suède (1) et Pologne) soient soumises à cette famille princière, et qu'il y parvienne au moyen d'une alliance offensive avec la Prusse et la Suède. Le prince hols-teinois, devenu roi de Pologne à la place d'Auguste III, électeur de Saxe, « serait, dit-il, despote en ses États un an après que ses puissants alliés auraient résolu de l'y mettre sur ce pied; et il les payerait de leur secours en leur cédant les morceaux de la royale république qui sont à leur bienséance. L'empereur de toutes les Russies unirait à son empire la *Russie rouge*, le roi de Prusse s'approprierait la Prusse polonaise, appelée anciennement la *Prusse royale*..... » Maubert de Gouvest semble prophète dans ce passage; car, dix ans après l'apparition de son livre, le premier démembrement de la Pologne s'accomplit et dota le royaume de Prusse de la province nommée la Prusse royale, sans que personne ait pu avoir connaissance des intentions des puissances copartageantes avant la seconde quinzaine du mois de janvier 1771, époque à laquelle le prince Henri de Prusse, plénipotentiaire pour son frère en Russie, fit à ce sujet, au milieu des fêtes de Saint-Petersbourg, les premières ouvertures à l'impératrice Catherine.

La troisième observation porte sur un passage relatif à la marine. « Nous sommes dans l'erreur, affirme l'auteur, quand nous nous reposons sur la difficulté de former une puissante marine, surtout

(1) La dynastie de Holstein date en Suède de 1751.

dans une monarchie, où l'ordre du prince étouffe toutes les réflexions. *Le roi de Prusse formerait une marine comme le roi son père a formé ses premières troupes* ; et cette même attraction, qui recrute actuellement aux dépens de l'étranger les armées prussiennes, procurerait des équipages pour les vaisseaux de Sa Majesté. » Le pamphlétaire raisonne dans ce passage avec moins de bonheur que précédemment, puisque la Prusse de la seconde moitié du xix^e siècle, malgré sa population plus que double de celle de la Prusse à la mort de Frédéric-le-Grand, possède à peine encore une flotte (1), et songe seulement aujourd'hui, d'une manière sérieuse, à fonder sur les côtes de la Baltique un grand port militaire dans le genre de ceux que la France a su créer à Brest, à Toulon, à Cherbourg. Ce qui sans doute a excité son dire, ce sont les efforts tentés par le grand-électeur pour créer une marine brandebourgeoise et établir une colonie sur la côte de Guinée, efforts que l'on pouvait supposer devoir être renouvelés par Frédéric le Grand, bien plus puissant que son aïeul. Ce dernier monarque préféra sagement, comme on le sait, à la gloire de fonder une *puissance complète*, celle de laisser à ses successeurs une *puissance uniquement terrestre*, mais agrandie, reconnue, consolidée, durable. Il n'a fait qu'un pas, pas de géant à la vérité. Ses successeurs, certains d'exister comme grande puis-

(1) 1 frégate, 3 corvettes, 2 avisos, 1 bâtiment de manœuvres, 1 steamer de transport, 2 schooners, 36 chaloupes canonnières, 6 yoles.

sance, feront le second pas et poseront leur royaume héréditaire comme *puissance maritime*.

Notre quatrième et dernière observation sur la *Paix générale* se rapporte à la crainte que le conquérant de la Silésie, allié surtout à l'Angleterre et à la Russie, inspire à l'auteur, qui le regarde, si les événements le laissent « en posture à dicter les conditions de la paix à la fin de la guerre, » comme assez puissant pour songer à prendre la suprématie sur toute l'Allemagne. Cette opinion, à propos de laquelle Maubert de Gouvest emploie même l'expression atténuée de *monarchie universelle*, forme assurément un bel éloge pour Frédéric qui venait de lutter contre les trois quarts de l'Europe; mais son exagération même en montre la fausseté. La suprématie dont Frédéric jouit après le traité de Hubertsbourg fut purement morale, telle qu'elle devait être pour l'Allemagne entière vis-à-vis d'un si grand génie et d'une si vaillante épée, mais ce fut loin d'être une suprématie de fait, et il le reconnaissait bien lui-même quand il répondait, avec une modeste franchise, à un général le complimentant à outrance sur son habileté sur les champs de bataille : « Avouez plutôt que j'ai eu beaucoup de bonheur. » C'est seulement depuis les agrandissements obtenus par la Prusse en 1814 et 1815 que cette puissance européenne a conquis sur les États secondaires et protestants de l'Allemagne du Nord une influence qui la pousse invinciblement, comme l'ont prouvé les événements de 1849, vers une prépondérance plus marquée, plus effective, vers une puissance impériale

exercée au moins sur cette portion du *Deutschland*.

Plus la solution de la guerre de Sept-Ans approchait, plus les pamphlétaires se déchaînaient contre Frédéric et sa ligne de conduite. Ainsi 1762 vit encore paraître le pamphlet suivant : *Dictionnaire politique, ou Glossaire alphabétique que le célèbre docteur J. Volkna, professeur d'éloquence militaire politique au collège de Berlin, a composé pour ses leçons privées, traduit sur l'imprimé allemand, à Londres, chez Guillaume Meyer, libraire dans le Strand, in-16 de xxiv-144 pages.*

Ce livre est censé retracer les bases de ce qu'il appelle *la nouvelle politique*, c'est-à-dire de la politique prussienne, aux thèses *impugnables* (*sic*), usant de la *raison de guerre* en temps de paix, et accusant ceux qu'elle envahit d'être les agresseurs. On voit que cette politique est silhouettée comme violente, immorale, et comme telle contraire aux principes de l'*Anti-Machiavel*, bon tout au plus « à amuser quelques savants. »

Chaque page dénote cette teinte perverse sous laquelle l'auteur envisage les ressorts du cabinet de Berlin. Voici quelques extraits qui permettront au lecteur d'en juger. « On serait peut-être parvenu plutôt à la capacité de notre nouvelle politique *martiale*, si tant de rois mêmes, au lieu de reconnaître le grand avantage qui en résulte, ne se fussent piqués de suivre le *prétendu* héroïsme des moralistes. Un Henri IV, roi de France, avait la *faiblesse* de tirer vanité d'avoir dit, que quand même la sincérité serait bannie

du monde, elle devrait trouver son asile dans les cœurs des rois (page 11). — *Amour et Paix*. Ces deux mots servent de grand ornement à un écrit, sans toutefois nous obliger à en agir autrement que le demande notre politique. Ces deux expressions tendres ne sont pour nous que des *prædicata politica* (page 7). — *Batteries*. C'est une expression valeureuse employée quelquefois au figuré. Il est bon de montrer par son langage militaire qu'on est homme de guerre. La peur souvent effectuée plus que la meilleure démonstration (page 17). — *Désir*. Se joint toujours à quelque autre mot, par exemple : *Désir à la mutinerie, à s'agrandir*. Il est nécessaire que nous en accusions nos ennemis, du moins aussi longtemps que nous ne possédons pas plus de provinces qu'eux (page 44). — *Légal, illégal*. Nous reconnaissons et tenons pour illégal tout ce qui est traité et conclu contre nous, même dans une assemblée légitime (page 87). — *Patriotique*. Dans un État comme l'empire d'Allemagne, le membre qui se veut montrer politiquement patriotique doit avoir sur pied une grande armée qui à tout moment se trouve en état de s'opposer au chef. Il ne vécut jamais dans le monde personne aussi capable que nous de représenter le *patriote* en ce point (page 103). »

Le *Dictionnaire politique de Volkna* se termine par un glossaire en vers sur les trois mots *conquérant, brigand, héros*, glossaire où les allusions à Frédéric le Grand ne sont pas ménagées.

Il existe aussi un *Anti-Volkna, ou Notes d'un pu-*

bliciste sur le système politique militaire prussien, Londres, chez Meyer, 1762, in-16 de 64 pages.

Ce dernier pamphlet embrasse chaudement les intérêts de l'électorat de Saxe, mais son cachet particulier réside dans la prépondérance nettement accusée qu'il accorde au militaire dans le gouvernement de la Prusse. « Le gouvernement prussien, dit-il, *tout militaire*, a réuni les principaux traits de Sparte et de Rome, sans avoir leurs besoins, sans admettre leurs exceptions. Le goût du feu roi de Prusse pour l'argent et pour le despotisme a chargé ses sujets du joug et de la pauvreté des Spartiates; l'ambition du roi régnant a donné à la puissance prussienne le caractère (sic) *envahisseur* de la puissance romaine. Cette puissance *toute militaire* doit toujours opprimer et conquérir, parce qu'elle est toujours armée, et ne peut armer que des *forçats*, vu que le despote a lui seul intérêt à la guerre et aux conquêtes (page 16). Plus Sa Majesté prussienne a travaillé heureusement à perpétuer le *gouvernement tout militaire* qui fait le malheur de ses sujets, plus les peuples de l'Allemagne en appréhendent la contagion, plus les souverains pères de leurs sujets en souhaitent l'anéantissement. Sa Majesté prussienne en veut et à la génération présente et aux générations futures. Tous les princes de sa maison sont formés ou se forment dans ses principes. *Ce sont des soldats ou des capitaines*; et de tous les traits qu'on cherche dans les hommes de ce haut rang, *on ne voit en eux que les traits du guerrier* (page 29). » Cette citation se trouve, en dépit de l'au-

teur, grosse d'éloges pour Frédéric et pour la force des baïonnettes prussiennes, puisqu'elle compare leurs premiers coups aux débuts du peuple romain, le peuple le plus guerrier et le plus puissant que la terre ait jamais eu.

« La puissance prussienne, ajoute-t-il, à en juger systématiquement, était, après l'union de la Silésie, au même point que Rome après celle d'Albe. Près d'elle la Saxe ressemblait assez à ce pays des Sabins, toujours faibles, toujours battus, et jamais dociles (pages 21 et 22). » L'écrivain qui a composé l'*Anti-Volkna* fait évidemment ici allusion au projet souvent prêté à Frédéric par les Allemands, de vouloir s'emparer de la Saxe, projet dont nous avons indiqué ci-dessus l'inexactitude en parlant de l'*Europe ridicule*.

Plusieurs lettres émanées d'Anglais supposés sont imprimées à la suite de l'*Anti Volkna*: ce sont des lettres politiques relatives à la marche alors suivie par le ministère du roi d'Angleterre vis-à-vis de l'Europe, ministère qui traitait alors la Prusse « moins en ami qu'en ennemi déclaré, » comme Frédéric l'avoue dans le dernier chapitre de son *Histoire de la guerre de Sept-Ans*.

Ce monarque, dont on connaît le penchant pour la raillerie, se laissa presque aller lui-même à la composition de pamphlets, car quel autre nom peut-on donner à sa *Lettre de félicitation du prince de Soubise au maréchal Daun sur l'épée qu'il a reçue du Pape* (à propos de sa victoire de Hohenkirch), et à plusieurs

autres lettres semblables écrites par lui sous des noms supposés? Ici un rapprochement s'offre à notre plume. Condé, au temps de la Fronde, chansonnait lui-même ses adversaires; Frédéric, pendant les trois guerres de la Silésie, les immolait au ridicule par-devant les lecteurs de gazettes. En agissant ainsi, tous deux ne cessaient de guerroyer, puisque chansons et gazettes formaient alors de puissantes armes.

Je suis loin d'avoir épuisé la matière de cette *Étude*, car j'ai encore là, entre autres pamphlets, *les Vœux de l'Europe*, *l'Éloge de la paix*, *la Réfutation de la politique moderne*. Je m'arrête pourtant, convaincu d'en avoir assez dit pour faire connaître l'esprit d'opposition que soulevèrent en Europe la conquête de la Silésie et la création d'une nouvelle grande puissance continentale qui en fut la suite. Frédéric le Grand s'inquiéta toujours très peu de cette opposition, sachant à merveille que le mécontentement se soulage et s'use en parlant, et traitant cette disposition hostile comme les craintes manifestées au début de la lutte par la partie timorée de la population de Berlin, craintes dont il écrivait le 19 décembre 1740, de son quartier de Milchau (près de Glogau), à son ami Jordan : « Laisse parler les envieux et les ignorants ; ce ne seront jamais eux qui serviront de boussole à mes desseins, mais bien la gloire ; j'en suis pénétré plus que jamais, mes troupes en ont le cœur enflé, et je te réponds du succès. »

XIII.

L'ADMINISTRATION MILITAIRE.

Il existe dans l'état-major de chacun des neuf corps d'armée composant la puissance militaire de la Prusse :

1 intendant.

3 conseillers d'intendance.

2 assesseurs d'intendance.

1 ou 2 référendaires.

6 secrétaires et comptables (*Calculatoren*).

1 greffier (*Registrar*).

L'établissement de chaque intendance militaire (*militair-Intendantur*) de corps d'armée remonte au 1^{er} novembre 1820, et a remplacé l'ancien *commissariat* des guerres. Cette intendance forme une instance intermédiaire entre celle du ministère de la guerre et les autorités inférieures de l'économie militaire. Ses attributions embrassent toutes les branches de l'économie militaire et toutes les affaires s'y rattachant, telles que conclusion de marchés et de contrats, achats de fournitures diverses, inspection et contrôle

illimité des employés administratifs, ainsi que des caisses et de la comptabilité des troupes.

Le devoir des intendances est celui de toute bonne administration publique : sauvegarder à la fois, dans les diverses branches de l'économie militaire, les intérêts de l'État qui administre et des troupes qui sont administrées ; veiller à ce que les ressorts employés pour la gestion fonctionnent constamment, avec ordre et régularité, à ce que les règlements soient suivis par les troupes comme par les autorités locales, à ce qu'il ne se produise de part et d'autre aucun empiétement ; éclairer par les actes, aussi bien que par le conseil, les fonctionnaires administratifs et les corps de troupes.

Dans les cas douteux où le défaut de règlements ou de tarifs clairs et précis ne leur permet pas d'agir directement, les intendants doivent adresser une demande au ministre de la guerre à l'effet d'en obtenir ce que l'on nomme en France une *décision* ou *solution* ministérielle. Dans le cas où le retard amènerait un inconvénient, ils peuvent prendre sur eux de donner immédiatement les ordres nécessaires en ayant soin de se tenir dans l'esprit et l'analogie des précédents, à la condition pourtant de rendre compte en même temps au ministre de la guerre et de solliciter son adhésion supplétive à leur décision.

A l'égard des établissements, les ordonnances recommandent aux intendants de maintenir dans un juste rapport les frais qu'ils occasionnent avec leur but, et de proposer leur suppression quand on pourra

les remplacer plus économiquement, sans qu'il s'ensuive néanmoins une aliénation d'immeubles appartenant à l'État, et pouvant devenir utiles dans certaines éventualités, comme dans le cas d'un grand mouvement de troupes.

Afin de se convaincre que ni les troupes ni les employés administratifs ne détournent de leur destination véritable et réglementaire les prestations en deniers et en nature qui leur sont allouées par l'État, les intendants possèdent le droit de faire passer annuellement une ou plusieurs revues (1) *inattendues* sur les lieux mêmes par des commissaires. Sous ce rapport, l'intendance militaire a les mêmes pouvoirs en Prusse qu'en France. La latitude ou le droit, pour un membre de ce corps administratif, de passer inopinément une revue, résulte, en France, des articles 519(2) et 529(3) de l'*ordonnance du 25 décembre 1837, portant règlement sur le service de la solde et sur les revues*, et de l'article 255 (4) de l'*ordonnance du*

(1) L'expression *Musterung* (qui correspond à l'ancien mot français *monstre* employé dans les règlements militaires pour *revue* jusqu'en 1637, s'applique spécialement à ces revues administratives.

(2) Article 519. « Pour constater l'effectif, les sous-intendants militaires passent les troupes en revue sur le terrain au moins une fois par mois, et de plus toutes les fois qu'ils en reçoivent l'ordre ou lorsqu'ils le jugent eux-mêmes utile au bien du service. »

(3) Art. 529. « Aux époques de leur inspection administrative, et éventuellement toutes les fois que l'intérêt du service le commande, les intendants militaires passent en revue, sur le terrain, les troupes stationnées dans l'étendue de leur division. »

(4) Art. 255. « Les fonds, les registres et les pièces à l'appui de

10 mai 1844, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des corps de troupe : mais on sait qu'en général ces revues sont connues plusieurs jours à l'avance.

En temps de guerre comme en temps de paix, tout marché relatif à de grandes quantités de vivres ou de matériaux doit être conclu par l'intendance avec réflexion, de manière à ce que le fisc lui-même puisse l'exécuter ponctuellement, et toujours sur une offre publique préalable, c'est-à-dire par le mode des adjudications. Une fois le marché passé, si les livraisons se trouvent défectueuses, l'intendance, aux termes mêmes d'une clause réservée par le cahier des charges, peut acheter de meilleures denrées aux dépens du fournisseur ; mais si ce moyen ne suffit pas pour ramener le fournisseur, et qu'il faille en venir à une résiliation du marché authentiquement conclu, cette résiliation doit être basée sur l'avis motivé de l'un des jurisconsultes responsables de l'intendance (*Auditeur*) (1). Le corps de ces jurisconsultes doit éclairer les intendants et les empêcher de s'engager inconsidérément dans des affaires contentieuses délicates que soulèveraient leurs plaintes précipitées ou mal fondées.

Dans toutes les affaires de leur administration, et

la comptabilité des corps de troupes sont représentés aux officiers de l'intendance militaire toutes les fois qu'ils le requièrent pour leurs vérifications. »

(1) Ces jurisconsultes ou auditeurs sont les mêmes que ceux qui jouent un rôle dans l'administration de la justice militaire.

dans toutes les affaires du personnel, comme désignation d'emploi, promotion, changement de résidence, les intendants ressortent du ministre de la guerre, qui est le chef de toute l'administration militaire, et dépendent de son autorité disciplinaire. En temps de guerre, les intendants se trouvent soumis, sous ce rapport, à l'autorité de l'intendant-général et à celle des intendants d'armée, tous fondés de pleins pouvoirs, comme ils le sont à l'intérieur, et en temps de paix, à celle du ministre de la guerre, dont l'avis n'est guère alors demandé que pour les affaires personnelles relatives aux intendants.

En Prusse, les intendants dépendent plus des généraux qu'en France. Ainsi, considérés en paix comme une autorité provinciale déléguée par le ministre de la guerre, ils doivent néanmoins se réclamer de l'influence immédiate du pouvoir divisionnaire quand ils ont besoin de surmonter une difficulté relative à l'exécution des instructions et règlements ministériels qu'ils sont chargés d'interpréter et d'appliquer. Ainsi, les décisions ministérielles non publiées pour tout le monde (officiers, corps de troupes, autorités de l'intendance et civiles) par le journal officiel dit le *Militair-Wochenblatt* (feuille militaire hebdomadaire), leur parviennent par l'intermédiaire de l'autorité divisionnaire. Ainsi ils sont obligés de tenir les généraux commandant les divisions continuellement au courant de la situation économique des troupes et de toutes les grandes mesures administratives. Ainsi, ils reçoivent directement, dans certains cas, du géné-

ral en chef, des instructions ayant trait à l'économie militaire. Ainsi, ils doivent accompagner dans leurs tournées d'inspection les généraux en chef, quand ces derniers le demandent, et se joindre à leur entourage lorsque les corps d'armée se réunissent pour de grandes manœuvres. Ainsi, enfin, au commencement et au retour des voyages de service ou de congé (1), les intendants sont dans l'obligation comme les autres membres des intendances (conseillers, assesseurs, etc.) de se présenter personnellement chez les généraux en chef pour prendre éventuellement leurs ordres ou pour leur faire un rapport oral sur l'exécution desdits ordres. Il n'y a que le personnel administratif placé sous leur autorité pour lequel ils puissent agir de leur propre mouvement, à l'abri de toute influence du pouvoir divisionnaire, en se conformant toutefois aux instructions du ministre.

Telles sont, en temps de paix, les relations réglementaires des intendants prussiens avec l'autorité militaire supérieure, relations qui n'existent en France à ce degré de dépendance qu'en temps de guerre, puisque les généraux de division ne peuvent leur donner en paix que des *ordres d'urgence*, dans des cas extraordinaires, et leur réclamer qu'une *communication de renseignements* sur la situation et les ressources des services administratifs, comme en fait foi le texte de l'ordonnance du 18 septembre 1822. Mais il faut

1) En Prusse, comme en France, un intendant ne peut s'absenter sans avoir obtenu l'assentiment de l'officier-général commandant le corps d'armée ou la division dont il fait partie.

remarquer à cet égard que cette différence découle naturellement de ce que l'armée prussienne se trouvant constamment organisée en corps d'armée, son service administratif doit, même pendant une période pacifique, se rapprocher le plus possible de ce qu'il sera en guerre, afin qu'il ne s'y produise aucune perturbation au moment de l'entrée en campagne, qui doit pouvoir s'effectuer du jour au lendemain, car on sait que le but et l'avantage de l'organisation militaire actuelle de la Prusse, c'est qu'elle est *toujours armée* et prête à engager la lutte.

Ce n'est pas seulement avec l'autorité militaire que les intendants ont affaire ; ils doivent se maintenir en relations avec les autorités civiles et locales, et même, dans le cas d'un grand approvisionnement de prévoyance en productions du sol, leur soumettre leurs plans d'achat, afin que l'on fasse, autant que possible, concorder les intérêts de la province où l'achat doit avoir lieu avec les exigences de l'administration militaire.

Quant aux autorités étrangères, les intendants doivent, en temps de paix, ne pas communiquer directement avec elles, et se borner à prévenir le ministère de la guerre, afin que, sur l'avis de celui-ci, l'affaire soit ultérieurement traitée par le ministère des affaires étrangères. La seule exception à cette règle concerne les affaires ordinaires d'étapes et les liquidations d'indemnités qui en résultent.

Pour terminer ce qui concerne les intendants, nous ajouterons qu'ils doivent trouver chez les fonction-

naires des intendances, comme chez les employés des administrations et établissements militaires, une obéissance absolue et une exécution ponctuelle à leurs ordres. Ils prêtent serment entre les mains du ministre de la guerre ou du gouverneur de la province (*Ober-President*), commissionné à cet effet, ont rang de conseiller de troisième classe (1), et reçoivent l'appellation honorifique de *très louable* (*Hochloblich*).

Cette esquisse rapide du cercle d'action dans lequel se développent les exigences du service des intendants militaires fait comprendre qu'ils ont besoin, pour remplir dignement leurs fonctions, d'une éducation scientifique, d'une connaissance approfondie des ressources du pays et de toutes les branches de l'économie militaire, et aussi d'une certaine habileté personnelle. La même nécessité se reproduit, à une échelle moindre, pour les autres fonctionnaires des intendances militaires, d'autant plus que c'est parmi eux que l'on choisit de préférence, pour occuper les emplois civils qui deviennent vacants au ministère de la guerre.

Tous les employés de l'intendance, à leur entrée au service, prêtent serment par-devant l'intendant militaire, assisté d'un secrétaire qui rédige le procès-verbal. Le texte du formulaire veut que l'on mentionne spécialement, dans ce procès-verbal, la

(1) Quelques-uns reçoivent comme récompense le titre et le rang de conseiller *privé* (*geheime*) de la guerre (conseiller de deuxième classe).

discretion relative aux affaires de service, et l'accomplissement des fonctions en temps de guerre.

Ces employés se divisent en *inférieurs* et *supérieurs*, et sont tous nommés par le ministre de la guerre. Les employés inférieurs comprennent les secrétaires et les greffiers, tandis que l'on compte comme employés supérieurs les référendaires, les assesseurs et les conseillers.

Pour devenir employé inférieur de l'intendance, un jeune homme doit avoir fait toutes ses classes dans un collège (*Gymnasium*), et avoir satisfait à l'examen universitaire de sortie (*das abiturienten Examen*) qui correspond à peu près à l'examen français du baccalauréat. Admis d'abord comme employé auxiliaire, il passe ensuite secrétaire, puis greffier, le tout à l'ancienneté.

Pour devenir employé supérieur de l'intendance, un jeune homme doit avoir suivi dans une université les cours qui constituent l'espèce de faculté dite *cameralia*, laquelle embrasse les finances, l'administration, la statistique agricole et commerciale, etc., ou, s'il a étudié dans une autre faculté, subir alors un examen spécial et déterminé. Après examen, il est nommé référendaire. Quelques années plus tard, il passe un second examen, qui est plus difficile, et devient assesseur. Il arrive ensuite au rang de conseiller d'intendance, *d'après son ancienneté*. Les intendants sont pris *au choix* parmi les conseillers d'intendance. Ainsi les employés supérieurs de l'intendance sortent, en Prusse, des universités, et obtiennent avancement

soit par concours, soit par ancienneté, soit au choix, tandis qu'en France les membres de l'intendance militaire, tous anciens officiers à épaulettes, admis dans l'intendance par voie de concours, y avancent uniquement *au choix* du ministre, guidé par les propositions de leurs chefs.

Il résulte d'une partie de cette observation que le corps de l'intendance français est plus militaire que celui de la Prusse, en ce sens qu'il se recrute, depuis 1822, exclusivement parmi les capitaines et officiers supérieurs de l'armée, et qu'il conserve même, pour ses divers emplois, certaines assimilations (1) aux grades ; il doit donc être mieux vu par les troupes, et leur inspirer plus de confiance. Pourtant, quoique les fonctionnaires des intendances prussiennes soient réellement d'origine civile et sans autre rang militaire que celui général d'officier pour les employés supérieurs seulement, ils jouissent en Prusse d'une grande considération auprès de l'armée, parce qu'une bonne conduite est la première condition pour entrer dans ce corps, et qu'il est presque sans exemple qu'un de ses membres ait oublié ses devoirs.

Nous venons de dire que les employés supérieurs de l'intendance avaient *rang d'officier*, mais ce n'est

(1) Le grade d'intendant correspond à celui de général de brigade, le grade de sous-intendant de première classe à celui de colonel, le grade de sous-intendant de deuxième classe à celui de lieutenant-colonel, le grade d'adjoint de première classe à celui de chef de bataillon, le grade d'adjoint de deuxième classe à celui de capitaine.

qu'une assimilation générale sans que le rapport des divers rangs ou grades se trouve plus explicitement marqué, et ce qui prouve que, malgré ce rang, lesdits employés n'ont pas tous les caractères de la qualité de militaire, c'est que, en fait de juridiction, ils relèvent des tribunaux du lieu, sauf pour affaires criminelles ou en matière d'injures, qui les mènent devant les tribunaux militaires. En France, l'état des choses se trouve entièrement différent relativement à la juridiction, car l'article 10 de la loi du 13 brumaire an v (3 novembre 1796) s'énonce formellement et rend justiciables des conseils de guerre non-seulement *les commissaires des guerres*, c'est-à-dire les intendants, sous-intendants et adjoints à l'intendance qui leur correspondent actuellement, mais encore *tous les préposés aux administrations pour le service des troupes*, en tant qu'ils sont commissionnés par l'État, car les autres employés des fournisseurs sont justiciables des tribunaux ordinaires, comme l'a décidé la cour de cassation par son arrêt du 11 mars 1826. Il faut entendre le mot *justiciables* de la loi dans ce sens : lorsqu'ils sont *prévenus d'un délit militaire*, et l'on sait qu'aux termes de notre législation un délit est militaire soit quand il est commis par infraction à une loi militaire, soit quand il est commis par infraction à une loi générale du pays pendant la présence du délinquant sous les drapeaux.

Les règlements sur le personnel administratif de l'armée contiennent en Prusse une sage interdiction. Aucun employé de l'intendance ne peut, sans l'auto-

risation ministérielle, exercer un second emploi et continuer à toucher ses émoluments courants, ou bien, à cause d'un second emploi, faire exercer en tout ou en partie son propre emploi à ses frais. Les désignations pour seconds emplois ne doivent même être considérées comme valables que quand elles sont couvertes par le consentement du roi.

Tous les employés des cadres permanents de l'intendance prussienne sont autorisés à porter, dans les moments où ils se trouvent en relations avec les autorités militaires ou les troupes, un uniforme qui se rapproche de celui adopté pour les employés du ministère de la guerre.

Quand une guerre éclate, on se voit, en Prusse, dans l'obligation d'augmenter beaucoup le nombre des employés de l'intendance. Alors on prend pour employés inférieurs les sous-officiers qui se destinent à devenir un jour trésoriers, et qui, dans ce but, ont déjà passé l'examen nécessaire; chaque bataillon possède en effet en réserve un sous-officier dans ce cas. On admet aussi comme employés inférieurs les assistants et les secrétaires de la régence (1). Quant aux employés supérieurs de l'intendance, on choisit, pour en remplir les fonctions, les référendaires, les assesseurs et les conseillers de la régence.

En Prusse comme en France, le corps de l'intendance militaire a pour but principal d'ordonnancer

(1) Chacune des huit provinces du royaume de Prusse se divise en un certain nombre de districts, administré chacun au civil par une *régence* (*Regierung*).

tous les mandats de paiement nécessités par les divers services militaires, sauf pour les dépenses concernant le matériel de l'artillerie et du génie qui sont ordonnancées par les colonels-directeurs de ces armes ; de cette manière, les officiers chargés du commandement des troupes sont à l'abri non-seulement d'un maniement d'espèces (1), toujours délicat et pouvant donner lieu, de la part de leurs inférieurs, à des imputations fâcheuses pour l'honorabilité de l'épaulette, même quand elles sont erronées, mais ils sont aussi délivrés des comptes et vérifications indispensables pour établir et constater les droits de chaque militaire à la solde et à ses accessoires, d'après sa position particulière, ce qui leur laisse, au grand avantage du service, plus de liberté d'action et d'indépendance.

L'intendance militaire joue donc, dans l'organisation des armées, un rôle éminemment utile. Il nous reste à examiner si son intervention est coûteuse, examen qui se présente convenablement pour clore cette étude.

On lit à ce sujet, à la page 74 de la brochure publiée en 1841 par M. Frantz, sous ce titre, *Aperçu sur l'organisation militaire de la Prusse* : « Les frais de solde de l'intendance prussienne s'élèvent en tout à 195,000 francs. En France, on compte 248 inten-

(1) Il existait encore récemment en France une position spéciale où un officier avait à manier des espèces; c'était le service de la remonte, où l'officier acheteur payait en numéraire, à l'éleveur, le prix de ses chevaux. Cet usage a été supprimé en 1852, et depuis lors les paiements pour acquisitions de chevaux s'effectuent sur mandats délivrés par l'intendance militaire.

dants et sous-intendants qui coûtent 2,400,000 francs, et 553 officiers comptables, dont 171 officiers supérieurs qui coûtent ensemble, pour indemnités de logement, fourrages, frais de bureau, 2,219,705 fr.; en tout 781 intendants et officiers de tous grades ou rangs, qui coûtent ensemble 4,619,705 francs. Nous voyons par ce seul fait que si la Prusse a l'art de faire beaucoup avec peu de chose, nous n'avons pas le même talent. »

Dans cette comparaison, il y a un chiffre qui a peu varié depuis 1841; c'est celui du prix de revient du personnel de l'administration militaire française, considérée dans son ensemble, car le budget du ministère de la guerre donne, pour l'année 1853, par exemple, les détails suivants.

246 intendants et sous-intendants.	(1) 2,856,845 fr.
300 officiers et adjudants d'administration pour le service des vivres.	803,480
300 officiers et adjudants d'administration pour le service des hôpitaux.	765,238
70 officiers et adjudants d'administration pour le service de l'habillement et du campement.	207,520
916	4,633,083

Quant au chiffre de 195,000 francs, que rapporte M. Frantz, pour l'intendance prussienne, il est certainement inexact et trop faible, même pour l'année 1841, comparativement à celui qu'il donne pour la France, et je croirais assez ou que l'auteur a manqué

(1) Ce chiffre comprend, au titre de frais de bureaux, le traitement des *commis entretenus* qui n'étaient pas encore élevés au rang d'officiers d'administration jouissant du bénéfice de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers.

d'éléments pour le bien calculer, ou qu'il a étudié trop superficiellement ce point de statistique. Aujourd'hui, comme en 1853, les frais portés dans le budget prussien, pour tout le personnel de l'intendance, montent à environ 200,000 thalers, (742,000 fr.) (1) par an. Ce personnel comprend 150 individus ; c'est donc, en moyenne, 1,333 thalers (4,945 francs) par individu.

En France, d'après les chiffres posés ci-dessus, la moyenne est de 5,058 francs par individu.

Ce rapprochement montre que la différence entre les traitements français et prussiens monte très peu haut pour l'intendance militaire, beaucoup moins, assurément, que ne semblait vouloir le poser M. Frantz mettant en regard des chiffres qui donnent approximativement $\frac{1}{3}$ pour le rapport de la dépense prussienne à la dépense française.

Reste encore, il est vrai, la différence du nombre des employés (150 en Prusse et 916 en France), qui semble pencher fortement en faveur de la Prusse, mais cette différence se ramène facilement à une proportion moins grande en observant qu'en France les 916 employés suffisent, à très peu près, en temps de guerre, tandis qu'en Prusse le nombre de 150 employés doit être *quadruplé* pour le cas de guerre, ce qui, évidemment, quadruple aussi la dépense.

(1) Défalcation faite des frais de bureaux et de voyages qui montent annuellement à près de 50,000 thalers (187,500 francs).

XIV.

L' O D E R.

Parmi les lignes d'eau qui sillonnent le territoire de la masse orientale du royaume de Prusse, l'Oder est assurément la plus digne de fixer l'attention.

Il traverse trois grandes provinces, celle de la Silésie, conquise par Frédéric le Grand, celle du Brandebourg, berceau héréditaire des monarques prussiens, celle de la Poméranie suédoise, acquise seulement au *xix^e* siècle : aussi semble-t-il avoir été, par prédestination, la ligne suivant laquelle la jeune monarchie devait s'étendre, et constitue-t-il aujourd'hui le fleuve le plus éminemment prussien.

Il devient navigable à partir de Ratibor, c'est-à-dire à 30 kilomètres environ du lieu où, né autrichien, il franchit la frontière de Moravie. De Ratibor, où il offre une largeur de 34 mètres et porte de petits bateaux, il va toujours en s'élargissant pendant les 160 lieues dont se compose le reste de son parcours jusqu'à son embouchure. A Stettin, il reçoit des bâtiments de mer et forme ensuite un grand lac d'où il se jette dans la Baltique par trois issues. On voit qu'il

compose une artère éminemment commerciale, une ligne de ravitaillement de première importance, traversant la Prusse le long d'un de ses diamètres les plus étendus, moins facilement destructible en temps de guerre qu'un chemin de fer construit sur la même direction.

Il coupe la monarchie prussienne en deux portions à peu près égales, et peut être, par suite, considéré comme une ligne défensive du milieu, visant à deux fins : celle de couvrir les deux Prusses (occidentale et orientale), le duché de Posen et une partie de la Silésie contre une attaque venant de France; celle de protéger Berlin et ses entours, c'est-à-dire le cœur de la Prusse, contre une invasion russe.

La pente de l'Oder, même au début de sa partie navigable, ne monte jamais à un millimètre pour mètre; c'est-à-dire qu'on peut le remonter partout avec le secours de la voile seule, circonstance heureuse, car ses rives basses et marécageuses ne permettent pas de le doter d'un chemin de halage. Sa vitesse peut être évaluée à 1 mètre en Silésie, à 0^m,65 seulement à Stettin. Sa profondeur varie de 2^m,70 à 3^m,35, indication qui prouve que c'est une bonne ligne de navigation, puisque déjà, à 1^m,50 de profondeur, les cours d'eau sont navigables. Cette qualité n'est pas à dédaigner au point de vue militaire, car les convois de ravitaillement conduits par eau sont souvent lourdement chargés, surtout quand ils transportent de l'artillerie, comme cela eut lieu de France en Belgique en 1832 pour le matériel néces-

saire au siège d'Anvers. Ajoutons, comme contre-poids, que faute d'eau la navigation doit ordinairement cesser sur l'Oder pendant une partie de la saison d'été, excepté dans les années très pluvieuses comme en 1854, et qu'en outre il arrive quelquefois à ce fleuve de grossir rapidement et de déborder les nombreuses digues qui rétrécissent son large lit.

L'utilité dont peut être la navigation de l'Oder ne s'applique pas uniquement aux contrées qu'il arrose. Le cercle d'action de ce fleuve, dont le cours total embrasse 900 kilomètres de développement, s'étend à l'est jusqu'à la Vistule qu'il rejoint par son affluent la Wartha, par la Netze, affluent de la Wartha, et par le canal de Bromberg qui va de Nakel (point où la Netze devient navigable) à la Vistule, de sorte que Kustrin, ville où la Wartha se jette dans l'Oder, se trouve reliée, par une ligne d'eau intérieure et navigable, avec le port de Dantzig, dont la possession vaut or pour la Prusse, et fut en conséquence longtemps chicanée à Frédéric-Guillaume II par Catherine de Russie, lors du second partage de la Pologne en 1793. A l'ouest, le cercle d'action de l'Oder s'étend jusqu'à Berlin au moyen du canal Frédéric-Guillaume (appelé souvent canal de Mühlrose), qui le joint à la Sprée, et même jusqu'à Hambourg au moyen du canal de la Finow qui le joint à la Havel, affluent de l'Elbe. C'est pourquoi, si cette comparaison n'est pas trop ambitieuse, l'Oder peut s'assimiler à un Briarée aquatique au petit pied, en ce sens que, par le mélange de ses eaux, tel que nous venons de l'indiquer,

il possède, outre ses trois embouchures naturelles dans la Baltique, deux autres embouchures artificielles dans la Baltique (celles de la Vistule), et une autre embouchure artificielle dans la mer du nord (celle de l'Elbe).

Ce mélange des eaux, cette ramification, par affluents et canaux, du fleuve qui nous occupe, a encore d'autres conséquences avantageuses que nous pourrions dérouler longuement, si le but spécial et restreint de cette étude ne se bornait pas aux particularités du cours même de l'Oder. Ainsi, par exemple, du moment que l'Oder communique avec la Vistule et l'Elbe, un convoi parti de Magdebourg, de Stettin, de Berlin ou de Breslau peut atteindre Deutsch-Forden sur la Vistule, et, de ce point d'embouchure de la Braa ou du canal de Bromberg, remonter le cours de la Vistule qui, malgré ses bancs de sable instables, porte des bateaux de toute dimension, atteindre Varsovie, et même, en remontant encore avec les moindres bateaux, arriver jusqu'à Cracovie, point où la Vistule cesse tout à fait d'être navigable, et qui est d'ailleurs peu éloigné des sources de l'Oder, car l'Oder et la Vistule naissent à une faible distance, aux portes même de cette pointe méridionale de la Silésie prussienne qui pénètre comme un coin menaçant entre les possessions russes et autrichiennes.

Indépendamment de sa jonction avec l'Elbe et la Vistule, l'Oder rayonne encore au centre de la masse orientale de la monarchie prussienne au moyen de divers affluents qui font converger, vers la direction

centrale et toute nationale de ses eaux, une partie notable de marchandises, et qui y amèneraient également, en cas de guerre, des approvisionnements d'autant plus faciles à renouveler qu'ils viendraient de pays différents. Mentionnons ceux de ces affluents qui sont navigables.

A droite. — La *Bartsch*, qui traverse des pays marécageux, a une trentaine de mètres de largeur moyenne, et se jette dans l'Oder non loin de Glogau. — La *Wartha* vient de la Pologne, entre en Prusse à Peisern, arrose Posen, Obersitzko, Schwerin, Landsberg, et se jette dans l'Oder à Kustrin, point où elle offre une largeur de 200 mètres, juste le quadruple de celle qu'elle atteint à Peisern.

A gauche. — La *Lausitzer-Neisse*, ou Neisse de Lusace, qui présente jusqu'à 40 mètres de large et porte de petites barques à partir de Guben.

Si les affluents navigables possèdent seuls le privilège d'attirer l'attention au point de vue commercial, les affluents torrentueux fournissent souvent d'excellents moteurs industriels, et constituent par moments de solides barrières contre l'ennemi. Sous ce dernier rapport nous devons encore citer deux autres affluents de gauche de l'Oder, savoir : — la *Schlesische-Neisse*, ou Neisse de Silésie, qui traverse Glatz, Wartha, Ottwachau, Neisse, et se précipite dans l'Oder, au sud de Brieg, vis-à-vis le village de Schurgast : rivière d'une pente rapide, non navigable quoique large de 34 mètres en certains endroits, sujette à des débordements, couvrant la Silésie prussienne contre une

attaque débouchant de la Bohême, et contribuant ainsi à *cette position avantageuse de la Silésie* dont parle Lloyd (1), position « qui donne au roi de Prusse la facilité d'envahir la Bohême, tandis que de la Bohême on ne peut faire que difficilement, et avec danger, des entreprises sur la Silésie. » — Le *Bober*, qui part de Hirschberg, traverse Lahn, Lowenberg, Bunzlau, et débouche dans l'Oder à Krossen, cours d'eau non navigable, offrant parfois une largeur de 40 mètres, et dévastant les campagnes en sortant souvent avec impétuosité de son lit; le Bober formerait, avant l'Oder, une bonne ligne de défense que devrait franchir une attaque s'élançant de la Saxe sur la moyenne Silésie.

L'Oder, dans son long parcours, traverse un assez grand nombre de villes qui, construites en partie dans leur situation actuelle, à cause des avantages offerts par le fleuve, augmentent maintenant son importance commerciale, politique et militaire. Pour en convaincre les lecteurs, sans entrer dans de grands détails, il suffit de décrire trois de ces villes.

1° *Breslau*. Cité bâtie sur les deux rives de l'Oder, au confluent de l'Ohlau; ville aux cinq faubourgs, aux vingt-neuf places, aux six portes, aux trente-sept ponts (trois sur les fossés, quinze sur l'Ohlau, vingt-un sur l'Oder); capitale de la Silésie, point central de son commerce; population de 91,500 habitants dont 22,000 catholiques environ; évêché

(1) *Histoire de la guerre d'Allemagne en 1756*, traduction française. Lausanne, 1784, in-4°, p. xvj.

catholique relevant directement du saint-siège, et ayant sous son autorité les catholiques de la Poméranie et de la Marche; université richement dotée et fréquentée par près de 1200 étudiants; plusieurs bibliothèques et de nombreux établissements scientifiques; commerce important en laines et en grains; fabriques et manufactures de toute espèce; résidence du général commandant en chef le 6^e corps d'armée et des états-majors qui l'entourent; chef-lieu d'inspection pour l'artillerie et le génie. Éloignée de 335 kilomètres de Berlin, de 343 kilomètres de Leipzig, de 247 kilomètres de Prague, de 391 kilomètres de Varsovie.

2° *Francfort-sur-l'Oder*. — Construite sur la rive gauche de l'Oder, cette ville possède trois faubourgs dont un, celui de Damm, s'élève sur la rive droite. Elle a des rues droites, de nombreux édifices publics, plusieurs fabriques; cinq portes y donnent entrée. Elle compte 22,800 habitants; chef-lieu du district qui porte son nom, et quartier-général du 3^e corps d'armée, elle se trouve à 87 kilomètres de distance de Berlin.

3° *Stettin*. — Ville située sur la rive gauche de l'Oder, tandis que l'un de ses faubourgs, nommé Lastadie, s'étend sur la rive droite. On y compte cinq portes principales, quatre grandes places publiques, cinq églises datant des XII^e et XIII^e siècles. Population de 35,000 habitants; cité industrielle, faisant un grand commerce d'exportation; bon port, quoique les gros vaisseaux soient obligés de s'arrêter à Swi-

nemunde. Elle possède une école royale de navigation, un observatoire, une forge d'ancres. Chef-lieu du district de Stettin, siège d'un tribunal supérieur, quartier-général du 2^e corps d'armée. Elle est séparée de Berlin par 166 kilomètres de distance, de la mer par 75 kilomètres.

Il résulte des précédentes considérations que l'Oder est, sous beaucoup de rapports, un fleuve de premier ordre, qui jouerait inévitablement un rôle important si la guerre éclatait un jour sur le territoire prussien, qu'elle vînt au reste de la frontière française ou de la frontière russe : examinons donc les obstacles qui s'opposeraient au passage de cette barrière défensive.

Elle se trouve d'abord fermée par quatre places fortes, Kosel, Glogau, Kustrin, Stettin, dont les fortifications ont été récemment rétablies et améliorées ; elle est aussi défendue par un château à Oppeln et à Ratibor. Ce sont là autant de points de passage interdits et barricadés.

Les autres points de passage, libres et favorables à une traversée de troupes, sont en petit nombre, et des ponts volants ou des bacs seulement y établissent une communication entre les deux rives.

Mais ce que l'on a trop peu remarqué, ce me semble, c'est que, même sur les points interdits, il n'existe aucune communication permanente de la rive gauche à la rive droite, de sorte que l'Oder, malgré son long parcours, offrirait une circonstance singulière à laquelle nous sommes peu habitués en France

pour nos fleuves, celle de n'être dompté par *aucun pont de pierre*, résultat qui provient en partie de ce que la navigation à voiles en usage sur l'Oder exige des ponts mobiles (1), et de ce que le bois revient à bon marché dans ces contrées, mais qui n'en est pas moins très essentiel au point de vue militaire, en ce sens qu'il oblige l'adversaire, destiné à opérer dans la vallée de l'Oder, à être constamment muni d'équipages de ponts capables de franchir une ligne d'eau ayant, dans les trois quarts de son développement (à partir de Breslau), plus de 180 mètres de large.

Ainsi, à Kosel, place forte aux nombreuses casemates, possédant une tour à la Montalembert, et sise sur la rive gauche, c'est un long *pont de bois* qui mène sur la rive droite.

Ainsi, à Oppeln, ville sur la rive droite, avec murs d'enceinte, c'est un *pont de pilotis* qui traverse l'Oder.

A Brieg, bâtie sur la rive gauche, et place forte jusqu'en 1807, un *pont de pilotis* avec pont-levis fait communiquer les deux rives.

A Breslau, restée également place forte jusqu'en 1807 (2), les trente-sept ponts jetés sur l'Ohlau et l'Oder sont tous construits *en bois*, à l'exception d'un seul qui est en fonte.

(1) Tournants ou avec pont-levis.

(2) Plusieurs militaires éclairés regrettent en Prusse la destruction de cette place importante, que sa position destinait à servir de centre de défense à la Silésie, dans le cas d'une invasion russe ou autrichienne.

A Glogau, place forte sur la rive gauche de l'Oder, célèbre par l'assaut qui la livra aux Prussiens le 10 mars 1741, c'est par un *pont en bois* que la ville communique avec la tête de pont bien fortifiée (Dominsel) de la rive droite.

A Francfort-sur-l'Oder, c'est un *pont en bois* qui relie le faubourg de Damm, sis sur la rive droite, à la rive gauche où s'élève la ville.

Kustrin, petite ville, précédée de trois faubourgs considérables (dont un dit le Lange-Vorstadt), entourée de vastes marais, et fortifiée au confluent de la Wartha et de l'Oder, communique avec le Lange-Vorstadt par une digue de cinq kilomètres et demi de long, digue protégée par un retranchement, et interrompue par trente-six *ponts en bois* et en partie mobiles. La ville n'est attaquable que par cette digue. Un *pont en bois* de 292 mètres de long franchit l'Oder à Kustrin, et s'enlève à volonté. Le pont du chemin de fer qui passe l'Oder à Stettin est également *en bois*.

A Schwedt, ancienne capitale du margraviat de ce nom, jolie ville bâtie sur la rive gauche de l'Oder, au milieu d'un beau pays, entourée de murs et de remparts, à peu de distance du château de Monplaisir, il existe une longue digue qui relie, par-dessus un marais, les deux bras dans lesquels se bifurque l'Oder, et sur ce fleuve même des *ponts en bois*.

Enfin Stettin elle-même communique avec son faubourg de Lastadie par deux *ponts en bois*, et avec la petite ville forte de Damm, située à une distance de

8 kilomètres environ, à l'extrémité du lac du même nom, par une jetée en pierres, coupée à intermit-
tences par vingt-cinq *ponts en bois* (1).

Ce relevé montre qu'il existe sur l'Oder un seul pont permanent (celui en fonte de Breslau), et parmi les ponts en bois, les plus importants sont couverts contre une insulte de l'assaillant par des ouvrages de fortification, par une place forte presque entière, ce qui prouve, comme conséquence, l'attention et les soins apportés par le gouvernement prussien à cette route stratégique liquide.

Pourtant une observation se présente ici. Le confluent de l'Oder avec la Wartha se trouve occupé par Kustrin qui le défend et assure ainsi la jonction de l'Oder avec la Vistule. Comment n'a-t-on pas agi de même à l'égard du confluent de l'Oder avec le canal de Finow, par lequel l'Oder se relie à l'Elbe par la Havel? La même question peut se répéter pour le point de l'Oder d'où part le canal Frédéric-Guillaume qui marie les eaux de l'Oder à celles de la Sprée. Ce ne sont pas, surtout le dernier, deux débouchés (2) aussi importants que celui de Kustrin; néanmoins ils méritent également attention, et le fort

(1) Le maréchal Lannes, dans une première reconnaissance, croyait en avoir vu un plus grand nombre, car il écrit de Stettin, le 2 novembre 1806 à Napoléon : « Nous avons été à Damm avec le général Chasseloup : *c'est une superbe position naturelle* ; on n'y arrive que par une chaussée d'une lieue et demie, sur laquelle se trouvent *au moins* quarante ponts. Je pense que si Votre Majesté veut aller en avant, elle rendra cette position *imprenable*. »

(2) La forteresse de Spandau occupe le confluent de la Havel et

qui barrerait chacun d'eux aurait une utilité d'autant plus grande qu'il est essentiel, quand la rencontre de deux cours d'eau a lieu perpendiculairement, de ne pas laisser l'ennemi entièrement libre de choisir le point et la direction de son passage, car alors il s'arrangera toujours pour l'effectuer de manière à n'être obligé de le faire que sur un seul des cours d'eau.

Je fais cette observation, parce que le tronçon de l'Oder compris entre le confluent du canal de Finow et le confluent du canal Frédéric-Guillaume remplit, à mes yeux, une double fonction protectrice : contre une attaque russe, il sert à Berlin de tête de pont, et, à ce point de vue, il aurait également besoin d'être étayé sur ses ailes comme sur son centre saillant ; contre une attaque française ou hanovrienne, il offre un rentrant favorable à la défense, et dans lequel il pourrait être imprudent de s'aventurer si sa nappe d'eau, de plus de 200 mètres de large, se trouvait suffisamment garnie, le long de la rive droite, de troupes et de canons.

de la Sprée dont elle domine ainsi la navigation, mais elle ne protège en rien les débouchés dont nous parlons, tous deux situés sur le cours même de l'Oder.

XV.

LE ROI FRÉDÉRIC-GUILLAUME II.

Parmi les souverains du Brandebourg et de la Prusse, nous avons jusqu'à présent silhouetté par-devant nos lecteurs le Grand-Électeur et Frédéric le Grand, c'est-à-dire les deux plus remarquables figures offertes aux méditations humaines par l'histoire du peuple européen sur lequel portent nos investigations et nos études.

Mais nous ferions mal comprendre les enseignements résultant de cette histoire, si nous nous bornions à tracer la carrière des souverains de génie qui ont accru la puissance prussienne; il faut aussi, pour l'utilité de l'ensemble de nos récits, y comprendre le règne d'un roi moins habile, ayant laissé déchoir l'influence de son sceptre : le contraste viendra de la sorte, pour le lecteur, en aide à la mémoire, et l'indication des causes de cette déchéance, si nous parvenons à la formuler nettement, démontrera une fois de plus que c'est la faiblesse du bras dirigeant qui donne origine à la décadence d'un État.

Pour faire contraste avec le vainqueur de Fehrbellin et le conquérant de la Silésie, nous choisirons le neveu et successeur de ce dernier, le roi Frédéric-Guillaume II.

C'est en effet le monarque prussien dont le règne jette le moins d'éclat.

Le premier roi de Prusse, Frédéric I^{er}, a su conquérir à l'électorat de Brandebourg la dignité royale, fait d'une importance majeure en vain masquée par plusieurs écrivains sous l'inculpation d'une immense vanité.

Le second roi de Prusse, Frédéric-Guillaume I^{er}, a su créer à la Prusse une armée et un trésor, deux réserves dont sa sagacité prévoyait la mise en œuvre au profit de sa dynastie.

Le troisième roi de Prusse, Frédéric II, a su conquérir la Silésie et asseoir sur des bases solides l'influence prussienne en Europe.

Le cinquième roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, a réussi, malgré ses premiers revers, dans ses vues d'agrandissement, et a porté en définitive son royaume à un degré de puissance qu'il ne pouvait espérer en montant sur le trône.

Quant au sixième roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, actuellement régnant, son règne n'appartient pas encore à l'histoire, et nous nous abstenons de le caractériser.

Ainsi, sur les cinq monarques prussiens, aujourd'hui descendus dans la tombe, quatre ont réellement contribué, chacun dans la mesure de sa position po-

litique et de ses qualités personnelles, à la fondation successive de la puissance prussienne.

Le seul qui fasse à ce sujet exception, c'est Frédéric-Guillaume II, quatrième roi de Prusse, dont nous allons nous occuper spécialement.

Personne à son avènement n'aurait pronostiqué qu'il en serait ainsi, car son oncle Frédéric le Grand l'estimait (1) et avait même dit : « *Il me recommencera* ; » car les débuts de son autorité avaient été empreints d'une sagesse de bon augure, sagesse reconnue si publiquement, que le comte de Hertzberg, ministre des affaires étrangères, osait dire en pleine Académie dès le 23 août 1787 : « Je pourrai constater par la suite des faits que Frédéric-Guillaume II a véritablement *recommencé* et continué le règne de Frédéric II dans les principes de son illustre prédécesseur, avec la même activité et application et avec le même amour du bien public, peut-être avec plus de douceur, de bénignité et de justice générale (2). »

Personne, à l'époque de sa mort, n'aurait osé affir-

(1) Dans une lettre écrite de Peterswalde, le 9 septembre 1762, par Frédéric le Grand à son frère Henri, on lit ce passage : « Notre neveu (Frédéric-Guillaume II, alors âgé de dix-huit ans), est allé assister aujourd'hui à un fourrage ; il commence à s'éveiller. »

(2) *Mém. hist. de la 1^{re} année du règne de Fréd.-Guill. II*, lu en séance publique à l'Académie des sciences de Berlin, in-8°, p. 2. Frédéric le Grand disait du comte de Hertzberg : *c'est mon écrivain*, c'est-à-dire celui qui rédige et explique diplomatiquement les motifs qui me font agir. Consultez sur ce ministre l'ouvrage intitulé : *Pensées et opinions politiques du comte de Hertzberg*, in-12, Francfort et Leipzig, 1799 (en allemand), page 216.

mer qu'il en était ainsi réellement, si dans l'examen de sa conduite les résultats seuls avaient parlé, car il laissa le royaume de Prusse augmenté en superficie des trois cinquièmes de son étendue à la fin du règne de Frédéric le Grand (1).

Et pourtant il avait laissé échapper des provinces possédées par ses prédécesseurs, fait capital et qui dénote à lui seul l'infériorité de son règne, puisque, depuis son érection en royaume, la Prusse avait toujours grandi. Ces provinces se trouvaient sur la rive gauche du Rhin, dont il reconnut le 5 avril 1795 la possession provisoire par la France (traité de Bâle).

Ainsi, pendant qu'il acquérait dans les plaines de la Vistule des provinces pauvres et hostiles, il perdait le long des rives rhénanes des pays fertiles et depuis longtemps allemands; il est vrai que tout compensé il restait toujours à sa mort un gain, une extension de territoire, dont nous avons indiqué ci-dessus l'importance relative; mais ce gain n'empêchait pas l'acte patent, et très fâcheux pour la patrie prussienne, d'avoir *reculé*, et cela onze ans seulement après que Frédéric le Grand était descendu au tombeau.

Néanmoins, cet acte rétrograde ne formait pas le seul nuage amené sur l'horizon brillant de la Prusse par la main de Frédéric-Guillaume. Un symptôme plus grave, c'était l'affaiblissement de l'influence poli-

(1) Voici les chiffres dont cette proportion est tirée :

Superficie de la Prusse en 1786 3600 milles carrés.

Superficie de la Prusse en 1797 5800 id. .

tique de cette puissance et la disparition du prestige de ses armes.

Ce prestige pouvait-il subsister quand les soldats prussiens, que l'on croyait invincibles, battaient en retraite après la bataille de Valmy devant les descendants de ces Français qu'ils avaient défaits à Rosbach, et se retiraient protégés dans leur mouvement vers le Rhin par ces bataillons autrichiens auxquels leurs ancêtres prenaient la Silésie un demi-siècle auparavant ?

Cette influence politique existait-elle encore quand en 1795 le troisième partage de la Pologne se concerta entre la Russie et l'Autriche, sans que la Prusse fût autrement consultée, si ce n'est, une fois l'arrangement conclu, pour y adhérer et prendre ce qui restait de la malheureuse patrie de Sobieski ?

Mais d'où venait que la monarchie prussienne, si vivace en 1786 quand la main de Frédéric le Grand quitta le sceptre, se trouvait déjà *énervée* à la fin du règne de Frédéric-Guillaume II ? D'où venait qu'à ce dernier moment les rouages politiques et militaires de la machine gouvernementale de ce pays étaient déjà usés ? C'est ce que nous allons maintenant essayer de développer en mettant en relief les principaux contours du caractère qui distingue le quatrième roi de Prusse.

Frédéric-Guillaume II possédait les qualités et les défauts inverses des défauts et des qualités de Frédéric le Grand ; il eût fait un excellent prince à la tête d'une principauté neutre et pacifique par essence, peut-être même un assez bon monarque au temps

jadis, alors qu'on respectait la royauté et que la société vivait à l'abri de ces bouleversements inouïs dont l'Europe a été le théâtre depuis 1789; mais en temps de crise, il devait se trouver au-dessous de la mission de gouverner un grand peuple. Que l'on en juge.

D'une grande taille, portant d'un air majestueux un corps bien proportionné, parlant d'une voix sonore qui voilait une manière de s'exprimer un peu décousue, il avait, sauf quelques emportements, la douceur et la bonté de son père, le prince Guillaume-Auguste, dont nous avons conté la mort regrettable dans la première de ces *Études*. Sa douceur allait jusqu'à l'aménité et paraissait, suivant un contemporain, *aussi naïve que naturelle*. Sa bonté l'entraînait à la bienfaisance, et il donnait toujours avec une grâce et un abandon qui rehaussait le prix de ses dons; les émigrés français en ont souvent fait l'épreuve.

Il avait le caractère chevaleresque et brave, ce qui s'alliait chez lui à la générosité, à l'indulgence, au besoin d'épanchement qui signalaient son âme aimante. Pour réussir auprès de lui, il fallait parler plus à son cœur qu'à son esprit. C'est autant pour remplir ses obligations de monarque-chevalier, que par politique, qu'il entreprit en 1792 la guerre contre la France et sa croisade contre le gouvernement de la République française et la Terreur qu'il avait organisée. On a beaucoup déblatéré contre lui à cette occasion; mais, en vérité, tout amour-propre national à part, nos écrivains auraient-ils autant défendu ces principes subversifs de

tout ordre social s'ils avaient été proclamés en Russie, par exemple, au lieu de l'être en France, et si par suite ils n'avaient eu aucun goût de terroir ? Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'un roi de Prusse, qui avait alors l'initiative en Allemagne comme successeur immédiat de Frédéric le Grand, les ait envisagés dans leur affreuse nudité.

C'est aussi par un acte de chevaleresque et très louable générosité, on a même été jusqu'à dire par probité, que Frédéric-Guillaume II rendit en 1788 au duc de Mecklembourg-Schwerin divers bailliages que la Prusse lui retenait illégalement depuis 1733 ; il n'exigea de son voisin pour cette restitution qu'une indemnité de 172,000 thalers (638,420 fr.). Comme le duc de Mecklembourg le remerciait de cette mesure qui lui était toute favorable : « Je n'ai fait que mon devoir, » répliqua le roi ; lisez plutôt la devise de mon ordre : *Suum cuique*. » Et pour que cette lecture fût facile au prince, il eut l'attention de lui envoyer le lendemain le *cordons jaune* (1), c'est-à-dire l'ordre de l'Aigle-Noir.

On a répété à satiété que Frédéric-Guillaume n'avait développé son esprit chevaleresque à l'égard des Français qu'envers les émigrés : c'est une erreur. Comme son oncle et prédécesseur, il aimait les Français, les livres français, la société française ; il apprê-

(1) C'est l'expression consacrée : sous l'ancienne monarchie on disait de même en France, le *cordons bleu* pour l'ordre du Saint-Esprit, et le *cordons rouge* pour la grand'croix de l'ordre de Saint-Louis.

ciait aussi le courage et les actions nobles avec tout le feu de son imagination. Le fait suivant rentre donc bien dans son caractère. En 1793, à la prise de Mayence sur la garnison que Custine y avait laissée, il assista au défilé de cette garnison. Non content d'avoir accordé à ces braves qui s'étaient défendus énergiquement et longtemps (pendant trois mois), de sortir avec les honneurs de la guerre, il donna à leur commandant des marques d'estime et de considération, et salua à leur passage les officiers français qui s'étaient distingués durant le siège, les appelant par leur nom et les complimentant. Peu avant la reddition, l'habile général Meunier, qui avait été, par sa science et sa persévérance, l'âme de la résistance, ayant été tué, il avait ordonné de cesser le feu pendant le temps consacré par les assiégeants aux funérailles de ce guerrier dont la descente au tombeau fut saluée par une salvé de l'artillerie prussienne. On rapporte même qu'en apprenant la mort de Meunier, il s'était écrié : « Il m'a fait bien du mal, mais l'univers produit rarement des hommes aussi fortement trempés. »

A son avènement, Frédéric-Guillaume II prit, sous certains rapports, le contre-pied de son prédécesseur. Il s'attacha d'abord à dédommager amplement tous ceux qui avaient été lésés sous le règne de Frédéric le Grand. Il supprima le monopole du tabac et du café dont le gouvernement s'était emparé. Cette suppression jouit de la faveur populaire, malgré l'augmentation d'autres impôts à laquelle il fallut recourir

pour boucher le vide qu'elle occasionnait. Il améliora les écoles destinées aux enfants du peuple, et protégea la langue allemande contre l'influence trop grande de la langue française, qui cessa dès lors d'être l'idiome exclusif de l'Académie de Berlin. La faveur publique accueillit chaudement ces innovations et récompensa le monarque qui les octroyait par les doux surnoms de *Titus* et de *Bien-Aimé*. Pour les obtenir, le nouveau roi avait en réalité fait de l'opposition à son prédécesseur, ce qui capte les masses et réussit toujours pour un instant ; son successeur lui rendit largement la pareille et, à ce titre, vengea Frédéric le Grand,

Frédéric-Guillaume II débuta également par introduire certaines améliorations dans l'armée. Il prescrivit d'observer strictement les conventions passées avec les hommes que l'on engageait comme soldats, ce qui était loin d'avoir lieu sous les deux rois précédents, et ce qui facilita dorénavant les enrôlements. Il fit subir aux déserteurs un traitement répressif plus doux, mais multiplia les précautions pour empêcher la désertion. Il adoucit, par un système plus généreux d'asiles, de pensions et d'emplois civils, le sort des soldats vétérans et des officiers obligés de quitter le service. Il prévint, autant que possible, par des prescriptions sensées, les rixes entre les citoyens et les militaires. Il fit rentrer dans les régiments les compagnies de grenadiers qui formaient sous Frédéric le Grand des bataillons isolés et permanents. Il augmenta le corps du génie négligé par son prédécesseur, le partagea en trois brigades, la première pour

les provinces de Prusse et de Poméranie, la deuxième pour les provinces de Brandebourg et de Magdebourg, la troisième pour la Silésie et le comté de Glatz ; et, dans le but de former de bons officiers du génie, il créa l'Académie du génie de Potsdam destinée à recevoir dix-huit élèves. Il fonda également une école vétérinaire à Berlin, école destinée à l'instruction des vétérinaires et des maréchaux-ferrants nécessaires aux armes de la cavalerie et de l'artillerie. Il institua, pour diriger toutes les branches de l'administration militaire, un *directoire général de guerre* dont le duc de Brunswick obtint la présidence ; ce directoire offre une grande analogie avec le *conseil de guerre* institué en France en 1715 par le Régent et présidé par le maréchal de Villars. Chacune de ces institutions avait pour but de confier à un œil multiple la surveillance qu'exerçait auparavant un grand monarque.

En montant sur le trône, Frédéric-Guillaume solda toutes les dettes qu'il avait contractées comme prince royal, et qui montaient, dit-on, à quatre millions d'écus. Ainsi, la sévérité et la parcimonie de Frédéric le Grand à l'égard de son héritier avaient produit chez celui-ci la même nécessité, celle de s'endetter, que la sévérité et la parcimonie de Frédéric-Guillaume I^{er} avaient produite sur Frédéric le Grand. On voit combien de fois le même cercle de causes et d'effets se retrace dans la vie des hommes, parce qu'ils profitent peu de l'expérience, même quand ils l'ont acquise à leurs dépens, même quand ce sont des hommes de génie qui

sembleraient devoir se montrer plus clairvoyants que les autres. Frédéric le Grand, du vivant de son père, avait emprunté à des particuliers. Reconnaisant plus tard les inconvénients de ce système, il eut la force de secouer fortement tout prétendu lien de gratitude pour ce service, et voulut à son avènement effrayer ses sujets et les détourner pour l'avenir d'une semblable conduite. « *Je vous apprendrai à prêter à un prince royal,* » dit-il rudement à ses créanciers ; mais il est probable qu'il les fit payer sous main. Malgré cette leçon, des Prussiens prêtèrent encore à Frédéric-Guillaume II lorsqu'il était sur les marches du trône, et cela dura plus longtemps que pour le conquérant de la Silésie, puisqu'il ne devint roi qu'à quarante-deux ans, tandis que son prédécesseur avait pris la couronne à vingt-huit ans. Outre ses dettes en Prusse, Frédéric le Grand avait aussi emprunté dans les cours d'Autriche et de Russie, ce qui était plus grave. Frédéric-Guillaume II l'imita pourtant et reçut, pendant la campagne de Bavière (1778), un million de florins de Marie-Thérèse qu'il combattait. Singularité qui mérite enregistrement dans l'histoire et qui, assurément, caractérise l'époque autant que celle de l'époux de la reine de Hongrie entreprenant en 1756 la fourniture des vivres et fourrages de l'armée prussienne (1). Pour payer ses dettes, Frédéric-Guillaume II préleva sur une réserve consacrée par son oncle à l'amélioration des casernes, et dont il n'avait pas été fait usage depuis longtemps.

(1) Voyez la 3^e de ces *Études sur la Prusse*.

Ce paiement fort naturel a valu au nouveau monarque des éloges nombreux et hyperboliques. On a dit à ce propos qu'il n'avait *jamais* manqué à sa parole. Je sais qu'il en était esclave, disposition qui cadre à merveille avec l'ensemble de son caractère, et qu'il disait souvent : « Eh ! qui croira-t-on sur la terre, si la parole des rois n'est pas sacrée ? » Mais puis-je insister sur cette qualité quand je me rappelle la conduite qu'il tint vis-à-vis de la Pologne, lors du second partage de cette puissance, effectué au mépris de ses premiers engagements, comme nous le verrons ci-après en traitant de sa conduite politique ?

Je viens de faire pressentir une contradiction dans sa manière d'agir ; d'autres peuvent être citées.

Le 19 décembre 1788, il publia un *édit de censure* assujettissant *tous* les ouvrages imprimés dans l'intérieur du royaume à des censures particulières, suivant leur genre, et rendant, ce qui paraîtra singulier aujourd'hui, les libraires responsables du contenu des ouvrages venant, sur leur demande, de l'étranger (1). La répression de la presse a toujours été fort difficile dans l'Allemagne septentrionale, à cause du besoin incessant d'échange d'idées et de discussions que la réforme y a introduit ; et défendre à l'avance *tous* les livres étrangers qui ne seraient pas ortho-

(1) Cette dernière interdiction résulte de l'article X de l'édit dont voici le texte : « Les libraires ne doivent pas se charger des livres étrangers dont l'impression ne pourrait être autorisée dans les États du Roi ; et ils ne pourront les vendre ni publiquement ni secrètement, sous peine de cinq à cinquante écus d'amende. »

doxes suivant l'édit, c'était prescrire une interdiction d'une observation presque impossible dans la pratique, à moins de vouloir établir à la frontière prussienne un bureau d'examen chargé de lire les livres édités dans le monde entier. Pour ces deux raisons, l'édit de censure déplut. A ces causes de défaveur s'en joignait une autre donnant lieu à une comparaison fâcheuse : c'est que Frédéric le Grand, ce souverain absolu et entêté, avait montré à l'égard de la presse la tolérance la plus complète et la plus magnanime pendant les quarante-six années de son règne. Laisant tomber en désuétude les édits existants, ou grâciant presque toujours les coupables, l'ami de Voltaire fit si bien que la liberté de la presse ne tarda pas dans Berlin à aller *presque jusqu'à la licence* (1), au moins contre lui, car il laissait même vendre les libelles les plus injurieux envers sa personne, pourvu que la vente s'opérât sans scandale. Mais la mesure de Frédéric-Guillaume offrait un contraste encore plus curieux, les débuts de l'édit restrictif avouant franchement les avantages d'une « liberté de la presse modérée et bien réglée pour répandre les sciences et toutes les connaissances utiles. » En outre, le comte de Hertzberg avait dit un an auparavant à l'Académie de Berlin, dans le *Mémoire historique* dont nous avons parlé au début de cette *Étude* : « Chaque État qui fonde ses actions sur la sagesse, la vigueur et la justice, gagne plutôt qu'il ne perd à les mettre au grand

(1) Expression de Guibert dans l'*Éloge de Frédéric*, p. 286.

jour, et la publicité n'est dangereuse que pour les gouvernements qui aiment les routes ténébreuses et souterraines (1). »

Le renvoi de Berlin des actrices françaises, sous prétexte qu'elles y corrompaient les mœurs, renvoi qui date aussi du début du nouveau règne, implique encore plus contradiction que l'édit de censure, car Frédéric-Guillaume II n'avait pas de retenue dans les mœurs. Sa conduite, sous ce rapport, n'atteignit point assurément des proportions aussi honteuses que celle du roi de France Louis XV, mais néanmoins elle fit scandale. Quelques mots suffiront pour le prouver. Le successeur de Frédéric le Grand eut d'abord pour maîtresse une demoiselle Wilhelmine Henk, fille d'un musicien de la chapelle du roi son oncle, qu'il remarqua dès l'âge de treize ans et fit élever pour ses plaisirs. Cette favorite fut successivement connue sous les noms de madame Rietz (2) et de comtesse de Lichtenau. Il adressa ensuite ses vœux amoureux à mademoiselle de Voss, qui prit le titre de comtesse d'Ingenheim, puis à la comtesse d'Énoff. Comme il avait épousé *de la main gauche* les comtesses de Lichtenau et d'Énoff, il se trouva un instant posséder *trois femmes vivantes*, deux de la main gauche et une de la main droite ; je range celle-ci la dernière, quoiqu'elle fût princesse de Hesse-Darmstadt et reine de

(1) Page 3.

(2) Rietz avait débuté comme valet de chambre auprès de Frédéric-Guillaume : à l'avènement de ce monarque il devint son trésorier.

Prusse, parce que c'était à elle que le roi et toute la cour (à l'exception du prince royal qui fut plus tard Frédéric-Guillaume III) songeaient le moins.

Les contradictions que nous venons de faire ressortir indiquent chez Frédéric-Guillaume II une certaine incertitude, une certaine faiblesse dans le caractère. Cette faiblesse ne provenait pas seulement d'un excès de bonté et d'affabilité, mais aussi d'une tendance à la mollesse et au repos, d'un manque de persévérance et d'énergie. Cette tendance formait le côté le plus fâcheux de son individualité et s'augmentait encore de l'énervement produit par les voluptés et des ennuis que lui occasionnaient les tracasseries intérieures de son triple ménage. Elle le conduisit insensiblement à se décharger sur son entourage d'une partie du fardeau de l'autorité royale. De là l'influence funeste que certains hommes habiles parvinrent à prendre sur lui. Si ces hommes avaient été ses ministres officiels, le mal serait monté à un diapason supportable ; mais, comme les gens incapables et dégoûtés du travail, Frédéric-Guillaume, jaloux de son autorité et désireux de sauver les apparences en ayant l'air de la conserver intacte, n'en cédait quelques bribes qu'à des favoris souvent peu dignes de cette confiance. Ces favoris appartenaient presque tous à la secte des *Illuminés*, qui jouissait alors d'une grande vogue, et à laquelle le monarque lui-même ne rougissait pas d'être initié comme adepte.

Les efforts parfois austères des chefs de cette secte ne purent parvenir à détourner Frédéric-Guillaume

du chemin du plaisir ; ils se bornèrent donc à tolérer ses penchants, en cherchant toutefois à les épurer moyennant une dose convenable de mysticisme.

Du moment que Frédéric-Guillaume aimait le plaisir et les femmes, il devait en résulter pour la Prusse deux inconvénients : les grandes dépenses et l'influence conquise par les maîtresses.

A l'égard des dépenses, ce monarque se rapproche de son aïeul Frédéric I^{er}, premier roi de Prusse. Il se plaît dans le faste et la représentation ; il tient cour, il voyage avec éclat et magnificence. Comme en outre il dote ses maîtresses et ses enfants naturels, comme il répand sur son entourage et sur les malheureux ses bienfaits avec une trop large profusion dictée par son bon cœur, comme il entreprend en Hollande, pour secourir le stathouder son beau-frère, et en France pour replacer Louis XVI dans la plénitude du pouvoir royal, des expéditions désintéressées (1) et coûteuses, on conçoit que sous son règne les finances prussiennes durent s'épuiser rapidement. A la fin de sa carrière, le trésor amassé par son prédécesseur avait disparu, et il avait été contraint de rétablir le monopole des tabacs. Quelle différence sous ce rapport entre les deux règnes ! Frédéric le Grand ne se trou-

(1) Dans la campagne de 1792, Frédéric-Guillaume II disait hautement qu'il voulait assurer l'intégrité de la France. Il proposa même dans ce but de reconnaître Monsieur (le comte de Provence, depuis Louis XVIII), pour régent du royaume, mais les Autrichiens ses alliés s'y opposèrent et se réservèrent en entier le droit de conquête.

vait atteint d'aucune passion coûteuse, et vivait avec une telle parcimonie qu'à son décès son hussard fut obligé, pour entourer déceimment son cadavre, d'emprunter une chemise, tant les siennes étaient trouées. Frédéric-Guillaume II agissait, au contraire, en prodigue, comme nous venons de le voir, et il fut assez malheureux pour qu'après sa mort son fils et successeur se crût obligé de faire rendre gorge à la comtesse de Lichtenau, sa principale maîtresse.

Quant à l'influence exercée sur Frédéric-Guillaume par ses maîtresses, la vérité historique exige l'aveu que cette influence porta rarement sur les affaires politiques. Il existe pourtant une lettre écrite à ce monarque par la fière comtesse d'Énoff, qui annonce qu'elle cherchait à s'immiscer dans le gouvernement. C'était pendant les préparatifs de la guerre contre la France ; la comtesse écrivait : « Il faut, dans cette difficile expédition, marcher à la tête de 200,000 Prussiens et de 250,000 Autrichiens, ou renoncer à toute espérance de gloire. Avec une poignée de monde vous ne ferez qu'exposer votre vie et que compromettre votre réputation. Vous serez battu et repoussé des frontières. » Cet avis utile et prophétique attira, comme c'est assez l'ordinaire, une punition exemplaire à son auteur qu'un divorce sépara dorénavant du roi.

Mais sans posséder en général une influence politique, les maîtresses de Frédéric-Guillaume II réagirent néanmoins sur le sort de la Prusse en augmentant chez ce monarque l'inactivité et la mollesse

auxquelles il se trouvait naturellement enclin. Les chagrins domestiques découlant de ces liaisons amoureuses, les exigences d'argent formulées, sinon par les maîtresses elles-mêmes, au moins par leur entourage qui n'était pas toujours dénué d'intrigues, la prédilection pour des enfants d'autant plus intéressants qu'ils ne pouvaient être moralement responsables de leur tache originelle, tout cet ensemble devait souvent agiter un prince très impressionnable et mélancolique. De cette agitation surgissait parfois l'humeur et souvent la flottante incertitude si nuisible au chevet de ce bras agissant d'une nation qu'on nomme roi.

Le confesserai-je ? Ces petits défauts de vie intérieure, et le tort plus grave d'en laisser apercevoir la trace au dehors, forment pour moi le symptôme le plus accusateur contre Frédéric-Guillaume II, et je me demande, à le voir ainsi puéril et facile à blesser, si j'ai bien devant les yeux un souverain, un chef de peuple civilisé, un de ces hommes privilégiés qui, suivant une belle expression, doivent *mourir debout*. Ah ! j'aime cent fois mieux, malgré son dénuement de famille personnelle, le vieux Frédéric le Grand avec la sécheresse de son isolement et sa rudesse de conquérant et de célibataire : celui-là au moins, même dans ses exagérations, développe des qualités viriles !

Plusieurs panégyristes ont essayé de défendre Frédéric-Guillaume II contre des attaques semblables à celle que nous venons de fulminer. Ce sont des amis

maladroits. A les lire, pour peu qu'on ait de la fierté dans l'âme, on se sent pris d'un dégoût invincible pour ce monarque bourgeois, sentimental, qui se traîne, au foyer de plusieurs ménages de la main gauche, dans l'ornière de sentiments vulgaires et de passe-temps futiles dérobés au gouvernement de l'État. L'un de ces panégyristes écrit : « L'amour est sa faiblesse... Dans l'état où est la Prusse, il peut préférer les myrtes de Cupidon aux lauriers de Mars, et se reposer sur les trophées du héros dont il est le successeur... Peut-être vaut-il mieux *se débarrasser des travaux du sceptre*, en se livrant à des plaisirs doux et avoués par l'humanité, que de forger des intrigues pour répandre le désordre et l'effroi sur la surface de l'Europe... *Au sein même du repos*, il pense à ce qu'il se doit. Si un ennemi vient à le provoquer, on le verra secouer les guirlandes de la volupté et prouver que l'amour et le courage ne sont point incompatibles dans le cœur des rois (1). » L'autre considère Frédéric-Guillaume sous l'aspect d'un guerrier redoutable et d'un homme entraîné dans un tourbillon de tracasseries mystérieuses. Il applaudit en lui le *héros de l'histoire* et le *héros de roman*. Il le montre à son quartier-général de Francfort, pendant l'hiver de 1793, « *triste et malheureux*, éprouvant un vide cruel dans ses divers sentiments. La guerre, dit-il, avait perdu tous ses attraits pour lui depuis qu'il n'y

(1) *Examen de l'histoire secrète de la cour de Berlin*, par Frédéric, baron de Trenck, in-8°, pages 232 à 234.

comptait que des succès d'une durée bien fugitive. L'Amour, après l'avoir percé de ses flèches les plus déchirantes, s'était enfui. Un semblable état d'indifférence devint bientôt un supplice pour le plus aimant de tous les mortels. » Il remarque enfin que Frédéric le Grand aimait les levrettes et Frédéric-Guillaume II les chiens de taille colossale, observation à la suite de laquelle il ajoute cette conclusion bizarre : « L'oncle (Frédéric le Grand) avait de l'afféterie dans ses habitudes, le neveu (Frédéric-Guillaume II), au contraire, *quelque chose de mâle* (1). » O Lavater, brise ta plume, ce n'est plus par les traits du visage, mais par l'amour pour les chiens que l'on pressent dorénavant le caractère des hommes !

Mais laissons là ces fadeurs et tâchons d'esquisser la conduite militaire et la conduite politique de Frédéric-Guillaume II, ou du moins ce que l'on peut considérer comme tel.

Le nouveau roi débuta au militaire d'après les errements de son prédécesseur. Après le serment des troupes prêté en grande pompe, il passa successivement la revue des différents corps, même de ceux qui tenaient garnison en Silésie ; ces grands mouvements militaires attirèrent encore l'attention des étrangers curieux de voir si le successeur du grand Frédéric serait aussi, avant tous, le *roi des soldats*. Il n'en fut

(2) *Quelques traits de la vie privée de Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse*, par Dampmartin, in-8°, Paris, 1811, pages 82, 101, 148 et 243.

rien, car bientôt ce métier ennuya Frédéric-Guillaume. Son absence de la parade devint chaque jour plus fréquente; les soldats le remarquèrent, et ce fut une première source de mécontentement. La profusion de certains grades d'officier supérieur qui signala l'année de l'avènement, le maintien presque exclusif de la condition d'être noble pour parvenir aux positions militaires élevées, condition qui devait choquer dans les rangs inférieurs d'une armée alors en contact avec les armées républicaines de la France si célèbres pour les avancements fabuleux qui s'y produisirent; l'influence déplacée et fâcheuse que les favoris royaux parvinrent à conquérir sur la direction des affaires militaires, influence qui se manifestait publiquement par le fait qu'en campagne Frédéric-Guillaume II se mettait à table devant sa tente préférablement avec eux qu'avec le prince de Prusse son fils (1), influence qui finit même par déterminer à la retraite le généralissime duc de Brunswick, ancien élève de Frédéric le Grand; enfin les indispositions qui mirent Frédéric-Guillaume II dans l'impossibilité de monter à cheval et l'éloignèrent par conséquent plus que jamais des troupes; toutes ces causes devinrent d'autres sources de mécontentement. De ce mécontentement, l'armée passa bientôt à une indifférence fatale, augmentée par l'inactivité de manœuvres et d'exercices dans la-

(1) *Documents relatifs aux campagnes en France et sur le Rhin pendant les années 1792 et 1793*, tirés des papiers du roi Frédéric-Guillaume III, traduction de Paul Mérat, p. 86, dates 15 et 16 octobre du journal intitulé *Réminiscences de la campagne de France* (1792).

quelle le roi la laissait personnellement, tandis que son prédécesseur ne manquait jamais, même au fort de l'hiver, de la tenir en haleine en la *tourmentant* et en la *grondant* pour la moindre imperfection. L'indifférence de l'armée filtra dans le public et y produisit une certaine « aversion pour la guerre et le service militaire (1), » aversion telle, à la fin du règne de Frédéric-Guillaume II, que ce monarque dut multiplier ses déclarations relatives à l'exécution de l'ordonnance qui prescrivait aux sujets prussiens, sauf quelques exemptés, l'obligation de porter les armes.

Ce qu'il y avait de plus fâcheux en tout ceci, c'est que, non-seulement la réputation de l'armée prussienne, mais encore la manière d'y faire le service, se trouvaient compromises par suite de cet état général de torpeur. Ainsi, durant la campagne de 1792 en France, on vit des jours où il n'y avait dans l'armée de Frédéric-Guillaume, ni mot d'ordre, ni mot de ralliement donné, quoique la nuit dût se passer en présence de l'ennemi, et plus tard, quand ce monarque battit en retraite vers ses États, au milieu de la plus grande misère, les officiers oubliaient tellement de veiller au bien-être des hommes qu'il crut nécessaire de récompenser publiquement ceux d'entre eux qui avaient eu soin de la chaussure et des effets de petit équipement des soldats de leur compagnie (2). Ainsi, pendant la campagne de 1794, en Pologne,

(1) *Histoire politique, administrative, civile et militaire de la Prusse, de 1786 à 1815*, Paris, 1828, t. I, p. 297.

(2) *Réminiscences de Frédéric-Guillaume*, aux dates du 20 septembre et du 22 octobre.

campagne qui se termina par la levée du siège de Varsovie, les Prussiens se négligèrent d'une manière frappante dans le choix des camps, dans la direction des attaques, dans le service des bouches à feu. Après cette mention de faits historiques puisés entre mille, il n'y a plus lieu de s'étonner de ce mot contenu dans la lettre écrite d'Oppenheim, le 6 janvier 1794, par le duc de Brunswick à Frédéric-Guillaume II, pour lui demander son rappel: « *Il faudra du temps pour rétablir l'armée prussienne.* » Cette armée, c'était celle qui tenait avant 1792 le premier rang militaire en Europe. Sa déchéance avait donc une immense signification, et blessait la sûreté et même la considération politique de la Prusse.

Voyons maintenant si la conduite politique de Frédéric-Guillaume amena des résultats aussi désastreux que sa conduite militaire.

Cette conduite politique peut se résumer en une phrase; il s'allia trop intimement et trop exclusivement avec l'Autriche et avec la Russie.

Son alliance avec l'Autriche se manifesta par le renvoi de son ministre des affaires étrangères, le comte de Hertzberg, qui représentait en Prusse la ligne d'idées du grand Frédéric depuis 1745, c'est-à-dire durant la guerre de Sept ans, durant aussi la guerre de la succession de Bavière (1778-1779) et par conséquent à une époque où la politique prussienne naviguait fort peu dans les eaux du cabinet de Vienne. Cette alliance s'accusa ensuite plus nettement par les conférences de Pilnitz, et le traité d'alliance défensive entre la Prusse et l'Autriche qui les suivit et amena lui-

même bientôt la lutte collective de ces deux puissances contre la France pour le rétablissement de l'autorité royale en la personne de Louis XVI. Cette lutte tourna mal pour les puissances allemandes, qui y perdirent leurs provinces de la rive gauche du Rhin ; la Prusse s'en retira la première en 1795 par le traité de Bâle, conclu avec la République française, et mécontenta par là l'Autriche. Ainsi de cette première alliance, Frédéric-Guillaume retirait une perte de territoire et le résultat de n'inspirer confiance entière ni à son ancienne alliée qui l'accusait de défection, ni à sa nouvelle alliée qui ne pouvait encore oublier qu'il s'était, le premier des monarques du continent, posé en champion contre la révolution française. Toutefois, rappelons ici que la faute politique d'avoir fait la guerre à la France en 1792, ne doit point être mesurée à la même échelle que les autres actes de Frédéric-Guillaume, en ce sens que la commotion terrible, qui mit la France hors de ses gonds, ne pouvait alors être devinée, ni dans son allure, ni dans ses destins finaux, par aucun homme d'État si perspicace qu'il fût, et que si le roi de Prusse s'est trompé, il s'est trompé avec l'Europe entière, et même avec les Français qui cherchèrent à diverses époques à diriger le flot instable des événements agitant leur patrie bouleversée.

L'alliance intime de Frédéric-Guillaume avec la Russie, a été mise en évidence par le deuxième et le troisième partage de la Pologne, qui eurent lieu pendant son union avec l'Autriche. Le second porte en

effet la date de 1793, le troisième celle de 1795. Le second fut entièrement tramé entre la Russie et la Prusse, et l'Autriche ne fit presque qu'y accéder : ce second démembrement entraînait le troisième comme une conséquence inévitable. Ainsi, comme la Pologne disparut par ce troisième et dernier démembrement, on peut dire que Frédéric-Guillaume a été le complice le plus actif de la puissance russe dans cet acte de spoliation. En cela eut-il raison au point de vue prussien ? Le second partage agrandit ses possessions héréditaires de 1061 milles carrés et lui valut Thorn et Dantzig, villes importantes qui commandent la navigation de la Vistule. Le troisième partage lui donna un nouvel accroissement de territoire de plus de 1000 milles carrés (1). Mais la destruction de la Pologne rapprocha encore, et sur une plus vaste étendue, les frontières moscovites du centre de la Prusse et priva cette dernière puissance d'un bouclier qu'elle pouvait au besoin opposer soit à la Russie, soit à l'Autriche, bouclier essentiel surtout pour elle qui était la plus faible des trois monarchies co-partageantes. Ces circonstances étaient donc désavantageuses, car, suivant la remarque du comte de Hertzberg : « En général, il ne convient nullement aux intérêts de la Prusse, que la Russie s'agrandisse du côté de l'Europe (2), » et en laissant la Russie allonger autant les bras de son côté,

(1) La Prusse s'agrandit encore sous ce règne, par l'abdication de leur margrave, moyennant une rente de 300,000 écus, des principautés d'Anspach et de Bareith, dont l'étendue atteignait 160 milles carrés environ. Le mille de Prusse vaut 7532 mètres.

(2) Lettre à Frédéric-Guillaume II, du mois de juillet 1794.

la Prusse s'était placée entre *deux colosses* (j'emprunte l'expression de Massenbach), le colosse français sur le Rhin et le colosse russe sur la Vistule (1). Pourtant dans le second partage de la Pologne, je ne vois en réalité qu'un reproche sérieux à articuler contre Frédéric-Guillaume, celui d'avoir garanti l'intégrité des possessions polonaises en 1790 par un traité qui promettait, au besoin, un secours armé contre tout envahisseur, lorsque trois ans plus tard il oublia et nia ce traité pour avoir sa part du gâteau que convoitait l'impératrice Catherine. Ce revirement brusque et subit (2) indique une politique vacillante, artificieuse, italienne, ne se dissimulant même pas sous les trophées militaires, car Frédéric-Guillaume fut obligé de quitter le siège de Varsovie en 1794, aussi rapidement qu'il avait évacué le territoire français en 1792. Mais ce reproche articulé, était-il possible au roi de Prusse de s'opposer au partage de la Pologne et de lutter contre la volonté fortement articulée de la Russie, surtout quand l'Autriche n'y faisait pas opposition ? Non certes, il possédait pour cela un royaume beaucoup trop faible.

La meilleure preuve à fournir de cette assertion consiste à montrer que la Prusse ne pouvait encore

(1) *Mém. hist. du colonel de Massenbach* (en allemand), in-8°, Amsterdam, 1809, 1^{re} partie, p. 15.

(2) Le désir d'être véridique nous oblige à rappeler au lecteur que la Russie et l'Autriche opérèrent contre la malheureuse Pologne un revirement de politique *presque* aussi subit que celui de la Prusse, puisque Catherine et Joseph II promettaient encore en 1788 à Stanislas-Auguste, de ne pas souffrir « qu'un seul arbrisseau fût distrait de la Pologne. » Consultez FERRAND, *Hist. des démembrements de la Pologne*, 1820, t. II, p. 344.

par son seul poids et privée de l'influence d'un roi de génie, jouer à elle seule un rôle actif indépendant. En janvier 1790, Frédéric-Guillaume s'engagea à faire restituer à la Turquie les places que l'Autriche avait usurpées, et rassemblant des forces en Silésie contribua à consolider les idées pacifiques de Léopold II, le nouvel empereur d'Allemagne, qui ne tarda pas à signer avec lui la convention de Reichenbach. Cette convention promettait de rétablir la Porte Ottomane dans ses anciennes possessions, et reconnaissait par conséquent la position d'arbitre prise avec succès par le roi de Prusse; néanmoins dans le traité de paix définitif entre l'Autriche et la Turquie il n'en fut pas même fait mention, ce qui montre que Léopold n'y attachait probablement d'autre importance que celle d'avoir servi à conjurer le danger d'une rupture avec la Prusse au moment de son avènement. L'année suivante (1791) Frédéric-Guillaume voulut aussi contraindre Catherine à rendre les conquêtes qu'elle avait faites sur les Turcs; dans ce but il laissa pendant l'hiver entier 80,000 hommes sur les frontières russes, et sollicita l'Angleterre d'envoyer une flotte dans la Baltique et une flotte dans la mer Noire; mais la commerçante Albion ne voulait pas alors rompre avec la Russie, et le roi de Prusse, abandonné à ses propres forces, dut renoncer à ses prétentions et laisser Catherine libre de conclure à son gré la paix avec les Turcs. Je cite d'autant plus volontiers ces indices de l'impuissance prussienne que plusieurs écrivains ont considéré l'année 1790-1791 comme

une époque de position politique forte et sage de la part de Frédéric-Guillaume, position de protecteur des États secondaires que ce monarque compromit, suivant eux, par sa croisade contre la France.

Si ma plume a réussi à mettre en saillie les angles les plus prononcés de la silhouette du règne de Frédéric-Guillaume II, le lecteur doit être convaincu que ce règne avait *énervé* la Prusse, comme celui de Louis XV avait *énervé* la France. Ainsi se trouve justifié le doute prophétique émis, dès 1758, par lord Chesterfield, au sujet de ce monarque alors élevé, par la mort de son père, au rang de *prince de Prusse* : « Frédéric II fera quelque chose de son neveu, *s'il est du bois dont on en fait* (1). »

On a souvent répété à propos de Frédéric le Grand, qu'il avait su créer une monarchie « *avec des hommes et du sable*. » Mirabeau écrivait au contraire dès 1787 : « *Tout ne sera que sable* sous le règne de Frédéric-Guillaume II (2). » Le parallèle de ces deux monarques réside tout entier dans ce rapprochement.

(1) Lettre à son fils du 30 juin 1758.

(2) *Histoire secrète de la cour de Berlin*, t. II, p. 348.

XVI.

LES ARTICLES DE GUERRE.

Les *Articles de guerre* publiés à Berlin le 3 août 1808, le jour même de la fête du roi Frédéric-Guillaume III, ont une grande importance au point de vue historique (1), car ils sont le premier édit qui ait proclamé en Prusse ce grand principe soutien des nationalités : *Chaque citoyen doit le service militaire*. De là à la suppression de l'enrôlement étranger il n'y avait plus qu'un pas déjà indiqué, lequel fut résolument franchi bientôt après par l'ordonnance du 8 septembre 1809.

Mais aujourd'hui ces *Articles*, successivement revus et réédités le 27 juin 1844 et le 9 décembre 1852, ne sont plus qu'un petit code élémentaire à l'usage des sous-officiers et des soldats de l'armée prussienne qu'ils concernent exclusivement, et auxquels ils font

(1) Les premiers *Articles de guerre*, pour les sous-officiers et soldats de l'armée prussienne, datent du 12 juillet 1743 ; ils ont été modifiés et publiés à nouveau cinq fois dans le cours du XVIII^e siècle, en 1724, 1749, 1764, 1787 et 1797. En 1808 la peine des baguettes disparut de ces articles ; celle du cachot à lattes eut un peu plus de durée.

connaître leurs devoirs, ainsi que les punitions entraînées par la transgression de ces devoirs et les récompenses méritées par l'exacte observation des mêmes devoirs. Depuis 1845, année de la promulgation du *Code pénal de l'armée prussienne* (*Strafgesetzbuch für das Preussische Heer*), on peut considérer ces articles comme un *extrait* officiel dudit Code pénal. Cet extrait donnant une idée assez complète de l'esprit qui anime les dispositions de la pénalité militaire en Prusse, nous croyons utile de le faire connaître et de le comparer aux injonctions semblables mises en vigueur par la législation militaire française. Les pages qui suivent comprendront donc la traduction fidèle des cinquante-deux articles de guerre rendus publics le 9 décembre 1852, avec l'indication, à la suite de chacun d'eux, et en caractères plus fins, des passages de nos lois présentant un sens analogue, de sorte que la comparaison sera facile.

ARTICLE 1^{er}. — L'obligation du service militaire appelle chaque sujet prussien (1), quel que soit son état, à protéger et à défendre le trône et la patrie. Se souvenant de cet honorable appel, chacun de ceux qui entrent dans l'armée doit s'efforcer de remplir avec zèle les devoirs d'un soldat.

ART. 2. — Servir fidèlement Sa Majesté le Roi et la Patrie, constitue le premier devoir du soldat. L'appel sous les drapeaux exige ensuite immédiate-

(1) Dès qu'il a atteint l'âge de vingt ans. (Loi du 3 septembre 1814, article 1^{er}.)

ment : l'habitude militaire, le courage dans toutes les obligations du service et la valeur en guerre, l'obéissance envers les supérieurs, une conduite honorable pendant le service et en dehors du service, de bonnes et loyales relations avec les camarades.

ART. 3. — Le devoir de la fidélité commande au soldat, dans tous les cas, de servir, en guerre comme en paix, avec l'emploi total de ses forces, même avec le sacrifice de sa propre existence, pour écarter tout danger de Sa Majesté le Roi et de la Patrie.

ART. 4. — Celui qui, par écrit ou de bouche, entretient avec l'ennemi des négociations ou communications, pouvant porter péril ou désavantage à Sa Majesté le Roi, à l'armée ou aux pays prussiens ; celui qui révèle à l'ennemi le mot d'ordre ou de ralliement, ou qui, pour favoriser l'ennemi, expose par des actes ou des omissions, Sa Majesté le Roi, les pays prussiens ou l'armée de Prusse, à un danger, à un défaut de sûreté ou à un désavantage, se rend coupable de trahison.

Le traître reçoit pour punition la plus grande privation de liberté ou d'honneur, ou bien la mort.

Semblable punition atteint celui qui, ayant connaissance d'un projet de trahison, ne le dénonce pas aussitôt à ses supérieurs.

La trahison sera punie de mort. Sont réputés coupables de trahison : Tout militaire, ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui entretiendrait une correspondance

dans l'armée ennemie, sans la permission par écrit de son supérieur ;

Tout militaire convaincu d'avoir communiqué le secret du poste ou le mot d'ordre à l'ennemi. (*Loi du 21 brumaire an V* [11 novembre 1796], titre III, de la trahison.)

ART. 5. — Le soldat doit considérer son drapeau comme sacré et ne jamais l'abandonner ; il ne doit pas non plus se soustraire au service militaire de sa propre autorité, ou se rendre indigne et incapable de répondre à l'appel légal par une mutilation volontaire.

Les jeunes gens reconnus coupables de s'être rendus impropres au service militaire, soit temporairement, soit d'une manière permanente, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an. (*Loi du 21 mars 1832*, art. 41.)

ART. 6. — Quiconque passe à l'ennemi, ou abandonne soit un poste devant l'ennemi, soit une place assiégée, sera fusillé.

Celui qui d'ailleurs déserte en temps de guerre, sera puni par le passage à la deuxième classe de l'état de soldat et par six années au moins d'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*) ; en cas de récidive, il sera puni de mort.

Sera puni de mort celui qui passera à l'ennemi sans autorisation par écrit de ses chefs, ou qui abandonnera son poste pour ne songer qu'à sa propre sûreté. (*Loi du 21 brumaire an V*, titre I.)

La désertion à l'intérieur se punit de trois ans de travaux publics ; de cinq ans, si elle a lieu le déserteur étant de service ; du maximum de la peine, s'il déserte avec armes à feu ou avec

son cheval. (*Arrêté du 19 vendémiaire an XII, loi du 15 juillet 1829.*)

La *récidive* de désertion, après avoir été gracié, sera punie de mort. (*Décret du 23 novembre 1811.*)

La désertion à l'*étranger* sera réprimée par dix ans de boulet. (*Arrêté du 19 vendémiaire an XII.*)

ART. 7. — Si, en temps de guerre, deux ou plusieurs militaires ont fait un complot de désertion, ils sont exclus de l'armée et condamnés à dix ans au moins de travaux forcés ; les instigateurs du complot sont fusillés.

Le *complot* de désertion est puni par la peine de mort chez le chef du complot, et quelquefois (suivant les circonstances) par la même peine chez les principaux instigateurs. (*Décret du 2 février 1812.*) Les autres complices du complot de désertion recevront application de la peine pour une désertion à l'intérieur *non individuelle*, c'est-à-dire cinq ans de travaux publics. (*Arrêté du 19 vendémiaire an XII* [12 octobre 1803].)

ART. 8. — Celui qui déserte en temps de paix, descend à la seconde classe de l'état de soldat et est condamné à six mois au moins d'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*) ; mais à la seconde récidive il est condamné à six ans au moins de travaux forcés et exclu de l'armée.

Le maximum de la punition atteint surtout celui qui s'engage dans un complot de désertion.

Les lois françaises ne reconnaissent pas de désertion *en temps de paix*, et punissent ce que les Prussiens appellent ainsi comme désertion à l'intérieur (voyez l'art. 6). — La récidive de désertion à l'intérieur, commise après avoir expié en entier

la peine encourue pour la première désertion, est punie par dix ans de boulet. (*Arrêté du 19 vendémiaire an XII*, art. 69, 70.)

Le complot de désertion se réprime à l'intérieur comme à l'ennemi et à l'étranger. (*Décret du 8 vendémiaire an XIV* [30 septembre 1805].)

ART. 9. — Quiconque facilite l'évasion d'un déserteur, sera puni comme s'il avait déserté lui-même, et quiconque ne dévoile pas à ses supérieurs un projet de désertion parvenu à sa connaissance, doit s'attendre aux arrêts ou à l'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*) pour un laps de temps pouvant atteindre trois années.

Tout fauteur de désertion est puni d'une année de prison et d'une amende de 300 à 3000 francs; si c'est un fonctionnaire public, il est puni de deux ans de prison, de la destitution, et d'une amende de 500 à 2000 francs. (*Loi du 24 brumaire an VI* [14 novembre 1797].) — Notre législation n'atteint pas la non-révélation d'un projet ou complot de désertion; mais, en cas de désertion à l'ennemi, elle exempte de poursuite et de punition le complice qui révèle un complot. (*Loi du 21 brumaire an V*, titre I.)

ART. 10. — Celui qui, sous le faux prétexte de maladie ou par d'autres moyens trompeurs, ou par mutilation volontaire, cherche à se soustraire au service militaire, descend à la seconde classe de l'état de soldat et est condamné à six semaines de cachot ou à l'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*) pour deux années au maximum.

Si la mutilation volontaire le rend impropre à tout

service et travail militaire, il est condamné à un an au moins de travaux forcés et exclu de l'armée.

Il n'existe pas, en France, pour réprimer la mutilation volontaire, d'autre peine que celle indiquée à la suite de l'art. 5. A l'expiration de cette peine, le mutilé reste à la disposition du Ministre de la guerre pour le temps que doit à l'État la classe dont il fait partie; l'ordonnance du 11 octobre 1820 prescrit de l'envoyer dans une compagnie de discipline.

ART. 11. — Le soldat ne doit jamais, par crainte d'un danger personnel, s'écarter de l'accomplissement de ses devoirs de service; il se représentera constamment que la lâcheté est pour lui honteuse et humiliante.

ART. 12. — Celui qui, en guerre et devant l'ennemi, prendra la fuite par lâcheté, et, par des paroles ou des signes, excitera ses camarades à fuir, sera puni de mort et pourra être fusillé sur place.

Nos lois militaires de répression n'articulent rien contre la fuite, sous cette dénomination. Elles punissent seulement de trois ans de fers la lâcheté par abandon des armes dans une affaire (*Loi du 21 brumaire an V*, titre VIII, art. 7), et de mort le refus formel de marcher à l'ennemi. (*Même loi*, même titre, art. 9.) Les clameurs en présence de l'ennemi, et tendant à jeter l'épouvante et le désordre dans les rangs, sont punies par la mort comme crime de trahison. (*Loi du 21 brumaire an V*, titre III, art. 2.)

ART. 13. — Celui qui, d'ailleurs, par crainte du danger personnel, fuit devant l'ennemi, reste furtivement en arrière, se tient dérobé ou caché, jette loin de lui ou abandonne ses munitions ou ses armes,

ou peut-être prétexte une souffrance pour rester en arrière et éviter le danger personnel, sera puni par le passage dans la seconde classe de soldat et le cachot ou l'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*) , et s'il existe des circonstances aggravantes, par la mort.

En outre, celui qui enfreint ses devoirs de service par crainte du danger personnel, encourra la même punition que celui qui contrevient de propos délibéré aux mêmes devoirs.

Tout militaire qui aura abandonné son poste pour songer à sa propre sûreté, sera puni de mort. (*Loi du 42 mai 1793, section IV.*)

ART. 14. — Le soldat doit à chaque officier et sous-officier, et le sous-officier doit à chaque officier, aussi bien dans la portion de troupes où il sert que dans toutes les autres portions de troupes, obéissance, respect, exécution ponctuelle de ses ordres.

Les soldats et les sous-officiers doivent de la même manière obéissance aux dispositions et ordres des sentinelles et des commandés pour le service de sûreté, ainsi qu'à ceux des gendarmes qui se trouvent de service.

Tout supérieur a droit, de la part de ses subordonnés, à une obéissance entière et à une soumission de tous les instants ; la subordination doit avoir lieu rigoureusement de grade à grade. (*Préliminaires de l'ordonnance sur le service intérieur d'infanterie, en date du 2 novembre 1833.*) Les soldats doivent à leurs officiers et sous-officiers respect dans tous les cas. (*Loi*

du 8 août 1790, art. 6.) Tout militaire doit, en toutes circonstances, même hors du service, de la déférence et du respect aux grades qui sont supérieurs au sien, quels que soient l'arme et le corps auxquels appartiennent ceux qui en sont revêtus. (*Service intérieur d'infanterie*, art. 196.)

La désobéissance envers une sentinelle, un agent de police ou un gendarme, est punie en France comme une faute contre la discipline ; mais la loi du 12 mai 1793 (art. 9) applique au simple soldat deux ans de prison, et au sous-officier quatre ans de prison pour *insulte*, de propos ou de gestes, envers une sentinelle.

ART. 15. — La désobéissance envers les ordres de service, et une conduite peu respectueuse envers les supérieurs, entraînent la consigne ou l'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*).

Pour simple désobéissance, les hommes de troupe sont punis de la salle de police ; pour faits plus graves, de la prison ou du cachot (ce dernier ne s'applique pas aux sous-officiers). (*Service intérieur d'infanterie*, art. 280, 284.) La désobéissance envers les ordres de service peut entraîner la destitution, un an de prison, et l'incapacité de servir dans l'armée, aux termes de la loi du 12 mai 1793, tit. I^{er}, sect. IV, art. 10), mais, suivant la circulaire ministérielle du 22 mai 1824, les chefs de corps la traitent souvent comme faute disciplinaire, afin de ne pas terminer si promptement le temps de service dû à l'État par le coupable.

ART. 16. — Celui qui, par mots ou gestes, par disparition ou séparation violente, ou par des actes semblables, manifeste son intention de ne pas exécuter un ordre reçu ; ainsi que celui qui injurie ses supérieurs en paroles, en gestes ou en signes, ou lui

demande raison d'un ordre de service reçu ou d'une réprimande, a mérité quatre semaines au moins de cachot ou vingt ans au plus d'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*).

Tout militaire convaincu d'avoir insulté ou menacé son supérieur de propos ou de gestes, sera puni de cinq ans de fers. (*Loi du 21 brumaire an V*, art. 15.)

ART. 17. — Celui qui se livre à des voies de fait envers un de ses supérieurs, ou exerce envers lui des violences préméditées, ou cherche à l'attaquer par les armes, doit s'attendre à dix années au moins d'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*); mais, en cas de circonstances aggravantes et en temps de guerre, à la mort. De plus, lors d'une résistance violente d'un ou de plusieurs hommes, ainsi que, en temps de guerre, dans un rassemblement de troupes, dans les alarmes, dans la marche au combat, dans le combat, dans la retraite, et enfin dans la défense du pillage et autres délits graves, chaque officier est autorisé à tuer sur place ceux qui résistent avec persévérance à ses ordres, quand il n'a plus à sa disposition d'autre moyen pour obtenir une obéissance entièrement nécessaire.

Tout militaire qui se permet des voies de fait à l'égard de son supérieur, sera puni de mort. (*Loi du 21 brumaire an V*, titre VIII, art. 15.)

En cas d'un rassemblement de militaires qui ne se dissout pas sur la réquisition que font les supérieurs au nom de la loi, lesdits supérieurs sont autorisés à employer tous les moyens de force qu'ils jugeront nécessaires pour le dissiper. (*Loi du 21 brumaire an V*, titre VIII, art. 5.)

ART. 18. — Quand le soldat, à cause d'une injuste réception dans ce qui lui appartient, à cause d'un traitement indigne ou d'un autre motif, croit avoir sujet de plainte, il reste pourtant obligé de remplir ses devoirs de service sans faire de difficultés, et ne doit pas provoquer ses camarades à réclamer en commun avec lui, ni d'ailleurs exciter le mécontentement parmi eux ou chercher à les amener. Le soldat doit aussi porter sa plainte non pas pendant le service, mais seulement après l'accomplissement de ce service. Mais il peut se tenir pour assuré que si sa plainte est fondée, il lui sera fait justice, aussitôt qu'il l'aura présentée d'une manière convenable suivant le mode prescrit.

Les réclamations individuelles sont les seules autorisées. (*Service intérieur d'infanterie*, art. 291.)

La plainte n'est permise qu'après avoir obéi. (*Loi du 8 août 1790*, art. 8.) Sauf des cas extraordinaires, elle se fait hiérarchiquement. (*Service intérieur d'infanterie*, art. 294.)

Les officiers doivent traiter les soldats avec justice, et avoir pour eux des égards. (*Loi du 8 août 1790*, art. 6.)

ART. 19. — Celui qui, devant la troupe assemblée, dans le dessein d'exciter ses camarades au refus de l'obéissance envers leurs supérieurs ou de contraindre ces derniers à quelque chose, se conduit d'une manière inconvenante ou réclame à haute voix, sera, même quand sa réclamation serait fondée, puni de six ans au moins d'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*), et, en temps de guerre, de mort.

Pareille peine atteint celui qui pousse ses camarades d'une autre manière à la désobéissance ou à la résistance envers les supérieurs.

Un homme qui réclame étant dans l'ivresse ne peut être entendu. (*Service intérieur d'infanterie*, art. 292.)

La révolte ou la désobéissance combinée envers les supérieurs emportera peine de mort contre ceux qui l'auront suscitée. (*Loi du 21 brumaire an V*, titre VIII, art. 3.)

ART. 20. — Quand les soldats s'attroupent publiquement et font connaître leur intention de résister collectivement par la force à un supérieur, ou d'en exiger quelque chose ou d'en tirer vengeance, ils descendent à la deuxième classe de l'état de soldat, et sont punis de dix ans au moins d'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*), et en cas de circonstances aggravantes, de la mort.

Les instigateurs d'une pareille mutinerie militaire, ainsi que les chefs et les boute-feux, sont toujours punis de mort.

Les auteurs d'attroupements militaires seront punis de mort. (*Loi du 21 brumaire an V*, titre VIII, art. 5.)

ART. 21. — Le soldat ne doit pas, soit dans le service, soit en dehors du service, délibérer avec d'autres, et cela de sa propre autorité, sur les arrangements, ordres et dispositions militaires, ni s'immiscer à des réunions ou rassemblements qui font de l'opposition à la puissance de Sa Majesté le Roi sur les pays de son obéissance ou aux autorités constituées par lui.

Le droit public de la France a consacré, à toutes les époques, le régime exceptionnel de l'armée, qui interdit aux militaires de délibérer, de pétitionner, et de se réunir sans ordres; qui restreint, en un mot, leurs droits politiques par rapport à ceux des autres citoyens.

ART. 22. — Quiconque prend part, à l'intérieur du pays, à une émeute à main armée, recevra même punition que celui qui participe à une sédition militaire.

L'art. 96 de notre *Code pénal* n'applique la peine de mort qu'aux *chefs* de bandes armées et à ceux qui y ont exercé un commandement quelconque; mais, si ces bandes ont excité la guerre civile ou tenté de l'exciter; si elles ont dévasté, massacré et pillé, ou tenté de dévaster, massacrer et piller, alors tous ceux qui en font partie et sont saisis sur place, reçoivent application de la peine de mort. (*Art. 97 du même Code.*)

ART. 23. — L'arme est confiée au soldat pour protéger et défendre le Trône et la Patrie. Le soldat ne doit donc jamais abuser de cette arme et du pouvoir militaire qui lui appartient, même contre les habitants du pays ennemi ou contre les soldats ennemis faits prisonniers. Il ne doit pas non plus, sur le territoire ennemi et de sa propre autorité, ravager ou s'approprier les biens et possessions des habitants du pays.

Le dépouillement sur le champ de bataille d'un homme mis hors de combat, mais encore vivant, est puni de dix ans de fer, et de mort s'il y a eu mutilation. (*Loi du 21 brumaire an V, titre V, art. 6 et 7.*) L'art. 10 de la même loi montre qu'il s'agit uniquement ici du dépouillement d'un Français, et non du dépouillement d'un ennemi fait prisonnier.

ART. 24. — Faire illicitement du butin, entraîne comme punition le cachot ou l'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*) pour deux années au plus, et en cas de circonstances aggravantes, l'emprisonnement dans une forteresse pour une plus longue durée et le passage à la seconde classe de l'état de soldat, ou même la mort.

ART. 25. — Le pillage et l'extorsion sont punis par le passage à la seconde classe de l'état de soldat et l'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*) pour deux années au moins; s'il existe des circonstances spécialement aggravantes, par la mort.

Tout militaire convaincu de pillage à main armée ou en troupe, soit dans les habitations, soit sur les personnes, soit dans les propriétés des habitants de quelque pays que ce soit, sera puni de mort. (*Loi du 21 brumaire an V*, titre V, art. 1^{er}.)

ART. 26. — Les maraudeurs et ceux qui, sous prétexte de maladie ou de fatigue, restent en arrière et enlèvent aux habitants des objets d'alimentation ou d'habillement, sont atteints, à cause de leur maraude, par la descente à la seconde classe de l'état de soldat et par deux ans au plus, soit d'arrêts, soit d'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*). Si la maraude a été accompagnée de violence envers les personnes, le coupable est puni comme pour pillage.

La loi du 21 brumaire an V réprime la maraude simple par l'exposition, et la persistance, ou la récidive dans le délit de maraudage, par cinq ans de fers. (*Tit. VI*, art. 1^{er} à 4.) Le sous-officier maraudeur est, en outre, cassé. La maraude commise

en troupe, à main armée, attire huit ans de fers à ceux qui s'en rendent coupables. (*Titre VI de ladite loi, art. 1^{er} à 9.*)

ART. 27. — Le soldat doit entretenir en bon état ses armes et objets d'habillement, et, pour atteindre l'aptitude militaire, s'efforcer constamment d'acquérir la connaissance entière et complète de l'emploi des armes, ainsi que des instructions relatives à l'exécution de son service, afin d'en faire application immédiate dans chaque cas échéant.

Le sergent de section veille à ce que chaque homme de sa section tienne en bon état ses armes, sa buffleterie, ses effets de toute nature. (*Service intérieur d'infanterie, art. 138.*)

ART. 28. — Celui qui détériore, ou laisse détériorer ses armes et effets d'habillement, ou les objets de service délivrés pour son propre usage, ou bien qui s'en défait sans permission, mérite jusqu'à un an d'arrêts ou d'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*), et, en cas de circonstances aggravantes, il descend en outre à la seconde classe de l'état de soldat.

Le détournement, la détérioration (bris volontaire d'armes ou lacération d'effets), et la dissipation des effets d'armement, de grand équipement ou d'habillement, sont punis de six mois à deux ans de prison; la mise en gage des mêmes effets, de deux mois à un an de prison; la vente non autorisée des mêmes effets, de deux à cinq ans de travaux publics. (*Loi du 15 juillet 1829, art. 3, 4, 5.*) Le détournement, la dissipation et la vente des effets de petit équipement se répriment par deux mois à un an de prison. (*Code pénal, art. 406, 408, et loi du 15 juillet 1829, art. 6.*)

ART. 29. — Celui qui détourne les objets qu'on lui confie dans le service, sans qu'ils soient destinés à son propre usage, reçoit comme punition le passage à la seconde classe de l'état de soldat et un temps d'arrêts ou d'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*) pouvant monter jusqu'à cinq ans.

Ce détournement constitue en France un *abus de confiance*, et doit être puni comme celui des effets de petit équipement, par application des art. 406 et 408 du *Code pénal*.

ART. 30. — Le soldat doit suivre exactement les instructions qui lui sont données dans le service, et, que ce soit par des vues sur des avantages extérieurs ou peut-être par un autre motif, ne jamais se laisser entraîner dans l'accomplissement du service à quelque chose de contraire au devoir. Il doit aussi s'astreindre à la plus scrupuleuse vérité dans tous les rapports et toutes les dépositions de service.

ART. 31. — Celui qui, de dessein prémédité ou par négligence, fait inexactement ses dépositions, rapports, ou relations, sera puni de trois ans au plus d'arrêts ou d'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*), et, suivant les circonstances, le passage à la seconde classe de l'état de soldat s'ajoutera à cette punition.

ART. 32. — Celui qui, dans le service, ou relativement au service, se montre disposé ou se laisse entraîner à des écarts de devoir, par l'effet de présents ou l'assurance d'une récompense, mérite jusqu'à six mois de cachot ou d'emprisonnement dans une forte-

resse (*Festungsstrafe*), en y ajoutant, suivant les cas, la descente à la seconde classe de l'état de soldat.

ART. 33. — Celui qui s'éloigne du poste sans autorisation, ou qui, en détachement ou en marche, abandonne sa place de sa propre autorité, sera puni de six mois au plus d'arrêts ou d'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*).

Si c'est le commandant d'un poste ou d'un détachement qui commet cette faute, il devient passible des mêmes arrêts ou emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*) jusqu'à cinq années de durée, et en temps de guerre de l'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*) pour une durée pouvant atteindre celle de la vie, ou même, s'il se présente des circonstances aggravantes, de la mort.

L'absence à la générale se punit, la première fois, d'un mois de prison; la deuxième fois, de trois à six mois de prison, avec perte du grade; la troisième fois, de deux ans de fers. L'absence de son poste, quand on doit marcher à l'ennemi, se punit, la première fois, par un à deux mois de prison et la perte du grade; et, la seconde fois, par deux années de fers. (*Loi du 21 brumaire an V*, titre VIII, art. 1^{er} et 2.)

ART. 34. — Il est défendu aux sentinelles et aux postes isolés de s'asseoir ou de se coucher, de laisser échapper l'arme, de fumer du tabac, de dormir, de sortir des limites de leur poste, de l'abandonner avant qu'il soit entièrement relevé, ou d'enfreindre leur instruction de service.

Quiconque contrevient à cette défense, mérite le cachot pour quatorze jours au moins ou l'emprison-

nement dans une forteresse (*Festungsstrafe*) pour dix ans au plus, et en guerre un plus long emprisonnement dans une forteresse, ou la mort s'il y a des circonstances aggravantes.

Chez un factionnaire près de l'ennemi, le sommeil est puni de deux ans de fers; la même punition s'applique au factionnaire, près de l'ennemi, convaincu de n'avoir point exécuté sa consigne particulière. La violation de la consigne générale d'une troupe, que cette troupe soit au camp ou à la caserne, attire, au militaire qui la commet, une répression de dix ans de fers. (*Loi du 21 brumaire an V*, titre VIII, art. 10, 11, 13.) En outre, une sentinelle ne doit ni s'asseoir, ni se coucher, ni parler, ni fumer.

ART. 35. — Celui qui, comme chef d'une garde, comme sentinelle ou comme vedette, laisse commettre sciemment un acte punissable qu'il pouvait empêcher ou que ses devoirs de service l'obligeaient à empêcher, sera puni autant que l'auteur du délit lui-même, et cette punition sera encore augmentée, si l'acte a été toléré dans un but de lucre.

La sentinelle sera atteinte, ici, comme ayant violé sa consigne.

ART. 36. — Celui qui laisse échapper un prisonnier confié à sa surveillance, doit s'attendre aux arrêts ou à l'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*) pour dix ans au maximum, mais en cas de circonstances aggravantes à un plus long temps d'emprisonnement dans une forteresse et au passage à la seconde classe de l'état de soldat, ou à la mort.

Semblable punition atteint celui qui n'exécute pas une arrestation prescrite par un de ses supérieurs, ou résultant de ses obligations de service.

Chez les sous-officiers et soldats, les faits énoncés dans le second alinéa ci-dessus, ne peuvent être réprimés que comme désobéissance ou violation de la consigne générale, tandis que, chez les officiers, on pourrait les atteindre par application de l'art. 41 de la loi du 3 août 1791.

ART. 37. — Le soldat doit mener une vie régulière, ne point contracter de dettes, ni se livrer à l'ivrognerie ou à d'autres débauches. Il faut aussi qu'il reste dans son quartier de la retraite au réveil, quand il ne se trouve pas de service, ou qu'il n'a pas obtenu de ses supérieurs la permission de rester ailleurs.

ART. 38. — Celui qui, sans permission, reste hors du quartier après la retraite, ou qui s'en éloigne dans le temps qui s'écoule de la retraite jusqu'au réveil, ou qui dépasse le temps de sa permission, est puni des arrêts moyens ou de l'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*) pour six mois au plus.

Le soldat qui décroûche, ou rentre après l'expiration de sa permission, est puni de la salle de police (maximum 30 jours) ou de la prison (maximum 15 jours), suivant la gravité des circonstances.

ART. 39. — Celui qui se présente ivre pour faire son service, ou se rend par l'ivrognerie improprie à l'exécution du service pour lequel il était commandé, ou qui s'enivre dans le service, a le cachot pour pu-

nition. L'ivrognerie en dehors du service est également punissable et a les arrêts pour suite.

On inflige la consigne à tout homme légèrement pris de boisson ; la salle de police à l'homme ivre ; la prison ou le cachot à l'homme ivre pendant un service armé. (*Service intérieur d'infanterie*, art. 284.) Le maximum de la punition du cachot monte à quatre jours ; cette punition ne s'applique qu'aux caporaux et soldats, et, quand elle se combine avec celle de la prison, cette dernière ne peut aller au delà de onze jours.

ART. 40. — Celui qui fait des dettes sans le consentement de son chef immédiat, mérite les arrêts ou l'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*) pour six mois au plus.

Les dettes sont regardées et punies comme fautes de discipline (*Service intérieur d'infanterie*, art. 265), c'est-à-dire par la salle de police ou la prison : en cas de récidive, les sous-officiers et les caporaux encourent en outre la suspension et même la cassation. (*Même service*, art. 332.)

ART. 41. — Quiconque joue des jeux de hasard, reçoit la punition du cachot, et en cas de récidive, celle de l'emprisonnement dans une forteresse (*Festungssirafe*) pendant un laps de temps qui peut atteindre jusqu'à un an.

Aucune disposition, que je sache, ne défend le jeu aux hommes de troupe ; à l'égard seulement des officiers, l'article 329 du *Service intérieur d'infanterie* prescrit au lieutenant-colonel de surveiller ceux qui ont le goût du jeu.

ART. 42. — Le soldat qui se marie sans l'autorisation de son commandant supérieur, mérite quatre

semaines au moins d'arrêts ou six mois au plus d'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*).

Aux termes du décret du 16 juin 1808, les sous-officiers et soldats ne peuvent se marier qu'après en avoir obtenu la permission du conseil d'administration de leur corps : comme ce décret n'indique aucune peine vis-à-vis de cette interdiction, l'infraction à cette disposition sera simplement punie comme *faute disciplinaire*.

ART. 43. — Le soldat doit vivre en bonne intelligence avec ses camarades ; en cas de lutte, besoin et danger, il ne les abandonnera pas, mais les secourra de toutes ses forces, si son assistance leur est nécessaire dans les choses permises.

ART. 44. — De simples injures ou rixes des soldats entre eux, quand il n'en résulte pas de graves blessures, sont punies par les arrêts, mais si elles ont lieu entre sous-officiers, elles entraînent soit les arrêts, soit la dégradation.

Les querelles et rixes des caporaux et soldats sont punies de la salle de police, et en outre de l'interdiction du port du sabre, si cette arme a été tirée dans la lutte. (*Service intérieur d'infanterie*, art. 284.)

ART. 45. — Celui qui, à l'égard d'un camarade ayant par l'occasion du service un lieu de séjour commun, dérobe ou détourne, pour son propre usage et sans qu'il y ait application de la force, les vivres, boissons, tabac et autres objets destinés à la purification et à l'amélioration de la situation, sera puni la première fois du cachot. Mais la seconde fois, ou s'il

y a eu emploi de la force dans la perpétration du fait, ou si le fait a été commis par un sous-officier, la punition est celle d'un vol simple.

Le vol simple envers camarades, même avec circonstances atténuantes et lorsque le voleur n'est pas comptable des objets volés, entraîne en France comme minimum un emprisonnement d'un à cinq ans. (*Loi du 15 juillet 1829, art. 1 et 2.*)

ART. 46. — Le militaire qui a autorité sur d'autres, doit, par une conduite calme, sérieuse et posée, s'efforcer de conquérir l'estime et la confiance de ses subordonnés, et n'exiger d'eux que la coopération et les occupations que le service porte avec lui. Il ne doit pas rendre inutilement le service difficile à ses inférieurs, ni les injurier verbalement ou les maltraiter. Il doit ne pas mésuser de son pouvoir dans le service pour se créer des avantages aux dépens de ses subordonnés.

La contravention à ces devoirs attirera comme punition les arrêts ou l'emprisonnement dans une forteresse (*Festungsstrafe*).

La manière la plus sûre de se faire respecter et obéir, est de se conduire envers les subordonnés avec fermeté et douceur, sans familiarité ni brusquerie. (*Service intérieur d'infanterie, art. 156.*)

On ne doit jamais tutoyer, injurier ou maltraiter les soldats. (*Même service, art. 66.*)

ART. 47. — Le vol, la fraude, la falsification, et tous les autres délits et fautes ordinaires, seront punis d'après les lois pénales générales.

Si l'exclusion ou le renvoi de l'état de soldat n'est pas lié aux peines contenues dans ces lois, alors on applique des peines militaires proportionnelles au lieu des peines civiles qu'elles prononcent.

Outre les vols réprimés par les lois militaires, il y a aussi dans notre législation, pour les militaires comme pour les autres citoyens, des vols réprimés par le *Code pénal* ordinaire.

ART. 48. — Quand les délits et fautes ordinaires sont commis en guerre, avec abus du pouvoir militaire, alors les punitions applicables sont augmentées.

ART. 49. — Les règles isolées contenues dans les lois militaires, pour l'état de guerre, trouvent aussi application en temps de paix, quand, dans des cas extraordinaires, l'officier commandant en chef a fait connaître, au son du tambour ou de la trompette, que ces règles recevraient emploi pour la durée des circonstances extraordinaires survenues.

De même en France dans une place assiégée par l'ennemi, le commandant de la place peut prendre un arrêté, en vertu duquel on traduirait devant la justice militaire les habitants entretenant des relations avec l'adversaire. (*Loi du 19 octobre 1791*, art. 12 et 13.) L'état de siège, considéré en général et appliqué momentanément à une certaine portion du territoire, entraîne également pour tous les citoyens, certaines conséquences de l'état de guerre.

ART. 50. — Pendant que celui qui enfreint ses obligations de service ou commet d'autres actes punissables, s'attire les punitions légalement ordonnées d'après la grandeur de sa faute, le soldat, au contraire,

qui reste probe, intrépide, plein d'honneur, peut être sûr d'être dignement traité,

ART. 51. — En outre, le soldat qui se distingue particulièrement par sa vaillance et son courage, ainsi que celui qui, après un temps de service long et exempt de reproches, ne peut plus supporter les fatigues du service, ou qui, par suite de blessures reçues devant l'ennemi reste incapable de servir, ou qui se blesse dans le service même, ce soldat jouira de tous les bienfaits et faveurs qui sont destinés à récompenser la vaillance en guerre et la fidélité dans les services rendus.

ART. 52. — Convaincue du sentiment du devoir et de l'honneur qui anime les soldats, Sa Majesté Royale s'attend à ce qu'ils se garderont d'infractions à leurs devoirs et d'autres actes punissables, qu'ils s'acquitteront fidèlement et consciencieusement de leurs devoirs, qu'ils tiendront une conduite honorable dans le service et en dehors du service, et donneront par là l'exemple d'une vie régulière et honnête, en même temps qu'ils contribueront à conserver la bonne renommée dont jouit l'armée prussienne en Prusse et à l'étranger.

Sa Majesté Royale daigne accorder sa protection spéciale à ceux qui répondront à son attente ; elle les fera participer, par des signes d'honneur, par des emplois dans les administrations civiles, emplois donnés suivant les règles existantes à ce sujet, ou par tout autre moyen particulier, à la récompense méritée par leurs fidèles services. De plus, le chemin

aux grades supérieurs, et même aux plus hautes positions de l'armée, leur sera ouvert d'après la mesure de leurs capacités et de leurs connaissances.

Sa Majesté le Roi a signé authentiquement et de sa propre main les précédents articles de guerre, auxquels il a ordonné d'apposer son sceau.

Charlottenbourg, le 9 décembre 1852.

(Signé) FRÉDÉRIC-GUILLAUME,

(Contresigné) DE BONIN.

Ce long rapprochement des dispositions répressives contenues dans les lois militaires des deux pays montre surabondamment que, au fond et considérée d'une manière générale, la répression des crimes et délits militaires s'opère aujourd'hui à peu près de la même façon en France et en Prusse, ce qui tient à ce que, depuis un demi-siècle, les habitudes des armées, comme leur organisation, se sont rapprochées et presque uniformisées. Il est toutefois nécessaire d'ajouter que la pénalité militaire, comme le lecteur doit en rester convaincu s'il a parcouru attentivement les pages qui précèdent, est encore, dans plusieurs de ses dispositions, plus sévère et plus brutale en Prusse qu'en France.

La forme des *Articles de guerre*, envisagés comme extrait du Code pénal militaire, me paraît utile et commode, surtout pour la lecture aux nouveaux soldats. En France nous ne pouvons guère leur opposer, pour équivalent, que la *Nomenclature alphabétique*

des délits militaires et peines y attachées qui termine le livret du soldat, nomenclature tellement sèche de rédaction, que l'abord en est peu engageant. Fait singulier ! en Prusse la pénalité est plus rude, mais elle se présente aux hommes de troupe avec plus d'abondance, au milieu des exhortations et des encouragements du souverain lui-même, tandis qu'en France la pénalité plus adoucie s'offre pourtant au soldat d'une façon si brusque et si brève, qu'il n'a pas le temps en la lisant de songer à l'idée consolante des récompenses que peuvent lui valoir, à l'abri du drapeau, son courage et ses bons services.

Le texte des *Articles de guerre* ne se trouve pas reproduit (1) à la fin du livret de chaque soldat prussien, mais pour se conformer à l'ordre royal du 9 décembre 1852 et à la circulaire ministérielle du 26 janvier 1853, on les lit à chaque nouveau soldat, *lentement et intelligiblement* (langsam und deutlich), avant la prestation du serment militaire, et cela dans sa langue maternelle (2), s'il ne connaît pas l'allemand ; de plus, lecture des mêmes articles est donnée une fois par an devant chaque compagnie, escadron ou batterie.

La circulaire ministérielle précitée, signée comme les *Articles de guerre* par le général de Bonin, se termine par une remarque fixant bien le sens de ces articles : « Les dispositions répressives, dit-elle, qui

(1) Il s'y trouvait il y a quelques années; aujourd'hui on a renoncé à cet usage.

(2) En polonais ou en lithuanien.

sont admises dans les articles de guerre, forment uniquement un précis des lois répressives militaires matérielles existantes, précis qui n'effleure en aucune manière la validité de ces lois et de leur applicabilité aux sous-officiers et soldats dans l'appréciation et la punition des actes dont ils se rendent coupables. »

Terminons nous-même par deux observations.

Le lecteur aura sans doute remarqué, dans notre traduction des articles de guerre prussiens, une peine qui se reproduit souvent, celle du *passage à la seconde classe de l'état de soldat* (*Versetzung in die zweite Klasse des Soldatenstandes*) : cette peine a d'autres conséquences que le simple renvoi des grenadiers et des voltigeurs français dans une compagnie de fusiliers. Ainsi, par exemple, elle entraîne : 1° l'applicabilité des punitions corporelles ; 2° une position inférieure par rapport au soldat de la première classe, qui est, relativement au soldat de la deuxième classe, comme un appointé (*Gefreiter*) ; 3° l'incapacité d'admission dans une maison d'invalides, une section de vétérans ou une compagnie d'invalides, etc.

L'article 38 inflige les *arrêts moyens*. Pour bien comprendre cette expression, il faut savoir que le code pénal militaire de l'armée prussienne comprend quatre sortes d'arrêts : le cachot (*strenger Arrest*), l'arrêt moyen (*mittler Arrest*), l'arrêt doux (*gelinde Arrest*) et la consigne (*Stubenarrest*). — Le cachot, dont le nom porte sa signification, s'applique seulement au soldat ; le condamné en sort tous les quatre jours

pour coucher dans un lit ; le cachot à fond de lattes n'est plus d'usage que pour les condamnés des forteresses. — Quant à l'arrêt moyen voici en quoi il consiste : Séjour dans une prison isolée, avec privation de la solde et de l'usage du tabac, de l'eau-de-vie et d'autres jouissances semblables pendant le temps de la punition, avec du pain et de l'eau pour nourriture trois jours durant (1) ; les aliments chauds ordinaires étant rendus chaque fois le quatrième jour et accompagnés d'une promenade de plusieurs heures en plein air sous bonne surveillance. Cette sorte d'arrêt ne concerne que les sous-officiers (le sous-officier *porte-épée* exclus) et les soldats. — L'arrêt doux atteint *tous* les sous-officiers et soldats ; c'est une simple privation de liberté dans une prison isolée. — La consigne s'applique aux seuls officiers ; la consigne simple a lieu dans la demeure de l'officier puni, la consigne renforcée dans un local spécialement affecté aux arrêts.

Au-dessus de tous ces arrêts, il existe encore en Prusse les *arrêts de forteresse* (*Festungsarrest*) : mais cette dernière punition n'est pas classée parmi les arrêts, et leur est supérieure en ce sens que c'est un véritable emprisonnement. Certains auteurs de dictionnaires donnent la même signification à *Festungsarrest* et à *Festungsstrafe* (littéralement *punition de*

(1) Le service intérieur d'infanterie actuellement en usage en France, n'admet plus la réduction au pain et à l'eau dans la punition du cachot, réduction que le règlement du 24 juin 1792 admettait encore pour quatre jours, et l'ordonnance du 13 mai 1818

forteresse) ; c'est une erreur. Les *arrêts de forteresse* ne s'appliquent qu'aux officiers, aux sous-officiers, aux jeunes gens qui servent pour devenir officiers et quelquefois aux volontaires d'un an, tandis que la *punition de forteresse* atteint seulement les soldats et les sous-officiers cassés (*degradirt*) et redevenus soldats, et entraîne, outre l'emprisonnement, la coopération forcée à divers travaux militaires. On conçoit donc que cette dernière peine doit se reproduire souvent dans les *Articles de guerre* ; dans le texte desdits articles nous l'avons toujours traduite par le terme plus expressif d'*emprisonnement dans une forteresse*, mais en ayant soin, afin d'éviter toute confusion, d'accompagner chaque fois ce terme du mot allemand *Festungsstrafe* mis entre parenthèse.

XVII.

PARTICULARITÉS

RELATIVES

A LA JUSTICE MILITAIRE.

Si une personne, ayant une connaissance étendue de la législation militaire française, venait à lire attentivement le titre I^{er} de la 2^e partie du *Code pénal militaire* prussien édicté en 1845, titre consacré aux tribunaux militaires, elle ferait inévitablement une *comparaison* par rapprochement entre certaines dispositions de ce titre et les dispositions analogues comprises dans nos nombreuses lois militaires. Je dis *nombreuses* parce que nous ne sommes pas encore arrivés en France à posséder un *Code militaire*, quoique le fameux Guibert (1) en ait officiellement minuté un plan détaillé dès 1788 : notre législation se compose uniquement d'un ensemble assez confus de lois, principalement pour la justice militaire, lois improvisées sous la première République, toujours en vigueur, mais formant un dédale au milieu

(1) Voyez son *Mémoire adressé au Public et à l'Armée sur les opérations du Conseil de la guerre.*

duquel une instruction approfondie peut seule abréger le chemin et guider comme le fil d'Ariane.

Cette comparaison aurait son individualité et par suite son utilité **toute spéciale**, en ce sens qu'elle mettrait à découvert, en regard de nos habitudes, un coin intéressant de la vie intime de l'armée prussienne, coin relatif à l'application des peines, et par conséquent le plus important peut-être de tous ceux qui caractérisent une armée, puisqu'il maintient en vigueur la discipline, ce pilier fondamental de l'existence collective des troupes.

En raison de cette utilité, nous allons établir et développer nous-mêmes ladite comparaison, afin de présenter au lecteur un travail tout fait, et de lui éviter ainsi des recherches et une perte de temps, qui serait d'autant plus grande qu'il serait moins familier avec la langue allemande et avec les principes généraux de la législation. Le présent travail donnera d'ailleurs la main à notre précédente *Étude* sur les *Articles de guerre* ; joint en outre à l'*Étude* sur l'*Administration militaire*, il montrera que, dans ce portrait à grande échelle de l'armée prussienne dont nous nous efforçons d'arrêter les contours, notre intention n'est nullement d'oublier le côté administratif considéré en grand, c'est-à-dire comprenant l'administration et la législation, parce que nous savons combien ce côté a d'influence, surtout en campagne, malgré les dénégations systématiques de certains esprits qui refusent de convenir que le militaire doit tenir cent fois la plume pour une fois qu'il tire l'épée.

La comparaison annoncée ne saurait comprendre tous les détails de la justice militaire, sans s'étendre beaucoup plus qu'il ne convient à la forme sommaire que nous avons adoptée ; d'ailleurs comme le titre du Code prussien qui va nous occuper a 88 paragraphes, si nous traitions séparément de chacun de ces paragraphes, même brièvement, cela donnerait presque un volume au lieu d'un article, et nous ferions non plus une Étude mais un Traité. Pour éviter ces inconvénients, nous choisirons un certain nombre de ces paragraphes et nous exposerons leurs dispositions les plus curieuses, sans nous astreindre à leur ordre officiel : de la sorte, notre travail sera sans doute moins régulier, moins conforme aux règles classiques, mais il suffira en présentant ce qu'il y a de plus essentiel, et il se fera mieux lire parce qu'il sera plus court. C'est pour préciser ce sens, cette direction, imprimés dans le cas présent à notre plume, que nous avons intitulé cette étude : *Particularités relatives à la justice militaire.*

Pour plus de clarté, chaque particularité formera un paragraphe distinct.

§ 1^{er}. — *Délits de contrebande et de chasse.*

Les délits de contrebande et de chasse étant d'une nature toute spéciale, n'entraînent pas toujours les justiciables des tribunaux militaires devant ces tribunaux.

En Prusse, le texte du Code pénal est formel. « La

recherche, dit-il, et la décision des contraventions contre les lois de finance et de police et contre les ordonnances relatives à la chasse et à la pêche, restent soumises aux autorités civiles dans le cas où la loi ne menace la contravention que de l'amende ou de la confiscation, même lorsque l'insuffisance de moyens pécuniaires de la part de l'inculpé, fait remplacer l'amende par un emprisonnement. — Si au contraire la loi menace la contravention de la prison, ou si un autre délit se trouve commis en même temps que la contravention, alors la connaissance de cette contravention appartient exclusivement aux tribunaux militaires. »

En France, le renvoi de ces délits devant les tribunaux civils a lieu d'une manière plus large qu'en Prusse, car on ne distingue pas pour le faire le plus ou moins de gravité du délit et par suite la peine répressive plus ou moins grande qui peut lui être appliquée. Tous les délits contre les lois de finance (délits de contrebande et d'octroi) et tous les délits de chasse et de pêche sont du ressort des tribunaux correctionnels : cela ne résulte pas directement d'une loi, mais de la jurisprudence existante. Ainsi c'est un arrêt de la Cour de cassation du 18 septembre 1829 qui formula nettement la compétence du tribunal correctionnel vis-à-vis d'un militaire coupable de contrebande ; il en fut de même pour les fraudes en matière d'octroi (arrêt du 28 août 1833). Quant aux délits de chasse, un avis du Conseil d'État, en date du 4 janvier 1806, les déclara passibles des tribunaux correction-

nels, même quand ils sont commis par des militaires ; par extension de cet avis et de l'article 48 du *Code de la pêche fluviale*, on assimile pour la compétence les délits de pêche aux délits de chasse.

Le texte cité au début de ce paragraphe montre que l'on soumet aussi, en Prusse, aux autorités civiles les minimas contraventions contre les lois de police provenant du fait des militaires. En France cela n'a jamais lieu, les militaires n'étant pas considérés comme justiciables des tribunaux de police : dans le cas d'une contravention de ce genre, le général commandant la division apprécie la gravité des faits, et se contente de punir l'inculpé d'une peine disciplinaire, ou le renvoie devant un conseil de guerre. En Prusse, le commandant militaire statue aussi de la même façon, mais seulement dans le cas où la contravention s'est effectuée contre un règlement de police militaire.

§ 2. — *Militaires en congé.*

Les militaires en congé ne sont pas passibles des tribunaux militaires. Tel est, en Prusse et en France, le principe considéré dans son ensemble ; mais il y a dans les détails certaines différences que nous devons faire connaître.

Le Code pénal militaire prussien s'exprime comme il suit : « Toutes les personnes de l'état militaire se trouvant dans la position de congé, sont, pendant la durée du congé, soumises aux tribunaux civils pour les faits punissables. De ces faits sont exceptés et

appartiennent à l'appréciation des tribunaux militaires : 1° la désobéissance aux ordres des supérieurs ; 2° la désertion ; 3° si les militaires en congé portent l'uniforme, le délit lésant la considération de l'uniforme, la participation à un délit militaire, l'abus de l'autorité militaire ; 4° l'insubordination en émettant des demandes et des plaintes dans les affaires de service ; 5° les provocations et les duels des officiers de la Landwehr en congé et des officiers séparés de l'armée permanente avec la réserve de l'obligation du service. — Si l'un de ces délits exceptés se cumule avec un délit ordinaire, la compétence du tribunal militaire reste fondée pour ce dernier délit. »

On voit par cette citation que le militaire en congé n'est passible en Prusse des tribunaux militaires que pour *certain*s délits militaires (ce sont les exceptions numérotées ci-dessus 1° à 4°), et pour le délit de provocation et de *duel* quand il s'agit d'officiers.

En France, au contraire, le militaire en congé reste passible des tribunaux militaires pour *tous* les délits militaires, c'est-à-dire pour *tous* les délits commis en contravention avec les lois militaires. Quant au duel, comme ce n'est certes pas un délit spécialement militaire, il ne pourra évidemment être réprimé entre les officiers en congé que par les tribunaux civils, tandis que les tribunaux militaires pourront en être saisis s'il a eu lieu entre des officiers présents à leur corps, parce qu'il rentrera alors dans la catégorie des infractions aux lois générales du pays commises par des militaires sous les drapeaux.

Mais quand cessera la position de congé, et par conséquent quand cessera la compétence des tribunaux civils pour les délits communs perpétrés par les militaires? En France, nul doute à cet égard, la jurisprudence est constante : cette cessation aura uniquement lieu quand le militaire, de retour sous les drapeaux, se trouvera de nouveau sous la direction de ses chefs; ainsi un militaire en route, voyageant isolément, même sous l'escorte de la gendarmerie, sera justiciable des tribunaux ordinaires.

En Prusse, la question est plus complexe, parce que, en raison du système de formation de l'armée prussienne et des bans de la Landwehr, il existe pour ces bans plusieurs espèces de convocation qui ne comportent pas toutes la même gravité. Aussi le Code pénal militaire se trouve-t-il obligé d'établir certaines distinctions ; voici son texte :

« Lorsque les personnes de l'état militaire appartenant à la position de congé, sont appelées dans un but de service, elles sont pendant cet appel soumises à la juridiction militaire. Celle-ci commence : — 1° quand l'appel se fait pour la guerre ou pour une réunion extraordinaire de la réserve ou de la Landwehr, à la réception de l'ordre de convocation ; — 2° quand l'appel a lieu pour de grands exercices, au commencement du jour de la formation indiqué dans l'ordre de convocation ; — dans les deux cas, cette juridiction cesse à la fin du jour du nouveau licenciement ; — 3° si au contraire l'appel a lieu pour de petits exercices ou d'autres buts de service, alors la juridiction

militaire ne s'exerce que pendant la durée de la présence des congédiés dans le service. — Pourtant dans les cas de 2° et 3°, les tribunaux militaires doivent abandonner l'action aux tribunaux civils et leur remettre les coupables, lorsqu'il s'agit d'un délit commun et qu'aucun délit militaire ne s'y rattache. »

Cette restriction finale, combinée avec le corps du texte, montre que, dans les cas de 2° et 3°, les choses se passent comme en France, puisqu'alors les militaires ne sont passibles des tribunaux militaires que pour les délits militaires, et seulement pendant le temps de la formation ou du service. Mais, dans les cas de 1°, il y a une différence essentielle entre la législation prussienne et la législation française, car la première soumet l'appelé à la juridiction militaire dès qu'il reçoit son ordre de convocation, tandis que la seconde ne l'y soumet qu'à partir de son arrivée sous les drapeaux.

§ 3. — *Combien d'espèces de tribunaux?*

En France, le service de la justice militaire ne comprend que deux espèces de tribunaux permanents, les conseils de guerre et les conseils de révision.

En Prusse, au contraire, il semble d'abord, à s'en tenir à la signification générale du terme *Gericht* (tribunal), que les tribunaux militaires fourmillent ; mais c'est seulement en apparence, parce que le terme précité a plusieurs sens, surtout relativement aux usages français, et que le Code militaire prussien, malgré la richesse véritable et proverbiale de la langue

allemande, abuse un peu de sa face multiple. Ainsi ce Code reconnaît des :

- Tribunaux de corps d'armée (*Korpsgerichte*),
- Tribunaux de division (*Divisionsgerichte*),
- Tribunaux de régiment (*Regimentsgerichte*),
- Tribunaux de garnison (*Garnisongerichte*),
- Tribunaux d'enquête (*Untersuchungsgerichte*),
- Tribunaux d'arrêt (*Spruchgerichte*),

lesquels derniers se divisent en :

- Tribunaux de guerre (*Kriegsgerichte*),
- Tribunaux jugeant debout (*Standgerichte*),
- Tribunaux d'instance (*Instanzengerichte*).

Quelques mots d'explication et l'on verra que tous ces *Gerichte* se ramènent au point de vue français, à une espèce essentielle de tribunaux, à savoir celle des tribunaux d'arrêt.

En effet, les tribunaux de corps, les tribunaux de division, de régiment, de garnison, ne sont en réalité que des *directions* presque individuelles, exerçant une certaine juridiction et émanant de l'officier commandant en chef la portion de troupes dont il s'agit, généralement assisté d'un auditeur. C'est pour ainsi dire l'action judiciaire des généraux de division français étendue et érigée en tribunal, puisque ces *directions* se bornent à peu près, que je sache, à constituer et à composer les tribunaux d'enquête et les tribunaux d'arrêt.

Quant aux tribunaux d'enquête, ce sont plutôt des *commissions* d'enquêtes, car elles procèdent à l'instruction judiciaire, et quoique de composition mul-

tiple, à l'inverse de l'usage français qui fait établir les actes d'instruction par le rapporteur *seul*, elles ne peuvent guère prétendre au titre constant de tribunal puisqu'elles ne comprennent ordinairement que deux membres.

Restent donc les tribunaux d'arrêt que l'on peut considérer comme de véritables *tribunaux*; les deux premières espèces des tribunaux d'arrêt (les tribunaux de guerre et les tribunaux jugeant debout) prononcent contre les militaires de tous grades, la troisième espèce (les tribunaux d'instance) contre les employés militaires.

§ 4. — *Deux juridictions.*

En Prusse, la juridiction militaire se divise en *haute* juridiction et en *basse* juridiction.

On compte dans le ressort de la haute juridiction les faits punissables : — 1° des officiers et des employés militaires supérieurs; — 2° des sous-officiers porte-épée, quand la loi les menace d'une peine plus sévère que les arrêts; 3° des sous-officiers sans le port d'épée, et des soldats, quand la loi les menace d'une peine plus sévère que les arrêts, la dégradation, le passage à la seconde classe de l'état de soldat ou la correction; — 4° des employés militaires inférieurs, quand la loi les menace d'une peine plus forte que la prison ou les arrêts; — 5° quand on doit connaître de la réforme (*Entlassung*) contre les gendarmes de terre ou contre les invalides.

Tous les faits punissables qui n'appartiennent pas

à la haute juridiction, restent du ressort de la basse juridiction.

Ici une pause devient nécessaire pour insister sur une singulière disposition : l'assujettissement à la plus haute juridiction dépend quelquefois de la gravité de la peine à infliger à l'accusé, ainsi que la reproduction textuelle de l'article précédent du Code prussien en fait foi. Or, quoique l'étude du droit général ne me soit pas familière, j'ai peine à comprendre cette dépendance ; car l'assujettissement à telle ou telle juridiction résultant alors à l'avance d'une menace de la loi, se trouve bien vague, bien oscillant, et ne saurait en définitive être fixé que par un fait à intervenir, c'est-à-dire par le jugement du tribunal d'arrêt, ce qui constitue une espèce de cercle vicieux. On répondra sans doute que l'assujettissement à une des juridictions ne forme qu'une approximation préalable et ne préjuge rien sur le fond de la question ; que le tribunal d'arrêt reste entièrement libre dans ses appréciations ; que le droit de la défense n'est pas infirmé et que les observations du défenseur peuvent encore, ainsi que tout autre incident survenant pendant les débats, militer en faveur de l'accusé. Même en admettant tout cela, la marche de la législation française me semble cent fois préférable en cette occurrence. Cette législation réserve en effet entièrement au conseil de guerre la mission d'apprécier le degré de culpabilité de l'accusé et de choisir, conformément aux lois, la peine à lui infliger : bien plus, elle recommande au commandant supérieur (ordinairement le général de division),

qui compose le conseil de guerre, de s'abstenir de *qualifier* le délit ou le crime pour lequel l'inculpé se trouve poursuivi. Cette recommandation est sage, car si dans l'acte de convocation du conseil, ou de toute autre manière, le commandant supérieur fait connaître *publiquement* la manière dont il envisage la culpabilité de l'inculpé et de quelle peine il la punirait, il s'expose à recevoir un démenti formel, toujours fâcheux au point de vue de la considération nécessaire à l'autorité militaire, par la décision que rendra le conseil de guerre dont les membres ne dépendent, comme juges, que de leur conscience et de l'observation des prescriptions légales : tandis que s'il s'abstient, il n'exerce aucune pression anticipée sur les membres du conseil de guerre, — tous ses inférieurs et dont quelques-uns pourraient craindre de commettre un acte d'insubordination en n'admettant pas sa manière de voir, — il n'influe pas même indirectement sur l'opinion de ces juges militaires qui doit se former d'après les débats, il n'agit en un mot, ni à charge, ni à décharge, et laisse, comme le veut la loi, toute latitude à l'action judiciaire.

Certains tribunaux prussiens exercent les deux juridictions : je reproduis à ce sujet le sommaire des stipulations officielles.

Tribunaux de régiment. — La juridiction des tribunaux de régiment se limite à la basse juridiction, et s'étend sur les sous-officiers, soldats et employés militaires inférieurs appartenant à l'effectif du régiment.

Tribunaux de division. — Les tribunaux de divi-

sion ont : 1° la haute juridiction sur toutes les personnes militaires appartenant à l'ensemble de la division ; 2° la basse juridiction sur tous les sous-officiers, soldats et employés militaires inférieurs appartenant au domaine de service (*Dienstbereich*) du commandant de la division, et qui ne sont soumis à aucun tribunal de régiment de la division.

Tribunaux de corps. — Les tribunaux de corps possèdent : 1° la haute juridiction sur toutes les personnes militaires, dans le ressort du commandement général (*General-Commando*), qui ne sont pas soumises à la juridiction des tribunaux de division situés dans le ressort du corps ; 2° la basse juridiction sur tous les sous-officiers, soldats et employés militaires inférieurs dans le ressort du commandement général, qui ne sont pas assujettis à la juridiction d'un tribunal de régiment situé dans le ressort du corps. — Quand des militaires de différents corps d'armée se rendent coupables de la perpétration commune d'un délit, c'est la juridiction du général en chef, dans le ressort duquel le délit a été commis, qui est valable pour tous les accusés.

Tribunaux de garnison. — Les excès contre le repos et la sûreté publique, les infractions aux règlements spéciaux relatifs aux ouvrages de fortification et aux moyens de défense, les négligences dans le service de garde ou de garnison, toutes ces fautes sont exclusivement de la compétence des tribunaux de garnison. — Les tribunaux de garnison possèdent en outre la haute et la basse juridiction : 1° sur toutes les

personnes militaires appartenant à l'effectif du Gouvernement ou de de la Commanderie (*Commandantur*); 2° sur les militaires punis des arrêts dans une forteresse, les soldats des compagnies de discipline (*Militairstrafinge*), et les bataillons de travailleurs; 3° sur les personnes militaires dont le chef particulier ayant juridiction n'appartient pas à la garnison, ainsi que sur les personnes militaires se trouvant sur le lieu et dont le chef n'a pas juridiction (1).

Stipulations générales. — Si plusieurs délits se rencontrent, dont l'un appartient à la haute juridiction et l'autre à la basse juridiction, alors la connaissance de tous ces délits revient au tribunal militaire qui possède la haute juridiction. — Dans le cas de la réunion de plusieurs délits appartenant à la basse juridiction, quand les peines prises ensemble dépassent les limites de cette juridiction, l'affaire revient au tribunal pourvu de la haute juridiction.

Cette dernière stipulation nous montre l'assujettissement à la haute juridiction dépendant, non plus comme précédemment de la gravité d'une seule peine, mais bien de la gravité d'une *addition* de peines, cette peine ou cette somme de peines étant toujours à *encourir*. Pour exemple de ce cas, citons celui où un soldat serait accusé d'avoir joué des jeux de hasard, d'avoir dissipé des effets d'habillement, d'avoir con-

(1) D'après un ordre du Cabinet du 4 août 1846, la juridiction du tribunal de garnison de Potsdam ne rentre pas dans les cas de la stipulation 3°, quand les accusés appartiennent au Corps de la Garde.

tracté des dettes sans le consentement de son commandant supérieur et d'avoir commis un vol simple.

Outre les tribunaux de corps, de division, de régiment, de garnison, il existe un tribunal spécial ayant juridiction : c'est le *Tribunal de l'Institut médico-chirurgical de Frédéric-Guillaume*, qui exerce la haute et la basse juridiction sur les employés et élèves de cet Institut et de l'Académie de médecine et de chirurgie militaires.

Enfin l'Auditoriat général intervient aussi dans la gestion de la juridiction militaire : nous parlerons ultérieurement de cette intervention.

§ 5. — *Tribunaux d'enquête.*

Le tribunal d'enquête est constitué par le seigneur justicier (*Gerichtsherr*) qui a juridiction sur l'accusé : sa composition dépend de la juridiction dont le délit relève.

Haute juridiction. — Dans ce cas, le tribunal d'enquête consiste dans l'auditeur comme interrogateur (*Inquirent*) et dans deux officiers *commandés* pour l'enquête. Si le délit a été commis par un soldat, il suffit de l'assistance d'un officier, excepté quand il s'agit d'un délit grave menacé par la loi de la mort ou de la prison à vie. Les officiers *commandés* doivent être : contre un soldat (pour délit ordinaire) un lieutenant ; contre un soldat (pour délit grave) et contre un sous-officier, deux lieutenants ; contre un lieutenant, un capitaine et un lieutenant ; contre un

capitaine, un major et un capitaine ; contre les officiers d'un grade plus élevé, un officier du grade immédiatement supérieur et un officier du même grade que l'accusé, ou, à défaut du premier, deux officiers du grade de l'accusé. Si l'enquête concerne un employé militaire, les officiers commandés pour la faire sont désignés d'après le rang militaire de l'accusé, et dans le cas où celui-ci n'aurait aucun rang militaire déterminé, d'après ses rapports de rang civil (1). En outre, s'il s'agit d'un délit de service, et que les autorités de ce service le proposent, un employé militaire de la même branche de service que l'accusé,

(1) Pour un employé militaire qui a rang de conseiller de seconde classe, comme pour un colonel.

Pour celui qui a rang de conseiller de troisième classe, comme pour un lieutenant-colonel.

Pour celui qui a rang de conseiller de quatrième classe, comme pour un major.

Pour celui qui a rang de conseiller de cinquième classe (ou rang intermédiaire entre les conseillers de quatrième et cinquième classes), pour les ministres (aumôniers) de division et de garnison, pour les assesseurs des intendances, pour l'inspecteur du dépôt des cartes et le pharmacien en chef, comme pour un capitaine.

Pour tous les autres employés militaires supérieurs, comme pour un lieutenant.

Pour les employés militaires inférieurs, comme pour un sous-officier.

Quant aux employés militaires qui ont été précédemment officiers, le conseil d'enquête est composé pour eux d'après leur rang militaire, si cela leur est plus favorable.

Nous citons ces détails, outre leur utilité au point de vue de l'application de la justice militaire, parce qu'ils caractérisent la position relative des différents employés militaires.

et plus élevé que lui, doit assister aux actes d'enquête.

Basse juridiction. — Le tribunal d'enquête comprend l'auditeur ou l'officier conduisant l'enquête comme interrogateur et un lieutenant. Si l'enquête a lieu contre un employé militaire inférieur et près d'un tribunal militaire possédant un greffier (*Aktuar* ou *Aktuaris*), il suffit que cette enquête soit faite par l'auditeur assisté du greffier.

Enquêtes mixtes. — Dans le cas d'injures, de voies de fait ou de complicité d'un délit quelconque, entre des militaires et des citoyens (*Militair-und Civilpersonen*), l'enquête doit être exécutée par un tribunal composé de membres militaires et civils. Le seigneur justicier (*Gerichtsherr*) compétent nomme les membres militaires. L'officier du grade le plus élevé a le premier rang dans ce tribunal d'enquête commun. Une fois la recherche terminée (et sauf des cas spéciaux exigeant une autre marche, qui ne peut être prescrite que par le Roi), le tribunal militaire doit d'abord prononcer sur les militaires accusés.

Sur ce point, la législation prussienne agit donc en sens inverse de la législation française. Dans cette dernière il est de principe : 1° que la procédure ne peut être scindée quand le délit est commun ; 2° qu'un individu non militaire ne peut jamais être traduit comme prévenu devant les juges délégués par la loi militaire ; et 3° que si, parmi les complices, il y en a un ou plusieurs militaires, et un ou plusieurs non militaires, la connaissance du délit commun ap-

partient aux juges ordinaires. Ce troisième principe, quoique articulé par la loi, découle comme conséquence des deux premiers et fait que jamais, en France, un accusé militaire ayant des complices civils ne comparait devant un tribunal militaire (1), comme nous venons de voir que cela avait lieu en Prusse.

Du reste, le Code pénal militaire prussien exige l'observation complète et exacte de ses prescriptions relatives à la composition des tribunaux qui nous occupent dans ce paragraphe, quand il émet cet article : « Si les instructions pour la composition du tribunal d'enquête sont négligées dans un acte, duquel on tire une base pour la décision, alors la sentence rendue est nulle. Pourtant si la sentence est devenue valable (*rechtskräftig*), la levée ne doit pas en être proposée d'office. »

Les tribunaux d'enquête font ce que nous appelons en France l'*instruction*, remplissant ainsi le rôle de notre *rapporteur*. Ce dernier ne peut être récusé, tandis que la récusation des membres des tribunaux d'enquête prussiens est légalement admise. Cette différence se conçoit, jusqu'à un certain point, du moment que l'on envisage, comme le Code pénal de l'armée prussienne, dans les membres des tribunaux d'enquête, des magistrats assis, des espèces de juges,

(1) Mais un militaire ayant pour complice un marin, comparait devant le conseil de guerre dont la compétence est valable pour les deux accusés, de préférence à celle du tribunal maritime.

plutôt que des magistrats au pied levé, constatant simplement ce qu'ils voient et ce qu'ils entendent. La récusation doit être considérée comme fondée contre les membres du tribunal d'enquête qui ont un intérêt dans l'issue de l'enquête (1), qui vivent avec les accusés dans une inimitié publique, qui doivent figurer comme témoins dans l'affaire. Voici d'ailleurs la marche que suit une récusation. Quand un accusé croit avoir de bonnes raisons pour récuser l'un des membres du tribunal d'enquête, il dépend de lui soit d'exposer ses raisons dans son interrogatoire préalable, soit de les soumettre par écrit au seigneur justicier (*Gerichtsherr*) qui a constitué le tribunal d'enquête. Si l'accusé est officier, il doit déduire ses objections dans une demande écrite adressée au seigneur justicier qui a ordonné l'enquête. — Si l'accusé récuse un seul membre du tribunal d'enquête, et si le seigneur justicier refuse de désigner un autre membre, le général en chef doit décider sur la proposition. Si ce dernier rejette la demande de récusation, alors, dans le cas où l'accusé ne se contente pas de ce rejet, l'Auditoriat général doit solliciter la décision du Roi. Quant à la suite à donner à la proposition de récusation contre un auditeur, cela dépend des rapports de service du seigneur justicier, et

(1) Par exemple, un commandant de compagnie, d'escadron ou de batterie, vis-à-vis de l'un des hommes de sa compagnie, de son escadron ou de sa batterie; aussi, pour cette raison, on évitera, dans un cas semblable, de désigner ce commandant pour faire partie d'un tribunal d'enquête ou d'arrêt.

s'il peut immédiatement substituer un autre auditeur à l'auditeur récusé, ou s'il doit requérir pour cela un autre seigneur justicier. Le seigneur justicier donnera aussitôt avis à l'auditorial général de la substitution effectuée. Dans le cas de la récusation de l'officier dirigeant l'enquête, on se conduira comme s'il s'agissait de la récusation de l'auditeur, à cette différence près que l'avis à donner à l'auditorial général sur la substitution effectuée n'est plus nécessaire.

Terminons ce paragraphe en indiquant que l'officier dirigeant l'enquête jouit par mois d'une augmentation de solde de 3 thalers (11 fr. 13 c.).

§ 6. — *Tribunaux de guerre.*

Les tribunaux de guerre (*Kriegsgerichte*) ne prononcent que dans les affaires appartenant à la haute juridiction, toutes les affaires qui relèvent de la basse juridiction étant jugées par les tribunaux jugeant debout (*Standgerichte*) dont nous parlerons dans le paragraphe suivant.

Les tribunaux de guerre, comme les tribunaux jugeant debout, sont constitués par le chef auquel appartient la constitution du tribunal de recherche, et ne peuvent connaître des affaires concernant les employés militaires qui ont des tribunaux spéciaux (les tribunaux d'instance) : Ils ne s'occupent que des militaires. Comme ils correspondent aux conseils de guerre français, arrêtons-nous sur leur composition.

Chaque tribunal de guerre (excepté celui appelé à

statuer sur un général) comprend cinq *classes* de juges (le président formant à lui seul une classe), plus l'auditeur comme rapporteur.

La composition du tribunal de guerre varie suivant le grade de l'accusé. On y appelle :

1° *Pour un soldat :*

- 1 major, président.
- 2 capitaines (1).
- 2 lieutenants.
- 3 sous-officiers.
- 3 appointés ou (suivant le cas) 3 simples soldats.

11

2° *Pour un sous-officier et tout militaire ayant ce rang :*

- 1 major, président.
- 2 capitaines.
- 2 lieutenants.
- 3 sergents ou (suivant le cas) 3 sous-officiers porte-épée.
- 3 autres sous-officiers.

11

3° *Pour un premier ou second lieutenant :*

- 1 lieutenant-colonel, président.
- 2 majors.
- 2 capitaines.
- 2 premiers lieutenants.
- 2 seconds lieutenants.

9

(1) Capitaines d'infanterie (*Hauptleute*) ou de cavalerie (*Rittmeister*), suivant le cas : cette remarque s'applique aux autres compositions de tribunaux d'arrêt.

4° *Pour un capitaine :*

- 1 colonel, président.
- 2 lieutenants-colonels.
- 2 majors.
- 2 capitaines.
- 2 premiers lieutenants.

95° *Pour un major ou un lieutenant-colonel :*

- 1 général-major, président.
- 2 colonels.
- 2 lieutenants-colonels.
- 2 majors.
- 2 capitaines.

96° *Pour un colonel :*

- 1 général-lieutenant, président.
- 2 généraux-majors.
- 2 colonels.
- 2 lieutenants-colonels.
- 2 majors.

9

Ces compositions font naître plusieurs remarques.

Dans chacune d'elles, une ligne indique une classe de juges. La classe du président ne contient évidemment qu'un seul membre dans toutes les compositions. Les deux classes qui viennent immédiatement après celle du président comprennent partout deux membres. Les deux dernières classes ont trois membres chacune dans les tribunaux 1° et 2° qui s'appliquent exclusivement aux hommes de troupe, et deux membres seulement dans les tribunaux 3° à 6° qui concer-

nent les officiers. De sorte qu'un tribunal de guerre pour homme de troupe se compose de onze membres, et un tribunal de guerre pour officier de neuf membres. Mais ici encore la gravité du délit modifie cet état de choses, en ce qui concerne les officiers. En effet, lors d'un délit que la loi menace de la mort ou de la prison à vie, toutes les classes de juges des tribunaux pour officiers, à l'exception de la classe du président, sont occupées par trois personnes au lieu de deux, ce qui porte à treize le nombre total des membres du tribunal.

Ainsi le nombre des juges d'un tribunal de guerre prussien varie de neuf à treize, en y comprenant le président, tandis qu'un conseil de guerre français reste invariablement fixé à sept membres.

Ce n'est pas la seule différence qui sépare les deux organisations.

En France, la composition normale du conseil de guerre comporte comme juges :

- 1 colonel, président.
- 1 chef de bataillon ou d'escadron.
- 2 capitaines.
- 1 lieutenant.
- 1 sous-lieutenant.
- 1 sous-officier.

Cette composition *normale* sert pour juger depuis le simple soldat jusqu'au capitaine inclusivement.

En Prusse, il existe séparément un tribunal pour le soldat, un tribunal pour le sous-officier, un tribunal

pour le lieutenant, un tribunal pour le capitaine, chacun de ces tribunaux ayant une composition spéciale, composition calculée de manière que le juge du grade le plus bas soit du grade de l'accusé, si cet accusé est un homme de troupe, et de deux grades au plus au-dessous de celui de l'accusé, si cet accusé est un officier, sans que toutefois un sous-officier puisse jamais être membre d'un tribunal pour officier. Ainsi, au point de vue de la justice militaire, il existe une ligne de démarcation plus nettement tracée qu'en France entre les officiers et les sous-officiers.

Les tribunaux de guerre prussiens destinés à prononcer sur des officiers supérieurs sont tous présidés par un officier-général et n'admettent pas de juges au-dessous du grade de capitaine. Ici encore l'organisation française procède suivant des vues plus libérales, en laissant dans ce cas la présidence à un colonel et en admettant un lieutenant dans le sein du conseil, car la composition normale indiquée ci-dessus se modifie alors, suivant le vœu de la loi, en remplaçant le sous-officier et le sous-lieutenant par deux officiers-supérieurs du grade de l'accusé.

Même divergence entre les deux organisations relativement aux accusés qui sont officiers-généraux.

Le tribunal de guerre prussien devant statuer sur un général se compose ordinairement (1) de :

(1) Nous disons *ordinairement*, parce que, dans certains cas où il le juge convenable, le Roi en désigne directement les membres

1 général d'un grade plus élevé que l'accusé, président.

3 juges supérieurs d'un grade à l'accusé.

3 juges du même grade que l'accusé.

3 juges inférieurs d'un grade à l'accusé.

10

Ici le tribunal ne contient que quatre classes de juges, tandis que chacune des compositions précédentes des tribunaux prussiens comporte cinq classes : il y a donc simplification sous ce rapport. Mais le nombre des juges dépasse encore de trois le nombre des juges du tribunal français correspondant. En effet, le conseil de guerre pour officier-général se compose toujours en France de *sept* membres (1), dont la désignation comme grades s'obtient en remplaçant dans la composition normale les trois derniers juges par trois officiers généraux du grade de l'accusé, ce qui donne :

3 officiers généraux du grade du prévenu, dont le plus ancien préside. 1

1 colonel.

1 chef de bataillon ou d'escadron.

2 capitaines.

7

Je prie le lecteur de faire attention au président de ce dernier conseil de guerre ; il est du même grade que l'accusé. Déjà ci-dessus nous avons indiqué implicitement que le président du conseil de guerre

(1) Chiffre invariable pour tout conseil de guerre français, quelle que soit son espèce.

destiné à juger un colonel était un simple colonel. Je dis un *simple* colonel, parce jamais en Prusse le président d'un tribunal de guerre n'est du même grade que l'accusé ; il est plus élevé d'un grade que l'accusé, si ce dernier est officier-général ; il est plus élevé de deux grades que l'accusé, si ce dernier est colonel ou lieutenant-colonel ; il est plus élevé de trois grades que l'accusé, si ce dernier est major, capitaine, premier lieutenant, sous-officier ; il est plus élevé de quatre grades que l'accusé, si ce dernier est second lieutenant ou soldat.

En prenant, au contraire, par en bas le tribunal de guerre prussien pour officier-général, on remarque qu'il ne peut avoir de membres d'un grade moindre que celui de colonel, tandis que le conseil de guerre français pour officier-général comprend, non-seulement un officier supérieur du plus bas grade (chef de bataillon), mais aussi deux officiers inférieurs (capitaines).

Ainsi, à plus d'un égard, la législation militaire prussienne se rapproche du principe que l'on doit être jugé *par ses pairs* (1), car chaque tribunal de guerre contient des membres pourvus du même grade que l'accusé. En France, le caporal et le simple soldat ne jouissent pas de cette faveur : mais nous devons avouer que la plupart du temps ils se trouveraient l'un et l'autre hors d'état de s'acquitter convenablement du mandat de juge, parce que l'instruc-

(1) C'est aussi le principe adopté dans la législation militaire de Bavière.

tion générale est beaucoup moins répandue dans notre patrie que dans le pays de Frédéric le Grand.

Il faut se garder d'oublier que tous les tribunaux de guerre prussiens dont il vient d'être question, outre leurs classes de juges, ont pour membre adjoint commun l'auditeur : de même, dans l'organisation de la justice militaire française, le rapporteur et le commissaire du conseil de guerre normal restent auprès dudit conseil, même après les modifications qu'il éprouve suivant le grade de l'accusé.

§ 7. — *Tribunaux jugeant debout.*

Expliquons avant tout le nom que nous donnons en français à cette seconde espèce de tribunal d'arrêt.

Le substantif composé *Standgericht*, qui la désigne en allemand, est à peu près intraduisible dans notre langue : aussi la plupart des lexicographes le rendent-ils par les mêmes termes que *Kriegsgericht*, c'est-à-dire par *tribunal* ou *conseil de guerre* et par *cour martiale*. Or, c'est loin d'être la même chose, et force nous a été de trouver une expression caractéristique pour exprimer cette seconde espèce de tribunal d'arrêt. Le désir d'abrégier nous a fait rejeter toutes circonlocutions, telles par exemple que : *Tribunal de guerre de haute juridiction* pour *Kriegsgericht* ; et *Tribunal de guerre de basse juridiction* pour *Standgericht*, quoique ces circonlocutions eussent rendu exactement le sens de la position relative de ces deux tribunaux. Dès lors nous avons dû chercher à traduire simplement le terme complexe de *Standgericht*,

et comme originairement les tribunaux désignés par ce terme n'étaient pas longs à rendre leurs sentences, comme ils examinaient peu profondément et sans la maturité de magistrats assis, comme ils prononçaient au pied levé, nous l'avons traduit par l'expression figurative de *tribunal jugeant debout*.

Un tribunal jugeant debout consiste dans cinq classes de juges, dont une formée par le président, et dans un auditeur ou officier dirigeant l'enquête, comme rapporteur.

Voici la composition de ce tribunal suivant le grade de l'accusé :

1° Pour un soldat :

- 1 capitaine, président.
- 2 premiers lieutenants.
- 2 seconds lieutenants.
- 2 sous-officiers.
- 2 appointés ou (suivant le cas) 2 simples soldats.

9

2° Pour un sous-officier et tout militaire ayant ce rang :

- 1 capitaine, président.
- 2 premiers lieutenants.
- 2 seconds lieutenants.
- 2 sergents ou (suivant le cas) 2 sous-officiers porte-épée.
- 2 autres sous-officiers.

9

Ainsi, d'après la législation militaire de Prusse, un capitaine est apte à présider un tribunal militaire. En France, le président de tout conseil de guerre, le président même d'un simple conseil de discipline de régiment, doit avoir le grade d'officier supérieur.

§ 8. — *Tribunaux d'instance.*

En France, il existe des conseils de guerre spéciaux pour juger les membres de l'intendance militaire ; mais, conformément à l'article 10 de la loi du 13 brumaire an v (3 novembre 1796), les employés militaires sont passibles des mêmes conseils de guerre que les militaires actifs.

En Prusse, tous les employés militaires, ceux du rang le plus élevé comme du rang le plus bas, l'intendant militaire comme le simple armurier ou sellier attaché aux troupes par contrat, sont justiciables de tribunaux particuliers, dits *tribunaux d'instance*.

A l'égard de ces tribunaux deux cas se présentent, celui de haute juridiction, celui de basse juridiction.

1° *Haute juridiction.* — Dans les faits punissables des employés militaires appartenant à la haute juridiction, le général en chef du corps d'armée dont l'accusé fait partie doit constituer le tribunal qui connaîtra de l'affaire. Ce tribunal comprendra cinq juges *séparés*, savoir :

- 1 officier supérieur, président.
- 1 capitaine.
- 2 auditeurs.
- 1 autre employé militaire supérieur, autant que possible de la branche de service de l'accusé (1).

5

Cette clause, toute favorable à l'accusé, d'intro-

(1) Si l'accusé est un auditeur, le tribunal d'instance contiendra donc, comme membres, *trois* auditeurs.

duire dans le sein du tribunal un employé de la même branche de service que lui, n'a jamais lieu en France pour les employés militaires, puisque les conseils de guerre normaux ne subissent aucune modification pour les juger : les employés militaires français ne jouissent de cette faveur que par devant les conseils d'enquête.

L'un des deux auditeurs, membres du tribunal d'instance, est constitué *rapporteur* dès la formation de ce tribunal : à première vue, ce fait se trouve contraire aux usages français, car auprès de tout conseil de guerre le rapporteur est pris en dehors des juges et par conséquent ne siège pas ; c'est seulement dans le conseil de révision que le rapporteur est choisi parmi les membres assis du conseil, mais là il n'y a plus d'inconvénient, parce que le conseil de révision ne statue pas sur le fond de l'affaire et par suite sur le sort de l'accusé, mais seulement sur les formes observées par le conseil de guerre qui a rendu le premier jugement. — A seconde vue la précédente observation n'est entièrement exacte qu'en s'en tenant au mot de *rapporteur*, car si l'on descend au sens de ce mot, dans chaque législation, les usages français et prussiens se rapprochent. En effet, le rapporteur du tribunal d'instance prussien ne fait qu'un rapport pendant la séance, et il ne procède nullement à l'enquête, ou, comme nous disons en France, à l'instruction, enquête ou instruction qui doit être dirigée par un autre auditeur, lequel se trouve légalement *exclu* du tribunal d'instance, examinant l'affaire où il a

instrumenté. Ainsi le rapporteur d'un conseil de guerre français correspond, non pas au rapporteur du tribunal d'instance, mais bien à l'auditeur chargé de faire l'enquête; la correspondance est complète depuis 1848, époque à partir de laquelle le rapporteur français a cessé d'assister aux séances du conseil de guerre, pour devenir un simple juge d'instruction.

Le tribunal d'instance de haute juridiction se modifie comme composition si l'accusé a rang d'officier supérieur (1); alors le président est un officier-général et le capitaine est remplacé par un officier supérieur.

2° *Basse juridiction.* — Dans les faits punissables qui appartiennent à la basse juridiction, le seigneur justicier compétent pour l'enquête, compose aussi le tribunal décidant qui comprend, comme le précédent, cinq juges séparés, savoir :

1 capitaine, président.

1 lieutenant.

2 employés militaires inférieurs, autant que possible de la branche de service de l'accusé, ou à défaut de ceux-ci, 2 sous-officiers.

1 auditeur (ou officier dirigeant l'enquête) qui est en même temps rapporteur.

5

Ainsi dans ce tribunal d'instance de basse juridiction le fonctionnaire judiciaire (auditeur ou officier), qui a dirigé l'enquête peut être l'un des juges opi-

(1) S'il s'agit, par exemple, d'un médecin principal (*General-Arzt*) qui a rang de major; le lecteur peut se reporter à ce sujet à une note précédente (§ 5).

nants : c'est une différence essentielle avec le tribunal d'instance de haute juridiction.

Les deux tribunaux d'instance dont il vient d'être question dans le présent paragraphe, sont des tribunaux *de première instance*. Il existe, en effet, pour les employés militaires prussiens une *seconde instance*, d'après ce passage du code : « Le moyen de droit de la défense ultérieure (*das Rechtsmittel der weiteren Vertheidigung*) est acceptable quand il est formé contre la sentence d'un tribunal d'arrêt pour employé militaire. La décision en seconde instance est rendue par l'auditoriat-général. »

Cette seconde instance n'existe ni pour le tribunal de guerre, ni pour le tribunal jugeant debout, sortes de tribunaux d'arrêt contre les décisions desquels le moyen de droit de la défense ultérieure n'est pas admis.

§ 9. — *Stipulations générales relatives aux tribunaux d'arrêt.*

Quelle serait la composition du tribunal d'arrêt si les complices étaient de grades différents ? Les dispositions législatives de la Prusse répondent à cet égard d'une manière précise. Le tribunal (il s'agit ici du tribunal de guerre ou du tribunal jugeant debout) aura son président et ses juges désignés d'après le complice le plus élevé en grade ; seulement l'on annexera à cette composition les autres juges nécessaires pour chacun des autres complices d'après son grade. Ainsi le président se trouve nommé d'après le grade de l'accusé le plus élevé en grade

et conserve la présidence pour les autres accusés, tandis que les juges sont en nombre et de grade tels que chaque accusé rencontre, dans ce tribunal mixte, ceux que lui accorde la loi d'après les compositions indiquées dans le § 6. — Un exemple fera mieux comprendre ce détail de législation militaire. Supposons qu'il s'agisse de rendre sentence à la fois sur un major et un lieutenant. Le tribunal de guerre aura cette composition :

- 1 général-major, président.
- 2 colonels.
- 2 lieutenants-colonels.
- 2 majors.
- 2 capitaines.
- 2 premiers lieutenants.
- 2 seconds lieutenants.

13

De ces treize membres, *neuf* seulement voteront sur chaque accusé, savoir :

Sur le major :

- Le général-major.
- Les 2 colonels.
- Les 2 lieutenants-colonels.
- Les 2 majors.
- Les 2 capitaines.

Sur le lieutenant :

- Le général-major.
- Les 2 majors.
- Les 2 capitaines.
- Les 2 premiers lieutenants.
- Les 2 seconds lieutenants.

On voit donc que, dans ce cas, les complices auront en votes communs, non-seulement celui du pré-

sident, mais encore ceux de deux classes de juges (les deux majors et les deux capitaines).

Le Code pénal militaire prussien ajoute ensuite : « A défaut des officiers du grade prescrit pour composer un tribunal d'arrêt, on peut remplacer les manquants par des officiers du grade suivant. » — Par ce terme de *grade suivant*, il faut entendre des officiers du grade *inférieur*. Cette substitution d'officiers à d'autres s'applique aussi bien au président qu'aux autres membres du tribunal d'arrêt. On substituera, par exemple, un capitaine à un major, et un premier lieutenant à un capitaine, c'est-à-dire que l'officier substitué sera toujours d'un grade *immédiatement* inférieur à celui de l'officier manquant. Toutefois il est nécessaire d'observer qu'un officier ne pourra jamais être valablement remplacé par un sous-officier porte-épée, ou par une autre personne de l'état de sous-officier, et qu'un sous-officier ne pourra non plus être remplacé par un appointé ou par un soldat, parce que la loi fixe d'une manière certaine, et dont on ne peut s'écarter, le nombre des membres du tribunal d'arrêt, soit de l'état d'officier, soit sous-officiers, soit soldats. — En France également la législation donne une certaine latitude pour pourvoir, dans les tribunaux militaires, au remplacement des officiers manquants. Mais le mode de remplacement ou de substitution varie par rapport à celui adopté en Prusse, en ce sens que l'on préfère remplacer l'officier manquant par un officier en disponibilité, plutôt que par un officier d'un grade inférieur,

et que l'on conserve toujours la présidence à un officier supérieur, c'est-à-dire à un chef de bataillon ou d'escadron au moins. On peut au surplus prendre, pour remplacer chaque officier manquant comme juge, un officier de *tout autre grade inférieur*, en descendant au besoin jusqu'à celui de sous-lieutenant inclusivement : cela résulte du décret du 16 février 1807, dont les prescriptions ne doivent recevoir application qu'en cas de nécessité absolue.

On ne peut en Prusse constituer membres d'un tribunal d'arrêt, que des personnes possédant la qualité de bons témoins et professant la religion chrétienne. Quiconque figure dans l'enquête, ou est commandé pour le tribunal d'enquête agissant contre l'accusé, ou est entendu comme témoin dans l'affaire, ne peut être désigné pour le tribunal d'arrêt. On remarquera que cela n'exclut nullement le supérieur direct de l'accusé, même pour remplir les fonctions de président, pourvu qu'il n'ait contribué en rien à l'enquête.

La non-observation des prescriptions légales relatives à la composition des tribunaux d'arrêt, entraînerait la nullité de l'arrêt.

§ 10. — *Du jugement.*

Quelques détails sur la manière dont se forme le jugement compléteront nos précédentes explications sur l'organisation des *tribunaux de guerre* prussiens.

Lorsqu'il ne se produit aucune récusation, ou lorsqu'on a remédié à celles soulevées, le président rap-

pelle aux juges l'importance des fonctions judiciaires, et les exhorte « à faire justice conformément aux lois, comme responsables à cet égard devant Dieu et devant le Roi, et à ne pas se laisser entraîner à une décision partielle, soit par considération pour une personne, soit par des vues particulières. »

Les juges, sur la réquisition de l'auditeur, prêtent ensuite le serment suivant : « Je jure devant Dieu qui peut tout et sait tout, de rester fidèle au mandat judiciaire qui m'est confié, et de rendre justice à N^o conformément aux actes et aux lois d'après ma conviction consciencieuse. »

Après la prestation de serment, l'auditeur lit le contenu des actes, et l'examen de l'affaire commence.

Régulièrement l'accusé doit comparaître en personne devant le tribunal de guerre ; mais si cette comparution ne peut avoir lieu, l'accusé désignera pour veiller à ses intérêts un remplaçant (*Stellvertreter*), ou en abandonnera la désignation au tribunal : dans ce dernier cas le remplaçant sera nommé par le seigneur justicier. S'il s'agit d'un délit militaire, le remplaçant ne peut être qu'un militaire, mais s'il s'agit d'un délit commun, le remplaçant peut être une personne civile, notamment un proche parent de l'accusé.

Que ce soit du reste l'accusé ou son remplaçant qui compareaisse devant le tribunal, l'auditeur, une fois l'examen de l'affaire terminé, pose aux juges cette question : « L'accusé doit-il être acquitté ou puni, et, dans ce dernier cas, quelle peine doit lui être appliquée ? »

Chaque classe de juges vote *collectivement*, après avoir conféré à ce sujet, mais sans que les juges de diverses classes puissent s'entendre; en sorte que le vote collectif de chaque classe est séparé (*abgesondert*) de celui des autres classes. Le vote commence par la plus basse classe, se fait en présence du président, et est recueilli par l'auditeur.

Quand le vote prononce l'acquiescement, l'auditeur provoque cette déclaration :

1° L'acquiescement est-il total ou provisoire?

2° Dans le cas de l'acquiescement total, cet acquiescement résulte-t-il d'une faute non prouvée, ou d'une innocence prouvée?

Chaque juge doit signer sa décision.

Le président donne sa voix le dernier.

Pour que la sentence soit valable, il faut qu'il y ait majorité absolue, c'est-à-dire plus de la moitié des voix. Quand le nombre des voix, soit pour déclarer l'accusé coupable, soit pour déterminer l'espèce et la longueur de la peine, ne réunit pas la majorité absolue pour une opinion, on ajoute la voix prononçant la plus forte peine aux voix prononçant la peine immédiatement plus douce, jusqu'à ce que l'on obtienne la majorité absolue. A égal partage de voix, l'opinion la plus favorable à l'accusé est adoptée pour la décision du tribunal de guerre.

On agit de la même manière pour calculer les voix dans une classe de juges. Par conséquent si cette classe ne comprend que deux personnes et que ces deux personnes manifestent une opinion différente,

la plus douce des deux opinions devient la décision de la classe.

Ce que nous venons de dire, relativement aux tribunaux de guerre, s'applique aux *tribunaux jugeant debout*, à l'exception de la prestation de serment des juges qui n'a pas lieu.

La même marche se suit également pour les *tribunaux d'instance* qui jugent les employés militaires. Dans ces derniers tribunaux les juges prêtent serment. Chaque juge a ici une voix, parce qu'il n'existe plus de *classes* de juges comme dans les tribunaux précédents.

Il résulte de ces détails que la formation du jugement d'un tribunal d'arrêt militaire prussien, diffère de la formation du jugement d'un conseil de guerre français :

1° En ce qu'en Prusse c'est l'*auditeur* qui recueille les voix, tandis qu'en France c'est le *président*. L'usage français est à cet égard le plus convenable, car il est naturel que celui qui dirige la séance soit le premier à voir le jugement se former, entre ses mains, par l'ensemble des opinions partielles des votants auxquelles il joint la sienne.

2° En ce que deux ou trois juges (ceux de la même classe) n'ont qu'une voix *collective* dans les tribunaux de guerre, et les tribunaux jugeant debout, tandis que dans les tribunaux d'instance chaque juge a sa voix distincte, ce qui établit une différence notable entre la manière de procéder des divers tribunaux d'arrêts prussiens. En France, dans *tous* les conseils de guerre

même dans ceux qui prononcent sur les officiers de l'intendance militaire, chaque juge vote *individuellement*.

3° En ce que le jugement d'acquiescement doit indiquer en Prusse si l'acquitté n'est cependant pas *préssumé* avoir commis une faute, mais bien entendu une faute non prouvée, ou bien si cet acquitté est réellement innocent, distinction que la législation française n'admet pas dans un jugement.

4° En ce qu'en Prusse chaque juge signe sa décision, tandis qu'en France les juges ne signent que le procès-verbal d'audience qui se termine bien par le jugement, mais dans lequel son opinion individuelle n'est pas énoncée.

5° En ce qu'en Prusse le jugement se prononce à la majorité absolue, c'est-à-dire, pour un tribunal qui serait composé de sept membres, à *quatre* voix contre trois, tandis qu'en France un conseil de guerre, qui comprend toujours sept membres, ne déclare la culpabilité et n'applique la peine qu'à la majorité de *cinq* voix.

Il résulte des mêmes détails, que la formation du jugement d'un tribunal d'arrêt militaire prussien, ressemble à la formation du jugement d'un conseil de guerre français :

1° En ce que le vote des juges commence par le plus bas grade, et que le président donne sa voix le dernier.

2° En ce que l'on adopte l'avis le plus favorable à l'accusé, quand les voix se partagent en deux avis

ne réunissant ni l'un ni l'autre les conditions de la majorité.

§ 11. — *L'auditoriat-général.*

L'auditoriat-général est le tribunal militaire le plus élevé. Il forme l'instance de recours (*Rekurs-Instanz*), et agit en autorité suprême par l'émission d'un avis dans certains cas spéciaux. Il forme la seconde instance relativement aux faits punissables des employés militaires, comme nous l'avons déjà dit dans le § 8. Il est l'autorité supérieure ayant action sur les auditeurs (1) et les greffiers.

L'auditoriat-général, dont le siège est à Berlin, consiste dans l'auditeur-général de l'armée comme président, et dans quatre auditeurs supérieurs comme conseillers, avec le personnel nécessaire d'employés subalternes. La constitution de l'auditoriat-général est collégiale.

L'auditoriat-général surveille l'administration des tribunaux militaires, lève les difficultés qui surviennent fortuitement dans les affaires de justice militaire, fait disparaître le doute sur la compétence des tribunaux militaires ou sur l'application et le sens des lois militaires, et en cas de besoin sollicite la décision du Roi. Chaque seigneur-justicier lui signale, conformément à ce but multiple, les désordres et les illégalités qu'il remarque. Chaque auditeur l'avertit éga-

(1) Outre les 5 membres de l'auditoriat-général, il existe en Prusse 9 auditeurs de corps d'armée, 18 auditeurs de division, 33 auditeurs de gouvernements et de places fortes.

lement des ordres contraires aux dispositions légales qu'il reçoit du seigneur justicier et dans lesquels ce dernier persiste malgré ses observations.

Contre une sentence judiciaire de l'auditoriat-général, on ne peut formuler aucun recours, si ce n'est auprès du Roi.

L'auditoriat-général prussien contient donc cinq membres, commé le conseil de révision français; mais il a de bien autres attributions. Il exerce, en effet, sa haute surveillance sur *tous* les tribunaux militaires de la Prusse, tandis qu'un conseil de révision instrumente uniquement par rapport aux tribunaux militaires d'une ou de plusieurs divisions (1), et, si l'on se reporte aux détails par lesquels débute ce paragraphe, on conviendra qu'il forme en quelque sorte une espèce de grand bureau de justice militaire, bureau constitué en tribunal et réunissant les doubles fonctions qui appartiennent en France au conseil de révision et à la cour de cassation.

§ 12. — Désertion.

On rencontre dans le Code pénal militaire prussien ce passage : « Si le déserteur n'est pas de retour après un délai de trois mois, un tribunal de guerre prononce contre lui *in contumaciam* (sic). »

(1) D'une division si elle est *active*, et de *plusieurs* divisions si elles sont *territoriales*, depuis le décret du 6 février 1852 qui a réduit à *neuf* le nombre des conseils de révision de l'intérieur de la France.

En Prusse les déserteurs absents sont donc jugés *par contumace*.

En France, depuis 1811, on ne rend plus de jugement par contumace contre la désertion, mais on recherche le déserteur jusqu'à ce qu'il soit arrêté. En effet, pour qu'une infraction aux lois puisse être jugée par contumace, il faut qu'elle soit nette et bien définie : or, la désertion ne se trouve nullement dans ce cas, car, comme faute, elle s'accroît successivement et s'aggrave sans cesse, au fur et à mesure que s'augmente le temps depuis lequel l'abandon du drapeau a été consommé.

Ainsi, malgré sa brièveté, ce paragraphe signale une différence dans la législation militaire des deux pays. Les précédents paragraphes en avaient déjà signalé d'autres : toutes ces différences suffisent pour faire comprendre l'organisation et l'esprit de la justice militaire prussienne, et c'est pourquoi nous pouvons ménager les instants du lecteur en terminant ici cette *Étude*.

XVIII.

DÉTAILS HISTORIQUES

SUR

L'ARTILLERIE PRUSSIENNE.

Tout prend des proportions minimes dans les débuts de la force militaire en Prusse, comme nous l'avons vu dans notre précédente Étude sur les organisations successives de l'armée prussienne; l'histoire de l'artillerie de cette puissance le prouve encore plus.

Pour réduire les châteaux de ses vassaux rebelles, l'électeur Frédéric I^{er} ne disposait que d'une bouche à feu, primitivement empruntée au landgrave de Thuringe (1).

Sous Frédéric II, la maison de Brandebourg ne

(1) Frédéric I^{er}, le premier électeur de Brandebourg, revêtit la dignité électorale en 1415 : cinq ans auparavant, à la bataille de Grunewald, l'ordre teutonique, dont les possessions en Prusse devaient plus tard être réunies à l'électorat de Brandebourg, opposait déjà aux Polonais une *batterie*. Ce rapprochement indique des progrès en artillerie plus rapides dans le duché de Prusse que dans le Brandebourg.

peut joindre à l'armée de l'Empire qu'une arquebuse à chariot (*Wagenbuchse*) (1467), et lorsque, deux ans plus tard, cet électeur assiège Anclam, l'artillerie brandebourgeoise se trouve tellement au dépourvu qu'une des causes de la levée du siège réside dans le tir d'un artilleur de la place, tir tellement bien dirigé, qu'il enlève une fois le dîner électoral sur la table même où il est préparé.

Les artilleurs brandebourgeois montrent plus d'adresse au siège de Belitz en 1478, car ils parviennent à tuer cinquante des défenseurs de la place.

En 1532, dans la campagne contre les Turcs, à laquelle le prince électoral prit une part glorieuse, les Brandebourgeois n'avaient aucune bouche à feu, mais seulement des cavaliers. Quand trois années après ce prince succéda à son père Joachim I^{er}, et prit le titre de Joachim II, il n'héritait pas de toutes les bouches à feu brandebourgeoises, le testament paternel, par une clause qui prouve l'importance que l'on attachait alors à l'artillerie, en ayant légué une partie à son frère le margrave Jean.

Le successeur de Joachim II, l'électeur Jean-George, fit fondre en 1588 deux canons à chambre du calibre de deux livres ; ces deux pièces, les premières d'origine brandebourgeoise, existaient encore sous le règne du roi Frédéric-Guillaume I^{er}.

C'est probablement pendant le gouvernement des électeurs Joachim-Frédéric et Jean Sigismond que l'usage des mortiers s'introduisit dans le Brandebourg ; du moins les traditions écrites rapportent

qu'en 1610, deux années après l'avènement de Jean Sigismond, il fut fondu à Berlin deux mortiers de 310 livres, nommés *Romulus* et *Remus*, et pesant 50 quintaux chacun. A ce début du xvii^e siècle, les artilleurs brandebourgeois possédaient quelque expérience due au fameux siège d'Ostende, qui avait duré de 1601 à 1604, pendant trois ans et deux mois, et que tout officier d'artillerie ou du génie s'était alors empressé d'étudier soit sur place, soit par relation. Ces artilleurs avaient pour chef et général Jean Meinhardt de Schonberg, père du maréchal de Schonberg (1), qui servit successivement, comme maréchal, la France, le Portugal, le Brandebourg, l'Angleterre, et périt dans ce dernier pays à la bataille de la Boyne (1690).

Le militaire en général et l'artillerie en particulier ne firent aucun progrès essentiel sous le gouvernement agité de l'électeur George-Guillaume, pendant lequel l'électorat souffrit cruellement des désastres occasionnés par la guerre de trente ans. A l'égard de l'artillerie, rien ne prouve mieux ce fait que la scène racontée par Frédéric le Grand dans ses *Mémoires de Brandebourg*, scène où l'on voit George-Guillaume et ses ministres tremblants devant Gustave-Adolphe, accompagné d'une escorte d'infanterie et surtout de quatre canons (2). Pourtant plusieurs

(1) On écrit ordinairement par erreur, même en Allemagne *Schomberg*. Consultez à ce sujet la préface du tome I des *Œuvres de Frédéric le Grand*. Berlin, 1846, p. xxi.

(2) Le malin Frédéric se complait (sans doute pour faire res-

années avant cette scène (de 1625 à 1629), trois canons (dont deux nommés le *Lion* et la *Lionne*, à cause des emblèmes qu'ils portaient) avaient été fondus à Custrin et à Berlin, et les Brandebourgeois conservaient à Spandau sept bouches à feu provenant des Danois. A cette époque, les termes français tamisaient déjà dans le langage militaire du nord de l'Allemagne, car on rencontre dans ce dernier les mots *Pétardier*, *Pioniers*, etc.

L'artillerie brandebourgeoise augmenta sous le grand-électeur, puisqu'en 1656, c'est-à-dire seize ans après son avènement, elle comptait une centaine de bouches à feu, la plupart, il est vrai, de petit calibre. On sait que ce prince souverain parut sur le champ de bataille de Fehrbellin (1675) avec douze bouches à feu du calibre de 3 livres, la petitesse du calibre s'expliquant ici par la présence presque exclusive de la cavalerie dans la petite armée avec laquelle il vainquit les Suédois en cette journée. On sait également que le grand-électeur était lui-même bon artilleur et excellait dans le pointage des pièces; que, voulant perfectionner cette partie de jour en jour plus importante de son armée, il appela (1649) au service du Brandebourg et mit à la tête de son artillerie le général autrichien Christophe de Sparr; qu'il désirait l'uniformité des calibres, et qu'il parvint, à partir de 1680, à faire fondre toutes ses bouches à feu dans la fonderie

sortir le contraste qu'offrait alors la puissance prussienne) à mettre dans la bouche des ministres de son faible prédécesseur ce refrain pusillanime : « *Que faire? ils ont des canons!* »

électorale de Berlin, tandis qu'auparavant il en tirait de l'étranger, notamment de Lubeck. Mais, sauf ces indications, on manque de renseignements précis sur l'artillerie brandebourgeoise de cette période. On peut seulement assurer que cette arme était encore loin d'avoir la même importance que dans les autres armées, dans celles de Louis XIV par exemple, même toutes proportions gardées, et que l'art de l'artillerie manquait encore dans le Brandebourg de règles pratiques. Ajoutons néanmoins que le général de Sparr, comme un rapport officiel de lui le dénote, demandait 2 bouches à feu par 1,000 hommes d'infanterie, soit 80 pièces pour une armée de 40,000 fantassins, plus une réserve de 64 pièces, au total 144 bouches à feu ; mais comme il s'agissait d'une campagne contre les Turcs, dont les attaques éparpillées étaient alors fort redoutées et exigeaient beaucoup d'artillerie pour protéger l'infanterie en flanc et à dos, il est impossible de considérer cette proportion comme normale, et d'en déduire la tendance théorique de ce chef de l'artillerie brandebourgeoise. Remarquons encore, pour terminer ce qui concerne la période du grand-électeur, qu'à la fin de cette période le successeur de Christophe de Sparr portait le titre français de *Commandeur en chef*.

Le 18 janvier 1701, l'artillerie brandebourgeoise devint *artillerie royale prussienne*. Son accroissement la rendait digne de ce nouveau titre. Dès 1689, l'électeur Frédéric III conduisait en effet sur le Rhin 60 canons, 5 obusiers, 5 mortiers et 4 pétards, ma-

tériel qui entraînait avec lui la présence de 798 officiers, sous-officiers et soldats, de 492 conducteurs et de 926 chevaux. Les canons et les obusiers tiraient à mitraille et même avec des grappes de raisin ; les canons tiraient aussi en campagne des boulets à branches, qui devinrent du reste bientôt hors d'usage. Le tir des mortiers était alors d'une extrême lenteur. L'artillerie prussienne ne possédait encore aucune tactique indépendante, son emploi dépendant absolument des vues qui animaient les officiers commandant en chef les autres armes, et le rôle des officiers d'artillerie se bornant au pointage et au service particulier des bouches à feu (1). — L'électeur de Brandebourg Frédéric III, devenu le roi de Prusse Frédéric I^{er}, édicta en 1704 un *Règlement* spécial pour le service de l'artillerie. Il fit construire à Berlin un arsenal dont l'achèvement date de 1706 suivant Ciriacy, et de 1728 seulement suivant Schöning ; ces différences d'indications correspondent probablement à deux degrés différents d'achèvement. Toujours est-il qu'en l'année 1713, à la mort du roi Frédéric I^{er}, cet établissement contenait un rare et curieux assemblage de bouches à feu, la plupart artistement ornées, dont voici l'énumération : 1 canon de 100 livres nommé *Asie* et fondu à Berlin en 1704, 4 canons de 64 livres, 2 canons de 48 livres, 7 canons de 40 livres, 68 canons de 24 livres (dont 12 appelés chacun du

(1) Ciriacy, *Chronologische Uebersicht der Geschichte des Preussischen Heers*, page 260.

nom d'un des douze électeurs de Brandebourg, et 1 nommé le *Premier roi de Prusse*), 3 canons de 16 livres, 29 canons de 12 livres, 1 canon de 10 livres, 2 canons de 8 livres, 25 canons de 6 livres, 1 canon de 5 livres, 7 canons de 4 livres, 59 canons de 3 livres, 43 couleuvrines de 2 livres à $3/4$ de livre; total, 252 canons, sans compter 135 autres canons conquis sur divers peuples; plus, 14 mortiers de 100 à 25 livres, 6 obusiers de 18 livres, 203 mortiers à la Coëhorn, 61 mortiers de 50 livres, 61 bouches à feu provenant de la ville de Meurs, occupée le 7 novembre 1702 par les troupes prussiennes, comme la portion revenant à Frédéric I^{er} dans l'héritage de la maison d'Orange. L'arsenal de Berlin comptait donc en 1713 un total général de 732 bouches à feu. Frédéric le Grand fit plus tard refondre un bon nombre de ces pièces comme inutiles; on pense bien que ce furent les plus luxueuses, qu'il était loin de priser autant que son magnifique grand-père.

Le second roi de Prusse Frédéric-Guillaume I^{er} avait été en 1706, à l'âge de dix-huit ans, créé *docteur en droit* par l'Académie d'Oxford (1), comme le constate une médaille burinée à cette époque par le graveur Christian Vermuth. J'ignore si cette dignité scientifique, qu'il ne faut pas considérer comme impliquant chez lui un haut degré d'instruction générale, le rendit plus apte à éviter les chicanes et les querelles;

(1) Non après examen, mais spontanément de la part de cette académie, *honoris causa*.

toujours est-il que son règne s'écoula pacifiquement, sauf le siège de Stralsund en 1714, et l'envoi d'un secours pendant l'année 1734 à l'armée du prince Eugène de Savoie. Au siège de Stralsund, il assiégeait Charles XII revenant de Turquie, et commandait en chef les Danois et les Prussiens, ayant fourni à l'armée alliée, de ses propres troupes, 25,000 soldats, 80 canons de 24 et 40 mortiers. Le corps auxiliaire prussien, qui combattit en 1734 sous les ordres du prince Eugène, comptait 10,000 hommes et traînait avec lui 4 canons de 6 livres et 2 canons de 3 livres. —Après cette indication des bouches à feu ayant fait la guerre sous Frédéric-Guillaume I^{er}, indication qui montre que les armées prussiennes n'employaient pas avant Frédéric II l'artillerie *en nombre excessif*, comme l'assure à tort un auteur moderne (1), disons le nombre des pièces dont on doit la fonte à Frédéric-Guillaume I^{er}. Ce furent d'abord en 1717 : 90 canons de gros calibre et 24 mortiers ; puis en 1721 : 30 canons de 6 livres, longs de 26 calibres. L'année suivante (1722), la Prusse possédait 2,147 canons, 299 mortiers, 55 obusiers, au total 2,501 bouches à feu. Ce total comprend évidemment les pièces de tous calibres consacrées à la défense des places fortes ; il s'augmenta encore en 1731 de 160 canons fondus en Suède ; ces derniers canons étaient en fer, tandis que les bouches à feu précédentes étaient soit

(1) M. Brunet, dans son *Histoire générale de l'artillerie*, 1842, t. II, p. 487.

en bronze, soit en fer. — A l'année 1722 que nous venons de citer se rapporte également une création importante, celle des manufactures d'armes de Potsdam et de Spandau, où furent fabriquées, sur les données du prince Léopold de Dessau, les premières baguettes de fer pour le fusil dont l'infanterie prussienne fit usage à partir de 1730. — Frédéric-Guillaume 1^{er} partagea son artillerie en deux bataillons. Le bataillon d'artillerie de campagne comptait, au mois de décembre 1739, 6 compagnies et un personnel de 27 officiers, savoir : 1 général-major, 1 lieutenant-colonel, 1 major, 5 capitaines, 6 premiers-lieutenants, 13 sous-lieutenants. Le bataillon d'artillerie de garnison, fort de 4 compagnies, était commandé par 1 lieutenant-colonel, que secondaient 5 capitaines, 5 premiers-lieutenants, 4 sous-lieutenants.

Frédéric le Grand débuta royalement à l'égard de l'arme spéciale et savante qui nous occupe dans cette *Étude*. Au printemps de l'année qui suivit son avènement, il lui donna pour chef, sous le titre officiel de *Grand-maitre de l'artillerie*, le baron Samuel de Schmettau, sujet prussien d'origine, devenu maréchal au service de l'Empire. Deux autres faits prouvèrent bientôt également l'importance que l'artillerie allait prendre sous le nouveau règne. Dès 1741, Frédéric II institua six nouvelles compagnies d'artillerie de campagne formant un bataillon, lequel se joignit au bataillon existant sous Frédéric-Guillaume 1^{er} pour constituer un *régiment* d'artillerie de campagne. En 1743, l'Académie des sciences de Berlin proposa un prix pour

la recherche précise de la production du salpêtre.

Néanmoins le conquérant de la Silésie ne prodiguait pas l'argent pour l'entretien de son artillerie. En veut-on la preuve ? Le 4 février 1745, c'est-à-dire en pleine seconde guerre de Silésie, il ne se croit pas assez riche pour compléter ses approvisionnements en poudre, munition de guerre qui est un objet de première nécessité en campagne, et il refuse une avance de fonds demandée par un de ses généraux pour acheter du salpêtre et du soufre en Hollande et en Angleterre. Sa lettre de refus a été conservée : je viens d'en citer la date.

L'effectif de l'artillerie prussienne montait en 1740, à la mort de Frédéric-Guillaume I^{er}, au chiffre de 1,170 hommes ; vingt et un ans après, en 1761, il était presque sextuplé et comprenait comme artillerie de campagne :

2 colonels.
2 lieutenants-colonels.
6 majors.
20 capitaines en 1 ^{er} .
13 capitaines en 2 ^e .
17 lieutenants en 1 ^{er} .
96 lieutenants en 2 ^e .
150 artificiers.
330 sous-officiers.
630 bombardiers.
4,950 artilleurs (30 compagnies de 165 hommes chacune, partagées en 6 bataillons).
32 musiciens.
1 tambour-major.
60 tambours.

Total. . 6,309

A la mort de Frédéric le Grand (1786), l'effectif total de l'artillerie prussienne, y compris l'artillerie de garnison et les mineurs, allait jusqu'à 10,000 hommes; l'artillerie de campagne se composait de 43 compagnies groupées en 4 régiments.

On peut aussi poser d'une manière certaine, d'après les états originaux, les augmentations faites par l'adversaire de Marie-Thérèse dans le matériel de l'artillerie. Le tableau suivant indiquera de la manière la plus claire le nombre de bouches à feu de chaque espèce fondu pendant le règne de ce souverain, tant à Berlin qu'à Breslau.

	CANONS DE				Obusiers.	Mortiers.
	3 livres.	6 livres.	12 livres.	24 livres.		
<i>De 1740 à 1762.</i>						
Fonderie de Berlin.	310	166	349	37	118	42
Fonderie de Breslau	98	77	124	36	45	88
<i>De 1763 à 1785.</i>						
Fonderie de Berlin.	173	407	411	20	219	38
Fonderie de Breslau	91	237	242	20	191	71
Totaux.....	672	887	1126	113	573	239
Total général...	3610					

Mais c'est moins la quantité de pièces existantes sous Frédéric le Grand (1), que la quantité de pièces *employées* par ce monarque sur les champs de bataille

(1) Ce monarque accordait 100 ducats de gratification par chaque bouche à feu prise sur l'ennemi.

qu'il faut connaître, pour en tirer instruction par la comparaison avec d'autres époques. Entrons à cet égard dans quelques détails.

Quand les Prussiens envahirent la Silésie en 1740, ils menaient avec eux, en première et en seconde ligne, plusieurs colonnes d'artillerie comprenant ensemble 20 canons de 3 livres, 18 canons de 12 livres, 14 canons de 24 livres, 10 mortiers de 50 livres, 24 mortiers à main, 4 obusiers de 18 livres, au total 90 bouches à feu.

À la bataille de Mollwitz (1741), ils possédaient 60 bouches à feu (dont 16 obusiers); à celle de Czaslau, livrée l'année suivante, ils mirent en ligne 106 canons et 3 obusiers, dont plusieurs conquis sur l'ennemi.

Dans la campagne de 1744, Frédéric part de Potsdam, au mois d'août, avec une armée qui traverse la Saxe et la Bohême pour atteindre Prague, et se trouve suivie, sur ses trois colonnes, par 186 bouches à feu de divers calibres (dont 14 obusiers); le corps prussien, chargé de couvrir la Silésie supérieure, disposait en outre de 80 canons, ce qui donne un total général de 266 pièces.

Au 1^{er} mars 1745, l'armée royale comprenait 184 canons, et le corps de Silésie 62 pièces, soit ensemble 246 bouches à feu; en y joignant 56 pièces attachées au corps du prince de Dessau, on obtient le même total général que dans la campagne de 1744, savoir 266 bouches à feu.

Relativement à la période pacifique de 1745 à

1756, nous pouvons citer le nombre de pièces annexé à l'armée prussienne, d'après un état du 12 mars 1749; ce nombre est de 360 bouches à feu, savoir :

236 canons de 3 livres.
59 canons de 12 livres.
24 canons de 24 livres.
13 obusiers de 10 livres.
8 mortiers de 10 livres.
20 mortiers légers de 50 livres.

Total. . 360 pièces.

Dès la première campagne de la guerre de Sept-Ans, c'est-à-dire en 1756, Frédéric oppose 294 bouches à feu à ses adversaires, dont 222 font partie de l'armée qu'il commande et 72 comptent dans l'armée du maréchal de Schwerin. La même année, il se présente sur le champ de bataille de Lowositz avec 102 bouches à feu. A Rossbach (1757), il n'en a que 80, d'après les uns, et 72 d'après les autres. A Leuthen (déc. 1757), qu'un historien nomme une *journée d'honneur* pour l'artillerie prussienne, le vainqueur (c'est encore Frédéric) disposait de 167 bouches à feu (dont 8 obusiers).

A Zorndorf (1758), le roi de Prusse bat les Russes avec 117 bouches à feu (dont 29 obusiers) : à Hohenkirch (bataille appartenant aussi à la campagne de 1758), il est défait par le maréchal autrichien Daun, malgré les 172 pièces d'artillerie qu'il lui oppose. Pendant la campagne de 1759, il emploie au total 210 bouches à feu, dont 117 (92 canons et 25 obusiers) luttent dans la journée de Kunersdorf. A la

bataille de Torgau (3 novembre 1760), dont le gain eut tant d'importance pour la Prusse, il dut en partie la victoire à ses 244 bouches à feu (nombre approximatif).

Au fameux camp fortifié de Bunzelwitz, dans lequel Frédéric, cerné, eut pourtant la patience d'attendre un grand mois (du 20 août au 25 septembre 1761) pour tenir son ennemi inactif et laisser surgir quelque événement favorable, les retranchements prussiens contenaient, dit-on, 460 pièces d'artillerie, et, à la date du 21 septembre de la même année, le colonel Charles Guillaume de Dieskau (1) estimait à 612 (dont 84 obusiers), le nombre total des pièces employées par les divers corps d'armée prussiens (2).

Voici le chiffre de ces pièces pour l'année 1762 :

A l'armée du roi	322
A l'armée du prince Henri.	238
A l'armée commandée par le prince de Wurtemberg.	90

Ensemble. 650

Cette indication clot naturellement notre tableau statistique et sommaire de l'artillerie mise en œuvre par Frédéric avant et pendant la guerre de Sept-Ans. Nous déduirons de ce tableau trois observations :

La première, c'est que Frédéric le Grand augmente constamment le nombre des bouches à feu qui secondent l'action de ses armées. Ainsi, en 1740, il

(1) Breveté général-major, le 10 octobre 1762.

(2) Schöning, *Nachrichten zur Geschichte der Brandenburgisch Preussischen Artillerie*, 1844, t. II, p. 217, 425.

débute avec 90 pièces; il termine, en 1762, avec 650. Cette augmentation ne procède pas seulement de ce que le roi de Prusse se voit obligé de grandir ses moyens devant le nombre de ses ennemis; elle tient aussi à ce que à la suite des longues campagnes on possède presque tous jeunes soldats qui demandent à être plus soutenus que les vieux.

La seconde observation, c'est que si Frédéric ne met pas ordinairement en ligne dans ses batailles autant de bouches à feu que Louis XIV, qui en avait déjà 200 à Malplaquet (1709), alors que l'artillerie ne possédait pas le même crédit qu'au milieu du XVIII^e siècle, ni que ses adversaires qui en opposaient, par exemple, 320 à l'un de ses lieutenants dans la journée de Breslau (1757), il emploie cependant cette arme, comme ses autres troupes, en monarque d'une grande puissance, résultat digne d'exciter la surprise vu la faiblesse de ses ressources. Guibert avait déjà constaté ce fait en disant à son point de vue, car on sait qu'il avait le tort de s'élever contre la grande prépondérance accordée de son temps aux bouches à feu : « L'exemple du roi de Prusse a malheureusement consacré l'abus de la multiplication prodigieuse de l'artillerie (1). »

Notre troisième observation concernera les obusiers. On a pu voir ci-dessus que Frédéric les employait, par rapport aux autres bouches à feu, dans une assez forte proportion, qui monte à $\frac{1}{7}$ en 1762, mais qui avait été jusqu'à $\frac{1}{4}$ à Mollwitz et à Zorndorf.

(1) *Défense du système de guerre moderne*, 1779, t. I, p. 295.

Il faut remarquer cette proportion, car en 1748, vers la même époque, la France n'employait encore, dans ses campagnes de Flandre, que quatre obusiers par 100 canons, soit la proportion de $\frac{4}{25}$, et même, suivant un auteur compétent, les obusiers ne furent définitivement adoptés en France qu'en 1774. Ainsi, Frédéric le Grand multiplia l'emploi des obusiers, auquel il recourait avec succès dans les attaques de positions et de villages.

Quant à la relation entre le nombre des pièces employées par Frédéric et le nombre de ses soldats, on trouve dans plusieurs écrivains qu'elle montait à 4 bouches à feu par 1,000 hommes : ce n'est là qu'une proportion moyenne. On trouve en effet, parfois, une proportion moindre et une proportion plus forte. Ainsi, en 1740, il envahit la Silésie avec 40,000 hommes (20 bataillons et 36 escadrons) et 39 pièces d'artillerie ; c'est $\frac{3}{4}$ de pièce par 1,000 hommes. Ainsi, en 1778, dans la guerre de la succession de Bavière (1), il emmène (ce sont les propres chiffres qu'il rapporte) deux armées de 80,000 hommes chacune, et suivant des données probables, ces 160,000 hommes avancement escortés de 739 pièces (2), soit 4 $\frac{1}{2}$ bouches à feu par 1,000 hommes (3). Il est vrai que je choisis ici les deux termes

(1) Les Allemands donnent aussi à cette guerre le nom de *guerre d'un an*. Nous y reviendrons.

(2) 443 à l'armée du roi, 296 à celle du prince Henri.

(3) Ciriacy calcule autrement. Il évalue les forces prussiennes et saxonnes ensemble, et trouve 915 pièces pour 200,000 hommes ; c'est encore 4 $\frac{1}{2}$ pièces pour 1,000 hommes.

extrêmes de la carrière de Frédéric, le début et l'apogée de sa puissance ; mais il est facile de prouver que la précédente assertion subsiste à d'autres époques. En 1756, l'armée qu'il commande en personne compte 222 bouches à feu pour 67,000 hommes, soit 3 pièces $\frac{1}{4}$ par 1,000 hommes, et celle du maréchal de Schwerin emploie 72 bouches à feu pour 27,000 hommes, soit 2 pièces $\frac{1}{2}$ par 1,000 hommes. C'est seulement à la bataille de Lowositz que l'on rencontre, à peu près exacte, la proportion de 4 bouches à feu par 1,000 hommes, les Prussiens ayant ce jour-là (1^{er} octobre 1756) 102 pièces pour un effectif de 24,000 hommes.

Toutes ces pièces consommaient une excellente poudre, principalement quand elle sortait de la poudrerie de Berlin, puisque l'on a retrouvé, pendant l'année 1813 de la poudre fabriquée en 1741 dans cette capitale et qui possédait encore, à 72 ans de date, toutes ses qualités et toute sa force.

Citons également la rapidité de tir atteinte dès cette époque par l'artillerie prussienne qui parvint (1780) à tirer jusqu'à 20 coups par minute, en n'écouvillonnant qu'après le troisième coup.

Frédéric le Grand apporta plusieurs améliorations essentielles dans l'arme de l'artillerie. Il sépara l'artillerie de campagne de l'artillerie de siège, la groupa en batteries de 10 pièces chacune, la fit camper et marcher au milieu des brigades d'infanterie (excepté quand on n'avait rien à craindre de l'ennemi, cas où elle cheminait sur une colonne isolée) et l'employa

sur les champs de bataille presque toujours en grande masse, avantage qu'il atténua malheureusement dans bien des cas en la postant sur des hauteurs escarpées dans le but de lui donner un *tir plus plongeant* (1). En temps de paix, il l'exerçait et la faisait manœuvrer par batterie.

Il adopta pour l'artillerie de campagne des pièces de 12 livres, établies d'après le mode de construction autrichien légèrement modifié. A la fin du mois de novembre 1758, il ordonna de fondre 100 de ces pièces et de les tenir prêtes pour le mois de mars suivant : les fondeurs berlinois seuls acceptèrent en partie cette importante commission et offrirent de fabriquer 50 de ces canons seulement et de les livrer le 1^{er} avril, sous la condition qu'ils ne seraient pas *tournés*. Le roi de Prusse ignorait le sens précis de cette expression ; mais ayant examiné la question, il consentit à la demande des fondeurs, « parce que le *tournage* (Abdrehen) s'applique uniquement à l'extérieur des bouches à feu (2). » De ces 50 canons, 20 rejoignirent l'armée du prince Henri, et les 30 autres l'armée royale.

Mais c'est surtout à la création de l'artillerie légère, dite aussi *artillerie à cheval*, que le nom de Frédéric le Grand reste attaché. Il faut entendre par ce terme,

(1) *Batailles et principaux combats de la guerre de sept ans*, considérés sous le rapport de l'emploi de l'artillerie, par DECKER; introduction.

(2) Lettre au général-lieutenant de Rochow, datée de Dresde le 30 novembre 1758.

non-seulement des *pièces attelées* et manœuvrant au galop, comme celles que le roi de France Henri IV employa sur le champ de bataille d'Arques (1589), mais de semblables pièces servies par des artilleurs à cheval mettant pied à terre pour faire feu, chargeant et tirant leurs canons pendant que l'un d'eux tient les chevaux. A ce point de vue, Frédéric n'est pas en réalité le premier créateur de l'artillerie à cheval. Le grand Électeur faisait en effet accompagner, même dans ses courses les plus rapides, sa cavalerie de bouches à feu dont les servants suivaient *probablement* à cheval : et les Russes adjoignirent dans la guerre de Sept-Ans des canons à leur cavalerie sans attacher grande importance à cette adjonction, car ils y renoncèrent ensuite. Mais Frédéric est le premier qui ait institué d'une manière permanente de l'artillerie à cheval, comme une catégorie spéciale et constante de l'arme de l'artillerie. La première brigade de cette artillerie à cheval parut en 1759 au camp de Landshut ; elle comportait 10 canons de 6 livres. Perdue à Kunersdorf, puis reformée, elle disparut encore à Maxen, mais fut encore réorganisée. L'année suivante, le prince Henri possédait dans son armée, au camp près de Landsberg, une batterie semblable qui paraît n'avoir compris que 6 canons légers du calibre de 6 livres. Parmi les premières actions dans lesquelles l'artillerie à cheval, encore dans sa nouveauté, ait rendu de bons services aux Prussiens, nous devons citer : 1° le combat de Reichenbach (15 août 1762), où elle canonna les Autri-

chiens de manière à bien donner à la cavalerie prussienne le temps de se développer, malgré les ruisseaux qu'il lui fallait franchir (1) ; 2° le combat entraîné par un fourrage auprès de Slavietin ou Rosstock, en 1778. Dans cette dernière campagne l'armée, commandée par le roi de Prusse, avait, en artillerie à cheval, 32 canons et 8 obusiers, c'est-à-dire $\frac{1}{11}$ du total de l'artillerie qu'elle traînait avec elle.

Scharnhorst (2) nous apprend qu'à la fin du règne du grand Frédéric on avait introduit dans la brigade d'*artillerie à cheval* (nommée alors *artillerie de cavalerie* par les Autrichiens) un obusier à la place d'un canon, de sorte que cette brigade comprenait 1 obusier de 7 livres et 9 canons de 6 livres ; chacune de ces pièces possédait un attelage de 6 chevaux (tandis que les pièces de l'artillerie à pied n'en avaient que quatre). L'obusier avait 2 servants de plus que chacun des canons ; tous les servants, ainsi que le sous-officier chef de pièce, étaient à cheval.

Ainsi, dans l'artillerie à cheval, la brigade contenait 10 pièces ; il en était de même dans l'artillerie à pied. Les brigades d'artillerie avaient donc conservé le nombre de bouches à feu de celles de Louis XIV. Ces brigades, dont le nom venait sans doute de ce qu'elles se trouvaient attachées à une *brigade* d'infanterie ou de cavalerie, s'appelaient aussi *batteries*.

(1) Canitz, *Exploits de la cavalerie prussienne*, 1^{re} partie.

(2) *Handbuch für Offiziere*, 1^{re} partie, p. 83. Cette première partie offre une particularité bibliographique : le titre est daté de 1787, tandis que la préface porte le millésime de 1788.

Deux ans après la mort de Frédéric le Grand, les batteries de toute l'artillerie prussienne furent réduites à 8 pièces chacune, savoir : 6 canons et 2 obusiers. C'est là le changement le plus considérable introduit par Frédéric-Guillaume II dans cette arme. L'artillerie de Prusse conserva pendant tout le règne de ce monarque, et jusqu'en 1806, l'usage des pièces régimentaires ou de bataillon ; cette répartition était d'usage sous Frédéric le Grand, mais les Français y renoncèrent totalement dès 1799. A l'effet de servir ces pièces, chaque régiment d'infanterie reçut, à partir de 1787, une section d'artilleurs détachée du corps de l'artillerie de campagne, laquelle section, jointe aux charpentiers du régiment, seuls chargés jusqu'alors de ce service, donnait un total de 54 hommes connaissant l'artillerie.

La proportion d'artillerie employée par les armées de la Prusse durant les guerres de la Révolution fut de 3 bouches à feu par 1,000 hommes.

Nous avons dit ci-dessus que l'artillerie de campagne comprenait, à la mort de Frédéric le Grand, 43 compagnies groupées en 4 régiments ; comme chacun de ces régiments comptait 2 bataillons à 5 compagnies, les 4 régiments n'auraient dû régulièrement avoir ensemble que 40 compagnies : il existait donc 3 compagnies en augmentation. A la mort de Frédéric-Guillaume II (1797), l'artillerie de campagne, outre 4 régiments de même force que ci-dessus, comptait 1 bataillon d'artillerie à pied de 5 compagnies, et 1 bataillon (*sic*) d'artillerie à cheval

de 5 compagnies également. Chacun des régiments comportait l'effectif suivant :

53 officiers.
10 chefs artificiers.
30 artificiers.
100 sous-officiers.
220 bombardiers.
1,600 canonniers.
8 hautbois.
1 tambour-major.
10 tambours.

Total. . 2,032

Le bataillon d'artillerie à pied avait à peu près *moitié* de cet effectif. Quant au bataillon d'artillerie à cheval, on y comptait :

16 officiers.
3 chefs artificiers.
9 artificiers.
30 sous-officiers.
66 bombardiers.
480 canonniers.

Total. . 604

D'après ces effectifs, le chiffre total de l'artillerie de campagne prussienne atteignait, en 1797, une hauteur presque égale à celle du chiffre de toute l'artillerie prussienne en 1786, savoir : 9,748 hommes environ. Il existait alors, en outre, en Prusse, 15 compagnies d'artillerie de garnison, 4 compagnies de mineurs et 2 compagnies de pontonniers.

Nous sommes assez heureux pour pouvoir donner aussi le nombre complet des bouches à feu de toute

espèce possédées par la Prusse en 1795, c'est-à-dire l'année de la paix de Bâle et deux ans avant le décès de Frédéric-Guillaume II; nous en formons, pour plus de clarté, le tableau suivant :

	BOUCHES A FEU		TOTAUX.
	en bronze. en br.	en fer.	
Dans les places fortes.....	2,381	3,258	5,639
Artillerie de siège.....	201	»	201
Pour les exercices.....	125	14	139
Artillerie de campagne.....	602	»	602
En dépôt comme réserve.....	949	»	949
Totaux.....	4,258	3,272	7,530

Le total général de ce tableau se décompose en trois espèces différentes de bouches à feu, savoir :

5,529 canons.
602 obusiers.
1,399 mortiers.

Total égal. . 7,530

Le règne du neveu et successeur de Frédéric le Grand se signale encore par une création relative à l'arme qui fait le sujet de cette *Étude*, par la création, au mois d'octobre 1791, d'une *Académie d'artillerie* dont la direction fut confiée au général *Tempelhoff*, qui en avait rédigé le plan d'institution. Cette académie se partageait en trois divisions : la première pour les officiers, la seconde pour les jeunes gens destinés à devenir officiers, la troisième pour les sous-officiers ; on enseignait aux élèves de la première

division les sciences militaires dans toute leur étendue, et aux élèves des deux autres divisions les sciences d'école seulement, surtout les mathématiques, l'artillerie, la fortification et le dessin des plans; l'hiver seul s'employait comme temps d'instruction, car les élèves faisaient en été un service pratique.

La Prusse resta en paix du traité de Bâle à la campagne de 1806; cette période pacifique, par laquelle débutait le long règne de Frédéric-Guillaume III, exerça une funeste influence sur l'artillerie prussienne, dont les officiers s'adonnèrent trop aux théories scientifiques et dont le matériel négligé devint lourd et inapprovisionné: ces défauts, au dire des écrivains prussiens, contribuèrent à la production des douloureuses et instructives expériences que les campagnes de 1806 et 1807 apportèrent aux élèves dégénérés du grand Frédéric.

Lorsque le traité de Tilsitt eut diminué l'étendue du royaume laissé à Frédéric-Guillaume III et eut contraint ce souverain à n'entretenir que 40,000 hommes de troupes, l'artillerie de cette armée amoindrie fut organisée en *trois brigades* :

La brigade d'artillerie *de Prusse*,

La brigade d'artillerie *de Brandebourg*,

La brigade d'artillerie *de Silésie*.

Chacune de ces brigades se composait de 12 compagnies d'artillerie à pied et de 3 compagnies d'artillerie à cheval. Chaque compagnie servait une batterie de 8 pièces (6 canons et 2 obusiers). On

attachait environ 3 batteries 1/2 ou 28 bouches à feu, à une brigade (7 bataillons et 12 escadrons, d'après la répartition et la dénomination du moment) (1). Le 1^{er} janvier 1809, l'artillerie prussienne atteignait l'effectif indiqué dans ce tableau :

	BRIGADE			TOTAUX.
	de Prusse.	de Brandebourg.	de Silésie.	
Officiers	83	82	82	247
Sous-officiers.....	210	210	210	630
Bombardiers.....	300	300	300	900
Chirurgiens.....	15	15	15	45
Musiciens.....	41	41	41	123
Canonniers { à pied...	1,152	1,152	1,152	3,456
{ à cheval.	336	336	336	1,008
Maréchaux-ferrants...	4	5	4	13
Totaux....	2,141	2,141	2,140	6,422

Cet effectif de 6,422 artilleurs desservait 45 batteries ou 360 bouches à feu : dès la fin de 1813, lorsque la Prusse haussa subitement le chiffre de son armée jusqu'à 250,000 hommes, elle augmenta en même temps son artillerie de campagne de 96 pièces, ce qui la porta au total approximatif de 456 bouches à feu (2). Sur ce total, cette puissance fournit 128 pièces, servies par 2,400 artilleurs, à l'armée Austro-Russo-Prussienne de Bohême, qui prit à partie Mac-

(1) Ordonnance du 7 décembre 1808.

(2) Suivant certains auteurs, la Prusse mit alors en ligne 300,000 hommes et 500 bouches à feu, chiffres que je crois un peu exagérés. Les nombres de 432 bouches à feu et 15,430 artilleurs, correspondant au mois de septembre 1813, me semblent mériter plus de créance. Dans le texte, j'adopte un terme moyen.

donald dans la journée de la Katzbach; or, le contingent prussien dans cette armée alliée comptait :

38,300 fantassins,
et 7,800 cavaliers,
au total. . 46,100 hommes,

c'était donc 3 bouches à feu par 1,000 combattants. Cette proportion ne paraît pas considérable pour un peuple qui songeait déjà, comme système de guerre, à lutter surtout en pays de plaines afin de pouvoir facilement entourer, par de la cavalerie et de l'artillerie à cheval, la jeune et nombreuse infanterie qui formait presque exclusivement le fonds des armées de Napoléon depuis son retour de Russie : tendance systématique dont les traces se retrouvent dans un mémoire rédigé à Altenbourg, le 20 avril 1813, par le major *Braun*, et proposant de donner à l'artillerie à pied la plus grande promptitude possible de mouvement sur le champ de bataille.

En 1815, la coalition ayant repris les armes contre la France, Frédéric-Guillaume III, par une ordonnance rendue à Vienne le 15 avril, organisa ses forces en six corps d'armée. Par suite, l'artillerie de campagne prussienne fut fractionnée en six brigades, dont une resta annexée à chacun des corps d'armée. Le nombre des bouches à feu de campagne augmenta de 152, ce qui le porta à 608 pièces partagées en 76 batteries, savoir :

19 batteries d'artillerie à pied de 12 livres.	
34 — — — — — 6 —	
20 — — — — — à cheval 6 —	
6 batteries d'obusiers de 7 —	

Ces batteries exigeaient un personnel de 11,760 artilleurs.

En ajoutant à cet effectif :

Pour 37 divisions de parc. . . .	2,146	hommes.
Pour 6 sections d'ouvriers . . .	96	—
Pour 6 divisions d'artificiers. .	726	—
Pour 6 compagnies de route. .	1,200	—
On obtient un total de. .	15,928	—

pour l'effectif de toute l'artillerie de campagne.

Dans cette organisation, l'artillerie de garnison comprenait 46 compagnies (dont 4 d'ouvriers) fortes ensemble de 9,200 hommes. — L'effectif de toute l'artillerie prussienne (mobile et immobile) comptait donc 25,128 hommes.

A la paix, cet effectif subit des réductions, mais l'artillerie fut bientôt organisée en 9 brigades afin qu'on pût la répartir facilement entre les autres troupes. Cette nouvelle organisation date de 1818. L'armée prussienne ayant été alors fractionnée d'une manière permanente, en une *garde* et huit *corps d'armée*, on joignit une brigade d'artillerie à la garde et à chacun de ces corps d'armée. Ces dispositions existent encore aujourd'hui ; seulement la brigade d'artillerie a pris le nom de *régiment*.

Outre ces 9 régiments d'artillerie, la Prusse possède actuellement, pour remplacer une partie de l'ancienne artillerie de garnison, 6 compagnies d'artillerie de réserve employées à Mayence et à Luxembourg, places fortes de la Confédération germanique (lesquelles compagnies restent annexées au régiment d'artillerie de

la garde et à 4 régiments d'artillerie de la ligne (1), et une division d'artificiers forte de 2 compagnies.

Chaque régiment d'artillerie comprend 2 bataillons d'artillerie à pied, 1 bataillon d'artillerie de place, 1 bataillon d'artillerie à cheval et 1 compagnie d'ouvriers d'artillerie. Le bataillon se compose de 4 batteries dans l'artillerie à pied, de 4 compagnies dans l'artillerie de place, de 3 batteries dans l'artillerie à cheval. Il existe donc par régiment 4 compagnies d'artillerie de place (à 2 bouches à feu chacune) et 11 compagnies (ou batteries) d'artillerie de campagne, à pied ou à cheval (à 4 bouches à feu chacune sur le pied de paix et à 8 bouches à feu chacune sur le pied de guerre). Le nombre des bouches à feu employé par l'armée prussienne variera par suite de 480 à 876, savoir :

	Pied de paix.	Pied de guerre
6 compagnies d'artillerie de réserve dans les places fortes .	12	12
36 compagnies d'artillerie de place des régiments.	72	72
27 compagnies d'artillerie à cheval	108	216
72 compagnies d'artillerie à pied.	288	576
Totaux. 141 compagnies.	480	876

Ces détails montrent que l'artillerie prussienne conserve encore dans ses régiments le mélange d'artillerie à cheval et d'artillerie à pied qui existait en France

(1) Les 3^e, 4^e, 7^e et 8^e. Chaque compagnie d'artillerie de réserve dans les places fortes a 2 bouches à feu.

dans l'organisation résultant des ordonnances des 5 août 1829 et 18 septembre 1833 et de l'ordonnance du 8 septembre 1841 sur les cadres (1), mais qui a été supprimé dans la nouvelle organisation donnée à l'artillerie française par le décret du 14 février 1854, parce que, aux termes même des développements du rapport ministériel qui a précédé ledit décret : « La présence des chevaux dans la plupart des batteries entraînait, au détriment de l'instruction spéciale du service de l'artillerie, une grande perte de temps pour les lieutenants et les sous-lieutenants, et une tendance trop prononcée pour les exercices et les manœuvres à cheval. » Aujourd'hui l'artillerie française se compose de régiments d'artillerie à cheval, destinés à manœuvrer avec la cavalerie, de régiments d'artillerie montée qui manœuvrent avec l'infanterie, de régiments d'artillerie à pied employés à l'attaque et à la défense des places. Le fractionnement des forces de Prusse en corps d'armée *permanents*, rendait assez difficile dans ce pays une séparation *par régiment* des trois espèces d'artillerie qui sont aujourd'hui d'usage, puisque chaque corps d'armée doit avoir constamment à sa disposition des batteries de ces trois espèces, et c'est pourquoi on a décidé dans ce pays que la séparation des espèces d'artillerie aurait lieu *par bataillon*.

Chacun des régiments de l'artillerie prussienne

(1) D'après cette dernière ordonnance, certains régiments comprenaient 2 batteries d'artillerie à cheval (en allemand *reitende* ou *berittene*), 12 batteries d'artillerie montée (*fahrende*) et 4 batteries d'artillerie à pied (*zu Fuss*).

comprenant 11 compagnies (ou batteries) d'artillerie de campagne, et chacune de ces compagnies comptant sur le pied de guerre 8 bouches à feu, comme nous l'avons dit ci-dessus, il s'ensuit que sur ce pied le régiment contient 88 pièces de campagne ; ce nombre de 88 se décompose ainsi :

3 batteries de 12 livres, à 8 canons de 12 livres chacune	24 pièces.
1 batterie d'obusiers de 7 livres.	8 —
3 batteries à cheval, de 6 canons de 6 livres et 2 obusiers de 7 livres chacune.	24 —
4 batteries à pied, de 6 canons de 6 livres et 2 obusiers de 7 livres chacune.	32 —
Total égal.	88

Quant au personnel, chaque régiment d'artillerie prussienne compte annuellement environ 94 officiers, 1,374 hommes de troupe, 3,507 chevaux ; cette composition fait monter à près de 19,000 hommes l'effectif total de cette arme.

Nous ne parlons pas, dans ce relevé du personnel de l'artillerie, de troupes de la Landwehr, parce que cette milice défensive, quoique appelée sous le drapeau pour compléter le pied de guerre de l'armée prussienne, ne forme pourtant aucun corps destiné à l'artillerie.

L'arme totale de l'artillerie se partage en Prusse, pour le commandement, en 4 inspections générales ; la 2^e de ces inspections embrasse 3 régiments d'artillerie et la division d'artificiers ; les 1^{re}, 3^e et 4^e ne comprennent que 2 régiments d'artillerie chacune.

A la tête de l'arme se trouve, avec le titre de premier inspecteur général, un prince de la famille royale ; ce fut du 8 août 1808 au 19 juillet 1843 (jour de sa mort), c'est-à-dire pendant près de trente-cinq années, le prince *Auguste*, troisième fils du prince Ferdinand, frère de Frédéric le Grand, auquel, outre certaines améliorations dans le matériel (1), l'artillerie prussienne doit de notables perfectionnements dans son instruction théorique et pratique ; c'est, depuis le 31 juillet 1843, S. A. R. le prince *Adalbert*, fils aîné du prince Guillaume, frère de Frédéric-Guillaume III. L'artillerie prussienne a continué de progresser sous ce dernier chef, et cela devait être, puisque le prince Adalbert possède, outre son mérite personnel, l'influence de son rang qui, suivant sa propre expression, *rapproche l'arme qu'il commande des marches du trône* : il est au reste facile d'indiquer les principaux de ces progrès.

Mettons en première ligne la construction d'affûts en fer, par lesquels on remplacera successivement tous les affûts en bois ; jusqu'à ce jour les affûts en fer, construits de différentes dimensions suivant les calibres, n'ont été appliqués qu'à l'artillerie de place et de siège.

Le comité des inventions fait de nombreux essais sur les canons se chargeant par la culasse, sur les canons rayés, sur les projectiles capables de produire

(1) Notamment le matériel actuel de l'artillerie de campagne modèle 1842, qui se distingue par sa légèreté et sa mobilité.

avec un canon ordinaire les mêmes résultats que les projectiles ordinaires avec un canon rayé : il s'occupe en un mot d'appliquer aux bouches à feu les principes nouvellement admis dans la construction et le tir des armes à feu portatives.

Ce comité a longtemps aussi fixé son attention sur les modifications que les projectiles allongés apportent dans la forme et par suite dans le transport des cartouches, surtout quand il faut combiner dans les caissons ces nouvelles cartouches avec les cartouches ordinaires.

Enfin, dans les derniers jours du mois d'août 1854, on a fait à Berlin plusieurs expériences avec une bouche à feu à deux coups se chargeant par la culasse, et dont les deux canons, rapprochés par la base mais en même temps mobiles, peuvent tirer en des directions diverses.

Rapportons aussi, comme un fait à l'avantage de l'artillerie prussienne que l'artillerie turque, telle que le Sultan l'emploie aujourd'hui dans sa lutte contre la Russie, a été organisée par des officiers prussiens suivant le type prussien : aussi chaque *ordou* (corps d'armée) contient en Turquie 1 régiment d'artillerie.

Pour compléter cette esquisse historique sur l'artillerie prussienne, nous allons rappeler les écrivains militaires célèbres que cette arme a fournis.

C'est d'abord *George-Frédéric de Tempelhoff*, simple artificier en 1759, nommé major au choix en 1782 par Frédéric le Grand, alors qu'il était un des plus jeunes capitaines de l'artillerie, cas tellement rare

qu'il témoigne seul d'une grande capacité, mort en 1807 général-lieutenant et chevalier de l'Aigle-Noir. Cet officier s'est fait connaître par plusieurs mémoires scientifiques (1), par son *Bombardier prussien* et par une excellente *Histoire de la guerre de sept ans* peu connue en France.

C'est aussi *Gérard Scharnhorst*, général d'artillerie et ministre de la guerre sous Frédéric-Guillaume III, l'un des organisateurs du système de la landwehr, auteur d'ouvrages restés classiques en Allemagne quoique traduits en très minime partie en France, tels que *Manuel pour les officiers* (1787), *Nouveau journal militaire* (1788 à 1805), *Manuel militaire pour le service de campagne* (1793), *Traité sur l'artillerie* (1804-1814), traduit en français par Fourcy, *Traité sur l'effet des armes à feu* (1813), etc.

C'est en troisième et dernier lieu le colonel *Decker*, écrivain souple et fécond, qui a touché habilement plusieurs parties de la guerre, l'un des fondateurs du *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges*, de Berlin. On lui doit *Batailles de la guerre de sept ans*, *Tactique des trois armes*, l'ouvrage intitulé *De la petite guerre selon l'esprit de la stratégie moderne*, les *Éléments de stratégie pratique*, et *Expériences sur les Shrapnels*, trois livres traduits en français (2); on lui doit également *De l'emploi de*

(1) Il donna entre autres, en 1768, une solution du problème balistique.

(2) La traduction française de la *Petite guerre* a eu deux éditions.

l'artillerie dans les manœuvres combinées des troupes de ligne en temps de paix, brochure traduite en français, à Turin, en 1840, et plusieurs autres travaux estimables.

Tempelhoff, Scharnhorst, Decker, artilleurs véritablement savants, officiers comprenant l'ensemble du grand art de la guerre comme leur propre spécialité, écrivains d'une réputation européenne, guerriers en un mot dont une arme et un pays où la littérature militaire compte pour quelque chose, peuvent à juste droit être fiers.



XIX.

OFFICIERS FRANÇAIS

AU SERVICE DE PRUSSE.

Au xvi^e et au xvii^e siècle, un officier français ne se faisait point scrupule de quitter sa patrie pour passer au service d'un prince étranger ; ainsi, sous Louis XIII, Gassion devint l'un des généraux du roi de Suède Gustave-Adolphe ; ainsi , sous Louis XIV, le prince Eugène de Savoie alla porter le secours de son épée à l'empereur d'Allemagne ; ainsi , sous Louis XV , le comte de Saint-Germain , qui fut plus tard ministre de la guerre , prit successivement du service chez plusieurs puissances, et obtint en Danemark le grade de feld-maréchal ; ainsi , sous Louis XVI , le duc de Crillon-Mahon commanda les armées espagnoles qui reconquirent sur les Anglais l'île de Minorque.

La Prusse ne fut pas exceptée , et des volontaires français allèrent à plusieurs reprises lui offrir leurs services ; mais ce n'est pas de la sorte et par le seul désir de gloire , que cette puissance acquit le plus

d'officiers de notre nation. Une cause politique, l'expatriation forcée, jeta, pendant les xvi^e et xvii^e siècles, à deux fois différentes, un grand nombre d'officiers français dans les rangs de ses armées.

La première fois, cette expatriation fut produite par la révocation de l'édit de Nantes (1685), qui entraîna hors de France tous les officiers résolus à ne pas se convertir au catholicisme : un grand nombre de ces officiers (600 environ) se réfugièrent dans le Brandebourg, et adoptèrent pour seconde patrie cet électorat dont le souverain leur avait généreusement offert asile et les accueillit avec une bienveillance éclairée, allant jusqu'à créer, pour leur donner de l'emploi, deux compagnies de *Grands-Mousquetaires* (1) et plusieurs régiments.

La seconde fois, l'expatriation résulta de l'émigration (1791) à laquelle se condamnèrent plusieurs familles nobles ou bourgeoises, pour se soustraire aux vengeances de la Terreur, qui commençait à s'organiser en France. L'émigration fournit au reste à la Prusse beaucoup moins d'officiers que la révocation de l'édit de Nantes.

Mais, réfugiés ou émigrés, tous ces expatriés ne cessent pas d'être les enfants de la France, et à ce titre doivent exciter notre cordial et patriotique intérêt. J'ai donc pensé que le lecteur voudrait bien me suivre quelques instants à la recherche des principaux d'entre eux, malgré la sécheresse inévitable d'une

(1) Chaque grand mousquetaire avait rang de lieutenant.

nomenclature dénuée la plupart du temps, faute de données, de détails biographiques.

Je divise cette nomenclature en deux catégories.

I. OFFICIERS RÉFUGIÉS.

Par une attention délicate, le grand-électeur accorda aux officiers réfugiés le grade supérieur à celui qu'ils avaient en France, et les plaça, dès leur arrivée, sur les terres de l'électorat de Brandebourg, dans des régiments commandés par des colonels français ou par des colonels allemands parlant la langue française.

On remarque, parmi les premiers réfugiés, le comte de Beauveau, le baron de Briquemault, Henri d'Hallard, Pierre de La Cave, Du Plessis-Gouret, le maréchal de Schonberg, le comte Henri de Montgommery, le colonel Dolé-Belgard, les comtes de Comminges, de Cadal, de Gressy, le marquis de Varennes, Joël de Cournaud, Rouvillas de Veyne, etc.

Il serait trop long de nous arrêter sur chacun ; c'est pourquoi nous ferons un choix et signalerons de préférence ceux qui ont revêtu le grade d'officier général, par ordre de promotion comme général-major.

1. *Louis comte de Beauveau d'Espenses*. Lieutenant-colonel au service de France ; cet officier se réfugia dans le Brandebourg, plus de dix-sept ans avant la révocation de l'édit de Nantes. Général-major en 1668, colonel de la garde des trabans et grand-écuyer,

il fut employé par Frédéric-Guillaume à des négociations diplomatiques, et mourut général-lieutenant en retraite.

2. *Pierre de La Cave*. Général-major en 1669, conseiller privé de guerre et gouverneur de Pillau ; mort en 1679 (1).

3. *Henri d'Hallard*. Conseiller de guerre ; nommé général-major en 1678, en considération de sa belle défense de la ville de Wolgast contre les Suédois et de sa coopération à la conquête de l'île de Rugen ; gouverneur de toutes les places fortes sur la Peene ; mort en 1681.

4. *François comte du Hamel*. Général-major en 1679, général-lieutenant en 1690 ; il quitta le service de Prusse en 1702, et devint généralissime chez les Vénitiens.

5. *Henri de Briquemault baron de Saint-Loup*. Chargé d'organiser un régiment de cuirassiers, général-major de cavalerie en 1681, général-lieutenant en 1690, gouverneur de Lippstadt. C'est lui qui présida à l'installation, dans le Brandebourg, des réfugiés protestants venant de la Champagne ; mort en 1692.

6. *Frédéric-Armand duc de Schonberg*. Il était maréchal de France, quand, après la révocation de l'édit de Nantes, Louis XIV l'exila. Comme il avait contribué, par sa victoire de (2) Villaviciosa (1665),

(1) Son fils *Guillaume*, né en Prusse, devint général-major en 1695, et mourut en retraite pendant l'année 1727.

(2) Ce Villaviciosa est une petite ville du Portugal (Alentéjo).

à consolider la maison de Bragance sur le trône de Portugal, il se réfugia d'abord dans ce royaume ; mais des persécutions fomentées par l'envie le forcèrent de renoncer à ce premier asile. Il se rendit alors à Berlin, où le grand électeur le nomma ministre d'État, général en chef (1687), gouverneur de la Prusse. Malgré ces avantages, Schonberg quitta le service du Brandebourg pour commander l'armée avec laquelle le prince d'Orange débarqua en Angleterre et fit la révolution de 1688 ; il périt en 1690, à la bataille de la Boyne, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, assurant, par sa victoire, la couronne à Guillaume III. Ce maréchal était duc et grand du royaume en Portugal, duc, pair et chevalier de la Jarrettière en Angleterre.

7. *Ménard comte de Schonberg.* Fils du précédent. En 1688, général de cavalerie et colonel de la garde-du-corps des trabans. L'année suivante, il passe au service d'Angleterre, et y devient duc de Leinster.

8. *Charles comte de Schonberg.* Frère du précédent. Général-major en 1688, général-lieutenant en 1689. Blessé mortellement en Italie, à la bataille de la Mar-

qu'il ne faut pas confondre avec un village d'Espagne (Nouvelle-Castille) qui porte le même nom et près duquel le duc de Vendôme remporta la victoire en 1710. Il est des noms qui se prêtent aux rapprochements : de même que le maréchal de Schonberg affermit deux monarques par ses victoires, de même les deux batailles de Villaviciosa donnèrent la plénitude du pouvoir, la première au roi de Portugal, Alphonse VI, la seconde au roi d'Espagne, Philippe V.

saille (1693), et pris (1) peu après au bord d'une haie, comme le relate le rapport officiel adressé à Louis XIV sur cette bataille par le maréchal de Catinat.

9. *Jacques l'Aumônier marquis de Varennes*. Cet officier, filleul de Louis XIV, avait en France rang de lieutenant-colonel à la révocation de l'édit de Nantes. Il entra, dès 1686, au service de Brandebourg comme colonel, et fut autorisé à lever un régiment de 16 compagnies, qu'il recruta, en officiers et soldats, presque exclusivement de Français. Général-major en 1691, il fit les campagnes de Piémont à la tête de son régiment, devint gouverneur de Peitz, et mourut général-lieutenant en 1717.

10. *Joël de Cournaud*. Originaire de Guyenne, avait commandé en France un bataillon comme plus ancien capitaine de ce bataillon. Servit d'abord l'électeur de Brandebourg dans le régiment du marquis de Varennes, dont il fut l'un des meilleurs officiers; combattit ensuite en Piémont, comme colonel dans le corps expéditionnaire brandebourgeois, et devint général-major en 1696.

11. *Manassé comte d'Orchez* (2). Général-major en 1703, mort en 1731.

12. *André Rouvillas de Veyne*. Était brigadier en

(1) Son aide-de-camp, M. de Flamein, figure aussi sur les états officiels parmi les prisonniers de considération.

(2) Je croirais assez que ce *d'Orchez*, qui pourrait avoir été écrit par erreur *d'Orthez*, n'est autre que *Dorthe*, cité par plusieurs écrivains, ou *vice versa*.

France. En 1705, général-major au service de Prusse. Nommé général-lieutenant en 1713 « pour sa glorieuse conduite dans les guerres précédentes et dans la guerre actuelle. » Chargé d'organiser un régiment qui ne reçut pour ainsi dire que des Français. Gouverneur de Peitz. Mort en 1726.

13. *Louis-Albert de Piat*. Commandant de Lippstadt, général-major d'infanterie en 1705.

14. *Jacques Chalmot du Portail*. Général-major de cavalerie en 1705 ; devint plus tard général-lieutenant.

15. *Étienne du Troussel* (1). Brigadier en France ; général-major prussien d'infanterie en l'année 1709 ; décédé en 1714. Le régiment commandé par du Troussel se signala dans la journée de Malplaquet, comme les régiments du marquis de Varennes et de du Portail.

16. *De Lubières*. Brigadier en France ; devient, en 1713, général-major de la cavalerie du roi de Prusse.

17. *Louis de Montolieu Saint-Hippolyte*. Général-major d'infanterie en 1714.

18. *Jean-Philippe de Beaupré*. Brigadier en France. Promu, en 1715, général-major prussien.

19. *Jean de Bodt*, né en France en 1670. Parvient, dit-on, dans sa patrie, au grade de brigadier. Émigré après l'édit de Nantes, se rend en Hollande, prend du service auprès du prince d'Orange, l'accompagne en Angleterre, et ne se fixe en Prusse qu'en 1700.

(1) Ou du Trossel : on le trouve parfois indiqué avec le titre de comte.

Il devient dans ce dernier pays général-major d'infanterie en 1715. et, quatre années après, gouverneur de Wesel. En 1728 il quitte la Prusse, gagne Dresde, entre au service de l'électeur de Saxe avec le grade de général-lieutenant et comme chef des ingénieurs. Mort à Dresde en 1745. — Cet officier réfugié est en même temps un célèbre architecte dont s'honore l'Allemagne. Déjà en Angleterre, où il possédait le grade de capitaine, il avait travaillé aux fortifications et à la construction de White-Hall. En Prusse, outre plusieurs maisons à Berlin, il a laissé trois importants travaux : 1° l'arsenal de Berlin, commencé dès 1695, mais achevé d'après ses plans propres, très bel édifice dont il existe une gravure par Jeremias Woll; 2° le beau portail avec coupole du château de Potsdam, portail élevé en 1704 et situé du côté du marché; 3° la porte de Berlin, à Wesel. En Saxe, il a fait des constructions à la forteresse de Kœnigstein; et il a doté Dresde des *Casernes* (1732) et du fameux palais japonais.

20. *Pierre de Montargues*. Cet excellent officier combattit dans la guerre de la succession d'Espagne, comme lieutenant-colonel et comme chef du corps du génie prussien. C'est lui qui vint apporter au premier roi de Prusse la nouvelle de la victoire de Malplaquet. De la paix d'Utrecht au traité de Rastadt, il combattit sur le Rhin. Il assista, peu après son retour, comme général-major et chef du génie, au fameux siège de Stralsund (1715), que défendait Charles XII avec son opiniâtreté ordinaire, et contri-

bua beaucoup à la prise de cette place importante. De la paix de Stockholm à 1726, année de sa mise à la retraite, il améliora plusieurs forteresses prussiennes.

21. *Jean Quirini de Forcade, seigneur de Biaix.* Général-major en 1718 ; commandant de Berlin ; décédé général-lieutenant en 1729.

22. *Jacques de Brion, baron de Lux.* Général-major en 1718 ; gouverneur de Memel. Décédé en 1724.

23. *Théodore Gigou de Briou.* En France, colonel des gens d'armes. En Prusse, général-major (1718) et chef d'un régiment ; retraité en 1720.

24. *Jean du Buisson.* Général-major d'infanterie en 1720 ; mort en 1726.

25. *Pierre de Seers.* Gouverneur de Pillau en 1725 ; général-major en 1726.

26. *Louis de l'Hôpital.* Général-major d'infanterie en 1728 ; décédé en 1755, comme général-lieutenant et gouverneur de Memel.

Tels sont les Français qui, obligés de quitter la France après la révocation de l'édit de Nantes, vers 1685, ont pris du service militaire en Brandebourg ou en Prusse, plus tôt ou plus tard, suivant leur âge, et y ont acquis le grade d'officier-général avant le règne du grand Frédéric. Tous, à des titres divers, ont montré dans leur patrie d'adoption qu'ils n'avaient point dégénéré en quittant leur pays natal, et que leur main savait tenir une épée. Ce bon témoignage, les historiens allemands le rendent en général à tous les militaires français réfugiés. Mais il est un fait qu'on peut, ce me semble, leur imputer à blâme : c'est

l'acharnement avec lequel ils ont non-seulement combattu les troupes françaises, mais pillé, ravagé, incendié le territoire français quand ils l'envahirent ; ainsi, lorsqu'en 1692, sous la direction du prince Eugène de Savoie, les alliés pénétrèrent jusqu'à Embrun, le régiment brandebourgeois commandé par Joël de Cournaud, placé à l'avant-garde, se montra impitoyable dans ses vengeances contre les habitations et ceux qui les occupaient. Je sais combien les réfugiés étaient plongés sous le malheur, combien ils nourrissaient de ressentiment contre ceux qu'ils appelaient leurs *persécuteurs*, et je considère ce malheur et ce ressentiment comme des circonstances atténuantes. Néanmoins, leur conduite eût été plus noble s'ils avaient bridé leur colère et épargné l'incendie à la terre qui, en définitive, les avait nourris, et pour laquelle leur cœur devait garder un fond d'affection ; car la patrie c'est une mère, même quand elle vous a traité rudement.

Sous Frédéric le Grand, il ne figure plus, dans l'armée prussienne, de réfugiés proprement dits, ou, du moins, de réfugiés par suite de la révocation de l'édit de Nantes : ce sont des réfugiés pour des causes accidentelles, que l'on peut ranger sous la dénomination de *volontaires*. Citons-en quelques-uns :

27. *André-Jean Persode de Dommengville*, né à Metz, devient, en 1740, chef d'un régiment prussien de nouvelle formation, et, l'année suivante, général-major.

28. *Alexandre de Beaufort*. Général-major, et chef de régiment en 1742 ; mort en 1743.

29. *Bernard de Beauvrye*. Cet officier d'artillerie débute au service hollandais. En 1743, il est promu général-major en Prusse, commande son arme dans les deux premières guerres de Silésie, et reçoit une blessure à la bataille de Sohr.

30. *Jean-Gabriel Arnould de la Perrière*. Quitte le service de France en 1757 pour entrer au service de Prusse. Attaché à l'état-major de Frédéric le Grand en 1763; général-major en 1787. Mort retraité en 1810 (1).

31. *D'Étallonde*, fils d'un président d'Abbeville, compagnon du malheureux chevalier de La Barre, condamné comme lui, malgré ses seize ans, à être brûlé vif pour acte irréligieux (1766), parvint à s'enfuir, gagna Wesel, entra au service de Prusse sous le nom de Morival, y devint porte-enseigne en 1767 et lieutenant en 1773. Frédéric permit à cet officier de venir en France pendant dix-huit mois (de mars 1774 à août 1775), pour essayer de se faire réhabiliter; mais, en dépit de son appui et des efforts de Voltaire, cette affaire ne réussit pas. Alors, d'Étallonde retourna en Prusse, où il mourut ayant atteint le grade de capitaine du génie (2).

(1) Un officier de ce nom, né dans la Prusse-Occidentale, *Auguste-Ferdinand Arnould de la Perrière*, prit du service en 1806, et devint général-major en 1838.

(2) Je ne cite pas ici le capitaine *de Bonneville* parce qu'il fut seulement en Prusse, *officier à la suite*. Ce Français, ancien aide-de-camp du maréchal de Saxe, hérita à la mort de ce dernier de manuscrits et de plans importants qu'il vendit à Frédéric; plus tard il vendit à une autre personne les mêmes objets dont le roi

Les officiers d'origine française auxquels, l'histoire en main, on doit surtout prêter attention pendant le règne du conquérant de la Silésie, ce sont les fils de réfugiés, parce qu'il a surgi parmi eux plusieurs généraux de mérite dont le nom se trouve lié d'une manière indissoluble à cette période de l'histoire militaire de la Prusse. Il suffira d'en mettre trois ou quatre en relief, pour éclairer à cet égard le lecteur.

32. *Henri-Charles-Louis de Herault, chevalier de Hautcharmoy*. Fils du capitaine de Hautcharmoy, officier français réfugié en Angleterre, tué dans la journée de la Boyne, aux côtés de Schonberg. Il servit jeune en Italie et en Brabant, devint, en 1730, quartier-maître-lieutenant, fut promu, en 1743, général-major et chef d'un régiment, et resta, le 6 mai 1757, sur le champ de bataille de Prague. Son nom figure dans l'un des médaillons du monument militaire érigé à Rheinsberg par le prince Henri de

de Prusse se croyait le seul possesseur, et c'est, dit-on, pour le punir de cette tromperie que ce monarque le fit emprisonner à Spandau. Bonneville s'intitulait *Capitaine ingénieur de campagne de S. M. le Roi de Prusse*. On lui doit plusieurs ouvrages : 1° une édition des *Réveries* du maréchal de Saxe, 2 tomes In-12, La Haye, 1756; 2° un lourd commentaire desdites *Réveries*, réimprimé plusieurs fois, notamment en 1762, et portant pour titre *Esprit des lois de la tactique*; 3° *De l'Amérique et des Américains*, ou *Observations curieuses du philosophe LA DOUCEUR, qui a parcouru cet hémisphère pendant la dernière guerre, en faisant le noble métier de tuer des hommes sans les manger*, Berlin, 1771, chez Samuel Pitra (Decker), livre faussement attribué par Zimmermann à Frédéric le Grand.

Prusse, en 1791 : ce médaillon le déclare « franc, loyal, brave comme son épée. »

33. *Henri-Auguste baron de La Motte-Fouqué*. Né en 1698, à La Haye, d'un Français réfugié. Il débuta, dès l'âge de huit ans, à la petite cour de Dessau, comme page du duc Léopold d'Anhalt. A dix-sept ans, il assistait au siège de Stralsund (1715). Lieutenant en 1719, capitaine en 1723, chevalier de l'ordre de la Générosité en 1725. Distingué par ses connaissances et ses goûts littéraires, il devint l'ami du prince royal, qui cachait un futur grand roi sous des dehors aimables, et fit partie de la jeune et heureuse cour de Rheinsberg (1). Des désagréments le forcèrent à quitter, en 1738, le service de Prusse pour celui de Danemark; mais, deux ans après, à son avènement, Frédéric II le rappela, le créa l'un des premiers chevaliers de son ordre du Mérite, le nomma colonel et chef d'un régiment. Promu général-major en 1743, cet officier rendit d'éminents services durant la seconde guerre de Silésie et la guerre de Sept ans. C'est lui qui, en 1760, se défendit à Landshut

(1) *Chazot* (François-Isaac, chevalier de), officier français, originaire de Normandie, était aussi l'un des Intimes de cette charmante chartreuse; c'est à lui que se trouve adressée l'épître de Frédéric intitulée : *Sur la modération dans l'amour*. Chazot quitta le service prussien au mois de septembre 1752, avec le grade de lieutenant-colonel, et devint général au service de Lubeck. Un capitaine français, *le chevalier Masson*, du régiment de Champagne, le remplaça comme compagnon littéraire auprès du grand Frédéric, mais plus original que spirituel, et dépourvu de tact, il obtint un maigre succès.

avec 8,000 Prussiens contre 28,000 Autrichiens, lutta, malgré cette inégalité de forces, pendant huit heures, et reçut deux blessures qui entraînèrent sa captivité. On pourrait croire, à certaines indications, que La Motte-Fouqué ne se trouva ainsi écrasé à Landshut que par suite d'un ordre impératif de Frédéric, qu'il avait vainement cherché à éclairer sur les dangers et l'isolement de sa position. Si cela est, le monarque dédommagea son général en écrivant, dans son *Histoire de la guerre de Sept ans* : « Loin que ce désastre pût préjudicier à la réputation de ce brave officier depuis si longtemps et si solidement établie, il en relève l'éclat en fournissant un exemple de ce que peuvent la valeur et la fermeté contre le nombre, quelque supérieur qu'il soit. Cette belle action ne peut être comparée qu'à celle de Léonidas et des Grecs, qui défendirent les Thermopyles et qui eurent un sort à peu près semblable au sien. » Fouqué (1) fut transféré en Croatie, et resta le prisonnier de Marie-Thérèse jusqu'à la paix de 1763. Cette captivité altéra sa santé pour le reste de ses jours. A son retour en Prusse, Frédéric le nomma commandant de la ville et du comté de Glatz, et prévôt du chapitre de Brandebourg. Il aurait voulu le garder auprès de lui ; mais son état de santé demandait du repos et il lui permit de se retirer dans sa prévôté. Alors commença entre le monarque et le sujet une correspondance

(1) Dans la troisième *Étude* (tome I^{er}, page 115), nous avons écrit par erreur *Fouquet*, avec presque tous les écrivains du XVIII^e siècle ; la véritable orthographe est *Fouqué*.

amicale d'un intérêt touchant; Frédéric veillait sur son vieux serviteur avec les entrailles d'un père, lui envoyait ses plus beaux arbres, ses fleurs les plus rares, ses meilleurs vins de Hongrie; le comblait d'objets d'un grand prix, venait le visiter, marchait à pied dans les allées de son parc, à côté du brancard où on le voiturait, le recréait par mille anecdotes, déployait, en un mot, à son égard toutes les coquetteries de l'amitié la plus tendre. « Adieu, mon cher ami, lui écrit-il en terminant la dernière lettre qui ait été publiée, ménagez bien votre santé. Aimez-moi toujours, et soyez persuadé que, comme de tous vos amis je suis le plus ancien, j'en suis le plus fidèle. » Le baron de La Motte-Fouqué (1) mourut le 2 mai 1774, étant général d'infanterie en retraite. N'oublions pas de relever que la sévérité faisait le fond de son caractère et lui aliéna parfois une fraction de la population ou des troupes.

34. *Frédéric-Guillaume Quirini de Forcade de Biaix*. Né à Berlin, fils du n° 21; général-major et chef d'un régiment d'infanterie en 1747. Dix ans après, dans la campagne de 1757, devenu général-lieutenant, il se distingue au siège de Breslau et obtient, en récompense, l'ordre de l'Aigle-Noir. En 1760, il est détaché en Poméranie avec un corps d'armée, pour arrêter l'invasion des Russes. Mort en 1765.

(1) Il ne faut pas confondre La Motte-Fouqué, avec un autre officier prussien son contemporain, né en Hanovre, *Ernest-Auguste de la Chevalerie, baron de la Motte*, général-major en 1740, gouverneur de Geldern, mort général-lieutenant en 1758.

35. *Pierre de Pennavaire*. Né à Berlin, d'un réfugié, comme le précédent. Figure à la bataille de Malplaquet en qualité de *grand mousquetaire*. On le retrouve en 1712, trois ans après cette bataille, lieutenant dans le régiment à cheval du Roi. En 1748, il devient général-major et commandant des carabiniers de la garde. En 1757, il prend part à la bataille de Kollin et y commet, au dire de Retzow, plusieurs fautes en voulant exécuter trop ponctuellement les ordres qu'il a reçus. Dangereusement blessé à la journée de Breslau. Décédé octogénaire.

36. *Philippe-Loth de Seers*. Né en Westphalie, fils du n° 25, chef du corps des ingénieurs, général-major et commandant de Schweidnitz en 1757. C'est donc lui qui défendit ladite place, cette même année, contre 30,000 Autrichiens, commandés par le général Nadasty. Il avait sous ses ordres une garnison de 6,000 hommes (10 bataillons, 10 escadrons); il fit d'abord plusieurs sorties avec succès; mais ensuite, les Autrichiens étant parvenus à s'emparer de deux forts et d'un ravelin, il se crut hors d'état de se défendre plus longtemps et capitula. Mis aussitôt à la retraite, il vécut encore dix ans.

On cite encore comme étant d'origine française, parmi les militaires qui ont servi la Prusse sous Frédéric le Grand, les officiers dont les noms suivent :

37. *Pierre-Louis du Moulin*. Général-major en 1741, chevalier de l'Aigle-Noir pour sa participation à la bataille de Hohenfriedberg, commandant de Glogau. Décédé en 1756.

38. *Anselme-Christophe de Bonin et Casimir de Bonin*, deux frères, tous deux revêtus du grade de général-major en 1743, tous deux décorés de l'Aigle-Noir, tous deux morts avec le titre de général-lieutenant, le premier en 1755, le second en 1752.

39. *Louis Le Chénevix de Bévill*. En 1758, officier d'ordonnance du roi ; en 1779, gouverneur de Neufchâtel ; six ans plus tard, général-major et chef d'un régiment d'infanterie. Décédé en 1810, comme général d'infanterie en retraite.

40. *Le Febvre*. Officier qui dirigea les travaux du siège de Schweidnitz, en 1762, et y fit usage, sans grande réussite, des globes de compression dont l'invention était récente. Il était major (chef de bataillon) du génie et membre ordinaire de l'Académie de Berlin ; on lui doit plusieurs écrits sur son art.

Voici enfin un Français qui a servi peu de temps la Prusse en qualité d'officier, mais qui tient néanmoins sa place dans l'histoire du grand Frédéric, et que nous ne pouvons, pour ce motif, passer sous silence :

41. *Du Han de Jandun*. Né en 1685, à Jandun en Champagne. Se distingua comme volontaire au siège de Stralsund (1715). Après être devenu capitaine, il quitta le service militaire et s'adonna aux lettres. Nous le citons ici, parce que sa position de précepteur de Frédéric le Grand lui a valu du renom. Il plut toujours à ce monarque par la solidité de son jugement, et par sa verve à la fois railleuse et sceptique ; sa faveur lui procura un poste au ministère

des affaires étrangères et une place d'académicien. Formey prononça son Éloge (1747).

Nous ne saurions mieux terminer que par cette dernière citation : elle montre l'influence exercée en Prusse par les Français réfugiés, puisque voilà l'un d'eux, qui a porté l'épée, chargé de donner au prince royal des connaissances littéraires. Il en résulta naturellement chez ce prince une prédilection marquée pour les chefs-d'œuvre de l'esprit français, prédilection à laquelle l'avait déjà disposé sa gouvernante, madame du Val de Rocoules, l'une des femmes les plus distinguées de la colonie française.

II. OFFICIERS ÉMIGRÉS.

A l'égard de cette seconde catégorie des officiers français au service de Prusse, nous nous bornerons à citer les deux émigrés devenus officiers-généraux prussiens, et nous y ajouterons un troisième nom, celui d'un ingénieur militaire qui a exercé une certaine influence sur le cours des idées militaires de son temps.

42. *Jean comte d'Escars*. Quitte en 1793 le service français et obtient dans l'armée prussienne le grade de général-major. Rentré en France à la Restauration, il y devient successivement lieutenant-général et duc d'Escars. Décédé en 1822.

43. *Charles comte de La Roche-Aymon*. En 1794, lieutenant du détachement de hussards du prince Henri de Prusse à Rheinsberg. En 1806, commandant

du second bataillon des hussards noirs; en 1808, lieutenant-colonel commandant le 2^e régiment de ces hussards; puis colonel et général-major. Démissionnaire en 1811. Rentré en France à la Restauration, il y devint marquis, pair, lieutenant-général, inspecteur-général de cavalerie, chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion-d'Honneur. — La Roche-Aymon a beaucoup écrit sur l'art de la guerre, et l'a toujours fait avec talent. On lui doit : 1^o *Introduction à l'étude de l'art de la guerre*, 4 vol. in-8°, avec un atlas, ouvrage composé alors qu'il était bien jeune et publié à Weymar de 1801 à 1804; ce travail a été traduit en allemand. 2^o *Des troupes légères ou Réflexions sur l'organisation, l'instruction et la tactique de l'infanterie et de la cavalerie légères*, 1 vol. in-8° avec planches; Paris, 1817. Ce livre renferme de précieux détails; il est le développement d'une instruction sur le service de campagne des troupes légères, rédigée par l'auteur en 1808, adoptée aussitôt en Prusse et traduite en allemand. Une partie de cet ouvrage, celle qui regarde l'infanterie, a été traduite en hollandais. 3^o *Manuel du service de la cavalerie en campagne*, 1 vol. in-12; Paris, 1821. — Enfin, nous devons ranger au nombre de ses productions un livre anonyme (1), publié à Paris en 1809, sous ce titre : *Vie privée, politique et militaire du prince Henri de Prusse, frère de Frédéric II*; livre dont la rédaction

(1) Attribué parfois à M. de Bouillé, né en Amérique, où son père, le marquis de Bouillé, connu par son attachement pour Louis XVI, était gouverneur des îles du Vent. M. de Bouillé, élève

annonce à la fois un témoin oculaire et une main française. Cette dernière publication ne fut, de la part du général de La Roche-Aymon, que l'accomplissement d'un pieux devoir envers la mémoire d'un prince qui s'était montré dans son testament *reconnaissant de son tendre attachement et heureux* de l'avoir eu auprès de lui, et lui avait confié à cette heure suprême l'honorable mission d'aller, après ses obsèques, remettre au roi de Prusse l'épée qu'il portait pendant la guerre de Sept ans, « en priant ce monarque de la faire conserver, comme un souvenir de la fidélité constante avec laquelle il avait servi l'État. »

44. *Henri-Jean-Baptiste de Bousmard*, né à Saint-Mihiel (Meuse), le 4 mars 1749, destiné par son père à la magistrature, mais entraîné par goût vers la carrière des armes. Entré à l'école de Mézières en 1765 ; admis dans le corps du génie français en 1768 ; chef du génie à Verdun à partir de 1787 ; de 1789 à 1791, membre de l'Assemblée constituante, comme député de la noblesse du Barrois. Au mois d'octobre 1791, après la séparation de cette Assemblée, revient à Verdun ; en 1792, coopère à la défense de cette place contre l'armée prussienne. Après la reddition, craignant d'être décrété d'accusation, il émigre et se retire à Wiesbaden, où il réside jusqu'à

pensionnaire de l'Académie militaire de Berlin de 1785 à 1786, fut pendant ce temps en grande faveur auprès du prince Henri ; à sa rentrée en France, il devint officier dans les Gardes du corps du Roi.

la fin de l'année 1796. Le défaut de ressources l'oblige alors à prendre du service en Prusse. Sur le rapport de Tempelhof, Frédéric-Guillaume II le nomme major du génie. C'est revêtu de ce grade qu'il périt d'une balle française, en défendant Dantzig, le 5 mai 1807. Bousmard s'était déjà fait connaître avant la Révolution, par la publication de plusieurs mémoires ; il doit sa célébrité à un excellent ouvrage, écrit avec méthode et élégance, *l'Essai général de fortification*, imprimé à Berlin dans le format in-4°, de 1797 à 1799, par le libraire Decker ; traduit deux fois en allemand (en 1801 et en 1805), réimprimé à Paris dans le format in-8°, en 1814, et dont la librairie Anselin a donné, en 1837, une troisième édition, revue par M. le colonel *Au-goyat* (1).

Nommons aussi pour terminer :

45. Le capitaine *de Hault de Malavillers*, qui fut, de 1795 à 1805, l'un des gouverneurs de l'Académie militaire de Berlin. Cet officier, né en France, y retourna à la dernière de ces dates (2).

(1) Un fils de Bousmard figure en 1811 comme second lieutenant au régiment d'infanterie de la Prusse-Orientale.

(2) Un autre Français, *La Faloubière*, avait déjà été gouverneur à ladite école de 1774 à 1775, mais il n'était pas officier, que je sache.

XX.

LA GUERRE D'UN AN.

(1778-1779.)

A me voir ainsi narrer l'histoire de Prusse par morceaux détachés, traitant d'objets divers et d'époques éloignées, plus d'un lecteur peut être tenté de pousser à l'exagération ma méthode, et de conclure, parce que je vise à faire comprendre et retenir ce qu'il y a de plus saillant dans cette histoire, que je considère les faits historiques comme se produisant un peu au hasard et n'ayant presque aucune liaison entre eux. Ce n'est point là ma façon de penser. Même en laissant de côté les lignes de conduite traditionnelles suivies par certains pays vis-à-vis de la politique générale et des événements particuliers, je retrouve encore à souder les relations de l'histoire, au travers du parcours des âges, soit par des causes morales, soit par de grandes individualités. Je suis, par exemple, dans les annales du Brandebourg et de la Prusse, la voie économique adoptée par la plupart des souverains de

ce pays depuis le début du xv^e siècle, et j'y reconnais l'une des principales causes de l'élévation et des agrandissements successifs de la puissance prussienne. Je m'attache aux guerres de succession, et je remarque la guerre de la succession d'Espagne (ouverte en 1701), reliée à la guerre de la succession d'Autriche (ouverte en 1740) par l'archiduc Charles d'Autriche, qui figure dans la première comme le roi d'Espagne Charles III, et qui donne origine à la seconde par son décès comme empereur d'Allemagne sous le nom de Charles VI.

La guerre de la succession d'Autriche se relie elle-même à la guerre de la succession de Bavière, ouverte plus tard (en 1778) par l'impératrice-reine Marie-Thérèse, qui résiste dans la première à l'impétueux et jeune Frédéric II, et négocie pendant la seconde avec le sage et vieux Frédéric le Grand (1).

Cette dernière guerre de succession a lieu entre la Prusse et l'Autriche, ou plutôt, pour parler exactement, entre Frédéric le Grand et l'empereur Joseph II.

Ces deux souverains avaient eu, en 1769 et 1770, deux entrevues dans lesquelles leur lutte s'était exercée à armes courtoises : « Il n'existe plus de Silésie pour l'Autriche, affirmait l'empereur. — C'est le plus beau jour de ma vie, disait Frédéric, car de lui date l'union intime de deux maisons trop longtemps enne-

(1) Si je voulais continuer, je montrerais Frédéric presque enthousiaste du Corse Paoli, et tendant ainsi la main à Napoléon.

mies, et dont le véritable intérêt consiste à s'aider mutuellement. »

Frédéric ne s'endormait pas sur ces cajoleries. Un portrait de Joseph II ornait son cabinet ; quelqu'un lui en demande un jour la raison : « C'est un jeune homme ambitieux, répond-il, qu'il est bon de ne jamais perdre de vue. » Et il ne manque pas à cette espèce de promesse le jour où un écart d'ambition fortement accusé le lui permet.

Le 30 décembre 1777, l'électeur de Bavière Maximilien-Joseph décède sans laisser d'héritier direct. Toute sa succession revenait sans conteste, et sauf déduction des terres allodiales, à l'électeur palatin Charles-Théodore, chef de la branche aînée de la maison de Wittelsbach ; aussi l'Europe, qui s'attendait à une transmission sans nuages, voit-elle avec étonnement les troupes impériales envahir et réclamer la basse Bavière, et l'électeur palatin, intimidé dès son arrivée à Munich, signer, à la date du 3 janvier 1778, une convention par laquelle il cède à l'Autriche la moitié de son électorat de Bavière. Cette docilité aux désirs de l'empereur vaut au nouveau souverain de la Bavière une promesse d'établissement en faveur d'un fils naturel, et l'ordre de la Toison-d'Or ; en acceptant cette dernière récompense, *il se revêt*, suivant une expression heureuse, *de la livrée de son oppresseur*.

Dès lors Frédéric s'agite. La conduite de l'Autriche ne peut lui convenir, car non-seulement cette puissance obtient un agrandissement, mais elle empiète

sur les droits du corps germanique, et elle peut, plus tard, encouragée par le succès, si on la laisse faire, agir vis-à-vis de l'un des autres électeurs de l'empire aussi brutalement que vis-à-vis de l'électeur de Bavière. Il s'opposera donc au fractionnement de la succession bavaroise, il s'y opposera au besoin à main armée. Ses troupes sont nombreuses et aguerries, son immense réputation militaire reste intacte ; il se courrouce à la nouvelle positive de la convention de cession du 3 janvier : « Ces gens-là semblent me croire mort, s'écrie-t-il, mais je leur prouverai que j'existe. » Dans sa réponse à la notification du décès du dernier électeur de Bavière, il donne au nouvel électeur tous les titres de son prédécesseur. Il appelle à Berlin ses généraux, les chefs de l'artillerie, les administrateurs de son armée ; il demande publiquement au général Ramin *s'il a graissé ses bottes* : le propos circule parmi les soldats, et chacun de faire ses préparatifs.

Frédéric ne désirait pourtant pas une guerre réelle, car il n'avait dorénavant d'autre ambition que de conserver ses premières conquêtes ; il aurait voulu prévenir une collision entre l'Autriche et la Prusse ; mais l'avantage de se poser en protecteur de la Constitution germanique, et d'acquérir ainsi à la Prusse une influence nouvelle, était trop tentante pour qu'il ne risquât pas quelque chose en vue de l'obtenir. La France aurait dû jouer ce rôle comme garante du traité de Westphalie, que violait l'usurpation de la basse Bavière par l'Autriche. Mais au moment d'entrer en guerre avec l'Angleterre, pour seconder la

cause de l'indépendance américaine, et gênée par l'épuisement de ses finances, elle jugea prudent de ne pas agir offensivement, tout en accusant avec franchise sa désapprobation du démembrement bavarois, et en n'apportant aucun obstacle aux mesures hostiles que le roi de Prusse pourrait adopter contre la cour de Vienne. Quant à la Russie, Frédéric avait su la mettre dans ses intérêts. Le champ restait donc libre devant lui. Aussitôt il pousse le neveu-héritier du nouvel électeur de Bavière à protester contre la convention du 3 janvier qui le lèse dans ses espérances d'héritage ; cet héritier, le duc de Deux-Ponts, proteste en effet devant la Diète, invoque l'appui de la Prusse et de la France.

Cette protestation fournit une base pour résister aux empiétements de l'Autriche, et change la face des affaires : Frédéric va seul tirer l'épée, puisque la France se borne à donner un appui moral au réclamant, mais il va combattre en faveur d'un opprimé, rôle toujours beau pour un puissant monarque, puisqu'il le met à l'abri de toute inculpation d'ambition personnelle. Il va combattre, car Joseph refuse de restituer aucun des domaines dont il s'est emparé, et rejette une proposition modérée d'échanges réciproques. Cette persistance de l'empereur lui aliène, à Berlin même, les chefs du parti de la paix, notamment le prince Henri, qui devient dès lors l'un des conseillers de la guerre, et cela dès le mois de mai ; la campagne s'ouvre définitivement au commencement de juillet après la rupture des négociations.

Au moment de quitter Berlin, le roi de Prusse rassemble les généraux qui vont faire la guerre sous ses ordres, et leur adresse ce discours, que son âge et sa gloire rendent émouvant (1) : « Nous sommes tous de vieux soldats, ayant partagé ensemble gloire, dangers, fatigues ; les maux de la guerre ne nous sont pas inconnus, et pourtant nous allons de nouveau les répandre sur l'Allemagne. C'est que de nouveaux dangers menacent l'Empire et mes États ; c'est que ces dangers réclament les mesures les plus promptes et les plus efficaces. Je vous appelle donc sans hésiter pour défendre encore la patrie. Votre zèle m'est connu, je m'y fie : soyez certains que ce sera pour moi un bonheur de récompenser vos nouveaux services. Entrer en campagne avec un équipage fastueux ne me tente point, vous le savez : pourtant je suivrai les marches dans une voiture, à cause de mes infirmités actuelles. Un jour de bataille, je retrouverai les forces de ma jeunesse, et pour mieux diriger vos coups, je monterai à cheval et j'accourrai au milieu de vous, comme par le passé. »

Dans ses préparatifs de guerre, l'empereur Joseph II avait porté son attention sur les frontières de la Silésie prussienne et sur celles de l'électorat de Saxe, qui allait dans cette lutte seconder les armes prussiennes. Ses soldats, au nombre de plus de 200,000, occupaient la partie de la Bohême comprise

(1) Ce monarque avait alors soixante-six ans ; sa gloire remontait à la première cession de la Silésie à la Prusse (11 juillet 1742), et comotait par suite trente-six années de date.

entre l'Iser et l'Elbe (depuis ses sources jusqu'à son confluent avec l'Iser) et se trouvaient répartis en deux masses principales, l'une échelonnée le long de la rive droite de l'Elbe, de Hohenelbe (au-dessus d'Arnau) à Jaromirz, l'autre placée à Sobotka près de la rive gauche de l'Iser. La première masse ou armée était aux ordres directs de l'empereur, secondé par le maréchal de Laschy, et gardait en seconde ligne la frontière de Bohême du côté de la Silésie prussienne; la seconde obéissait au maréchal de Laudhon et défendait les débouchés de la Lusace et de la Saxe en Bohême: toutes deux couvraient Prague, place vers laquelle on supposait que Frédéric se dirigerait.

Pour attaquer ces positions, le roi de Prusse forma deux armées de 80,000 hommes chacune. L'une, sous son commandement, se réunit en Silésie dans le comté de Glatz, à proximité de Frankenstein; l'autre sous les ordres de son frère, le prince Henri, s'assembla aux environs de Berlin pour être à même de joindre rapidement les Saxons, qui se formaient près de Dresde, et de s'opposer à une invasion de la Saxe par les impériaux.

Dans sa première idée, Frédéric voulait pénétrer en Moravie, se porter sur la Hongrie et marcher sur Vienne, de manière à prendre à revers les provinces autrichiennes, tandis que le prince Henri les entamerait de front. Mais la concentration des forces de son adversaire et le danger grave de lui abandonner la Silésie et la Saxe lui firent changer de résolution et adopter le parti de manœuvrer lui-même contre l'ar-

mée de l'empereur. Laissant donc un corps de 10,000 hommes pour abriter la haute Silésie prussienne des menaces d'un détachement autrichien, sis en Moravie, il quitta Silberberg, traversa Wiesau et Lewin, atteignit Nachod et établit son camp au delà de cette ville sur les hauteurs de Kramilon. Il poussa aussitôt jusqu'à Skalitz une reconnaissance, qui amena une escarmouche assez vive ; les Autrichiens y perdirent une trentaine d'hommes et se retirèrent dans leur camp de Jaromirtz. Frédéric vint camper à Welsdorf, près de la rive gauche de l'Elbe, entre Königshoff et Jaromirz, devant la portion du cours de ce fleuve où son ennemi avait justement préparé des ponts pour se jeter, à volonté et suivant le besoin, d'une rive sur l'autre. Sa présence empêcha les Autrichiens de se servir de ces ponts, mais lui-même ne put réussir à franchir l'Elbe, ce qu'il eût désiré pouvoir exécuter, afin de venir prendre position entre l'armée de Lascy et celle de Laudon. En effet, ce fut en vain que, par diverses tentatives, facilitées par la grande proximité de l'ennemi, il essaya de faire déloger Lascy de Jaromirtz : alors il remonta vers Burkersdorf et envoya reconnaître le pays au delà d'Arnau pour savoir s'il y avait des troupes autrichiennes vers Hohenelbe et les Hautes-Montagnes (1). Près de Hohenelbe, deux bataillons seulement couronnaient les hauteurs ; aussi crut-il un instant pouvoir forcer le passage de l'Elbe en ce

(1) En allemand *Riesengebirge*, littéralement *montagnes des géants* ; l'expression *Hautes-montagnes* est celle dont se sert Fré-

point : occupant à la fois Dreyhœuser, Pilnikau et Leopold, il étendit sa droite vers Langenau, mais son artillerie ne put traverser des chemins étroits et lui fit défaut ; de là un retard qui permit aux Autrichiens d'occuper en force les montagnes au delà de Hohe-nelbe, et mit à néant son projet. Décidément, l'ennemi se trouvait partout, de Jaromirtz aux Hautes-Montagnes dans lesquelles l'Elbe prend sa source, posté d'une manière presque inexpugnable ; Frédéric résolut de ne pas le forcer dans ces bonnes positions et de se borner à fourrager le pays et, suivant son expression : « à le réduire en une espèce de désert, pour assurer la tranquillité des quartiers d'hiver, qu'on ne pouvait prendre qu'en Silésie. »

C'était beaucoup pour les Autrichiens d'avoir ainsi paralysé, par une forte défensive, le bras de leur ancien vainqueur, le bras du grand Frédéric ; mais ce bras les menaçait encore, et l'armée du maréchal de Lascy n'osa quitter ses cantonnements derrière l'Elbe, immobilité qui laissa Laudhon entièrement exposé aux coups du prince Henri.

Ce dernier était arrivé, le 7 juillet, au camp de Plauen, près de Dresde, et avait aussitôt réuni les troupes saxonnes à son armée ; l'électeur de Saxe, qui avait d'abord espéré que les Saxons constitueraient un corps séparé sous les ordres de l'un de ses généraux,

dérivé le Grand. La chaîne des *Riesengebirge* court de la Bohême à la Silésie ; elle a pour point culminant le *Schneekoppe* (dit également *Riesenkoppe*), et donne naissance à l'Aupa, à l'Elbe, à l'Iser, au Bober, à la Queiss, etc.

se montra mortifié de cette mesure, mais l'enthousiasme de son peuple pour la renommée et le caractère généreux du prince Henri l'obligea de s'y soumettre.

Dès l'arrivée du prince Henri, le maréchal de Laudon craignit pour Prague, et, dans l'intention de garantir cette place, transporta son camp à Leitmeritz. Afin de mieux attirer l'attention de son adversaire sur la rive gauche de l'Elbe, le prince Henri fit reconnaître au sud de Dresde les passages de Catharinsberg et de Commotau, ordonna de former des approvisionnements considérables à Freyberg, détacha en avant de cette dernière ville un corps chargé de s'emparer du débouché de Marienberg : en même temps il faisait tracer à Bautzen, dans la haute Lusace, un camp pour 100,000 hommes, qu'il était déterminé à ne pas occuper. Ayant ainsi jeté les Autrichiens dans l'incertitude sur ses projets, il les trompa en ne marchant ni vers Marienberg, ni vers Bautzen ; mais après une pointe de Dresde sur Frauenstein, avec le gros de ses forces, pour faire croire encore qu'il voulait pénétrer en Bohême de ce côté, il revint en arrière de Frauenstein sur Reichstaedt, repassa la Weisseritz, longea la Muglitz jusqu'à son embouchure, et à peu de distance de cette embouchure, entre Pirna et Pillnitz, franchit l'Elbe sur trois ponts de bateaux (28 juillet). Prenant son premier camp sur la rive droite de ce fleuve, entre Radewalde et Stolpen, il pénétra dans la Bohême sur quatre colonnes par les défilés de Hohenstein et de Newkirch, et surmonta avec persévé-

rance les obstacles de ces terrains difficiles et étroits, où très peu de troupes auraient suffi pour l'arrêter ; mais par bonheur Laudhon ne bougeait pas encore, et, fermant les yeux sur les mouvements de son adversaire, ne s'occupait que de défendre Prague. Continuant sa marche en avant, le prince Henri campa à Rombourg, s'étendant presque jusqu'à Zittau, débutsqua un détachement autrichien de Goergenthal et de Tollenstein, et, après un autre combat sur les hauteurs situées en avant de Gabel, dépassa cette ville et s'établit derrière la Polsnitz, de Zwolke à Niemes. Laudhon jugea dès lors qu'il ne pouvait plus empêcher les Prussiens de pénétrer en Bohême, et, malgré les forces dont il disposait, craignit d'être attaqué et rétrograda derrière l'Iser dans une position forte, préparée à l'avance, entre Münchengrätz et Bäckofen.

Telle est la marche savante au moyen de laquelle le prince Henri réussit à envahir la Bohême, marche combinée avec ordre, exécutée avec célérité, par des routes jugées impraticables, où les voitures passaient à peine, et qu'un corps d'armée n'avait jamais franchies, marche qui constitue l'un des plus beaux mouvements stratégiques connus, et forme pour le prince Henri un titre sérieux à la renommée.

Dès son entrée en Bohême, ce prince adressa aux habitants une proclamation pour leur promettre protection et maintien d'une discipline exacte s'ils n'émissaient point, s'ils ne prenaient pas les armes contre lui, s'ils obtempéraient aux demandes de subsistances

qu'il leur adresserait. Sa modération bien connue depuis la guerre de Sept Ans inspira confiance en ses promesses, et il obtint sans encombre les réquisitions qu'il frappa sur plusieurs seigneuries.

En se retirant derrière l'Iser, Laudhon avait pourtant songé encore à défendre Prague, et, dans ce but, l'un de ses postes occupait Melnick sur l'Elbe. Le prince Henri recourut une seconde fois à la ruse pour engager son adversaire à quitter sa position, but essentiel, car au moindre mouvement il pouvait l'attaquer, s'ouvrir ainsi une voie de succès et venir même en aide à son frère en réagissant sur l'attitude expectante du corps de Lascy. Il lança une reconnaissance jusqu'à Leitmeritz, en chassa des partis de Croates, y laissa 100 chevaux sous les ordres d'un capitaine, et pointa jusque sur l'Eger vers Budin ; il attaqua ensuite Melnick avec 10,000 hommes, et descendit de Budin sur Welwarn : partout les Autrichiens se retirèrent devant lui, après de légères escarmouches, et lui abandonnèrent des magasins qu'il détruisit. Sa marche jeta la terreur dans Prague, dont les archives et les caisses furent aussitôt évacuées et déposées en lieu sûr. Malgré ces succès, Laudhon reste immobile derrière l'Iser. « Digne rival du prince Henri, a dit un écrivain, il regarde avec indifférence toutes les démonstrations de son illustre adversaire. Tels on vit Turenne et Montecuccoli, dans cette mémorable campagne de 1675, où la mort du premier vint seule déranger la balance que leurs talents soutenaient depuis quatre mois, et termina la plus bril-

lante scène qu'eût encore offerte le grand théâtre de la guerre. »

Plus de doute, il y a chez les Autrichiens une résolution arrêtée d'éviter toute action qui pourrait amener une bataille en plaine ; la conduite de Lascy vis-à-vis de Frédéric, celle de Laudhon vis-à-vis du prince Henri en fournissent la preuve. Ce maintien constant sur la défensive dénote une certaine habileté et rappelle la circonspection du maréchal autrichien Daun pendant la guerre de Sept Ans ; mais en même temps il implique l'aveu de la supériorité des Prussiens dans les grandes opérations, et des craintes qu'inspirait encore le bras *sexagénaire* (1) de Frédéric, le plus grand homme de guerre du *xvii^e* siècle.

Cette inaction prudente des Autrichiens entravait les projets de Frédéric, car il ne possédait aucune place forte en Bohême et manquait, par conséquent, de base pour s'y maintenir pendant l'hiver. Il lui fallait donc se retirer ; car à quoi bon rester dans un pays difficile, où les pluies d'automne rendent les chemins impraticables, et dont les ressources, principalement en fourrages, se trouvaient consommées par un séjour en armes de plusieurs mois. Son parti fut bientôt pris : il établira, pour la mauvaise saison, l'ar-

(1) Expression empruntée à Frédéric lui-même qui écrivait au début de la campagne à l'un de ses généraux : « Je suis las des tergiversations de la cour de Vienne : j'ai pris mon parti. Sa Majesté impériale, dont j'ai l'honneur d'être le grand chambellan, a cru sans doute qu'un *sexagénaire* n'oserait pas descendre dans l'arène pour la combattre. Je veux lui prouver qu'Elle s'est trompée. »

mée qu'il commande en Silésie, tandis que le prince Henri rentrera dans la Saxe. Examinons ces deux mouvements rétrogrades.

Ce n'est pas, même dans le cas d'une guerre peu active, une opération facile que de se retirer devant un ennemi à peu près intact, pourvu, comme les Autrichiens, d'un grand nombre de troupes légères qui peuvent à chaque instant chicaner vos flancs et vos derrières. Pour diminuer les difficultés de ce mouvement, Frédéric eut soin de ne pas l'effectuer à une époque trop avancée de l'année et pendant la mauvaise saison. Après avoir fait prendre les devants à son artillerie, à sa boulangerie, à ses équipages et à ses hôpitaux, il quitta le 8 septembre sa position de Langenau et se replia sur Wildschutz, traversant de nouveau, mais en sens inverse, le défilé de Léopold, et ne perdant dans cette marche pénible, malgré les attaques des Croates, qu'une quarantaine d'hommes tués ou blessés. Le 15 septembre, il atteignait un camp situé sur les hauteurs d'Altstadt, près de Trautenau : une brigade, aux ordres du prince de Prusse, fut placée pour couvrir le flanc gauche de ce camp. Cette brigade reçut pendant la nuit suivante, qui était fort obscure, le choc d'un corps commandé par le général autrichien Wurmser, mais elle le repoussa vivement. Pour passer d'Altstadt à Trautenbach, il fallait franchir l'Aupa, petite rivière ; le passage s'effectua sur des ponts de bateaux pour l'infanterie et à gué pour la cavalerie, et réussit grâce à la précaution prise par les Prussiens d'occuper et de garnir de ca-

nous les quatre hauteurs principales qui commandaient la rive droite de ce cours d'eau. Wurmser occupa aussitôt les hauteurs de Trautenau pour se maintenir à proximité des Prussiens, qu'il continua de harceler dans leur marche, mais faiblement. Le roi resta trois jours au camp de Trautenbach et y fit un fourrage ; le 22 septembre, il chemina sur trois colonnes vers Schatzlar, dernière position qu'il occupa sur le sol de la Bohême. La marche sur Schatzlar fut inquiétée à l'arrière-garde par un combat assez vif que livra l'impétueux et persévérant Wurmser, à la tête de trois bataillons et de 500 Croates, combat qui se termina par la retraite des Autrichiens. Frédéric étendit ses troupes aux alentours de Schatzlar, de manière à garantir de toute incursion les frontières de la Silésie prussienne, occupant surtout les postes de Dittersbach, Schmiedeberg, Friedland. A la mi-octobre, certain que le corps du prince Henri venait de rentrer en Saxe, il quitta son camp de Schatzlar et se replia sur Landshut, évacuant ainsi la Bohême et prenant ses quartiers d'hiver en Silésie : Wurmser le remplaça au camp de Schatzlar, en sorte que, pour être rentré dans ses États, le roi de Prusse n'en avait pas moins l'ennemi en face et sur ses frontières.

Le général Wurmser, dont il vient d'être question, est celui qui, plus tard, en 1796, à l'âge de 72 ans, commanda l'armée autrichienne opposée en Italie aux Français. Destinée singulière que celle qui met ainsi le même homme aux prises avec le conquérant de la Silésie et le vainqueur d'Austerlitz ! *Détail biographique*

remarquable que de servir de trait d'union historique à deux grandes épées, à Frédéric et à Napoléon ! Et ne voilà-t-il pas encore, comme nous le disions en commençant cette *étude*, une individualité qui sert de soudure à des événements historiques éloignés ?

La retraite du prince Henri présentait aussi des difficultés dans son exécution ; l'une des principales venait de la proximité des camps de Niemes et de Münchengrätz. Pour donner le change à son adversaire, le prince n'adoptera pas la route la plus courte pour retourner en Saxe ; mais il fera un détour, et masquera son mouvement par une fausse manœuvre. Laissant un corps sur l'Eckartsberg, en avant de Zittau, pour couvrir la Lusace, il se débarrassa de ses *impedimenta* en les envoyant en avant, par le chemin le plus direct, passer l'Elbe près d'Aussig. Puis, le 10 septembre, il replia ses troupes du camp de Niemes sur Neuschloss, et de Neuschloss sur Kuttendorf, marchant sur deux colonnes au milieu de routes détremées par les pluies, où plusieurs pièces de campagne restèrent engorgées. Il passa l'Elbe près de Leitmeritz et se posta dans un camp compris dans l'angle entre l'Elbe et l'Eger, de Sirkowitz à Lukowitz. Dans ce mouvement, il fut observé de loin par l'ennemi. Mais, dès son passage de l'Elbe, Laudon craignant toujours quelque tentative contre Prague, revint lui-même sur l'autre rive de ce fleuve, et s'étendit de Baudnitz à Welwarn. Pour augmenter les craintes de son antagoniste, le prince Henri prescrivit de jeter un pont sur l'Eger, entre Broschen et Doxan, comme

s'il voulait traverser cette rivière et l'attaquer dans sa nouvelle position : cette démonstration donna lieu à un combat assez vif, car les Autrichiens accoururent pour s'opposer à la construction du pont. Pendant ce combat, le prince Henri commence à déloger, et se dirige sur Linay, où son arrière-garde ne tarde pas à le suivre ; de Linay, il poursuit en avant par Karwitz et Neudorf et pénètre, sur deux colonnes, dans le camp de Nollendorf (26 septembre). Deux jours après, il atteint Ottendorf, à peu de distance de Pirna, y reste jusqu'au 2 octobre, transporte alors ses troupes sur l'autre rive de la Muhlitz et les distribue en quartiers d'hiver de Dresde à Freyberg et sur les frontières de la Bohême. Laudon, qui s'est contenté d'inquiéter par des Croates cette marche sur Dresde, se cantonne derrière l'Eger dès qu'elle est achevée.

Ainsi se termina cette singulière campagne de 1778, où l'on n'aperçoit que des marches, des démonstrations, des contre-marches et des mouvements d'observation, où chaque parti s'épia pour trouver son adversaire en faute, sans donner prise contre lui-même. Frédéric, entré tard en campagne et contenu par la prudence inaltérable des Autrichiens, n'a pu saisir l'occasion d'une victoire, mais il a conservé la supériorité dans les manœuvres ; il a vécu pendant plusieurs mois sur les terres et aux dépens de ses ennemis ; il a fait enlever à l'empereur les duchés de Jägersdorf et de Troppau par le corps de troupes prussiennes détaché dans la haute Silésie, dont les patrouilles ont poussé jusqu'aux environs d'Olmütz.

La possession de ces duchés par les Prussiens ne pouvait être vue avec indifférence par les Autrichiens, pour lesquels elle constituait un véritable échec, et ce fut à leur occasion que la guerre se prolongea durant l'hiver. Pour reprendre ces duchés, la cour de Vienne renforça le corps d'armée qu'elle avait au sud de Troppau, et dont les postes avancés occupaient, à peu de distance de cette ville, le château de Graetz. Aussitôt Frédéric envoya en haute Silésie le prince héréditaire de Brunswick prendre le commandement de ses troupes qu'il porta de ce côté à près de 20,000 hommes. Le 2 octobre, ce nouveau général en chef fit passer la Mora à un gros détachement accompagné d'artillerie, marcha sur le château de Graetz, le trouva abandonné, et se posta de façon à commander les passages principaux menant en Moravie par Fulneck. A son approche, les Autrichiens se retirèrent jusqu'à Hof, du côté d'Olmütz, et jusqu'au passage important de Jablunka, du côté de la Hongrie. Cette marche inopinée du prince de Brunswick fit craindre à Vienne une invasion de la Moravie, et le maréchal de Lascy détacha dans cette province, comme nouveau renfort, sept régiments d'infanterie et deux régiments de cavalerie. Au nombre total de plus de 40,000, les Autrichiens purent dès lors s'étendre davantage, et se rapprochant des montagnes de la haute Silésie prussienne, ils cherchèrent à interrompre la communication entre Frédéric et le prince de Brunswick. Ce dernier rentra par prudence dans son camp de Troppau ; ses adversaires poussèrent en reconnaissance

jusqu'à Jægendorf, où ils laissèrent un détachement et inquiétèrent le camp de Troppau par des escarmouches. Dès que Frédéric sut les Autrichiens à Jægendorf, il craignit que le prince de Brunswick ne fût bientôt coupé de Neisse, et n'ayant rien à redouter du côté de Landshut, il fit descendre vers la haute Silésie 16 bataillons et 15 escadrons, les joignit à Neisse, marcha avec eux sur Neustadt. De Neustadt, il descendit à Jægendorf, en chassa sans peine les Autrichiens et fit aussitôt fortifier cette ville ainsi que les villages environnants les plus exposés aux insultes de l'adversaire ; le prince de Brunswick agit de même à Troppau. Vers la mi-novembre, ces ouvrages étaient assez avancés pour que le roi pût se rendre à Breslau. La fin du mois se passa en attaques réitérées et toujours infructueuses des Autrichiens sur Jægendorf, attaques qui furent suivies d'une inaction de quinze jours et plus. A la fin de décembre, les Prussiens se portèrent sur un poste avancé des Autrichiens établi près de Bransdorf et le détruisirent. Le 9 janvier 1779, les postes de Roswalde et de Dobersdorf eurent le même sort, ce qui assura la droite de Jægendorf. Les escarmouches continuèrent à l'avantage des Prussiens autour de Jægendorf, de Troppau et sur les frontières du comté de Glatz.

Mais tout à coup le général Wurmser pénètre, par une marche forcée, dans le comté de Glatz, et s'empare de la ville d'Habelschwerdt par une attaque brusquée ; un poste de 100 hommes, gardé par un blockhaus et situé auprès de Befroi, sur la route

d'Oberschwedelsdorf à Glatz, tombe également entre ses mains après une belle résistance (1). Les Autrichiens s'approchent de Schweidnitz. Frédéric n'hésite pas, comprenant qu'il faut renforcer ses corps de la haute Silésie fortement menacés. A la tête de réserves qui ont hiverné à Breslau, il descend plus bas que Schweidnitz, à Reichenbach, fait occuper les positions de Friedland et de Silberberg, et par cette marche rapide impressionne assez l'ennemi pour qu'il évacue Habelschwerdt et se retire en Bohême. Pendant ce temps, le prince Henri (2 février 1779), qui était resté jusque-là tranquille dans ses quartiers d'hiver, détache 20,000 hommes commandés par le général Mollendorf sur la ville de Brix, peu distante de Comotau. Mollendorf atteint près de cette ville un corps autrichien; le bat, lui prend des canons, une partie de ses équipages, et s'empare d'un magasin important. Cette diversion semble marquer l'intention de pénétrer une seconde fois en Bohême; elle produit son effet en alarmant les Autrichiens, qui rappellent celles de leurs troupes déjà portées vers la Silésie. Le 9 février, Mollendorf rentre en Saxe sans être poursuivi, et depuis lors la guerre n'offre aucun fait qui mérite d'être signalé.

En effet, dès le 7 mars, un armistice fut conclu entre les parties belligérantes, et trois jours après les

(1) Malgré la perte de ce poste, Frédéric fut si content de la défense faite par le capitaine *Cäpeller* qui le commandait, qu'il lui envoya immédiatement le brevet de major pour le consoler des ennuis de la captivité.

conférences pour la paix s'ouvrirent dans la petite ville de Teschen en Moravie. Frédéric adopta d'autant plus volontiers ce lieu de réunion diplomatique, qu'il se trouvait dénué d'agréments, et que par suite les plénipotentiaires des puissances n'y seraient dérangés de leurs travaux par aucune distraction, et ne chercheraient point à y prolonger leur séjour. « Ils seront à Teschen, dit-il, comme les cardinaux au conclave (1), et la paix viendra plus vite. »

On mit néanmoins deux mois à la faire ; la signature du traité porte la date du 13 mai, jour anniversaire de la naissance de Marie-Thérèse.

Ainsi, en y comprenant le temps des conférences qui suivirent l'armistice, la guerre de la succession de Bavière a duré dix mois et onze jours, du 2 juillet 1778 au 13 mai 1779 : elle mérite donc à peine le nom de *guerre d'un an*, sous lequel les Allemands la désignent.

Cette courte durée s'explique facilement.

La brusque invasion de la Bavière, à la mort du dernier électeur, et la revendication en faveur de l'Autriche de la moitié de cet État indépendant, fut un acte irréfléchi, un véritable coup de tête qu'il faut principalement attribuer à Joseph II. L'impératrice Marie-Thérèse s'en montra complice à l'origine ; mais à peine perpétré, elle reconnut la grandeur de la faute et se désola dès le commencement des hostilités, se

(1) On sait que pendant la durée de l'élection d'un Pape, les cardinaux conclavistes ne peuvent avoir aucune communication avec le dehors.

rappelant les épreuves pénibles que lui avait causées, à partir de son avènement, sa longue lutte contre le roi de Prusse. L'invasion de la Bohême lui ôta confiance en ses généraux, et son inquiétude redoubla, car elle savait l'empereur, son fils, bien loin d'être un homme supérieur. Aussi, tandis que ce dernier désirait prolonger la guerre, et prétendait user Frédéric d'hommes et d'argent par la stricte observation d'une longue défensive, elle cherchait à renouer secrètement les négociations pacifiques et envoyait un diplomate au camp du roi de Prusse, demandant seulement pour l'Autriche la cession d'un territoire bavarois produisant un revenu d'un million de florins. Frédéric accueillit favorablement ce diplomate; de là, des pourparlers qui acheminèrent vers la paix, et imprimèrent aux opérations militaires une allure lente et indécise.

L'Autriche fut encore obligée de diminuer ses prétentions et d'*aller au rabais*. Quand Joseph connut l'offre modérée de sa mère, il s'emporta, voulut séparer sa cause de celle de Marie-Thérèse, menaça de se retirer comme empereur à Aix-la-Chapelle. Plus tard, il reconnut qu'il avait fait une sottise en heurtant si fort, dans sa conduite à l'égard de la Bavière, les droits du Corps germanique, et se contenta du petit cercle de Burghausen, situé entre le Danube, l'Inn et la Saltz, moyennant quoi il restitua à l'électeur palatin tout ce qu'il avait occupé en Bavière et dans le haut Palatinat. Quel mince résultat après tant de fracas !

Pourtant, en définitive, Joseph II gagnait, par le traité de Teschen, un accroissement de territoire, tandis que Frédéric n'obtenait que la reconnaissance impériale de ses droits à la succession éventuelle des margraviats d'Anspach et de Bareuth (1), et le renouvellement par la France de la garantie de la Silésie.

Mais il avait humilié l'orgueil de l'Autriche ; il venait d'assurer l'indépendance des princes de l'empire ; il grandissait de toute la hauteur dont descendait Joseph II : c'était un succès moral immense, surtout si l'on songe qu'en montant sur le trône, Frédéric commandait à peine 2,300,000 sujets. Et de plus, notez bien ce fait, en accédant à la paix, il remplissait de joie Marie-Thérèse. « On sait, dit cette princesse en apprenant l'adhésion du roi de Prusse au projet de pacification rédigé par le baron de Breteuil, ambassadeur de France à Vienne, on sait que je n'ai point de partialité pour Frédéric ; mais je lui dois justice, et reconnais qu'il a agi noblement. Il m'avait promis de faire la paix à des conditions raisonnables ; il m'a tenu parole. »

Dans cette affaire de la succession de Bavière, le conquérant de la Silésie fit en effet preuve d'une modération exemplaire, dont la vivacité de son caractère ne répondait pas entièrement. Une fois la modération adoptée comme base de sa conduite, rien ne put l'en écarter, ni la morgue de son adversaire, ni l'incendie

(1) *Bareuth* ou *Bareith*, les deux orthographes se rencontrent ; on ajoute quelquefois un *y*, par exemple *Bayreuth*.

de Neustadt. La morgue de Joseph II se montre surtout ici, dans la circonstance qu'après avoir rejeté plusieurs propositions d'arrangement très acceptables venues de Berlin, ce souverain envoya directement à Frédéric, au moment de tirer l'épée (le 13 avril 1778), un projet de convention contenant cette phrase cavalière : « Naturellement *tout sera dit*, si ce projet ne convenait en façon quelconque à Votre Majesté. » L'incendie de Neustadt eut lieu dans les derniers jours de février 1779, c'est-à-dire huit ou dix jours seulement avant la conclusion de l'armistice, et lorsqu'il en était déjà question, par un corps autrichien, qui tira sur cette ville à boulets rouges et n'y laissa debout que l'église et une quarantaine de maisons : cruauté inutile, qui ne valut même pas à Joseph II la possession de Neustadt, et à laquelle l'empereur n'aurait recouru, au dire des *Mémoires de Frédéric*, que pour aigrir le roi de Prusse, par la destruction de l'une de ses villes, et le porter à rompre les négociations pour la paix, qui ne lui souriaient en réalité qu'à demi.

La guerre d'un an rappelle des lieux où Frédéric avait déjà combattu ; tel est, par exemple, le camp de Landshut, occupé dès 1759 ; tels sont Trautenau et Schatzlar, qui figurent dans la campagne de 1745 comme dans celle de 1778 ; telle est la position de Pirna que l'on retrouve en 1756, au début de la guerre de Sept Ans ; tel est le camp de Burkersdorf, près de Sorr, où trente-trois ans auparavant le roi de Prusse avait gagné une bataille sur les mêmes ennemis. Mais

ce héros rappela surtout par sa conduite et en fournissant preuve d'un calme indélébile, qu'il possédait sur lui-même le même empire qu'au temps de sa jeunesse. Ne le vit-on pas, en effet, durant son séjour à Schatzlar, composer l'éloge de Voltaire avec la même liberté d'esprit qu'au milieu de son cabinet ! éloge envoyé aussitôt à Berlin au professeur Thiébault, qui fut chargé de soumettre au roi ses observations sur les fautes de style, et plus tard, les corrections terminées, de faire aussitôt imprimer ce travail dans le format in-8°, à un petit nombre d'exemplaires, dont douze furent expédiés en France à l'adresse de d'Alembert, avant la paix de Teschen.

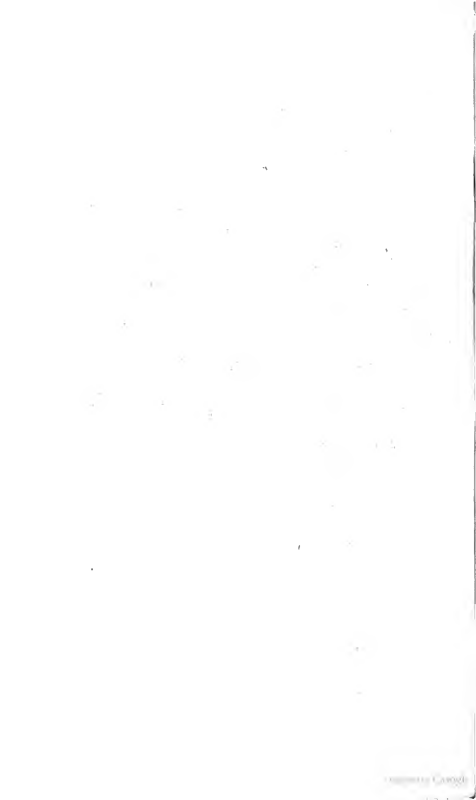
Un auteur allemand a fait remarquer combien, durant cette guerre, les Autrichiens se montrent à leur avantage comme guerriers ; ce ne sont plus, dit-il, les soldats souvent battus de Marie-Thérèse, ce sont les *soldats de Joseph* qui ont obtenu la supériorité sur les Prussiens. Les Autrichiens ont recouru, pendant cette campagne de 1778-1779, à la guerre méthodique de postes ; ils ont bien choisi leurs camps, les ont soigneusement retranchés et garnis d'artillerie, puis s'y sont tenus prudemment, se bornant malgré leur grand effectif à de simples incursions ; et je ne crois pas, malgré la sagesse de cette conduite défensive vis-à-vis de leur redoutable adversaire, que l'on puisse raisonnablement leur imputer cette guerre à grande gloire. Mais il y a une justice à rendre à chaque parti belligérant, et Frédéric l'a exprimée à la fin de ses *Mémoires de la guerre de 1778* avec une vérité de

touche qui laisse peu à reprendre : « Il parut, dit-il, dans cette campagne, que les troupes prussiennes avaient de l'avantage sur leurs ennemis toutes les fois qu'elles pouvaient combattre en règle, et que les impériaux l'emportaient pour les ruses, les surprises et les stratagèmes qui sont proprement du ressort de la petite guerre. »

Dans cette guerre à dimensions exigües, on a, suivant l'expression de Linguet, *usé plus de papier que de poudre*, et cependant elle fait aussi époque dans l'histoire de l'art militaire, en ce sens qu'elle a multiplié l'artillerie attachée aux troupes dans une proportion inouïe jusqu'alors. Voulant imposer à son adversaire, l'Autriche fit d'immenses préparatifs en hommes et en matériel ; son armée de Bohême traînait à elle seule 1,800 pièces de canon. Le roi de Prusse fut obligé de grouper des moyens égaux, et il employa pour ses deux corps d'armée (ensemble 160,000 hommes) plus de 900 bouches à feu, soit près de 6 bouches à feu par 1,000 hommes. A raison de cette énorme quantité d'artillerie, « le front de chaque armée, a dit Guibert, *était un parc continu*. » Ainsi se compléta la révolution commencée par la guerre de Sept Ans, et qui a donné, dans le système moderne de guerre, une grande prépondérance à l'arme de l'artillerie.

Avant l'ouverture des hostilités, Joseph II, piqué de trouver le roi de Prusse opposé à ses vues et projets sur la Bavière, avait adressé à ce monarque une lettre autographe, datée du 16 avril 1778, et conte-

nant ce passage : « J'ai appris tant de choses vraiment utiles déjà de Votre Majesté, que si je n'étais pas citoyen, et si quelques millions d'êtres qui par là en souffriraient cruellement, ne me touchaient, je lui dirais presque que *je ne serais pas fâché qu'elle m'apprit encore à être général.* » A cette missive d'un ton vif, prompt, tranchant un peu du despotisme, Frédéric répondit deux jours après avec calme, discutant froidement les intérêts des parties en jeu et terminant ainsi : « Que Votre Majesté Impériale remporte des victoires, je serai le premier à l'applaudir; mais j'ajoute, *que ce ne soit pas contre moi.* » Et deux semaines plus tard, il adressait ce billet à l'un de ses ministres : « Vous trouverez à mon départ assez d'argent dans le trésor pour les dépenses publiques. J'espère n'être pas longtemps absent, attendu que je ne vais faire qu'une petite excursion, *pour apprendre l'exercice à un jeune gentilhomme du voisinage.* » Nous avons traité en détail de cette *petite excursion* qui, en effet, n'a pas été longue, dans laquelle Joseph n'a guère brillé personnellement comme *général*, qui ne présente aucune victoire remportée par les Autrichiens *contre* Frédéric, et que l'on nomme *la guerre d'un an.*



XXI.

ECLAIRCISSEMENTS

sur

L'ACADÉMIE DES NOBLES.

Pendant la guerre de Sept ans, Frédéric fut obligé de tirer du corps des cadets de Berlin des officiers extrêmement jeunes, auxquels il donna par promotion anticipée le premier grade de l'échelle hiérarchique; c'est ainsi que, dès 1758, d'Archenholtz, auteur d'une bonne histoire de cette guerre, rejoignit l'armée prussienne à Breslau, ayant moins de quatorze ans. On conçoit combien ces sorties prématurées nuisirent à l'instruction des cadets qui dégénérèrent au point de savoir *à peine lire et écrire*, suivant l'expression, sans doute un peu exagérée, du roi de Prusse lui-même (1). Cette décadence se fit également remarquer parmi tous les officiers, et en 1762, un an envi-

(1) *Mémoires de 1763 jusqu'à 1778*, chapitre III.

ron avant la fin de la lutte, le conquérant de la Silésie se plaignait, dans une lettre au marquis d'Argens, de l'abandon des études militaires.

Or, ce monarque pensait que : « Le métier des armes exige des connaissances très étendues (1) ; » et voulait par suite que les officiers prussiens possédassent une certaine instruction ; il tenait presque autant à ce point qu'à choisir des officiers exclusivement parmi la noblesse, seule classe sociale offrant à son idée des garanties d'honneur. Il lui fallut donc, la paix venue, remédier à ce fâcheux état de choses. De là plusieurs mesures.

La première consista dans la vulgarisation des principes de l'art de fortifier, que l'officier trouve cent fois en campagne occasion d'appliquer ; par ses ordres un officier du génie fut adjoint à chaque inspection de troupes, avec la mission d'enseigner aux jeunes officiers les éléments de la fortification, le tracé des ouvrages de campagne, la manière de faire marcher les colonnes, toutes matières propres à élargir le cercle de leurs réflexions militaires.

La seconde mesure eut pour but de créer une école et un corps d'état-major. Cet essai, le premier de ce genre en Europe, se fit parce que, pendant les dernières campagnes, Frédéric s'était aperçu qu'il manquait de bons *maréchaux-des-logis*, suivant le terme dont il se sert, et qui correspond presque à ce que nous nommons aujourd'hui le service de l'état-major. Douze

(1) Lettre à Burlamaqui sur l'Éducation.

officiers, ayant déjà des notions sur l'art de l'ingénieur, furent donc réunis sous la direction de l'un de ses aides-de-camp, et exercés à Potsdam à lever des terrains, à tracer des camps, à fortifier des villages et des hauteurs, à sonder des cours d'eau et des marais, à jalonner des colonnes de marche, etc. Ces officiers ne cessant pas de compter à leurs régiments et y retournant s'ils le préféraient quand une compagnie venait à y vaquer, ne formaient point un corps permanent d'état-major à l'instar de ceux que possèdent aujourd'hui les diverses armées européennes ; ils rendirent néanmoins de grands services.

Tous les livres qui ont traité des améliorations militaires de Frédéric ont mentionné cet essai, mais ils ont passé sous silence une autre création de ce monarque, destinée à fournir également des officiers instruits.

Non-seulement le roi de Prusse améliora l'institution des cadets ; il voulut pousser plus loin encore l'instruction militaire de ceux de ces cadets qui montraient des dispositions particulières, et fonda dans cette intention l'*Académie des nobles*.

La date de cette fondation est du 1^{er} mars 1765.

Frédéric y attachait une grande importance.

On le voit, dès 1763, s'occuper de la partie matérielle et économique de l'institution, puis émettre au début de 1765 une *Instruction* spéciale pour la direction de ladite Académie, instruction où il trace le plan des études. D'Alembert reçut un exemplaire de ce travail : « Comme le plan en est nouveau, je vous prie,

lui écrivait le monarque, de m'en dire votre sentiment avec sincérité (1). »

Étudions ce plan et la série d'idées qu'il retrace sur l'éducation.

L'Académie des nobles étant destinée à recevoir les jeunes gens les plus intelligents de l'École des cadets (2), il semblerait qu'elle dût constituer un établissement d'instruction supérieure; prenant ces jeunes gens une fois leurs premières études terminées: Il n'en était rien. Suivant le principe du roi de former, *dès leur jeunesse*, les jeunes gentilshommes qui se vouent au métier des armes; elle recevait ses élèves de manière à les instruire *ab ovo*, c'est-à-dire âgés de onze à treize ans, et n'ayant séjourné que peu de temps à l'École des cadets.

Frédéric avait posé dans son instruction que les élèves feraient « les basses classes de la latinité, catéchisme et religion, » dans un collège voisin, dit le gymnase de Joachim, mais cet article ne fut pas suivi, et toutes les leçons se donnèrent dans le nouvel établissement.

(1) Lettre du 24 mars 1765.

(2) Dès 1756, dans la Préface de son ouvrage anonyme intitulé : *Essai sur la cavalerie*, le lieutenant-colonel d'Authéville proposait de former, en France; une école de cent jeunes gens, pouvant prouver huit générations de noblesse, et destinés à commander un jour aux élèves de l'École militaire de Paris; sa proposition est à peine ébauchée, mais elle formule l'utilité d'un établissement supérieur d'instruction militaire, et précède comme date la création de l'*Académie des Nobles*, ce qui lui donne, au point de vue historique, au moins un intérêt de curiosité.

Elles se donnèrent exclusivement en français, et il y eut même pendant plusieurs années défense formelle aux élèves de parler allemand : ainsi là, comme dans son entourage, comme dans la composition de ses ouvrages, le roi persistait à implanter en Prusse la langue française, qu'il considérait à l'égal d'un moyen de civilisation.

Ces leçons portaient sur les connaissances suivantes :

1° *Langue française.* Il s'agissait surtout des principes de la syntaxe française, de la pureté de la diction, de la théorie et de la pratique du style. Le professeur devait, suivant les termes dont se sert le fondateur, *dégrossir le jargon barbare* des élèves : ces termes rappellent Voltaire disant dans son mécontentement, à la fin de son séjour en Prusse, qu'il n'avait été occupé dans ce pays qu'à *blanchir le linge sale du roi* ; ils rappellent également combien peu Frédéric connaissait l'orthographe, soit française, soit allemande.

2° *Rhétorique.* Le professeur de rhétorique devait commencer par l'enseignement de la logique, en but de procurer aux élèves de la justesse dans l'esprit, puis les exercer dans l'argumentation, et leur développer les règles de l'art oratoire, en se servant de Cicéron pour le genre judiciaire, de Démosthène pour le genre délibératif, de Fléchier et de Bossuet pour le genre démonstratif. Il terminait par les initier dans l'art d'écrire en ce qui concerne le genre épistolaire, se basant comme principal exemple sur les lettres de madame de Sévigné, et ajoutait enfin à ses leçons une

histoire des beaux-arts depuis l'époque grecque jusqu'au XVIII^e siècle.

3^e *Histoire et géographie.* L'histoire ancienne, l'histoire romaine, l'histoire de l'Empire s'exposaient en abrégé; le professeur « élaguait soigneusement les petits détails. » L'histoire détaillée roulait seulement de Charles Quint à l'époque présente. « Il ne suffit pas, dit l'instruction, que le professeur enseigne l'histoire, il faut chaque jour, la leçon finie, qu'il y ajoute une demi-heure pour interroger les jeunes gens sur le point d'histoire qu'il a traité, par où il fera accoucher leur esprit de réflexions soit morales, soit politiques, soit philosophiques; ce qui sera plus utile pour eux que tout ce qu'ils auront appris... L'histoire fournit des exemples de tout. Parle-t-on d'un Cincinnatus, d'un Scipion, d'un Paul-Émile, on leur fait sentir que la vertu de ces grands hommes a été la source de leurs belles actions, et que sans vertu il n'y a ni gloire ni véritable grandeur. » La géographie se traitait sommairement pour l'Asie, l'Afrique et l'Amérique, avec de grands détails pour l'Europe et surtout pour l'Allemagne.

4^e *Métaphysique.* Le professeur commençait ici par un petit cours de morale, et devait chercher à « faire de ses élèves des enthousiastes de la vertu, » en parlant du principe que la vertu est utile à celui qui la pratique et en définissant « le comble de la vertu par le plus parfait désintéressement, désintéressement qui fait qu'on préfère son honneur à son intérêt, le bien général à l'avantage particulier, et le salut de la

patrie à sa propre vie ; » il devait montrer l'ambition honnête comme la vertu des grandes âmes, et inculquer à ses auditeurs que le sentiment du juste et de l'injuste est inné au cœur de l'homme. Venaient ensuite les leçons de métaphysique proprement dite ; elles embrassaient l'histoire des opinions des hommes, depuis les péripatéticiens, épicuriens, stoïciens, académiciens, jusqu'à Descartes, Leibnitz, Malebranche, et Locke, auquel elles devaient principalement s'arrêter ; des disputes non préparées entre élèves sur tel ou tel système, disputes dirigées et redressées par le professeur, complétaient les explications.

5° *Mathématiques*. Le cours ainsi intitulé comportait la trigonométrie, la géométrie appliquée à la fortification, l'astronomie traitée « plus historiquement qu'en géomètre, » et quelques principes de mécanique.

6° *Droit*. Le professeur de droit donnait d'abord une idée du *droit public*, en avertissant que cette espèce de droit « manquant de puissance corrective pour le faire observer, n'est qu'un vain fantôme que les souverains étalent dans les factums et dans les manifestes, lors même qu'ils le violent. » Il finissait par l'explication du Code Frédéric, c'est-à-dire des lois prussiennes.

Tels sont les six cours mentionnés dans l'instruction rédigée par Frédéric. Les quatre premiers sont esquissés avec habileté, et conviennent à la destination du nouvel établissement ; mais le cinquième semble mai-

gre pour former des officiers distingués (1), et le sixième, quoique suffisant, dans ce but purement militaire, est loin d'être assez développé pour initier, aux errements de la politique générale et du gouvernement, des jeunes gens appelés à revêtir les plus hauts grades et à devenir, par conséquent, gouverneurs de province, ambassadeurs, aides-de-camp du monarque, etc., c'est-à-dire à remplir les emplois où peut aspirer la haute épaulette, lorsqu'elle possède des talents civils unis à ses qualités militaires.

Néanmoins, ces programmes succincts, extraits du texte même du roi, témoignent réellement, et sur preuves, de l'importance attachée par ce grand souverain à l'instruction des officiers, et reportent invinciblement à cette opinion qu'il a formulée si nettement dans sa *Lettre sur l'éducation*, et que l'on ne trouve nulle part émise avec autant d'autorité, opinion peu connue ou souvent oubliée en France : « C'est un discours ridicule et impertinent, qui est dans la bouche

(1) On adjoignit bientôt aux six professeurs civils, un professeur militaire, officier dans le corps du génie, chargé d'enseigner la fortification et l'artillerie. A l'égard de ce professeur militaire, on lit dans les lettres du roi au général-major de Buddenbrock : « 9 mars 1767. Pour ce qui concerne un sujet propre à enseigner le génie, je tâcherai d'en trouver pour vous l'envoyer, bien que je pense que la trop grande jeunesse des élèves ne leur permettra guère encore de profiler de ses leçons. — 13 mars 1770. J'approuve que, pour suppléer aux leçons qui regardent proprement le génie, vous en chargiez le capitaine *Gravius* aux appointements de vingt-cinq écus (92 fr. 75 c.) par mois sur la caisse de l'Académie. »

de bien des gens : *Mon fils ne veut pas étudier, il sera toujours bon pour en faire un soldat.* Oui, un fantassin, mais non un officier propre à se pousser aux premiers emplois, seul but cependant auquel il doit tendre. » Et pour montrer qu'il veut chez un officier non-seulement de l'instruction, mais encore de la conduite, il pose ensuite cette remarque : « La plupart des jeunes seigneurs craignent l'état militaire, parce qu'il est dans ce pays une véritable école de mœurs ; on ne passe rien aux jeunes officiers, on les oblige d'avoir une conduite sage, réglée et décente ; ils sont éclairés de près, ils ont des surveillants qui ne les épargnent pas ; s'ils sont incorrigibles, à quelque appui qu'ils tiennent d'ailleurs, on les oblige à quitter, et dès lors il n'y a plus pour eux de considération à attendre. »

Frédéric fit plus encore pour épurer l'éducation donnée aux élèves de l'Académie des nobles ; il vint en aide au professeur de métaphysique chargé de la rédaction du cours de morale, par plusieurs écrits où il expose son point de vue particulier, celui sous lequel les leçons doivent être données. Ces écrits ont été insérés dans ses *Œuvres primitives*, c'est-à-dire dans celles qu'il publia de son vivant. Nous citerons : 1° *Dialogue de morale à l'usage de la jeune noblesse*, dont le professeur Rammler fit une bonne traduction allemande. L'auteur y retrace les devoirs envers la société, montre qu'il faut, pour son propre intérêt, pour son bonheur, conserver une réputation sans tache, définit la calomnie en disant que c'est *assassiner avec la langue*, prêche la sobriété en amour, déclare qu'il

est beau de faire des ingrats , mais infâme de l'être , et dit , en terminant , que l'on doit tout à la patrie , ses talents , ses soins , son amour , sa vie. 2^e *Lettres sur l'amour de la patrie* , opuscule dont le titre seul annonce le contenu. La dernière de ces lettres finit par cette maxime : « Enrichir la patrie d'un bon citoyen , c'est plus que d'étendre ses frontières. » Cette maxime s'adressait , comme exhortation , aux professeurs de l'établissement ; le roi avait d'ailleurs déjà dit , à la fin de son règlement pour la police intérieure de l'Académie : « Sa Majesté espère que professeurs et gouverneurs se feront tous un point d'honneur de coopérer à ses salutaires intentions , en mettant toute leur application à former cette jeunesse , tant pour les bonnes mœurs que pour les connaissances , d'une manière qui fasse également honneur à l'institution , aux maîtres et aux élèves. »

Le petit nombre des élèves rendait facile la surveillance et l'instruction.

Les gouverneurs , chargés chacun de trois à cinq élèves , soit d'une chambrée , exerçaient la surveillance dans les chambrées , dans les études , et accoutumaient ces jeunes gens à la propreté , à la civilité , aux manières et aux propos convenables à des gens de condition. L'un d'eux assistait régulièrement aux classes pour y maintenir l'ordre et l'attention. Frédéric les choisissait de préférence parmi d'anciens officiers suisses. Ils avaient au-dessus d'eux : 1^o comme chef de l'Académie des nobles , *Jean-Henri de Buddenbrock* , ancien aide-de-camp du prince royal et officier d'ordonnance du

roi, qui était à la tête du corps des Cadets depuis 1759, et qui, de général-major, devint général-lieutenant et chevalier de l'Aigle-Noir ; 2^e à partir de 1771, en qualité de sous-directeur de la même Académie, l'ancien gouverneur de Zollikofer, né à Saint-Gall comme le professeur Wéguelin, et pourvu du titre de conseiller de guerre.

Ce monarque choisit lui-même et avec un soin scrupuleux, les six professeurs civils « parmi les personnes les plus habiles qu'on put trouver en Europe » (ce sont ses termes). Il est rare qu'un souverain descende à de pareils détails ; mais on sait combien l'adversaire de Marie-Thérèse aimait à faire ses affaires lui-même, et il s'agissait ici de l'une de ses propres créations. Arrêtons-nous un instant sur ces professeurs dont les noms ne sont pas inconnus dans l'histoire littéraire de la Prusse, et qui ont presque tous été de l'Académie de Berlin. Pour en parler, suivons l'ordre précédemment adopté à l'égard des programmes des cours, ordre qui n'indique aucune prééminence de personne ou de nation, puisqu'il résulte de l'instruction du roi, rédigée avant la désignation de la plupart des professeurs ; parlons donc de Thiébault, Toussaint, Wéguelin, Sulzer, de Castillon, Stosch.

Dieudonné Thiébault, né en 1733, dans la Lorraine, mort, en 1807, proviseur du lycée de Versailles, vint habiter la Prusse en 1765. Dès l'année précédente, Frédéric avait demandé à d'Alembert un professeur de grammaire générale, ou plutôt un *grammairien*, suivant son expression. Le savant français crut d'abord

avoir mis la main sur un ecclésiastique ; mais celui-ci refusa d'aller enseigner à des protestants. Alors il se concerta avec d'Olivet. « S'il n'était question que d'un professeur médiocre, écrivait-il au roi de Prusse, le choix ne nous embarrasserait pas ; mais Votre Majesté ne veut pas et ne mérite pas qu'on la trompe. » Bientôt il proposa Thiébauld à Frédéric, disant : « Votre Majesté aura sûrement lieu d'en être contente à tous égards. » Trois semaines après, le monarque répondait au philosophe : « Je vous suis très obligé de l'envoi du grammairien. J'ai cru m'apercevoir que c'est un garçon sage, et qui vaut mieux que l'emploi qu'on lui donne ne lui procurera de moyens de développer ses talents. » Engagé à 1000 écus d'appointements (3,710 francs), et, de plus, logé aux frais royaux, le professeur Thiébauld resta vingt ans à Berlin, et s'attira par ses connaissances, son tact, sa droiture, la confiance du grand monarque qui l'avait appelé, et les sympathies de la société de Berlin. Maintes fois cette confiance lui valut la mission délicate de corriger, quant au style, de lire en public ou de faire imprimer à petit nombre les productions littéraires du *Philosophe de Sans-Souci*. Il a publié en Prusse deux ouvrages : *Essai sur le style* (1774), et *Grammaire philosophique* (1797). De retour en France, il entra dans les fonctions, devint secrétaire du Directoire, puis membre de l'Université. Son œuvre principale, *Frédéric le Grand, ou Vingt ans de séjour à Berlin*, déclarée, par le maréchal de Mœllendorf, la plus véridique de ce genre, parut en 1805 : elle a eu quatre éditions ; la

dernière donnée par son fils le lieutenant général baron Thiébault, qui se distingua au blocus de Gênes (1800) et à la bataille d'Austerlitz, et qui a laissé plusieurs ouvrages militaires estimés. Dieudonné Thiébault devint membre de l'Académie des sciences et belles-lettres de Berlin dès le mois d'avril 1765, avec une pension de 200 reichsthalers (742 francs). Il raconte plaisamment que son discours de réception, contenant « un assez grand nombre d'expressions puisées dans la science des mathématiques, » lui valut l'amitié d'Euler, qui le supposa familier avec cette science. Au sein de cette Académie, il s'attacha constamment à combattre les abus de l'esprit philosophique, se moqua de ceux qui parlent d'humanité et de progrès uniquement pour faire du bruit, et s'efforça de distinguer les amis de la sagesse des faux philosophes. Comme professeur, il rendit d'utiles services à l'Académie des nobles par son activité, son initiative, sa position auprès du roi ; mais il ne paraît pas, à lire ses *Souvenirs*, qu'il ait porté dans son cœur et au mieux de son estime le général baron de Buddenbrock, directeur de cette dernière Académie et de l'École des cadets, et les gouverneurs des élèves, dont il fait peut-être un tableau trop coloré, quoiqu'il ait soin de marquer combien la religion fermée et absolue du monarque avait été surprise à l'égard de leur nomination.

François-Vincent Toussaint, né à Paris le 24 décembre 1715, mort le 22 juillet 1772, connu par plusieurs travaux et par sa collaboration à l'*Encyclopédie*, se réfugia dans Bruxelles, après avoir vu brûler son

livre *des Mœurs*, publié en 1758, et rédigea dans cette ville, pendant la guerre de Sept-Ans, les *Nouvelles publiques*, gazette française conçue au point de vue de l'Autriche, et où Frédéric s'appelait constamment le *Brigand du Nord*. Pour qui connaît le fond du caractère de ce héros, ce fait, dû à des circonstances impérieuses, ne pouvait l'indisposer contre un écrivain dont il avait lu l'ouvrage condamné. Sur la recommandation du marquis d'Argens et de son lecteur Le Catt, il lui confia la chaire de rhétorique à l'Académie des nobles, et le nomma, le 4 novembre 1764, c'est-à-dire dès son arrivée à Berlin, membre ordinaire de l'Académie des sciences et belles lettres, pour la classe des belles lettres. Toussaint a prononcé, le 2 mars 1771, à l'Académie des nobles, un *Discours sur le fruit des bonnes études*, où il développe cette thèse intéressante et très à sa place devant des jeunes gens : « La science élève l'homme au-dessus de lui-même, ennoblit ses mœurs et les épure, procure enfin les plus nobles jouissances. » A l'Académie des sciences, il s'efforça de prouver la nécessité d'allier les lettres à la philosophie, et fit deux discours contre la médecine, vice auquel il s'attache comme à une des maladies du siècle. Au début de son séjour en Prusse, Toussaint plut au roi, qui disait de lui : *C'est un habitant d'Athènes* (1), se montrait fort content de son acquisition, et l'admettait volontiers aux doctes et piquants entretiens de la soirée royale. Mais bientôt sa trop grande familiarité, le ton tranchant avec lequel il con-

(1) Lettre à d'Alembert, décembre 1764.

tredisait, son empressement à redire au dehors les propos du monarque, choquèrent Frédéric et l'éloignèrent à jamais de Potsdam. A sa mort, le prince Henri vint en aide à sa famille, et prit son fils pour lecteur.

Jacob-Daniel Wéguelin, né le 19 juillet 1721, à Saint-Gall en Suisse, décédé le 8 septembre 1791, devint pasteur dans sa patrie, et lança, pour la première fois, son nom dans le gouffre de la publicité, en 1760, par la mise au jour de *Derniers discours de Socrate et de ses amis*. Outre plusieurs autres écrits, outre des traductions d'après Rousseau et d'Alembert, on lui devait aussi : *Considérations politiques et morales sur les lois de Lycurgue* (1763), quand il fut appelé à Berlin pour professer l'histoire et la géographie à l'Académie des nobles. Instruit, ami du travail, dévoué à l'enseignement, il fut une excellente recrue pour cet établissement, et en devint bientôt le principal ouvrier intellectuel, grâce à son zèle, qui le porta même à s'occuper des plus jeunes élèves, lesquels n'avaient ordinairement affaire qu'aux maîtres secondaires. Son cours réglementaire aux autres élèves durait six ans, et voici comment il pratiquait le cercle tracé par le roi dans son instruction : il débutait par une exposition claire des constitutions, lois et mœurs des plus célèbres États de l'antiquité, puis la suite des événements, les caractères et les faits saillants, les défauts des constitutions et des mœurs lui fournissaient l'occasion de présenter des considérations importantes pour former l'intelligence et le cœur ; les élèves devaient résumer dans des compositions ce qu'ils avaient

entendu. Il suivait un plan semblable pour exposer l'histoire du moyen âge et l'histoire moderne, puis passait à une description du monde ancien et moderne et à l'histoire du territoire national. Pendant vingt-sept années, sans nulle interruption par maladie ou congé, il professa d'après cette marche, et obtint un double résultat, celui d'instruire et de s'attacher, par les liens de la reconnaissance et de l'amitié, un bon nombre d'élèves. Admis à l'Académie des sciences et belles-lettres en 1766, Wéguelin s'y montra aussi laborieux, aussi zélé qu'à l'Académie des nobles, et produisit une foule de travaux et mémoires sur divers sujets. Son point de vue philosophique se résume à peu près dans cette phrase : « Le monde historique ne diffère du monde moral, que comme un commentaire littéral diffère du texte. » Il a publié une *Histoire universelle diplomatique* ; à propos des deux premiers volumes de ce travail, Frédéric lui fit écrire, le 23 juin 1776 : « Vous avez fait un très bon ouvrage : j'en suis fort content ; cela est bien dit, bien pensé ; continuez, je vous aurai de l'obligation. » Ses compatriotes le surnommaient emphatiquement *le Montesquieu de Prusse*.

Jean-George Sulzer, né en 1720, à Winterthur, ne reçut ni grande instruction, ni gros patrimoine ; car il était le vingt-cinquième enfant d'un magistrat intègre. Il dut sa science et sa position à son amour du travail. Ministre protestant dans un riant village de la Suisse, il étudia en contemplant les beautés terrestres, et publia, n'ayant que vingt et un ans, des

Considérations morales sur les œuvres de la nature. Il devint ensuite précepteur particulier à Magdebourg, puis se rendit à Berlin, plut à Euler et à Maupertuis, et obtint par leur crédit une chaire de mathématiques au collège de Joachim et une place à l'Académie des sciences en 1750. Plein de cœur, aimant l'initiative, caractère ferme, il exerça sur les savants et les artistes de Berlin une notable influence. Frédéric, appréciant ses qualités, fit tout pour empêcher son retour en Suisse, le chargea souvent de l'inspection des établissements d'instruction publique de son royaume, le nomma, en 1764, au moment où il sollicitait son congé, professeur à l'Académie des nobles, et le désigna, en 1775, comme directeur de la classe de philosophie spéculative à l'Académie des sciences et belles-lettres. Ce savant s'occupait de philosophie et de beaux-arts; il a publié de nombreux écrits, entre autres une *Théorie générale des beaux-arts*, qui a eu trois éditions. Suivant lui, il existe un sujet commun au littérateur, au philosophe, à l'artiste; ce sujet, c'est l'âme humaine que l'on doit étudier par l'observation, « espèce d'analyse semblable à celle des chimistes. »

Frédéric de Castillon, né à Berné, en 1747, fut nommé, à vingt-trois ans, professeur de mathématiques à l'Académie des nobles, sur la demande de son père Jean de Castillon (1), le philosophe expérimen-

(1) Né en Toscane dans les premières années du XVIII^e siècle; son nom italien était *Salvemini da Castiglione*.

tal, appuyée d'une pressante recommandation de d'Alembert. Sa nomination mécontenta Euler, qui ambitionnait cette place pour son fils aîné. Le jeune professeur était loin de valoir son père; néanmoins, il a publié d'estimables articles sur la musique, dans le supplément de l'*Encyclopédie*, et s'est fait connaître par des mémoires sur la logique. Il devint, par une influence maçonnique, directeur de la classe de philosophie de l'Académie des sciences de Berlin en 1800, et mourut en 1814.

Frédéric-Guillaume Stosch fut adjoint, en 1756, au bibliothécaire du roi, et nommé, en 1761, conservateur du cabinet royal de curiosités, d'antiquités et de médailles, emploi qu'il cumula, à partir de 1765, avec la chaire de droit de l'Académie des nobles. C'était, affirme Thiébault, « un bon jurisconsulte et un très digne confrère. »

Parmi les successeurs de ces premiers professeurs, il en est un qui, proposé au choix du roi par d'Alembert, comme Thiébault et Castillon fils, devint également, comme eux, membre de l'Académie des sciences et belles-lettres : c'est le provençal *Jean-Alexis Borrelly* qui remplaça Toussaint (1) en 1772. D'Alembert avait pris sur lui, avant de le recommander, « des informations exactes et multipliées. » Dès son apparition à Berlin, Frédéric écrivit à son introducteur : « Les soins de l'éducation sont les hochets de ma pe-

(1) Frédéric avait fait proposer par d'Alembert l'emploi de Toussaint à l'abbé *Delille*, le classique traducteur de Virgile, mais celui-ci refusa.

sante vieillesse ; je m'y prends de toutes les façons pour réparer en cette matière , jusque dans les villages, les abus qui font tant de tort aux sociétés..... Monsieur Borelly vient d'arriver. Autant que j'en puis juger, il paraît habile et plein de bonne volonté. Je l'ai mis au fait de sa besogne, et je ne doute pas qu'il ne remplisse l'attente que donne sa bonne réputation, surtout votre suffrage. Le désir que j'ai de voir réussir ma petite institution de l'Académie des nobles , me rend d'autant plus reconnaissant des moyens que vous me fournissez de la perfectionner (*Lettres des 17 septembre et 6 octobre 1772*). » Le nouveau professeur prononça, le 2 mars 1773, à l'Académie des nobles, un *Discours sur l'objet de l'institution* ; il donna, en 1777, à Berlin, une nouvelle édition de son excellente logique, sous ce titre : *Éléments de l'art de penser , ou la logique* , et publia un *Cours élémentaire des beaux-arts* et une *Introduction à la connaissance et au perfectionnement de l'homme physique et moral*. C'est lui qui adressa , en 1789 , à Mirabeau , un *Examen des droits respectifs du monarque et de la nation*, dont il a été question à l'Assemblée constituante. Une lettre de Frédéric le Grand, en date du 30 septembre 1774, sert aux écrivains allemands à montrer, fait digne de l'histoire ! qu'il avait à tort transformé une chambre de son logement à l'Académie des nobles, dans le but de posséder une cuisine de plain-pied , et que le roi le contraignit à rétablir le premier état des choses, et à se servir, comme son prédécesseur , de la cuisine installée dans les caves.

Après avoir parlé des professeurs, abordons les détails relatifs aux élèves.

Il y avait des élèves royaux, des élèves pensionnaires (1), des élèves étrangers, les premiers entretenus aux frais du roi, à raison de 400 écus environ par an, les autres payant annuellement une pension d'un taux variable. Frédéric faisait rentrer aux Cadets ceux des élèves royaux qui ne répondaient point aux espérances formées sur eux (2); quant à ceux qui suivaient avec fruit les cours, il demandait à l'achèvement de leurs études des renseignements sur « leur caractère, leur esprit, leur inclination, afin de juger à quoi il devait les employer préférablement. » Ce monarque admettait les étrangers, mais sans les accompagner de la même sollicitude : « On peut les prendre, prescrivait-il le 26 mars 1772 au général de Buddenbrock; mais ils n'ont pas besoin d'être élevés avec le même soin que les nôtres. »

Nous avons dit que le nombre des élèves de l'Aca-

(1) Il faut citer parmi les élèves pensionnaires de l'Académie des nobles, *Jean-Baptiste du Val de Grace*, baron de Cloots, né à Clèves en 1755, qui, naturalisé français, devint député de l'Oise à la Convention, joua un rôle dans la Révolution, sous le nom d'*Anacharsis*, et fut envoyé à l'échafaud par Robespierre (1794). Il entra à l'Académie des nobles le 15 août 1770, et en sortit le 1^{er} mai 1773 pour aller vivre dans ses terres : neveu du philosophe érudit *Cornelius de Pauw*, il avait 100,000 livres de rente.

(2) Deux de ces élèves, *de Borck* et *de Kracht*, subirent ce renvoi le 4 octobre 1783; ils comptaient leur entrée à l'Académie des nobles du 28 mars 1782.

démie des nobles était minime ; un extrait de statistique va le prouver. Cet établissement ouvrit le 1^{er} mars 1765 avec seize élèves royaux seulement ; son effectif varia ensuite pendant le règne de son fondateur, comme le montre le tableau suivant :

DATES.	PRÉSENTS.	
	Élèves royaux.	Élèves pensionnaires.
1 ^{er} mars 1765.	16	»
12 octobre 1768	15	8
12 mars 1771.	15	12
10 avril 1776	16	12
28 mars 1782.	15	9
1 ^{er} avril 1786	16	5

Ainsi, jamais, jusqu'à la mort du grand Frédéric, le nombre des élèves ne dépassa 28.

De 1765 à 1786, l'Académie des nobles forma en tout 69 élèves royaux, dont 58 entrèrent dans l'armée, et 71 élèves pensionnaires, dont 46 prirent du service militaire en Prusse : gain total, 10½ officiers. Or, d'après les premières estimations minutées par le roi, les dépenses annuelles de cette école devaient monter à 14,000 écus environ (1), soit pour vingt et une années (du 1^{er} mars 1765 au 1^{er} avril 1786)

(1) L'auteur des *Observations sur la constitution militaire et politique des armées de Sa Majesté Prussienne*, écrit attribué à Guibert et qui a eu plusieurs éditions (Berlin [Paris], 1777 ; — en Suisse, 1778), avance donc à tort que « cette maison coûte d'entretien au roi 45,000 écus tous les ans. » — Le chiffre de 14,000 écus que nous adoptons ne comprend pas les frais d'installation qu'on peut évaluer à 2,100 écus (7,792 fr.).

294,000 écus ou (à 3 fr. 74 c. par écu ou thaler) 1,090,740 fr. En supposant le prix de la pension fixé à 400 écus ou 1,484 fr. pour chaque élève pensionnaire, cela donnera, pour un séjour moyen de trois années qui fut rarement dépassé, 4,452 fr. par élève pensionnaire, et pour les 71 pensionnaires 316,092 fr.

Ainsi de.	1,090,740 fr.
Il faut déduire	316,092
Et il reste	774,648 fr.

pour le prix de revient de l'éducation de 104 officiers; c'est 7,440 fr. par officier. Ce chiffre, on le conçoit, ne prétend pas à être autre chose qu'une approximation; il se rapporte moyennement à cinq années d'étude au plus, et indique une dépense assez forte pour l'époque, surtout pour la Prusse, et rappelle par ce résultat même que l'Académie des nobles devait former non beaucoup d'élèves, mais des sujets distingués et hors ligne.

Où allaient cependant ces sujets à leur sortie de l'établissement, une fois leur éducation terminée? dans un régiment en qualité d'enseigne ou de cornette, quelquefois de lieutenant. Et, suivant le mot du prince Henri (1), ils restaient souvent « *lieutenants durant trente ans*, n'éprouvant que des privations, et malheureux par le souvenir de l'aisance à laquelle on les avait habitués; » car on les choisissait non parmi les cadets appartenant à des familles riches, mais

(1) Thiébault, *Souvenirs*, 4^e édition, t. V, p. 187 et 188.

parmi les cadets montrant les meilleures dispositions et le plus de capacité.

Ici se dévoile l'un des vices de l'institution de Frédéric. En voulant former des officiers de distinction plus instruits que les autres, il aurait dû leur ménager un débouché plus large et de meilleures chances d'avancement. Or, il ne l'avait point fait, et sa répugnance à modifier son système presque exclusif de promotions à l'ancienneté laissait languir, dans les bas grades, des hommes sentant qu'ils étaient au-dessus de la moyenne et méritaient mieux qu'elle.

Je viens de mettre en avant le mot *débouché*. La carrière militaire ne formait pas exclusivement le débouché de l'Académie des nobles, et cela prouve chez Frédéric l'intention d'agrandir, par rapport aux écoles semblables, le cercle d'action de cet établissement. Il avait écrit en tête de son *Instruction* : « Le but de cette fondation est de former de jeunes gentilshommes, afin qu'ils deviennent propres, selon leur vocation, à la guerre ou à la politique. » Le professeur Borelly, dans son *Discours sur l'objet de l'institution* (1773), avait soigneusement relevé cette double destination (1), disant : « Le Roi vous réserve pour servir un jour avec distinction non-seulement dans ses armées, mais encore dans les fonctions non moins importantes de l'administration politique... Il veut vous mettre

(1) Puisque les élèves pouvaient être admis dans la carrière politique, le cours de *droit* de l'Académie des nobles se trouvait à *fortiori* insuffisant, et cela corrobore une de nos précédentes observations relative à son programme.

en état de devenir, s'il est possible, des *hommes universels*. » En réalité, du vivant de Frédéric le Grand, aucun élève de l'Académie des nobles n'a été placé dans les services civils (1); mais il est des élèves royaux de cette école qui ont obtenu lesdits services peu de temps après sa mort, et qu'il y destinait évidemment lui-même d'après la date de leur admission; ce sont :

1° *Georges-Charles de Brockhausen*, né en 1776, dans la Poméranie, entré à l'Académie des nobles le 28 mars 1782, sorti le 13 novembre 1786, nommé peu de jours après conseiller d'ambassade, et successivement ambassadeur en Suède, en Saxe, en France, en Hollande; à partir de 1816, membre du conseil d'État; décédé le 12 octobre 1829.

2° *De Zitzwitz*, originaire de Poméranie, entré à l'Académie des nobles le 17 mars 1784, sorti le 16 juillet 1788, placé dans l'accise (contributions).

3° *De Stein*, originaire de la Marche, entré à l'Académie des nobles le 17 mars 1784, sorti le 3 mars 1789, mis à la disposition du département des affaires étrangères.

Parmi les élèves pensionnaires, plusieurs venaient à l'Académie uniquement pour y recevoir la brillante instruction qui s'y donnait; ils la quittaient ensuite sans entrer dans aucun service public et retournaient dans leurs foyers vivre en gentilshommes campa-

(1) On lit dans les *Mémoires de 1763 à 1778* : « L'Académie prospéra, et fournit depuis des *sujets utiles*, qui furent placés dans l'armée. »

gnards. Le premier élève sorti de cette manière est de Weiherr (admis le 1^{er} décembre 1768), qui termina ses études le 1^{er} juin 1771. Huit autres élèves firent de même du vivant de Frédéric.

L'Académie fournit jusqu'en 1786 six officiers aux armées étrangères : cinq à la Suède, un à la Hollande.

Le fondateur, dans un court règlement sur la police intérieure annexé à son *Instruction*, avait défendu aux gouverneurs, « sous peine de prison, » de frapper leurs élèves. « Ce sont, disait-il, des gens de condition auxquels il faut inspirer de la noblesse d'âme; on doit leur infliger des punitions qui excitent l'ambition et non pas qui les avilissent. » Mais que dire, à côté de cette digne recommandation, du *bonnet d'âne* que le monarque prescrit de faire porter au coupable qui saura mal ses leçons? Comme le plus jeune élève avait onze ans, ce moyen d'*exciter l'ambition* paraît bien puéril, même en tenant compte de la plus grande sévérité qui animait alors les principes d'éducation (1).

Ce bonnet d'âne, bien des gens néanmoins désiraient pouvoir le faire infliger (2), puisque le mathé-

(1) En France, à cette époque, on infligeait aux élèves de l'École militaire les *arrêts à genoux*, et tout élève, sans distinction d'âge, puni du *pain sec* (on avait dans cette situation la soupe, le pain et l'abondance) mangeait son pain sec *à genoux*, au bout de la table. (*Règlement général pour les élèves de l'École royale militaire*, in-12. Paris, imprimerie royale, 1765, articles LXII et LXXXIX.)

(2) J'emploie à dessein l'expression « *faire infliger*, » parce que le professeur mécontent d'un élève devait le dénoncer au gouverneur qui le punissait suivant le règlement.

maticien de *Prémontval* (André-Pierre Le Guay (1), dit), membre de l'Académie des sciences et belles-lettres de Berlin, qui joignait à ses vues philosophiques des connaissances linguistiques, et avait attaqué vertement le style français des réfugiés protestants dans un écrit intitulé : *Préservatif contre la corruption de la langue française en Allemagne*, mourut de dépit quand il apprit que la chaire de rhétorique de l'Académie des nobles avait été confiée à son adversaire Toussaint.

Je termine ces éclaircissements sur l'histoire de l'Académie des nobles, pendant le règne de son fondateur, par une observation relative à son titre. On la trouve souvent désignée par le simple nom d'*Académie*, principalement dans les ouvrages et dans les lettres du roi. Suivant Thiébault, le public la nommait *Ecole civile et militaire des jeunes gentilshommes*; on disait encore par abréviation, soit *École militaire*, soit *Académie royale des gentilshommes*. Mais le terme d'Académie des nobles se rencontre dans les lettres de d'Alembert au roi (2), et paraît adopté par les écrivains allemands; il concorde d'ailleurs avec la condition de noblesse exigée alors en Prusse pour être officier (3).

(1) Né à Charenton, près Paris, en 1716.

(2) D'Alembert dit même *Académie royale des nobles*; voyez lettre du 22 août 1772. On a imprimé à Berlin, en 1779, un *État de l'Académie royale militaire des nobles*.

(3) En France, les preuves de noblesse furent réellement exigées pour être officier à partir de 1781 seulement; mais nul ne pouvait être admis à l'École militaire, instituée en 1751, qu'en

Sous Frédéric-Guillaume II, le nom de ce remarquable établissement n'est pas encore fixé ; on dit même, dans les pièces officielles, soit *Académie militaire*, soit *Académie des nobles*. Au fond cela importe peu ; il importe beaucoup plus de connaître les deux modifications apportées alors à la marche générale de cette école militaire. La première, c'est que les leçons, au lieu d'y être professées en français, comme à l'origine, n'y furent plus données qu'en allemand ; le français cessa en même temps d'être la langue usuelle de l'Académie des sciences et belles-lettres de Berlin, et l'on sait que cette double suppression du langage employé par les grands écrivains sujets de Louis XIV, fut une réaction de l'esprit allemand contre les prédilections gauloises de Frédéric le Grand. Cependant l'ordonnance royale du 7 juin 1790 prescrit encore de tenir la main à ce que les élèves parlent français entre eux ; mais on peut conjecturer ce qu'il advint de cette prescription quand on sait par Thiébault combien déjà, du temps de Frédéric le Grand, alors que la langue française était en honneur à Berlin, ces jeunes gens parlaient plus volontiers l'allemand. La même ordonnance ajoute, pour la première classe, des *leçons d'anglais* dans les heures inoccupées, « à cause du grand nombre d'excellents (vortrefflicher) auteurs qui valent à cette

justifiant de « quatre générations de noblesse de père, au moins » (*Édit de création*, article xvi), et l'on disait ordinairement, en parlant des élèves, *les gentilshommes de l'École royale et militaire*.

langue un rang distingué parmi les langues vivantes.» La seconde modification concerne le cours de rhétorique ou plutôt le cours d'éloquence et de beaux-arts, suivant l'expression devenue officielle, et y annexe d'une manière formelle un bref exposé de la mythologie, avec l'indication des divers attributs des anciennes divinités, afin de rendre les ouvrages des poètes, des peintres et des sculpteurs, accessibles à l'intelligence des élèves. Le même cours devait encore comprendre les principes de la déclamation. Signalons enfin l'adoption expresse et réglementaire des *Mémoires de Brandebourg* comme base de l'enseignement de l'histoire nationale.

L'Académie des nobles ne devait pas durer un demi-siècle; à partir de 1811, c'est-à-dire quarante-six ans à peine depuis sa fondation, l'*École générale de la guerre* (die allgemeine Kriegsschule), instituée à Berlin le 17 février 1810, a fonctionné en son lieu et place, et a remplacé en même temps plusieurs autres établissements d'instruction militaire.

Malgré ce peu de durée, l'Académie figure honorablement, et cela à plus d'un titre, parmi les écoles militaires dont il sera toujours fructueux d'étudier l'organisation.

XXII.

MÉDAILLES DE 1701.

C'est une mémorable date dans l'histoire de Prusse que 1701, cette première année du XVIII^e siècle.

En 1701, l'électeur de Brandebourg, Frédéric III, du consentement de l'empereur d'Allemagne, devient le roi de Prusse Frédéric I^{er}.

Lisez les historiens, tous attribuent à la vanité de l'électeur, qui cherchait à imiter le faste de Louis XIV, la persistance à obtenir ce nouveau titre souverain. Assurément, voilà une vanité perspicace et habile, sinon la fortune de la Prusse est bien grande, car ce désir futile de son chef constitue un important coup de dé : la dignité royale, acquise moyennant un secours de 10,000 hommes et diverses autres obligations secondaires envers l'empereur d'Allemagne, posait en effet l'électeur de Brandebourg en chef désigné du protestantisme en Allemagne, le rendait le second monarque de l'empire, lui permettait de songer à des agrandissements et de créer une puissance. Cette dignité formait le germe d'une ambition qui ne

demandait qu'un homme de génie pour éclater au grand jour et prospérer.

Rapprochement caractéristique ! Cette royauté fraîchement éclosée débute avec le siècle philosophique par excellence, et c'est justement un roi philosophe qui l'asseoira sur des bases solides. Allez dire maintenant à la Prusse que la philosophie ne renferme en elle-même aucun élément de succès.

La plupart des puissances suivirent l'exemple de l'empereur et reconnurent la naissante royauté. Quant au nouveau roi, il ne perdit aucun instant pour prendre, par un sacre solennel, possession de son accroissement de dignité : la cérémonie fut fastueuse, imposante ; on y jeta des médailles au peuple. Outre ces médailles du couronnement, Frédéric I^{er} fit frapper un grand nombre d'autres médailles pendant la première année de son règne.

Ici encore les historiens répètent ce reproche, si commodément jeté à la face du premier roi de Prusse : cette cérémonie, ces médailles sont la suite naturelle de sa grande vanité.

J'y vois un fait autrement grave et qui semblerait indiquer une certaine solidité d'esprit. Frédéric I^{er} s'empresse de se faire sacrer, parce qu'il ne veut pas laisser échapper pour sa maison cette occasion peut-être unique d'acquérir la dignité royale, parce qu'il craint de donner, par un retard, occasion à l'empereur de retirer sa concession et sa reconnaissance ; il fait frapper et répandre, dans le cours de 1701, un assez grand nombre de médailles pour constater, aux

yeux de toute l'Europe, qu'il est roi, pour répandre par des allégories l'histoire de la maison de Brandebourg, pour montrer l'importance de l'État nouveau qui s'élève.

Sous ce point de vue, les médailles prussiennes de 1701 ont une véritable valeur historique et sont utiles à connaître. Étudions-les donc un instant; ce sujet nous reposera, d'ailleurs, de détails purement militaires.

Première médaille.

La première de toutes les médailles royales de Prusse est évidemment la médaille du couronnement.

La face de cette médaille porte l'effigie du nouveau roi, la tête ceinte d'une couronne de lauriers. Autour ces mots : FRIDERICUS REX (*Frédéric Roi*). Au-dessous : UNCTUS REGIMONTI DIE 18 JANUarii (*Sacré à Königsberg le 18 janvier*).

Le revers représente une couronne royale ayant au-dessous le millésime 1701 et entourée de cette devise : PRIMA MEÆ GENTIS (*la première de ma race*).

Par cette médaille, Frédéric I^{er} voulait perpétuer, comme souvenir public, qu'il avait été le premier roi de la maison de Hohenzollern.

Deuxième médaille.

La face de cette médaille porte l'effigie royale, la tête ceinte d'une couronne de lauriers. Autour ces mots : FRIDERICUS PRIMVS DEI Gratia REX BORVSSIÆ (*Frédéric I^{er}, par la grâce de Dieu, roi de Prusse*).

Le revers représente un piédestal orné de l'aigle de Prusse; sur ce piédestal repose un coussin surmonté d'un sceptre et d'une couronne royale. Autour et au bas ces mots : INCREMENTUM DOMVS AVGVSTÆ REGIA DIGNITATĒ ILLATA FAMILIÆ. MDCCI (Accroissement de la maison d'une Auguste famille résultant de l'obtention de la dignité royale).

Par cette médaille, Frédéric I^{er} donne clairement à entendre, ce que l'on niait de son temps, qu'il avait accru l'importance de sa maison en obtenant le titre de roi.

La face donne lieu à une observation. Elle contient, comme inscription partielle, REX BORVSSIÆ, que nous avons traduit littéralement *Roi de Prusse*. En allemand, cette expression latine se rendait alors par *Koenig in Preussen* (*Roi en Prusse*). Ce titre singulier de *Roi en Prusse* avait été ainsi prudemment adopté à l'origine par Frédéric I^{er} pour ne pas alarmer la Pologne, dont la Prusse relevait autrefois comme province.

Troisième médaille.

Même face que la précédente.

Au revers, une femme debout, plaçant de la main droite la couronne royale sur sa tête, tenant de la main gauche une épée et un sceptre terminé par l'aigle prussien. Cette femme s'appuie sur une colonne portant le globe impérial; un faisceau romain s'étend à ses pieds, au-dessous desquels se lit le millésime MDCCI. Autour de la tête les mots SVVM CUIQVE (à chacun le sien).

La femme de cette médaille représente sans doute la Prusse se couronnant elle-même en la personne du roi Frédéric I^{er}, et faisant ainsi acte de force et de puissance. Le nouveau monarque tenait à constater et à fixer dans la mémoire des hommes ce fait capital pour lui et pour sa race, comme nous l'avons indiqué ; mais deux autres motifs viennent ici à l'appui, d'après la médaille même, pour confirmer cette disposition : le premier, c'est que, le jour de son couronnement, Frédéric I^{er} se mit lui-même la couronne sur la tête, voulant dire nettement par là qu'il *prenait* personnellement la couronne ; en sorte que la femme, debout et se couronnant, forme non-seulement un emblème figuré et significatif, mais constitue aussi une allégorie *parlante* et reproduit un fait accompli ; les mots *sum cuique*, devise connue de la Prusse, ajoutent encore ici à l'énergie et à l'individualité de ce fait. Le second motif, c'est que la femme debout s'appuie sur le fût de colonne de manière à pousser du coude et à incliner vers la terre le globe impérial, geste un peu voilé sans doute dans l'exécution artistique, mais assez net cependant pour que l'on puisse y voir l'indication de l'affaiblissement causé, dans l'idée de Frédéric I^{er}, à l'empire par la création du royaume de Prusse.

Peut-être ne sera-t-il pas déplacé de rappeler ici que la devise *sum cuique*, précédemment citée, a été souvent employée dans un sens hostile, soit à la Prusse, soit à ses souverains. Ainsi, quand on mit en opposition à Frédéric le Grand son frère, le prince Henri de Prusse, on a presque toujours adopté pour

épigraphe *suum cuique*, voulant indiquer par là que le conquérant de la Silésie n'était pas le seul artisan de la gloire acquise par la Prusse sous son règne.

Quatrième médaille.

Je passe deux ou trois médailles pour arriver à une médaille qui a une portée historique.

Elle montre sur la face l'effigie du nouveau roi, sans couronne de lauriers, avec cette inscription : **FREDERICUS I REX BORUSSIE** (1).

Au centre du revers, un aigle tenant dans une serre le sceptre prussien, dans l'autre serre le sceptre brandebourgeois. Autour de l'aigle : **HINC JOVIS, INDÈ MEUM** (*Jupiter a son aigle, voici le mien*). Sous les pieds de l'aigle : **INAVGV RATIS MAJESTATIBVS XVIII JANUARIi 1701** (*Toutes ces majestés ont été couronnées le 18 janvier 1701*). Puis, entre le cercle où se trouvent l'aigle et ces inscriptions, et le bord de la médaille, figurent dans un grand nombre de cases les noms de tous les électeurs de Brandebourg prédécesseurs de l'électeur Frédéric III, devenu le roi Frédéric I^{er}, avec la date d'avènement et la date de décès pour chacun d'eux. Ces noms sont reproduits en français, et voici leur liste copiée textuellement :

(1) Un auteur allemand, du milieu du xviii^e siècle, traduit, relativement à cette médaille, les deux mots *Rex Borussiae* par *Koenig von Preussen* (roi de Prusse), et non par *Koenig in Preussen* (roi en Prusse) : c'est une inadvertance que les écrivains prussiens commettaient alors rarement, en retraçant les faits particuliers du règne du premier roi de Prusse.

AVÈNEMENT.	NOMS DES ÉLECTEURS.	DÉCÈS.
998	Hugues.	1001
1001	Tierry	1009
1009	Sigfride	1022
1022	Othon I.	1082
1082	Othon II.	1099
1099	Rudolf I.	1128
1128	Rudolf II.	1150
1150	Albert I.	1169
1169	Otton III.	1198
1198	Otton IV.	1205
1206	Albert II.	1222
1222	Jean I.	1266
1266	Otton V.	1267
1267	Jean II.	1287
1287	Otton VI.	1298
1298	Conrat I.	1304
1304	Jean III.	1314
1314	Waldemar I.	1318
1318	Waldemar II.	1322
1322	Jean IV.	1322
1322	Louis I.	1361
1361	Otton VII.	1379
1379	Charles I.	1385
1385	Sigimon I.	1415
1415	Jodocus I.	1437
1437	Frideric I.	1440
1440	Frideric II.	1451
1451	Albert III.	1486
1486	Jean V.	1499
1499	Joachim	1535
1535	Joachim II.	1571
1571	Jean-George	1598
1598	Joachim Frideric.	1608
1608	Jean Sigismund.	1619
1619	George Guillaume	1640
1645	Frédéric-Guillaume.	1688
1688	Frideric III.	"

J'ai reproduit cette table, en ayant soin de conserver ses germanismes dans l'orthographe même des noms francisés, parce qu'elle rappelle, par leur nom et la durée de leur règne, tous les électeurs qui ont gouverné le Brandebourg. Toutefois, il ne faut pas oublier que ses dates et ses premiers noms ne mé-

ritent pas une confiance entière comme exactitude historique, car elle ne concorde pas, sous ce rapport, avec les *Mémoires de Brandebourg*, dus à Frédéric le Grand et rédigés sur des documents soigneusement extraits des archives.

Il n'est pas sans intérêt de voir un monarque rappeler, à l'occasion de son couronnement, tous ses prédécesseurs, publier qu'ils sont tous couronnés en même temps que lui, et faire ainsi l'aveu des résultats obtenus successivement par leurs efforts pour l'agrandissement de la maison de Brandebourg et la préparation de sa grandeur future. C'est de la modestie au milieu de l'orgueil et du faste, et cette modestie dénote du bon sens chez Frédéric I^{er}, auquel on en prête généralement si peu.

Je sais qu'il n'est pas l'inventeur de cette médaille ; l'histoire nous apprend en effet que cet inventeur est un nommé *Nicolas Chevalier* ; mais, sans en avoir eu l'idée originale, Frédéric I^{er} l'a adoptée et y a donné suite, ce qui suffit pour qu'on lui en sache gré, car à sa place beaucoup de souverains auraient eu peu de souci de leurs aïeux, afin de ne dater que d'eux-mêmes.

Cinquième médaille.

Cette médaille a un caractère religieux et fait allusion à la Bible : elle veut exprimer que Dieu, qui institue les rois, a décidé l'érection du royaume de Prusse. Voici comment cette idée est rendue :

FACE. Cette face représente un monarque couronné

et assis sur son trône; un ruban flotte de chaque côté du trône, avec ces mots : ADJUVAT, CORROBORAT (*Il aide, il fortifie*) [Psaume, 89, 22]. Sur les marches du trône se lit ; REX SALOMO IN CORONA (*le roi Salomon couronné*) [Cantique, 3, 11]. — On voit que c'est une allusion flatteuse au roi de Prusse nouvellement sacré; mais l'auteur des inscriptions de la médaille ne laisse même pas à l'observateur le plaisir de deviner l'allusion, car il ajoute brusquement : Sive FRIDERICVS III REX BORUSSIE UNCTUS ET CORONATUS XVIII SECULI A REGE REGVM INCARNATO ANNO I MENSE I DIE XVIII, c'est-à-dire *ou Frédéric III, roi de Prusse, sacré et couronné par le roi des Rois incarné, le dix-huitième jour du premier mois de la première année du xviii^e siècle.*

REVERS. Au centre, la couronne royale avec le mot REGNUM (*Royaume*) inscrit sur son bandeau; au haut le nom de Dieu en caractères hébraïques entourés de rayons, et au-dessous le mot : CONSTITUIT (*Il fonde*) [Daniel, 2, 21]. A gauche, un bonnet électoral au-dessus de cette inscription : Fridericus Wilhelmus I Elector Brandenburgicus PRÆPARAVIT (*Frédéric-Guillaume I^{er}, électeur de Brandebourg, l'a préparée*). A droite, la Sagesse au double visage, et la Persévérance appuyée sur une colonne, toutes deux au-dessus du mot : PROMERUIT (*Elle l'a méritée*). Au bas, quatre objets, savoir : — Un cèdre entouré de ces mots : FRIDERICVS REX BORUSSIE I ERIGIT (*Frédéric, premier roi de Prusse, l'a établie*); — un grenadier à la souche duquel s'enroule un cep de vigne, et qui sur-

monte cette inscription : *SOPHIA CHARLOTTA REGINA PARTICIPAT* (Sophie-Charlotte, reine, la partage); — un autre cèdre avec ces mots : *Fridericus Wilhelmus II HAERES, EXPECTAT* (Frédéric-Guillaume II, héritier, l'attend); — une *Justice*, les yeux bandés, tenant une épée dans sa main droite et une balance dans sa main gauche, ayant autour de sa tête la devise : *SUUM CUIQUE* (à chacun le sien), et à ses pieds l'expression *FIRMAT* (elle consolide).

L'allégorie se trouve complète : la couronne royale de Prusse éclôt sous la protection divine; mais elle a été *méritée* par la persévérance des électeurs de Brandebourg, elle a été *préparée* par le grand-électeur, elle a été *élevée* par Frédéric I^{er}, elle sera *portée* un jour par le prince royal Frédéric-Guillaume, elle sera *consolidée* par la justice. Ainsi le nouveau roi, tout en tenant à la gloire d'avoir été le premier à ceindre la couronne royale, veut cependant montrer sa race avec un passé glorieux, digne de la royauté et avec un avenir assuré; on sent qu'il fonde une dynastie royale, mais en considérant cet accroissement de dignité comme un dû légitime pour sa puissance.

En personnages symboliques, cette médaille ne contient que la Sagesse, la Persévérance et la Justice. Frédéric I^{er} était en réalité trop prodigue pour oser y joindre l'*économie*, qui doit cependant compter dès l'origine parmi les vertus productives de la maison de Brandebourg, puisque le margrave de Nuremberg, Frédéric VI, devint en 1415 électeur de Brandebourg et archi-chambellan du saint-empire, moyen-

nant un prêt de 40,000 écus d'or fait à l'empereur Sigismond.

Remarquons une double singularité sur le revers de cette médaille : le grand électeur s'y trouve désigné sous le nom de *Frédéric-Guillaume I^{er}*, et le second roi de Prusse, alors héritier de la couronne, sous le nom de *Frédéric-Guillaume II*. Comme électeur, le grand-électeur peut porter le n^o I^{er}, car il est le seul électeur de Brandebourg ayant ce double nom. Le second roi de Prusse ne peut au contraire porter que le n^o I^{er}, puisqu'il est le premier roi ayant ce double nom, et qu'on doit, pour lui, faire une coupure de numéros entre les électeurs et les rois du même nom, comme elle a été faite pour son père, qui, électeur sous le nom de Frédéric III, est devenu roi sous le nom de Frédéric I^{er}; et en effet, cet héritier royal de 1701 figure dans l'histoire sous le nom de Frédéric-Guillaume I^{er}. On a voulu évidemment distinguer les deux Frédéric-Guillaume indiqués sur ce revers, et l'on a mis le n^o I au premier en date, grand-père du plus jeune, qui a reçu le n^o II; mais, au point de vue de l'exactitude historique, cette notation est entachée de fausseté, et il valait mieux la remplacer simplement d'un côté par *Frédéric-Guillaume, Électeur*, et de l'autre côté par *Frédéric-Guillaume, Prince royal*, ce qui eût suffi et eût été plus clair. — Cette remarque sur les numéros dynastiques de deux souverains de la maison de Brandebourg me remet involontairement en mémoire une anecdote. Apercevant un jour Henri XVII, prince de Reuss, le grand

Frédéric lui dit : « Prince, vous vous distinguez donc dans votre famille par des numéros, comme les fiores? — Sire, répondit l'interpellé, nous portons des numéros comme les rois. » Le monarque avait souri malignement en adressant la question; il se mordit les lèvres à la réponse, car elle frappait un coup mérité.

Sixième médaille.

Cette médaille est d'un dessin plus gracieux que la précédente; sa description va le prouver.

FACE. Pallas assise et la Vertu debout tiennent le portrait ovale du roi surmonté d'une couronne royale. En haut cette inscription : *NEC VIRTUTI GLORIA DEEST* (la gloire ne manque pas au mérite). Au-dessous : *FRIDERICUS III Dei Gratia Elector Brandenburgicus, SUPREMUS BORUSSIE Princeps, IN REGEM INAVGVRAVIT* *Die 18 Januarii 1701* (Frédéric III, par la grâce de Dieu, électeur de Brandebourg; prince souverain de Prusse, sacré roi le 18 janvier 1701). En outre, le cordon de la médaille porte cette inscription : *CONVENIENS VT SCEPTA TENENS GERAT IPSE CORONAM* (Il convient que celui qui gouverne porte lui-même la couronne).

REVERS. Une femme assise sur un trône et couronnée tient un sceptre dans la main gauche, et montre de la main droite les armes de Prusse, dont l'écusson, surmonté d'une couronne royale, lui est approché par un enfant. Derrière cette femme plane une renommée ailée qui proclame la félicité de la Prusse.

Aux pieds du trône cette inscription : *BORUSSIA FELIX OB ANTIQVISSIMUM VENEDORVM REGNYM RESTAVRATVM* (la Prusse heureuse du rétablissement de l'ancien royaume des Vandales). Autour du sujet du revers les mots suivans : *RESTITVIT NOMENQVE DECVSQVE* (Il lui restitue le nom et l'éclat).

Il résulte des inscriptions de cette médaille que Frédéric I^{er} considérait l'acquisition de la royauté, dans sa famille et en sa personne, comme le recouvrement d'un droit ancien, et cherchait à en convaincre le public. Quant au nom des *Vandales*, il figure ici parce que les électeurs de Brandebourg portaient le titre de duc des Vandales; on sait même à ce sujet que le grand-électeur fut surnommé le *roi des Vandales* à la cour impériale de Vienne après ses succès de 1677. Lorsque son fils, Frédéric I^{er}, projeta de ceindre la couronne royale, il hésita, dit-on, pour le titre à adopter entre *roi des Vandales* et *roi de Prusse*; cette dernière dénomination finit par l'emporter. Mais toutes les médailles de cette époque ne rendent pas le mot Prusse par le latin *Borussia*; on trouve sur plusieurs d'entre elles la forme plus moderne de *Prussia*, soit ainsi au nominatif (par exemple *Prussia renascens*), soit au génitif, dans la formule *REX PRUSSIE*.

Septième médaille.

La face de cette médaille ressemble beaucoup aux faces des précédentes. On y voit le buste royal avec cette inscription : *FRIDERICVS Dei Gratia PRIMVS BO-*

RUSSIA REX (Frédéric, par la grâce de Dieu, premier roi de Prusse).

Le cordon de la médaille porte ce vers de la quatrième églogue de Virgile :

Aggredere, o magnos, aderit jam tempus honores ;

que l'on peut traduire ainsi :

Des honneurs, il est temps, suis le cours glorieux.

Le revers représente le roi en pied, habillé à la romaine, portant le manteau royal, la tête découverte, tenant un sceptre de la main gauche et appuyé sur un piédestal orné de l'aigle de Prusse. Frédéric I^{er}, au dire des commentateurs, s'appuie ainsi pour indiquer combien la dignité royale est solidement fondée ; il reçoit la couronne des mains de la Gloire. Autour de cette allégorie, l'inscription : CONVENIENS VT SCEPTA TENENS GERAT IPSE CORONAM, que nous avons déjà rencontrée sur la sixième médaille. Au-dessous les mots : GLORIA NOVI SÆCULI, 18 JANUARIi 1701 (*La gloire du nouveau siècle, 18 janvier 1701*).

Qui oserait nier l'ambition exagérée de cette dernière devise : *La gloire du nouveau siècle*. Eh ! quoi, vous commandez à peine à deux millions de sujets (1), vous n'avez par-devers vous ni exploits ni grandes actions, et, par cela seul que vous cessez de vous appeler *Électeur et Monsieur de Brandebourg* (2) pour

(1) Le Grand-Électeur laissa à son fils une souveraineté qui ne comptait en population que 1,600,000 habitants.

(2) On s'exprimait ainsi au xvii^e siècle, par abréviation pour

porter le titre de roi, vous croyez illuminer le XVIII^e siècle du resplendissement de votre gloire! A coup sûr cela dénote une immense vanité; mais cela indique peut-être aussi la ténacité perspicace d'un esprit clairvoyant, car cette glorieuse devise ne pêche que par anticipation pour quiconque réfléchit sur l'histoire, et c'est bien en effet un roi de Prusse qui mérite d'être appelé *la gloire du XVIII^e siècle*.

Huitième médaille.

J'aurais presque envie de débiter en disant que je vais décrire une *médaille géographique*; mais l'épithète serait prétentieuse, et la rapidité de ma course descriptive n'exige nullement une classification..

FACE. L'effigie royale, sans couronne d'aucune espèce, avec cette légende : *Fridericus III Elector Brandenburgicus Rex Prussiæ Coronatus ET VNCTUS ReGioMonti Die 18 JANUARi 1701* (Frédéric III, électeur de Brandebourg, couronné et sacré roi de Prusse à Königsberg le 18 janvier 1701).

REVERS. Ce revers comprend la carte géographique de la Prusse, avec ses cités, ses ports et ses fleuves, parmi lesquels on reconnaît (ou l'on est censé reconnaître) spécialement la Vistule à son embouchure dans la mer Baltique. Autour, ces mots de l'ancien poète

Monsieur l'Électeur de Brandebourg, comme en font foi la plupart des mémoires et des pièces officielles (en français) du règne de Louis XIV. — L'expression, *Monsieur de Bavière*, et d'autres semblables, se rencontrent souvent aussi dans ces pièces.

Statius : *VOTI SE SE FACIT IPSA POTENTEM* (Elle apaise son désir en se faisant elle-même puissante). Audessous on lit : *BORUSSIA VISTYLAM MARI BALTICO INSINVANS* (La Prusse déchargeant les eaux de la Vistule dans la mer Baltique).

Je prie le lecteur de remarquer une singulière anomalie offerte par cette médaille : le mot Prusse s'y trouve rendu en latin sous deux formes, sous la forme *Prussia* sur la face, sous la forme *Borussia* sur le revers. Est-ce par défaut de rédaction et inadvertance de l'inventeur de la médaille, ou bien est-ce au contraire un raffinement de style de la part de cet inventeur, qui n'a pas voulu répéter deux fois le même mot dans ses légendes ? Je ne suis nullement commentateur en fait de médailles, et pourtant je croirais assez que la présente anomalie ne tient ni à l'un ni à l'autre de ces motifs ; elle serait plutôt, ce me semble, due à l'intention de désigner le titre de *Roi de Prusse* sous une forme plus moderne que la *Prusse* elle-même, et *Prussia* l'emporte évidemment en jeunesse sur *Borussia*, dont il dérive.

Quoi qu'il en soit, cette médaille met en saillie l'importance attachée par la Prusse à la possession du cours et des bouches de la Vistule, qui ne lui furent pourtant définitivement acquis qu'en 1772, lors du premier partage de la Pologne, et encore sans les villes de Thorn et de Dantzick, qui dominent le cours et l'embouchure de ce fleuve, villes qui ne lui échurent, comme nous l'avons déjà dit, que lors du second partage, en 1793. C'est que la possession des deux

rives de la Vistule, de Graudentz à la Baltique, rendait la province de Prusse contiguë aux États germaniques de l'électeur de Brandebourg, devenu roi de Prusse, et accordait ainsi au nouveau royaume, considéré dans son ensemble, une plus grande cohésion, une formation plus compacte et mieux unie, ce qui n'est point indifférent dans un État monarchique, surtout lorsque la configuration territoriale de cet État se distingue par l'étroitesse et la longueur.

Neuvième médaille.

Cette médaille se recommande par une grande simplicité.

La face montre le buste royal entouré de cette inscription : *FRIDERICUS Dei Gratia Marchio Brandenburgicus, Sacri Romani Imperii Archicamerarius et Elector* (Frédéric III, par la grâce de Dieu, margrave de Brandebourg, archichambellan du saint-empire romain et électeur).

Le revers ne contient qu'une légende, dont voici le texte : *IN PRUSSIA REGEM REGIONUM CORONATUS* Die XIX (c'est-à-dire XVIII) *JANUarii MDCCI* (Couronné roi en Prusse, à Koenigsberg, le 18 janvier 1701).

Je cite cette médaille, parce que c'est l'une de celles qui portent en langue latine, par exception, l'expression *In Prussia Rex* (Roi en Prusse), au lieu de *Rex Prussiae* (Roi de Prusse).

Cette médaille n'apprend rien de nouveau et n'a

aucune signification après les trois premières citées dans cette *Étude* : elle est d'un petit module.

Dixième médaille.

Nous mentionnerons, comme dixième médaille, le thaler du couronnement frappé en 1701.

Ce thaler porte sur la face le buste royal, la tête couronnée de lauriers. Autour ces deux mots : *Friedericus Rex* (Frédéric, Roi). Au-dessous la date 1701.

L'aigle prussien occupe le centre du revers. Aux quatre points cardinaux de cet aigle l'initiale répétée FF, surmontée de la couronne royale. Entre ces double F, prises deux à deux, la lettre R, initiale du mot *Rex*. Le demi-cercle supérieur de ce revers contient en outre la devise *Suum cuique* (À chacun le sien).

Ce thaler n'a donc, dans sa composition, qu'un seul but : faire ressortir que Frédéric est devenu *Roi*. La face ne dit pas autre chose ; le revers ajoute seulement à cette idée, qu'il est devenu roi *de Prusse*, car l'aigle prussien et la devise *suum cuique* personnifient ici allégoriquement la Prusse.

Onzième médaille.

Le règne du premier roi de Prusse se signale par l'amélioration du bien-être de ses sujets, par l'introduction en Prusse de l'abondance, du luxe, et par les progrès rapides des beaux-arts qui les accompagnent

toujours. C'est lui qui a le plus contribué à ces progrès par la création à Berlin, en 1696, d'une *Académie de peinture, de sculpture et d'architecture*, qui fut reconstituée en 1701.

Une médaille constate cette reconstitution. Décrivons-la.

Face. L'effigie royale porte la couronne de chêne, une armure, le grand-cordon de l'ordre prussien et le manteau royal. Autour ces mots : *FRIDERICVS I Dei Gratia REX BORVSSIÆ* (Frédéric I^{er}, par la grâce de Dieu, roi de Prusse).

Revers. Ce revers représente la cour d'un grand bâtiment ; au milieu, et debout, la Félicité, sous la figure d'une femme, tenant du bras gauche une corne d'abondance et posant la main droite sur la tête d'un enfant. Cet enfant tient un portrait de la main droite et une palette de la main gauche : c'est le génie de la peinture. Deux autres enfants, posés contre la jambe gauche de la Félicité, représentent la Sculpture et l'Architecture. En haut cette légende : *PVBLICÆ FELICITATIS MONVMENTVM* (monument de la félicité publique). En bas cette inscription : *ACADEMIA REGIA BEROLINENSIS PICTURÆ, SCVLPTRÆ ET ARCHITECTURÆ, Die I JVLii MDCXCVI INAVGVrata, ET REGIS NATALI XLV Die XI JVLii MDCCI ILLVSTRATA* (Académie royale de peinture, de sculpture et d'architecture de Berlin, fondée le 1^{er} juillet 1696 et reconstituée le 11 juillet 1701, jour du 45^e anniversaire de la naissance du roi).

Cordon. Le cordon porte la légende suivante : *AR-*

TIVM REMVNERATORI, Principi Optimo Maximo SYM-
 MISSE Dant, Dicant, Dedicant. JOSEPH WERNER, ACA-
 DEMIÆ DIRECTOR, RECTORES, PROFESSORES ET Christian
 WERMUTH, NYMISMATUM SCVLPTOR (Au rémunérateur
 des arts, au prince très bon et très puissant, Joseph
 Werner, directeur de l'Académie, ses recteurs, ses
 professeurs, et Christian Wermuth, graveur de mé-
 dailles, donnent, offrent, dédient humblement cette
 médaille).

D'après cette médaille, Frédéric I^{er}, premier roi
 de Prusse, ayant atteint quarante-cinq ans le 11 juil-
 let 1701, serait né le 11 juillet 1656. Pourtant, dans
 ses *Mémoires pour servir à l'histoire de la maison de*
Brandebourg, son petit-fils, Frédéric le Grand, le fait
 naître le 22 juillet 1657, tandis que Mauvillon (*Hist.*
de Fréd.-Guill. I) met sa naissance au 11 juillet
 1657, et Grégoire Leti (*Abrégé de l'Hist. de la maison*
de Brandebourg) au 1^{er} juillet 1657. Ces deux der-
 niers auteurs s'accordent entre eux et avec la date de
 la médaille quant au jour, en ce sens que Frédéric I^{er}
 peut être né le 1^{er} juillet d'après l'ancienne manière
 de compter, et le 11 juillet d'après la nouvelle (1),
 adoptée en Allemagne au début du XVIII^e siècle; mais,
 comme l'historien Leti mérite faiblement créance, je
 laisserais volontiers sa date de côté pour adopter celle
 de Mauvillon, qui, supputée d'après l'ancien style,

(1) Guttherrn, *Vie de Frédéric I^{er}*, page 3, 191. Cette nouvelle
 manière de compter n'est autre chose que le *Nouveau style* ré-
 sultant du calendrier grégorien, successivement admis par les
 divers peuples, mais que les Russes rejettent encore.

s'accorde avec celle de Frédéric calculée suivant le nouveau style. J'ajoute que je suis disposé à voir, dans le dessin de la médaille que j'ai sous les yeux, une erreur de reproduction, et à lire XLIV au lieu de XLV ; de cette manière, les indications de la médaille de Frédéric et de Mauvillon concorderaient, sauf la différence du style, et le premier roi de Prusse serait né effectivement le 22 juillet 1657 (nouveau style).

Douzième médaille.

Cette douzième médaille a trait à la fondation de l'*Académie des sciences et belles-lettres de Berlin*, due au premier roi de Prusse, et créée par ce souverain sur les instances de sa seconde femme, Sophie-Charlotte de Hanovre, l'élève et l'amie scientifique de Leibnitz. Cette médaille a donc une certaine importance, puisque l'Académie dont elle rappelle l'origine a successivement grandi et conquis l'estime et la célébrité, soit sous son nom officiel, soit sous le nom d'*Académie de Prusse* qu'on lui donne quelquefois.

Face. L'effigie royale avec la couronne de lauriers ; cette effigie se présente de profil comme sur toutes les médailles précédentes et comme c'est généralement l'usage. Autour de l'effigie ces mots : *FRIDERICUS PRIMVS DEI GRATIA REX BORVSSIE* (Frédéric I^{er}, par la grâce de Dieu, roi de Prusse).

Revers. Un grand aigle aux ailes déployées s'élève du sommet des monts vers les astres. Au-dessus ces

mots du poète Claudien : *COGNATA AD SIDERA TENDIT* (Il s'élève vers les astres ses parents). Au-dessous : *SOCIETAS SCIENTIARVM REGIA FVNDATA BEROLINI OPTIMI PRINCIPIS NATALI XLIV* (Société royale des sciences, fondée à Berlin le 44^e anniversaire de la naissance du meilleur des princes).

Cette médaille doit adopter la même date que la précédente pour la naissance de Frédéric I^{er}, puisqu'elles ont été frappées la même année et pour une occasion semblable. Partons de cette date, le 11 juillet 1656, et ajoutons-y quarante-quatre ans, pour coïncider avec le quarante-quatrième anniversaire, nous obtiendrons le 11 juillet 1700 comme date de la fondation de l'Académie de Berlin ; c'est en effet la date réelle de cette fondation, ainsi que le prouve la patente ou ordonnance en latin rendue alors à Cologne (vis-à-vis Berlin) par l'électeur de Brandebourg Frédéric III.

Je crois en avoir assez dit à propos des douze médailles précédentes pour faire comprendre la série d'idées dans laquelle s'effectua officiellement en 1701 le grand mouvement politique de la création du royaume de Prusse. Aussi je me bornerai, pour terminer, à une simple observation : le nom du nouveau roi s'écrit sur les médailles, tantôt *Fridericus*, tantôt *Fredericus* ; les deux formes figurent quelquefois sur une même médaille ; mais, malgré la tendance qui se

manifeste déjà dans le jeune royaume pour se rapprocher des usages et de la civilisation des peuples occidentaux, et surtout de la France, on n'osait pas encore adopter pour le nom royal la forme plus adoucie de *Fédéric* (1), qui servit plus tard de signature à Frédéric le Grand.

(1) Frédéric le Grand recourait aussi pour signer à la forme latine; une de ses lettres à Voltaire commence par *Federicus Virgilio*, et une autre se termine ainsi : *Federicus Voltarium salutat*.



XXIII.

OPINIONS DE WARNERY.

Warnery commence de bonne heure à faire la guerre. Originaire de Suisse (1), il combat dès 1733 (2) sous les drapeaux du roi de Sardaigne en qualité de volontaire auprès de l'un de ses parents, qui était colonel. Après avoir paru en Hongrie également comme volontaire (avec rang de lieutenant) auprès du général Lentulus (3), il passe (1739) au service de Russie, y figure momentanément dans la marine, ce qui le rend, dit-il, *un quart de marin* (4).

(1) Charles-Emmanuel de Warnery, né en 1719 à Morges, dans le pays de Vaud, mort en Pologne vers 1786. Il se déclare, dans l'un de ses ouvrages, *Suisse naturalisé Polonais*.

(2) Plusieurs biographes ne le font prendre les armes qu'en 1735; mais il dit lui-même à la fin de ses *Remarques sur Guibert* (page 213), qu'il a « fait les campagnes d'Italie en 1733, 1734 et 1735. »

(3) Père de cet aide-de-camp de Frédéric II. que les mémoires du temps nous représentent comme un égoïste et comme un homme fort peu délicat en fait de désintéressement. Les Lentulus prétendaient descendre d'une branche de la famille romaine des Scipions, retirée en Suisse.

(4) *Remarques sur César*, par Warnery, 1782, page 95.

rentre dans l'armée de terre, obtient le grade de capitaine et l'exerce en Finlande (1742) en même temps que Romanzow, parvenu depuis à la dignité de maréchal (1). De Russie, Warnery accourt en Prusse, et, soit comme capitaine, soit comme major de hussards, se signale dans la seconde guerre de Silésie (1744-1745). Lieutenant-colonel (breveté du 27 août 1753) au début de la guerre de Sept ans, il devient promptement colonel (1757) [2]; mais, peu après (vers 1758), il se retire, ayant quarante ans à peine, avec le grade de général-major, et adopte en cette qualité le service du roi de Pologne, qui le nomme son aide-de-camp général. Dès lors sa vie s'écoule dans le repos et dans l'étude, changement radical pour un homme qui accuse s'être précédemment « trouvé à toutes sortes d'opérations de guerre sur terre et sur mer, à pied et à cheval. »

Ainsi, Bardin a raison de le déclarer, Warnery a été un *militaire cosmopolite*. Pourquoi donc, nous objectera-t-on, le rangez-vous en cette série d'études et le considérez-vous comme Prussien? La réponse sera facile et nette : c'est que cet officier général appartient surtout à la Prusse, ce que nous allons prouver.

Il appartient à la Prusse par l'éclat de ses services, par l'estime que lui portait Frédéric, par son amitié pour Seydlitz, trois points aisés à établir.

(1) *Remarques sur le militaire des Turcs et des Russes*, par Warnery, 1771, page 145.

(2) Il obtint le régiment de hussards de Wartemberg, qui devint après lui *Mohring*.

1^o *Par l'éclat de ses services.* Warnery n'a jamais dépassé en Prusse, au moins tant qu'il fut employé activement, le grade de colonel : nous ne le citerons donc pas comme ayant livré des batailles et remporté des victoires ; mais, dans sa sphère modeste, il a brillé. En 1745, étant le dernier major du régiment de Natzmer (1) à l'affaire d'Hennersdof, il paraît avec son régiment sur le terrain au moment où dix escadrons prussiens, rangés sur deux lignes, sont culbutés par six escadrons saxons rangés sur une seule ligne et protégés par de l'infanterie ; son colonel vient se ranger derrière les escadrons prussiens engagés dans le combat ; et aussitôt ces escadrons en désordre se précipitent sur lui et le culbutent à son tour. Tout semblait perdu ; mais, pendant ce temps, Warnery avait saisi la fausse manœuvre de Natzmer, et, tirant à droite ses deux escadrons, était venu se poster sur le flanc gauche de la cavalerie saxonne, position menaçante qui arrêta le mouvement en avant de cette cavalerie victorieuse (2). — En 1756, il commence la guerre de Sept ans en prenant par surprise, accompagné seulement d'un officier, d'un trompette et d'un hussard, la forteresse de Stolpen, appartenant à l'électeur de Saxe, roi de Pologne, forteresse gardée par le général de Liebenau et 75 soldats : pour réussir dans cette entreprise, une fois parvenu sur la place inté-

(1) Natzmer devint plus tard général : il a été en Prusse le premier chef de Warnery.

(2) *Commentaires sur Turpin et Montecuculli*, par Warnery, 1777, tome I, page 196.

rieure de la forteresse, il fait sonner l'appel, puis, comme le gouverneur accouru veut le faire prendre, il lui tire un coup de pistolet, l'étend mort, et, continuant son système d'intimidation, amène la garnison à se rendre (1). Ce coup de pistolet est le premier tiré dans la guerre de Sept ans, et ce singulier coup de main restera toujours l'un des plus curieux à citer : il honore d'autant plus Warnery que faire la guerre aux places fortes sort des attributions d'un officier de cavalerie. — Le 21 avril 1757, Warnery prend part au combat de Reichenberg en s'emparant, avec ses husards, de plusieurs voitures et des équipages du général autrichien Macquire (2). — Le 6 mai suivant, à la bataille de Prague, il rend un service important : l'aile gauche de cavalerie, du côté des Prussiens, joignait un étang ; voyant que les cavaliers ennemis débordaient en potence ledit étang, il prend ses cinq escadrons placés derrière la gauche de l'infanterie, dans une situation expectante, fait le tour de l'étang, le laisse à droite, renverse les escadrons lancés à sa rencontre, en accule plusieurs à l'étang, les force à reddition et court sur le flanc droit de la cavalerie autrichienne, qu'il arrête court malgré le petit nombre de cavaliers qui lui restent. On voit qu'il possédait le coup d'œil nécessaire au milieu de l'action et qu'il s'entendait à pourvoir aux flancs (3).

(1) *Commentaires*, etc., tome III, pages 135 à 142.

(2) Canitz, *Histoire de la cavalerie prussienne sous Frédéric*, traduction française, page 47.

(3) Warnery, *Remarques sur la cavalerie*, 1828, pages 107 à 112.

2° *Par l'estime que lui portait Frédéric.* Ce qui prouve avant tout cette estime, c'est que ce grand monarque enfreignit, pour faire avancer Warnery, l'ordre d'ancienneté, ce qu'il faisait rarement. Ainsi, dans la seconde guerre de Silésie, il le promut major lorsqu'il était le plus jeune capitaine de cavalerie, et plus tard il le nomma lieutenant-colonel également hors tour (1). Frédéric aimait dans Warnery et son intelligente vivacité et son ardeur de jeune homme s'indignant à la vue de l'ennemi, que ses chefs laissaient passer très près sans oser l'attaquer (2). Il existe un témoignage irrécusable de la bonne opinion que le conquérant de la Silésie nourrissait à l'égard du preneur de Stolpen, c'est une lettre de blâme, émanant du roi, lettre qui dévoile combien le caractère frondeur et la capacité supérieure de Warnery le poussaient à sortir de l'obéissance, mais qui contient en même temps un éloge précieux ; la voici dans son entier : « *Au major de Warnery, au régiment de Natzmer.* J'ai bien reçu votre lettre du 22 de ce mois, par laquelle vous me faites connaître vos plaintes contre le colonel de Natzmer. *Je vous connais comme un honnête homme et un brave officier ;* mais c'est une règle dans mon service, qu'un officier ne doit pas s'émanciper, sans des raisons pressantes, jusqu'à se plaindre de son chef, la nature du service demandant une véritable et entière subordination. Je vous conseille

(1) Preuss, *Hist. biographique de Frédéric le Grand* (en allemand), tome II, page 361.

(2) *Remarques sur la cavalerie*, page 181.

donc de réfléchir là-dessus mûrement, et j'espère que vous vous accommoderez des maximes reçues, parce qu'un officier qui se met en tête d'accuser son chef court risque de perdre son procès, à cause de la subordination violée. Sur ce, etc. *Fait à Berlin, ce 27 d'août 1747* (1). »

3° *Par son amitié pour Seydlitz.* Major au régiment de Natzmer en même temps que Seydlitz, Warnery (2), loin d'avoir la moindre velléité de jalousie et de rivalité, a toujours montré envers ce général une amitié véritable; cette amitié devint même bientôt de l'admiration, et elle a fini par dégénérer en culte. Lisez ses ouvrages, vous y trouverez fréquemment l'éloge du meilleur officier de cavalerie que la Prusse ait jamais eu, éloge qui se résume dans ce passage des *Remarques sur la cavalerie* (3) : « Seydlitz, dont le régiment, pour le solide, doit servir de modèle à toutes les cavalleries de l'univers, Seydlitz, dis-je (*ce grand homme*, mon grand ami, est mort il y a six ans à la fleur de son âge) (4) convient que, dans une marche un peu longue, il ne résisterait pas à six cents bons hussards. »

De plus, Warnery, dont les livres sont nombreux et qui a écrit surtout au point de vue de la cavalerie,

(1) Preuss, *Recueil de pièces justificatives*, tome I, page 86.

(2) Le troisième major de ce régiment était M. de Malachowski.

(3) Chap. XII, page 167 de l'édition de 1828.

(4) Les *Remarques sur la cavalerie*, composées, au dire même de l'auteur, peu après la paix d'Hubertsbourg, c'est-à-dire en 1763, ne parurent qu'en 1781 à Lublin : il y avait alors au moins sept ans depuis la mort de Seydlitz, arrivée en 1773.

développe avec un bonheur remarquable les idées et les théories de Seydlitz, et cela à un tel point qu'il est indispensable de le lire, de l'étudier même, pour s'initier aux perfectionnements de la cavalerie prussienne sous Frédéric le Grand. Cette observation montre encore que Warnery appartient à la Prusse comme écrivain militaire.

D'ailleurs, il est loin d'aimer la France, de lui rendre même justice, et, sous ce rapport, il doit être considéré comme auteur prussien ou tout au moins comme auteur allemand; insistons sur ce point caractéristique. Il se moque d'abord des idées et des usages catholiques des Français en protestant zélé ou plutôt en sceptique; mais ce côté religieux échappe à notre spécialité. Disons donc de préférence combien il tourne en ridicule les armes et la gloire militaire de la France: à la vérité, sous Louis XV, ces armes et cette gloire, malgré plusieurs succès, ne portaient point le même relief que sous Louis XIV; mais ce n'est pas là le mobile qui pousse Warnery, car il attaque notre armée et ses actes à toutes les époques. D'après lui, il ne veut offenser personne et met simplement au jour des *vérités* (1). Produisons plusieurs échantillons de ces vérités, et que le lecteur prononce: « Là, dit-il, où les Français sont victorieux, ils ne font presque jamais mention ni de leurs troupes étrangères ni de leurs alliés; sont-ils battus, ce sont, selon eux, leurs

(1) Warnery, *Remarques sur Guibert*. Varsovie, 1782, page 206.
— *Commentaires*, tome IV, page 191.

alliés qui en sont la cause (1). » — « Je ne sais aucun exemple où, avec une armée inférieure en nombre, les Français en aient battu une plus forte, sinon peut-être des Espagnols de Philippe IV et de Charles II (2). » — « Un laquais est à Paris bien plus estimé qu'un soldat (3). » — « Presque chaque année les Turcs donnent un autre général à leur armée, en France c'est la même chose (4). » — « On m'a assuré que les officiers français, qui passent pour avoir le plus d'application à leur métier, laissent toujours paraître un tuyau de pipe dehors de leur poche, parce qu'ils ont vu qu'à Rosbach et à Minden leurs ennemis ont combattu pipe en bouche (5). » — « D'autres nations ont plus souvent manqué par trop d'ardeur que les Français, qui, dans ce siècle, ne m'en fournissent pas un seul exemple (6). » — « Le bon Saint Louis, qui a gagné la canonisation, en se faisant bien étriller par les infidèles, n'a jamais prévu que des gens de guerre, décorés d'un ordre de chevalerie, dont il est reconnu le patron dans la cour céleste et qui porte son nom, devaient un jour, la croix sur la poitrine, être le boulevard des mahométans contre les chrétiens (7). » — « Le fameux passage du Rhin, près de

(1) *Remarques sur plusieurs auteurs militaires*, page 108.

(2) *Commentaires sur Turpin et Montecuculli*, tome I, page 11.

(3) *Commentaires*, tome I, page 42.

(4) *Idem*, 1778, tome II, page 150.

(5) *Idem*, tome II, page 333.

(6) *Idem*, tome II, page 373.

(7) *Idem*, 1782, tome IV, page 90. — Louis XV venait de faire alliance avec la Turquie et d'envoyer à Constantinople le colonel baron de Tott qui a laissé d'excellents *Mémoires*.

Tolhuys, par les Français, est entièrement terni par le passage de la Tamise effectué par César (1). » — « Dans le siècle où nous vivons, la cavalerie française, sans excepter celle de la maison du roi, n'a jamais contribué au gain d'une bataille par quelque action distinguée (2). » Ce sont là des passages choisis entre mille. Or, quand la mauvaise disposition perce aussi souvent, on ne peut plus se borner à dire que ses expressions sont de simples boutades, et il faut y voir le produit de l'animosité. Pourquoi Warnery en voulait-il à la France? c'est ce que l'histoire ne rapporte pas; pourtant je croirais assez que ce mauvais vouloir (3) cachait du dépit, et que le chantre des talents et des théories de Seydlitz regrettait, sous le ciel brumeux du Brandebourg et sur la terre glacée de Pologne, de n'avoir pu mettre son épée au service de ce beau pays de France qu'il déchire un peu comme le renard injurie les raisins de la fable.

Je prie le lecteur, et surtout le lecteur allemand, de ne pas se laisser aller à la pensée que je considère toutes les critiques adressées par Warnery à l'armée française comme tombant à faux. Pour me disculper entièrement à cet égard et chasser loin de moi l'ombre

(1) *Commentaires*, tome II, page 106.

(2) *Idem*, tome II, page 191.

(3) Dans ce mauvais vouloir, Warnery ne va pas jusqu'à dire trop de mal du maréchal de Saxe, frère du prédécesseur du roi de Pologne dont il était à la fin de sa carrière l'aide-de-camp général, et qui avait sans doute trouvé grâce à ses yeux à cause de son origine allemande.

du moindre soupçon, je rapporterai les lignes suivantes de cet auteur : « J'ai connu, remarque-t-il dans ses *Commentaires sur les commentaires du comte de Turpin sur Montecuculli* (1), j'ai connu plusieurs officiers français en Allemagne et ailleurs; partout on leur rendait justice du côté de la valeur, mais on les accusait de traiter le service trop cavalièrement, de ne pas vouloir s'accommoder aux usages établis, de regarder la grande exactitude dans le service comme une pédanterie, de ne point s'appliquer à apprendre la langue du pays et même de s'acquitter avec nonchalance des ordres qu'ils recevaient, disant à tout moment : On ne fait pas cela en France. — Le Français a un très grand défaut à la guerre; l'officier particulier, et même le soldat, jugent des manœuvres de leurs chefs et raisonnent conséquemment à leurs idées; ils décident et condamnent sans rien approfondir, et sans savoir le motif qui fait agir le général. Ce défaut, que l'on peut nommer un vice, est un des plus grands qui existent dans le militaire. » Ce tableau dévoile chez Warnery le talent d'observateur et contient plusieurs parties qui, aujourd'hui encore, sont d'une parfaite ressemblance.

Notons-le tout de suite, le talent de Warnery réside plus dans l'idée que dans la manière de rendre cette idée. Il écrit en français; mais c'est un français peu correct, et quant à l'orthographe et quant à la construction des phrases. Il commet de temps à autre des

(1) Tome I, page 13.

germanismes impardonnables : il dit *ranger* pour prendre rang, *exculper* pour disculper, *local* pour localité ; il ose même écrire, suivant l'usage allemand, « *armes of — et défensives* (1). » Comme nous tenons plus au fond qu'à la forme, nous ne l'abandonnerons pas pour ce léger défaut, qui rend cependant, il faut en convenir, sa lecture pénible pour quiconque est habitué à la pureté du langage français, si bien fixée par les bons écrivains du siècle de Louis XIV.

Un autre défaut de composition, que nous pourrions appeler aussi un germanisme, se rencontre dans les ouvrages de Warnery : c'est qu'ils vont tout d'une traite, sans subdivisions, sans chapitres ou paragraphes, et par conséquent sans titres intermédiaires, sans le moindre repos ; à les lire on perd haleine, et, une fois à la fin, on ne rencontre même pas une table des matières qui permette à l'esprit de récapituler et d'asseoir ses souvenirs. En outre, il a peu d'ordre dans l'exposition et passe brusquement d'un sujet à un autre sans crier gare. On pourrait parfois caractériser ses écrits par l'épithète de fouillis ; mais hâtons-nous d'ajouter que c'est un fouillis où il y a des perles. Nous ramasserons quelques-unes de ces perles dans la présente étude.

A côté de ces perles, il existe chez Warnery de grossiers passages qui font tache, et que l'on regrette d'autant plus de rencontrer sous sa plume qu'ils n'importent en rien au fond du sujet traité : tels sont

(1) *Mélange de remarques sur César* ou IV^e tome des *Commentaires*, page 108.

ses propos plus que soldatesques sur les dames françaises (1). Mais passons, c'est déjà bien assez de les avoir indiqués.

Au surplus, Warnery affiche peu de vanité : au lieu de se draper en Cicéron, il montre comme auteur une modestie de bon augure. « J'écris pour m'amuser, avoue-t-il, et pour me tirer de l'état d'oisiveté où je me trouve (2). » Et ailleurs : « Je ne prétends point donner mes idées pour des règles, et je me crois très honoré si quelqu'un voulait les juger dignes d'être réfutées. — Si je ne suis pas en tout du sentiment de M. de Turpin, c'est que tous les hommes ne pensent pas également, et, dans l'art de la guerre comme dans les autres, chacun a ses idées, sans pourtant prétendre que les autres doivent s'y conformer (3). » Il ne pose nullement en historien (4); il raconte qu'il écrit sans le secours d'aucun livre (5), de mémoire (6), mettant ses idées par écrit à mesure qu'elles lui viennent à l'esprit (7); il confesse son insuffisance et désire qu'on prenne la peine de le ramener dans le bon chemin (8); enfin ses livres sont « des esquisses qui

(1) Voyez entre autres *Remarques sur plusieurs auteurs militaires*, pages 134, 140.

(2) Préface du tome II des *Commentaires et Remarques sur Guibert*, page 206.

(3) *Commentaires*, tome I, préface, pages IV, XI.

(4) *Idem*, tome II, page 275.

(5) *Idem*, tome II, page 142.

(6) *Remarques sur le militaire des Turcs et des Russes*, préface.

(7) *Idem*.

(8) *Remarques sur César*, préface.

peut-être ne méritent pas l'honneur qu'on leur fait de les donner au public (1). »

Le modeste Warnery vise souvent au paradoxe, mais il ne l'a fait nulle part avec autant d'audace et de ténacité que dans ses *Remarques sur César*. Dans ce travail, non-seulement il révoque en doute la véracité complète du conquérant des Gaules, comme plusieurs auteurs l'ont fait, comme je l'ai fait moi-même en un autre livre, mais il avance « que les Commentaires de César ne peuvent être l'ouvrage de ce grand capitaine, pas même d'un général médiocre, puisqu'ils contiennent des faits absolument faux, d'autres contraires au bon sens et aux règles de l'art. » Et cette thèse outrée, il a le courage de la développer durant tout un volume, ne s'interrompant guère que pour blâmer la France et ses soldats !

Puisque nous en sommes à relever les défauts de Warnery, exprimons combien il est pénible de le voir geindre de ne pas s'être enrichi en faisant la guerre, à l'instar du maréchal de Villars. Comme nous avons blâmé ce dernier de cette tendance à toujours *engraisser son veau*, nous blâmerons aussi notre auteur pour le même motif, malgré la tournure adroite et le ton d'apitoiement avec lesquels il s'exprime, disant : « Tout officier qui est à même de se faire quelque argent a tort de négliger un article si essentiel à son bien-être, pourvu que ce soit aux dépens de l'ennemi. Un pauvre officier qui a famille doit penser à l'avenir,

(1) *Remarques sur la cavalerie*, page 223.

puisque j'ai vu des veuves et des enfants d'officiers être réduits à vivre de charités. » Cette morale relâchée peut conduire fort loin, et j'aime à croire que Warnery aurait mûrement réfléchi avant de la pratiquer pour son propre compte.

Malgré ses défauts, Warnery doit être mis au rang des meilleurs écrivains militaires ; ses préceptes non-seulement sur la cavalerie, mais encore sur l'art de la guerre en général, n'ont pas vieilli et méritent d'être lus et médités. Ce fait, très contesté de son vivant, car ses talents, plus peut-être que son esprit frondeur, lui avaient attiré beaucoup d'ennemis, ce fait a été reconnu en Allemagne à la fin du siècle dernier, puisque, dès 1791, Scharnhorst (ce nom seul vaut un éloge) publiait une traduction allemande de ses *Œuvres complètes*, traduction couronnée d'un prompt succès. Nous voudrions faire admettre ce fait en France (1), et dans ce but, après avoir rappelé que les éditions originales de ses écrits sont aujourd'hui d'une grande rareté à Paris même, nous allons citer et commenter ses principales opinions, en débutant par celles qui nous semblent justes : cette citation complétera la silhouette de cet officier général, suffira

(1) Le général Marbot a par deux fois rendu justice à Warnery : en déclarant que cet auteur « excellait dans les commentaires ou réfutations, genre d'écrits si utiles aux progrès de l'art militaire ; » (*Remarques sur Rogniat*, 1820, page 3) et en louant ses *Remarques sur la cavalerie* (Voyez la page 596 du tome II de la première série du *Spectateur militaire*, 1827) ; mais les ouvrages de Marbot, malgré leur mérite, se lisent peu aujourd'hui.

pour donner à la plupart des lecteurs une idée exacte de son mérite la plume en main, et engagera, nous l'espérons, les plus curieux d'entre eux à le feuilleter de nouveau.

§ I^{er}. — OPINIONS JUSTES.

1. *On peut apprendre l'art de la guerre sans la faire.* Warnery se range à ce sujet à l'avis de Puységur, qui se trouve contraire à celui de Montecuculli, et il développe, relativement à la grande guerre, sa thèse avec une abondance de raisons fort intéressantes et une logique des plus pressantes. « Par la théorie, dit-il (1), un capitaine peut savoir ce qu'il aura à faire quand il sera général, car d'attendre à l'apprendre jusqu'à ce qu'il soit parvenu à ce grade, ce serait trop tard ; il faut être au fait de ce que demande l'exercice d'une charge avant que d'en prendre possession et de l'exercer... On a des exemples qu'un major est devenu général dans moins de deux ans, et, s'il n'a pas de la théorie, ce n'est pas en montant la garde, en se trouvant à la parade, en visitant sa compagnie et les guêtres et cols de ses soldats qu'il aura appris la fonction d'un général. — Si Frédéric, Gustave-Adolphe, Condé, César et Alexandre (2) n'eussent point eu de théorie et point étudié la guerre par règles et principes, comment auraient-ils pu com-

(1) *Commentaires*, tome II, pages 90, 92, 93, 313.

(2) Cette observation s'applique aussi en tous points à Napoléon I^{er}.

mander des armées, gagner des batailles et faire des conquêtes dans un âge où les uns et les autres ne pouvaient avoir beaucoup d'expérience?... Plutôt de la théorie sans pratique que celle-ci sans aucune théorie... Je conclus que l'on peut être bon général, sans avoir longtemps servi et passé par tous les grades militaires, tout comme l'on peut être bon architecte sans avoir été maçon ou charpentier, pourvu que l'on sache ce que ceux-ci ont à faire et que l'on puisse juger de leur ouvrage. » Ces considérations restent aussi vraies au XIX^e siècle qu'au XVIII^e, et je les ai citées assez au long, parce qu'elles répondent à un préjugé fort répandu en France, préjugé qui veut qu'on ait fait longtemps la guerre pour devenir un bon général en chef. L'histoire, et notre auteur le rappelle, montre cependant que la théorie suffit quand elle se trouve secondée par du génie et des dispositions naturelles qui guident dans l'application; et qui sait, en présence des événements actuels, si la France n'est pas destinée à en donner bientôt un nouvel et frappant exemple!

2. *Les militaires seuls devraient écrire sur la guerre.*
« Il y a encore, observe Warnery (1), une chose qui nous empêche d'avoir des relations justes et bien détaillées de ce qui arrive à la guerre, c'est que chacun, bien qu'il ne soit pas du métier, s'avise d'en écrire, ce qui devrait être absolument défendu. Que dirait-on d'un militaire sans étude qui se mêlerait de donner au

(1) *Commentaires*, préface du tome I^{er}.

public des traités sur la médecine, sur le droit et sur la théologie? Il se rendrait ridicule, et l'on lui conseillerait de laisser faire cela aux médecins, aux juristes et aux ecclésiastiques. » Cette opinion est conforme à ce que pensait le maréchal de Montluc (1), dont notre auteur avait lu les amusants *Commentaires*; mais il ne faut pas, à mon avis, la prendre dans un sens trop exclusif, puisque, sans être officier, un écrivain peut s'adonner à la spécialité des choses militaires et finir par y exceller.

3. « Il me semble que les officiers riches devraient beaucoup voyager, et même servir quelques années dehors de leur patrie, pour apprendre à connaître le bon et le mauvais des autres troupes et nations, et en faire leur profit (2). » On a toujours reconnu en principe cette utilité des voyages militaires; seulement, l'application est rarement venue la consacrer.

4. « On a raison de prétendre que l'on juge le plus souvent du mérite d'un officier plutôt par des bagatelles que par le réel (3). » Warnery émettrait probablement encore aujourd'hui la même opinion; mais par quel moyen remédier à cet état de choses? Il ne le dit pas, et il aurait dû le dire.

5. « Je ne sais pas pourquoi, dans l'infanterie de presque toutes les puissances, l'on ne laisse pas les

(1) De la main des gens de lettres, dit ce guerrier, cela (le narré de la guerre) sent son clerc. Voyez mon travail intitulé : *Biographie et maximes de Blaise de Montluc*, 1848, page 53.

(2) *Commentaires*, tome II, page 325.

(3) *Idem*, tome II, page 324.

compagnies chacune pour soi, et qu'en les mêlant on en forme des divisions ou pelotons, de sorte que, de cinq compagnies, on fait quatre divisions. Ne vaudrait-il pas mieux en cela agir comme dans la cavalerie, où chaque capitaine reste à sa compagnie avec ses officiers? (1) » Dans ce passage, notre auteur attaque avec raison l'anomalie qui existait alors en Prusse et que nous avons signalée dans la précédente étude, ayant pour titre : *L'Infanterie prussienne sous Frédéric le Grand*, anomalie qui ne laissait pas les soldats sous le même chef pour l'administration et pour le combat, puisque, sur huit pelotons formés dans l'ordre de bataille par le bataillon, il s'en trouvait nécessairement trois qui ne pouvaient être commandés par le capitaine d'une des cinq compagnies présentes. Cette anomalie a disparu depuis.

6. « Un officier qui écrit doit bien prendre garde de citer à faux et d'avancer des choses qui ne sont point vraies, sans quoi il fait une grande tache à son honneur (2). » Maxime fort louable, mais difficile à observer pour ceux qui n'ont pas le courage de se borner à dire ce qu'ils savent, et préfèrent, à la satisfaction de parler vrai, la petite gloriole de paraître traiter leur sujet *in extenso*.

7. « Autant que je connais les Français, je pense qu'ils seraient très propres dans le service d'infanterie légère et que peut-être ils y réussiraient mieux qu'aucune autre nation, la vivacité et la valeur per-

(1) *Remarques sur Guibert*, page 67.

(2) *Idem*, page 205.

sonnelles y étant plus nécessaires que l'ensemble et le sang-froid (1). » Réflexion sensée, déjà provoquée par le succès obtenu sous Louis XV par le corps des chasseurs de Fischer et par d'autres corps mixtes, et mise dans tout son jour par la renommée toute moderne de nos chasseurs à pied actuels.

8. « Ma propre expérience m'a appris qu'il en est d'un homme comme d'un cheval : si l'un et l'autre sont fatigués avant le temps, ils ne durent guère (2). » Warnery veut indiquer par là qu'il faut éviter d'appeler sous les drapeaux des hommes trop jeunes : il convient pourtant que ces tout jeunes soldats vaudront mieux que des soldats de plus de trente-cinq ans.

9. Les ploiements et déploiements des colonnes étaient alors une nouveauté, puisque l'on attribue leur invention à Frédéric le Grand, vers 1750, c'est-à-dire entre la seconde guerre de Silésie et la guerre de Sept ans. Warnery les défend ainsi : « Je ne crois pas que manœuvre ait jamais tant fait de bruit que le déploiement et ait causé tant d'embarras à des officiers de tout grade, quoique ce ne soit autre chose que la manière de se mettre en bataille la plus naturelle quand on est en colonne, puisque, de quelque façon que l'on s'y soit jeté, chaque escadron ou autre troupe n'a qu'à aller tout droit à sa place (3). »

10. Voici un passage (4) sur l'avancement qui re-

(1) *Remarques sur plusieurs auteurs*, page 68.

(2) *Commentaires*, tome I, page 23.

(3) *Idem*, 1779, tome III, page 269.

(4) *Idem*, tome I, page 202. — L'ouvrage de Turpin sur Monte-

flète tellement les idées françaises actuelles qu'on le croirait dicté d'hier, et pourtant il est imprimé en 1777 et probablement composé antérieurement, puisque Warnery confesse, en tête de ses *Remarques sur Guibert*, que ses ouvrages ont été écrits plusieurs années avant leur apparition devant le public. « Avancer par l'ancienneté, c'est une maxime sujette à bien des inconvénients, quoiqu'elle paraisse la plus juste et la plus naturelle. Il me semble que l'on pourrait seulement la suivre jusques au grade de capitaine, qu'un officier peut déjà regarder comme une fortune, parce qu'un bon lieutenant peut devenir, sinon un bon, du moins un passable capitaine; mais l'on ne devrait avancer à la majorité (au grade de major) que des sujets reconnus dignes de monter plus haut, sans que pour cela les autres capitaines osassent s'en plaindre. »

11. On avait adopté en France, vers 1775, et par suite de l'engouement excité par la gloire et les opinions philosophiques de Frédéric le Grand, la discipline prussienne, et l'on avait par conséquent admis comme punition les coups de plat de sabre. Warnery énonce nettement son avis à ce sujet : « L'on verra, dit-il (1), à la première guerre si, en voulant introduire dans les troupes françaises une tenue et une discipline à l'allemande, l'on gagnera beaucoup sur la nation; mais j'en doute, car, si vous ôtez au soldat français cette gaieté, cette vivacité et l'amour qu'il a

cuculli, que commente Warnery, date de 1769 pour la première édition.

(1) *Remarques sur César*, 1782, page 307.

naturellement pour son roi, sans peut-être le connaître, vous le dépouillerez de ce qu'il a de meilleur ; en lui appesantissant le service, *vous n'en ferez pourtant pas un Allemand* (1). Il y a des troupes, surtout celles qui sont nationales, volontairement engagées, qui veulent être traitées avec moins de rigueur que d'autres qui servent par force. » Ainsi notre auteur connaissait bien le caractère du soldat français, et il tirait de cette connaissance une conséquence dont les événements ont prouvé la justesse (2). La *nouvelle discipline* (ainsi la nommait-on), antipathique au caractère français par ses formes brutales, souleva l'indignation générale, fut déclarée par un grand nombre de bailliages antinationale, oppressive, et, malgré les adoucissements y apportés par le conseil de la guerre, qui réduisit à vingt-cinq le nombre des coups de plat de sabre qu'il serait permis d'infliger pour des fautes graves, ne put subsister et dut disparaître peu avant la révolution, sous le ministère du maréchal de Broglie, non sans avoir été à cette époque une des

(1) Le fameux mot du maréchal de France Lückner : « Ils ont beau tourmenter leurs hommes, ils auront le bonheur de ne jamais parvenir à en faire *des Allemands*. (Bohan en citant ce propos écrit *des Prussiens*), » mot prononcé en 1777 au camp de Vausseux, précède comme date cette ligne de Warnery avec laquelle il offre beaucoup de ressemblance.

(2) En un autre endroit (*Commentaires*, 1777, tome I, page 29), Warnery dit pourtant que « les coups de bâton doivent faire un bon effet sur le soldat français. » Cette différence formelle d'avis sur le même sujet constitue une inconséquence ; nous en signalons une autre à propos de l'opinion 21.

causes qui indisposèrent sourdement la population contre un gouvernement déjà bien ébranlé par la persistance des abus nés sous le long règne de Louis XV.

12. *Il faut payer généreusement les espions.* Cette règle paraît admise aujourd'hui ; on croit utile néanmoins de répéter qu'il vaudrait mieux ne pas avoir d'espions que d'en avoir de mal payés. Et *mal payer* peut descendre dans ce service jusqu'au ridicule. Ecoutez plutôt Warnery (1) : « L'on sait qu'il faut avoir des espions. Si l'on ne peut les avoir tels qu'on les souhaite, il faut se contenter de tels que l'on les trouve ; mais il ne faut pas faire comme un certain général de ligne, qui se trouvait à la tête d'un corps d'armée et donna quatre gros (50 centimes) à un espion que je lui procurai, et jamais ne put tomber d'accord avec lui sur le prix qu'il demandait ; monsieur le général aima mieux rester sans espion que de déboursier quelque argent, qu'il ne savait, disait-il, où se le faire rendre. Comme je sentis la fausseté de cette conduite et que je connus les suites qui pouvaient en résulter, je me chargeai de ce détail et fis les avances, qui me furent remboursées par le roi de Prusse. » Cette opinion sur les espions nous reporte au fait bien constaté, et signalé à la fin de notre étude sur Frédéric le Grand, que ce monarque lésinait lui-même à la guerre sur les frais d'espionnage.

13. *Les officiers doivent être entourés de considération.* Notre auteur revient plusieurs fois sur ce point ;

(1) *Commentaires*, tome II, page 7.

il s'élève avec force contre la Saxe, où c'était un moment presque une honte de porter un uniforme, et où les officiers restaient dans les antichambres de la cour avec les pages et les valets, ce qui avait eu pour résultat infaillible de faire fuir le service militaire. Il indique les moyens d'exciter l'émulation parmi eux et de pousser en même temps l'opinion publique à leur accorder de l'estime, notamment les citations, dans les relations d'actions de guerre, de ceux qui se distinguent, rappelant à ce sujet que les Russes vont même jusqu'à nommer les bas-officiers. Mais il veut aussi que les officiers se respectent eux-mêmes, et, pour ce faire, il leur recommande, entre autres choses, avec une instance remarquable, de s'interdire de jouer. « Rien, avance-t-il, rien ne gâte tant les officiers que le jeu. Un joueur ne pense qu'au jeu, tout comme un homme qui est amoureux ne pense qu'à l'objet de ses amours; mais le dernier est très excusable, c'est un mal auquel tout honnête homme est sujet et duquel il n'est guère en son pouvoir de se défendre, au lieu que tout jeu d'hasard où un homme s'expose à se ruiner, à en ruiner d'autres et à faire des bassesses, est un vice qu'il faut déraciner, surtout parmi les gens de guerre... Je n'ai jamais vu un joueur de profession devenir un grand homme de guerre, à moins qu'il n'ait à bonne heure changé de conduite (1). »

14. Dans ses *Remarques sur le militaire des Turcs*

(1) *Commentaires*, tome I, page 206; tome II, page 33, 34, 273.

et des Russes, composées en 1766, et dont l'édition française (la seconde) est de 1771, Warnery émet plus d'une opinion curieuse sur la question qui intéresse en ce moment l'Europe, sur la question d'Orient. Ce livre mérite encore d'être lu. Pour donner une idée de la portée de vues de l'auteur, je reproduis un passage (1) relatif à une presqu'île qui est devenue depuis deux ans le théâtre de lutttes préoccupant l'Europe entière : « La Crimée est sans contredit la plus avantageuse conquête que la Russie puisse faire ; par là elle étendrait son commerce, étant en possession de Caffa et autres places maritimes tenues par les Turcs ; elle serait à cheval sur Constantinople. Un bon voilier, par un vent favorable, fait le trajet dans vingt-quatre heures ; et quel avantage ne lui reviendrait-il pas d'être maîtresse de la mer Noire ? ce qui n'est nullement difficile, puisque la marine turque est la moindre de l'Europe. La Crimée est très fertile et jouit d'un assez beau soleil : l'on pourrait y peupler et cultiver d'excellents pays, lesquels jusques à présent sont restés déserts. » Dix-sept ans avant la prise de possession de la Crimée (1783) par les armes de Catherine II, ce n'était pas trop mal pronostiquer. Warnery insiste encore sur les grands avantages résultant pour les Russes de la présence des chrétiens du rite grec sur le sol turc.

15. « *Guibert* nomme ordres obliques tous ceux où une ligne ne marche pas à l'ennemi de front dans

1) Page 214.

l'ordre tout parallèle; ce qui, selon mes idées, est une erreur, car il y a une grande différence entre une attaque oblique et une qui se fait sur un ou sur plusieurs points, sans que les troupes forment une ligne oblique ou marchent obliquement à l'ennemi (1). » Warnery me semble ici avoir raison partiellement. Je m'explique. Lorsque Guibert écrit (2) : « Pour qu'un ordre de bataille soit oblique, il n'est pas nécessaire que le front de cet ordre dessine exactement une ligne oblique par rapport au front de l'ennemi; » il est dans le vrai, puisqu'il suffit évidemment, cet ordre restant parallèle sur les trois quarts de son étendue, que l'une de ses ailes se porte en avant et attaque pour que cela constitue une offensive suivant l'oblique, c'est-à-dire engageant seulement une portion des forces et ménageant l'autre; mais quand Guibert ajoute : « J'appelle *oblique* toute disposition où l'on attaque avec avantage un ou *plusieurs points* de l'ordre de bataille ennemi, tandis qu'on donne le change aux autres points et qu'on se met hors de mesure de pouvoir être attaqué par eux, » alors je trouve sa définition beaucoup trop large, comme un mot va le prouver. Supposons une ligne de bataille comptant 24 bataillons; les 12 bataillons impairs se portent en avant perpendiculairement au front des deux armées, tandis que les 12 bataillons pairs restent en place, cela constituera-t-il un ordre oblique? Non, ce sera tout au plus une attaque parallèle à intervalles, analogue à celle exé-

(1) *Remarques sur César*, page 303.

(2) *Essai de tactique*. Liège, 1773, tome II, page 51.

cutée par les hastaires de la légion romaine, et pourtant cette offensive réunit les conditions exigées par Guibert pour être *oblique*.

16. « Jamais il ne faut faire aux soldats un portrait avantageux des ennemis (1). » Et, à propos de ce principe, l'auteur invoque la frayeur que causait aux soldats gaulois de César l'idée de marcher contre certaines peuplades germaines dont on leur avait fait mille contes. Soit, ne vantez pas outre mesure votre adversaire, afin de ne pas agiter les âmes craintives ; mais prenez garde de le trop rabaisser, car alors, au moindre revers, vos soldats se décourageront d'avoir été vaincus par un ennemi si faible. Je préférerais de beaucoup au précédent principe celui plus militaire et plus politique de ne jamais mépriser son antagoniste ; je le préférerais surtout aujourd'hui que la voix criarde des journaux quotidiens pousse malheureusement tant de choses à une exagération dont les masses ne s'aperçoivent pas.

17. « Selon mes petites idées, l'on devrait former les troupes destinées à défendre les places sur des différents principes que celles qui doivent servir en campagne : les premières n'ont pas besoin de bien marcher le jarret tendu (2). » Cela vaudrait mieux sans doute ; mais à toutes les époques, l'histoire l'enseigne, les régiments de garnison ont été détournés de leur destination primitive et appelés par nécessité aux armées actives : les grandes guerres dévorent

(1) *Commentaires*, tome II, page 213.

(2) *Idem*, tome II, page 179.

plus qu'on ne prévoit, et il faut aller au plus pressé, ce qui rend difficile le maintien strict de deux espèces de troupes nettement séparées par la nature de leur service.

18. « Dans plusieurs occasions, Frédéric ne trouve pas à propos de se retrancher ; il pense autrement que César, Turenne, Saxe, Rohan et d'autres, qui toujours faisaient beaucoup remuer de terre devant eux, et je crois que tout militaire qui sait manier des troupes manœuvrières jugera que ce prince agissait le mieux (1). » Cette opinion est exacte : Frédéric a le premier opéré avec cette rapidité qui caractérise la stratégie moderne. Napoléon I^{er} l'a bien dépassé depuis ; mais n'en concluons pas que les guerres futures se feront à une échelle aussi grandiose et juste au même diapason : une allure plus circonspecte et des remuements de terre pourraient bien y trouver place.

19. *Manière de combattre les Turcs.* Warnery revient souvent sur ce sujet, qui occupait alors au premier degré la Russie, la Pologne et l'Autriche, sujet dont Montecuculli, l'archiduc Charles et le général Valentini ont successivement traité, mais qui n'offre plus le même intérêt aujourd'hui que les Turcs modernisés ont abandonné leur tactique particulière pour adopter les usages militaires de l'Europe du XIX^e siècle. Ne nous y arrêtons donc que pour relever ce qui est relatif aux carrés. Warnery ne veut pas employer « tant de carrés, parce que l'on diminue ses propres

(1) *Remarques sur César*, ou tome IV des *Commentaires*, p. 142

forces par la quantité de flancs qu'on est obligé de faire. » Il admet *deux carrés* pour une forte armée, disant : « En se partageant sur plus, on rendrait trop de troupes inutiles (1). » Ce nombre est trop restreint, car il faut que l'armée formée en carrés puisse se mouvoir assez rapidement contre les attaques désordonnées des Turcs, et pour cela il faut des carrés moins considérables, d'un régiment par exemple. L'archiduc Charles, écrivant en 1808, les admet même de deux bataillons; le maréchal Bugeaud, à la bataille d'Isly (1844, l'exemple le plus moderne de bataille contre des troupes véritablement turques), forma les siens d'un bataillon (2), et il a écrit dans ses *Aperçus* que l'on devait adopter les carrés d'un seul bataillon. Notre auteur s'élève d'ailleurs d'une manière générale contre les carrés trop petits et signale leur faiblesse : « Un petit carré, dit-il, est aussi faible qu'un grand est fort et est une arme tout aussi lourde, par conséquent il a tous les défauts du gros sans en avoir les avantages. » C'est à peu près l'inverse de ce que l'on pense aujourd'hui sur les carrés,

(1) *Remarques sur les Turcs et les Russes*, pages 206, 207. — Un écrit composé en 1769 sur le même sujet et publié deux ans après celui de Warnery (*Considérations sur la guerre présente entre les Turcs et les Russes*. Turin, chez Reyccends, 1773, p. 77), ne parle pas de carrés et se borne à dire : « On doit combattre les Turcs bien serré, en muraille, sans flottement, et avoir grande attention à ne point laisser d'ouvertures ni de vides. »

(2) L'ordre général de bataille affectait la figure d'un grand losange, fermé par des carrés de bataillons et des échelons de six escadrons.

puisque le carré par bataillon est considéré comme le meilleur pour l'offensive. Il y a des auteurs qui diminuent encore les carrés, qui les diminuent jusqu'à les supprimer entièrement, et qui voudraient les remplacer, en cas d'attaque de la part de la cavalerie, par la manœuvre de se coucher à terre (1) pour laisser les cavaliers franchir à fond de train l'espace occupé par l'infanterie; qui, se relevant brusquement, les fusilleraient impunément par derrière.

20. *Opinions sur la cavalerie*: Warnery étant un officier de cavalerie et ayant écrit principalement sur son arme, citer en détails et commenter, même brièvement, ses opinions cavalières nous mènerait trop loin; bornons-nous donc à les résumer pour compléter ce tableau littéraire. — Il ne veut ni soldats ni chevaux de grande taille (2). La fureur des premiers, « très excusable et même nécessaire dans l'infanterie, lui semble impardonnable dans la cavalerie; surtout dans la légère, » parce que les grands hommes se ruinent en deux mois de campagne. Quant aux grands chevaux, il est rare d'en trouver de bons : ils ne supportent pas la fatigue et, dans mille occasions, se laissent battre par des bidets. — Il s'oppose à ce que la cavalerie combatte en ligne pleine, disant :

(1) Ce n'est pas d'aujourd'hui seulement que l'on s'est prononcé contre les carrés : pour vous en convaincre, consultez le chap. 1^{er} des *Réflexions militaires sur différents objets de la guerre*, par G.-K., in-12, avec figures. Francfort et Leipsick, chez Knoch et Eslinger, 1762, ouvrage composé pendant la guerre de Sept ans et d'après les observations qu'elle fournissait.

(2) *Commentaires*, tome I, page 28, tome III, page 88.

« Ce n'est plus qu'un chaos où le général est confondu avec le caporal. » — Seydlitz, ajoute-t-il, donnait d'assez grands intervalles à la cavalerie pour la faire combattre ; mais il convient de laisser seulement vingt à vingt-cinq pas entre les escadrons (1). — Il demande dans ses divers ouvrages que la cavalerie soit rangée sur trois rangs ; c'est une idée surannée, complètement abandonnée aujourd'hui, et sur laquelle il faut passer condamnation : la cavalerie moderne se range définitivement sur deux rangs. — Il observe « que c'est en servant dans la cavalerie légère qu'un homme peut mieux apprendre le métier et que c'est par là qu'il doit commencer (2). » Ce qui revient à dire qu'un cavalier se formera uniquement dans les veilles des avant-postes, dans les marches des détachements, dans les luttes de la petite guerre, en agissant en un mot et en acquérant l'habitude de cette activité éveillée qui fait la santé du soldat et du cheval. — Warnery, et c'est une opinion que l'on blâmera peut-être en France, cette terre classique de l'élégance dégénérant parfois en colifichet, réclame pour la cavalerie (sauf pour la cavalerie de la garde du souverain) un uniforme modeste. « Les galons, écrit-il, coûtent un argent qu'on pourrait employer à un meilleur usage ; ils s'usent vite et ressemblent à des guenilles frangées. Il n'est rien de plus propre pour un cavalier qu'un équipement simple, uni et net, ce

(1) *Commentaires*, tome I, pages 131, 132. — *Remarques sur la cavalerie*, page 85.

(2) *Remarques sur la cavalerie*, page 201.

qu'il n'est pas facile d'avoir lorsqu'il est couvert de tous ces brimborions plus convenables à des laquais qu'à un militaire (1). » — Il regarde comme très essentiel de crier en tombant sur l'infanterie, « pour s'animer, épouvanter l'ennemi, empêcher d'entendre le sifflement des balles(2), » et de garder au contraire le silence vis-à-vis de la cavalerie pour agir mieux en ordre. — Enfin il recommande, si le premier rang hésite dans une charge, de pousser les deux derniers rangs en avant ; les chevaux du premier rang, heurtés en arrière, feront effort du côté de l'ennemi, rien ne les arrêtera ; « plusieurs s'emporteront, précise-t-il, tant mieux, c'est le vrai moyen de faire brèche (3). » Qui ne voit dans cette recommandation le rudiment de la manière dont un corps de cavalerie cherchera à enfoncer une ligne ou une face de carré d'infanterie ?

§ II. — OPINIONS BIZARRES.

21. *Sur les moustaches.* « Une cavalerie peut être excellente sans être composée de soldats qui portent des moustaches, malgré Guibert, qui est trop porté pour les visages barbus, tandis que l'expérience m'a convaincu qu'un soldat qui n'a que le poil follet est ordinairement plus hardi qu'un autre, qui fait parade avec des moustaches qui lui vont jusqu'aux oreilles... Les moustaches supposent un homme déjà sur l'âge ;

(1) *Remarques sur la cavalerie*, page 65.

(2) *Idem*, page 138.

(3) *Remarques sur César*, page 228.

or, les gens âgés ne sont guère propres à faire la guerre, telle qu'elle se fait aujourd'hui (1). » Et, à l'appui de cette opinion, Warnery explique avec complaisance comment un régiment prussien de dragons sans barbes (*sic*) a battu et détruit un bataillon de grenadiers saxons à la bataille de Hohenfriedberg (1745). Cet écrivain n'est pas le seul qui s'escrime contre la moustache : le général Bardin (2) s'égaie aussi à ses dépens. Ignorant (les biographies ne descendent pas à de pareils détails) si ces deux auteurs avaient assez de barbe pour pouvoir porter moustache, et privé ainsi à leur égard de la riposte *ad hominem*, je me contenterai de deux observations : la première, c'est qu'un homme possède moyennement de la barbe et des moustaches à vingt-trois ou vingt-quatre ans, par conséquent à l'âge le plus propice pour supporter le poids de la guerre ; la seconde, c'est que, s'il a existé à toutes les époques de mauvais soldats abrités sous la moustache, je ne sache pas que les armées du milieu du XIX^e siècle aient moins bien combattu que leurs devancières, et pourtant elles portent cet ornement naturel de la lèvre supérieure. Tenons donc l'opinion de Warnery pour une boutade, et gardons-nous de refuser comme lui, ou d'accorder comme d'autres, les qualités militaires exclusivement à la moustache ; elles en sont complètement indépendantes.

(1) *Remarques sur César*, page 78. — Dans ses *Remarques sur plusieurs auteurs militaires*, page 142, Warnery montre plus d'indulgence pour les moustaches qui « distinguent un homme des femmes et des castrats. » Ce n'est pas la seule contradiction qu'offrent ses écrits.

(2) *Dictionnaire de l'armée de terre*, page 3741.

22. « Les deux meilleures voies pour s'instruire sont d'être aide-de-camp ou attaché à un général du premier ordre, ou de servir dans les troupes légères (1). » La position d'aide-de-camp permet, jeune encore, de beaucoup voir et d'apprécier de haut ; le service dans les troupes légères a l'avantage d'habituer à la petite guerre ; mais cela seul ne suffit pas pour apprendre à commander, et, si notre auteur recommande tant l'une ou l'autre de ces positions, c'est que ce furent toujours les siennes, car, en Italie et en Hongrie, il servit comme volontaire détaché, en Russie et en Prusse comme officier de hussards, en Pologne comme aide-de-camp du dernier roi. Le meilleur moyen d'apprendre le grand art de la guerre, c'est, à mon idée, de servir dans l'infanterie et de s'efforcer d'y atteindre de bonne heure les grades supérieurs, et les commandements isolés et responsables.

23. *Sur les revues administratives.* « Rien de plus ridicule que les revues de commissaires que quelques troupes passent deux fois par mois. L'on voit un malpeigné, qui souvent est un ex-garçon marchand, assis sur une chaise, tandis que les troupes défilent devant lui à mesure qu'il appelle les soldats par leur nom ; les officiers le saluent de l'esponton et lui rendent les mêmes honneurs qu'à leur souverain, qu'il doit représenter, quoique ce même représentant, hors de là, n'oserait peut-être pas refuser un coup de bâton du

(1) *Remarques sur Guibert, page 141.*

même officier qui, le jour auparavant, lui a tant fait d'honneurs. J'ai vu commettre de grandes fourberies dans de telles revues. — Les troupes du roi de Prusse sont complètes, surcomplètes et sursurcomplètes, sans qu'on y connaisse ni ces revues ni les manants qui les font (1). » Comme l'on sent dans ce passage le frémissement d'indignation qui anime l'officier de troupes légères à la pensée d'un contrôle administratif ! Mais, malgré cette indignation, dont les derniers vestiges ne sont peut-être pas tout à fait éteints, la réforme a prévalu, et les troupes passent définitivement aujourd'hui des revues d'intendants et de sous-intendants. Si Frédéric n'introduisit pas de semblables revues dans son armée, c'est qu'il exerçait lui-même un contrôle sévère, et que, voulant toujours être prêt à entrer en campagne, il répugnait aux grands changements d'organisation. Il est vrai que les officiers ont perdu au nouvel état de choses certains petits bénéfices ; mais, en revanche, ils ont gagné en considération réelle, et comme, dans plusieurs armées, le corps de l'intendance se recrute parmi eux, ils n'ont plus, comme notre auteur, l'ombre de prétexte pour se plaindre d'être inspectés par un *mal-peigné* ou un *manant*.

24. « On ne ferait pas mal de donner à l'infanterie des maîtres de danse (2). » Warnery veut dire par là combien il importe d'habituer l'infanterie à marcher

(1) *Commentaires*, tome III, page 63.

(2) *Remarques sur Guibert*, page 77

au pas cadencé, afin qu'elle conserve son ordonnance, et combien le son d'une musique entraînante soutient le fantassin dans une longue marche et au milieu d'une attaque; mais son idée revêt une forme singulière et exagérée.

25. Guibert avait écrit, en tête du chapitre IX de la seconde partie de son *Essai de tactique* : « Il est heureux que la science militaire, qui est la science de la destruction, rende la guerre moins destructive, en se perfectionnant. » — « Je ne pense pas de même, se récrie notre auteur : à Kollin, à Torgau, les dispositions du roi de Prusse étaient telles que, s'il réussissait, comme il devait l'espérer, ces journées auraient été plus meurtrières et plus destructives qu'aucune de celles qu'il a gagnées (1). » Warnery n'a pas compris la pensée de l'écrivain qu'il commente : Guibert ne prétend pas que les progrès de la science militaire empêcheront des actions sanglantes de se produire, il veut dire que le nombre de ces actions ira en diminuant (et déjà au xviii^e siècle l'Allemagne avait vu une *guerre de sept ans* au lieu d'une *guerre de trente ans*), et que, dans chacune de ces actions, l'habileté du général décidera plus que le nombre des combattants. Aujourd'hui, cette assertion de Guibert est généralement admise; les philosophes eux-mêmes ne fulminent plus contre les belles inventions modernes de l'artillerie, l'arme destructive par excellence.

26. « Une armée de mercenaires, comme toutes le

(1) *Remarques sur Guibert*, page 163.

sont aujourd'hui, vaut mieux qu'une qui serait composée de milices les plus citoyennes (1). » L'auteur que nous étudions aurait dû se mieux expliquer : s'il entend par mercenaires des soldats étrangers, son idée n'est pas juste, et, pour la défense du territoire national, des milices citoyennes seront souvent préférables ; s'il entend par mercenaires des nationaux soldés, son opinion prend du corps, car des troupes permanentes font meilleure figure à la guerre que des milices improvisées. Pourtant ne désespérons pas trop de ces milices ou gardes nationales, nous autres Français, qui leur avons dû le salut de la patrie et de glorieuses conquêtes, de 1792 à 1795. La solution de cette controverse consiste à recruter l'armée de nationaux qui seront soldés, pendant un certain temps de service légalement accompli au profit de l'État, en sorte que les drapeaux grouperont véritablement autour d'eux des soldats-citoyens ; mais ce milieu n'était pas encore suffisamment dégagé avant la Révolution française pour que Warnery pût l'entrevoir tel que nous venons de le poser.

27. « Dans des pays ouverts, la cavalerie donne un grand avantage, pourvu qu'elle soit bonne, et il faut en avoir *le plus que l'on peut* ; je crois que c'est la plus juste proportion que l'on puisse rencontrer et que toutes les autres sont fausses (2). » Sans vouloir pousser à l'extrême cet avis déjà fort exagéré, même quand on préfère la cavalerie, et sans croire que War-

(1) *Remarques sur Guibert*, page 192.

(2) *Commentaires*, tome III, page 92.

nery veuille arriver à composer uniquement de cavalerie une armée destinée à combattre en pays de plaine, nous opposerons à cet écrivain l'expérience de toutes les guerres, et notamment des guerres du XIX^e siècle, expérience d'après laquelle la proportion de la cavalerie dans une armée ne doit pas dépasser le cinquième de l'effectif de l'infanterie. On a beau habiter Varsovie, il ne faut pas sacrifier à l'opinion publique sur l'omnipotence de la cavalerie, car, en fin de compte, où cette opinion tranchante a-t-elle mené la Pologne ?

Et maintenant que nous avons exposé, suivant notre promesse, les principales opinions de Warnery, une dernière réflexion : Cet auteur, en ses pages, drape méchamment la France, nous l'avons suffisamment établi ; pour ce motif, l'avons-nous moins bien traité et notre plume de critique s'est-elle montrée plus sévère ? Non ; oubliant l'injure, elle a considéré uniquement le talent de l'écrivain et le mérite de ses œuvres, elle s'est efforcée d'apprécier avec justice, elle a constamment montré un visage ami à des livres écrits en français ; se conduire ainsi, nous le savons, c'était devoir ; mais l'accomplissement de ce devoir d'impartialité constitue à lui seul une vengeance, vengeance assez douce pour que nous prenions plaisir à la signaler.



XXIV.

LES FRONTIÈRES.

L'extérieur d'un homme, même sans vouloir entièrement se fier aux apparences, donne néanmoins certains indices sur son plus ou moins de santé, sur la vigueur et l'énergie de sa nature.

De même pour un pays : son extérieur, c'est-à-dire ses frontières, dénotent, *à priori*, le degré de force qu'il doit à sa situation territoriale, aux combinaisons de l'art de fortifier, et font pressentir la dose de résistance qu'il opposera probablement aux premiers efforts d'une invasion.

Sous ce rapport, les frontières jouent un rôle important au point de vue de l'art militaire ; elles forment ce fameux périmètre qu'il s'agit avant tout pour l'assaillant d'atteindre et de franchir, périmètre au delà duquel les conditions changent, puisque le défenseur a l'avantage de combattre sur un terrain connu et préparé par lui ; elles constituent une ligne de démarcation qui intéresse à la fois les deux partis

belligérants. Ces raisons de l'influence des frontières parlent encore plus haut lorsqu'il s'agit d'un grand État, d'une puissance européenne.

Venons donc à l'examen des frontières de la Prusse, voyons leur configuration, les obstacles naturels ou artificiels qui les appuient ou les ferment; voyons surtout si leur solidité se trouve d'accord avec leur développement et si en réalité elles protègent les contrées dont elles devraient être non-seulement la limite, mais encore le bouclier.

Examinons d'ailleurs si ces frontières sont d'ancienne date et consacrées aux yeux de tous par une possession de longue durée; comment leur pourtour s'est modifié, et si les modifications conquises ou subies se sont opérées dans le sens naturel des accroissements possibles et utiles de la monarchie prussienne.

Étudions-les en un mot comme historien et comme géographe; le tableau se trouvera plus complet et plus instructif par sa forme même, quitte, il est vrai, à offrir en compensation quelques répétitions de détail.

§ I. — NOYAU DE L'ÉLECTORAT.

En 1415, lorsque Frédéric de Hohenzollern, burgrave de Nuremberg, devient électeur de Brandebourg et fonde la famille royale actuelle de Prusse, le noyau de l'Électorat comprend seulement la Vieille-Marche, la Moyenne-Marche, la Marche de Priegnitz; mais cette même année il s'accroît du cercle de Lébus, du duché de Sternberg et de l'Ucker-Marche.

Ajoutons-y la Nouvelle-Marché acquise en 1455, les duchés de Teupitz, Crossen, Zossen, annexés de 1462 à 1491, le cercle de Ruppin réuni en 1524, les duchés de Beeskow et Storkow obtenus en 1575, et nous aurons un tout compacte et déterminé représentant l'électorat de Brandebourg à la fin du xvi^e siècle.

Cet Électorat, entièrement situé au milieu des terres, possède alors pour frontières : au nord, les duchés de Mecklenbourg et les Poméranies ; à l'ouest, ce que nous appelons aujourd'hui le Hanovre et le duché de Magdebourg ; au sud, la Saxe, la Lusace et la Silésie ; à l'est, la Grande-Pologne.

Il compte, en dehors de ces frontières, comme acquisition datant du milieu du xv^e siècle, le duché de Cotbus et Peitz en Lusace, et le comté de Wernigerode, au sud-ouest de la principauté de Halberstadt.

§ II. — FRONTIÈRES A LA MORT DU GRAND-ÉLECTEUR (1688).

Le Grand-Électeur, à son avènement, trouva l'électorat de Brandebourg agrandi, par rapport à ce qu'il était dans les dernières années du xvi^e siècle, des duchés de Clèves et de Prusse, des comtés de la Marck et de Ravensberg ; il y incorpora par des traités la Poméranie-Ultérieure (y compris les duchés de Lauenbourg et de Batow, et Damm et Golnow), le duché de Magdebourg, la principauté de Halberstadt et Lohra, l'évêché sécularisé de Minden. En outre, le cercle de Schwiebus lui fut cédé par l'empereur en récompense de la part prise par ses troupes à la con-

quête de la ville de Bude (1686) dans la campagne de Hongrie.

De ces acquisitions, les unes, telles que le duché de Clèves, les comtés de la Marck et de Ravensberg, l'évêché de Minden, se trouvaient en dehors du noyau ou de la masse principale de l'Électorat, du Weser au Rhin ; les autres, comme le duché de Magdebourg et la principauté de Halberstadt, réunissaient une possession antérieure, le comté de Wernigerode, au noyau principal, en allongeant les frontières occidentale et méridionale de ce noyau. L'acquisition du cercle de Schwiebus agrandissait le duché de Sternberg sans modifier sensiblement la pointe sud-est des frontières de l'Électorat ; le gain de la Poméranie Ulérieure prolongeait une portion de la frontière septentrionale jusqu'aux côtes de la Baltique ; l'obtention du duché de Prusse créait vers le nord-est une masse importante et séparée, enclavée dans le royaume de Pologne, et ayant aussi des vues sur la mer Baltique.

A la mort du Grand Électeur, en 1688, l'ensemble des possessions de l'électorat de Brandebourg embrassait une superficie de 2,042 milles allemands carrés (1), habités par une population de 1,600,000 âmes.

Mais ce n'est pas uniquement à l'agrandissement de territoire et à l'accroissement de population que se borne le changement de physionomie de l'Électorat : à partir de cette époque, le futur royaume de Prusse possède une assez grande étendue de fron-

(1) Le mille allemand vaut 7,407 mètres.

tières maritimes et s'essaie dans la navigation, comme nous l'avons indiqué dans l'Étude sur plusieurs *Pamphlets relatifs à la conquête de la Silésie*.

§ III. — FRONTIÈRES A L'AVÈNEMENT DE FRÉDÉRIC
LE GRAND (1740).

Il y avait juste un siècle depuis l'avènement du Grand Électeur, et cinquante-deux ans depuis sa mort: en ces cinquante-deux ans la Prusse avait encore grandi.

Le roi Frédéric I^{er} annexa au territoire de son royaume de fraîche date le duché de Meurs, le Haut-Lingen, le quartier supérieur de la Gueldre, trois portions de provinces westphaliennes. Il acheta le comté de Tecklenbourg, sis entre la Westphalie et le Hanovre, à côté du Haut-Lingen, qui appartenait aussi jadis aux comtes de Tecklenbourg. La principauté suisse de Neuchâtel et Valengin lui fut adjugée à la mort de la duchesse de Nemours, malgré les réclamations de la famille de Longueville. La Pologne consentit à le laisser en possession du territoire d'Elbing (dans la Prusse occidentale), sous condition de l'évacuation de la ville de ce nom, qu'il avait fait occuper par ses troupes comme garantie d'une créance. Ces acquisitions diverses se trouvaient en dehors de la masse principale du royaume de Prusse.

L'agrandissement réalisé par Frédéric-Guillaume I^{er}, second roi de Prusse, se rattache au contraire à cette masse principale et lui donne une plus grande étendue de frontières maritimes, car elle com-

prend la Poméranie Citérieure, enclavée en 1720 moyennant finances. Cette portion de la Poméranie, située entre la Péene et l'Oder, amenait à ses nouveaux maîtres la ville de Stettin, bon port et place forte, ainsi que les îles d'Usedom et Wollin.

A la mort de ce dernier monarque (1740), les possessions prussiennes embrassaient une superficie totale de 100,162 kilomètres carrés et contenaient 2,240,000 habitants.

Indiquons sommairement les frontières de ces possessions, car c'est appuyé sur elles seules que Frédéric II va poser son pays en Europe sur le pied d'une puissance respectable, et créer un sceptre assez fort pour devenir le centre de ralliement des États protestants de l'Allemagne du nord.

Ces frontières se subdivisent en deux catégories : les frontières de la masse principale, les frontières des portions de territoire isolées.

Masse principale.

Frontière septentrionale maritime. Les côtes de la mer Baltique, depuis l'embouchure de la Peene jusqu'à Wittenberg, c'est-à-dire près de la moitié des frontières que la Prusse possède aujourd'hui sur la Baltique ; plusieurs ports, entre autres le port fortifié de Colberg, ancienne ville hanséatique.

Frontière septentrionale terrestre. La Poméranie Suédoise forme cette frontière.

Frontière occidentale. Le Mecklenbourg, le Hanovre, le Brunswick, pays limitrophes.

Frontière méridionale. La principauté d'Anhalt, la Saxe, la Lusace, la Silésie, bordent cette frontière.

Frontière orientale. Le royaume de Pologne, de Zullichau et Schwiebus à Wittenberg, en suivant le contour actuel du duché de Posen, du district de la Netze et de la Prusse Occidentale.

Territoires isolés.

Duché de Prusse et territoire d'Elbing. Enclave du royaume de Pologne comprise entre la mer Baltique (depuis l'extrémité du golfe de Dantzic jusqu'à Memel) et le Niémen au nord, la Prusse Occidentale à l'ouest, la Nouvelle Prusse Orientale au midi et à l'est.

Duché de Cobus et de Peitz. Enclavé dans la Lusace.

Duché de Clèves, comtés de la Marck et de Ravensberg, évêché de Minden, duché de Meurs, Haut-Lingen, quartier supérieur de la Gueldre, comté de Tecklenbourg, morceaux de la Westphalie s'étendant du Weser au Rhin et même à la Meuse.

Principauté de Neuchâtel et Valengin, canton de la Suisse Française, borné à l'ouest par la France, au sud par le canton de Vaud, à l'est par le lac de Neuchâtel, au nord par le canton de Berne.

§ IV. — FRONTIÈRES A LA MORT DE FRÉDÉRIC LE GRAND (1786).

Frédéric le Grand augmenta de beaucoup l'étendue territoriale du royaume de Prusse. Il conquiert la

Silésie (y compris le comté de Glatz) dès 1742 et prolongea ainsi ses possessions, au sud-est des duchés de Sternberg et de Crossen, jusqu'à la Gallicie et la Moravie ; il obtint en 1744 l'Ost-Frise, qui le rendit riverain de la mer du Nord ; le premier partage de la Pologne (1772) lui donna ce que plusieurs écrivains appellent la *Prusse Polonaise*, c'est-à-dire, en subdivisions actuelles, le district de la Netze, la Prusse occidentale (excepté Thorn et Dantzig), qui joignait définitivement, et d'une manière fort avantageuse, la Poméranie Ulérieure et le duché de Prusse, et l'Ermeland (dit aussi Warmie), enclavé totalement dans le duché de Prusse ; enfin une portion du duché de Mansfeld lui échut en 1780 (1) et forma, entre les principautés d'Anhalt et la Saxe Electorale, une possession séparée et de la masse principale du royaume et des États de Westphalie.

Ces acquisitions portèrent la superficie totale du royaume de Prusse à 3,600 milles carrés et la population de cet État à 6,010,000 habitants, au dire du comte de Hertzberg, qui compare ces deux chiffres et arrive au résultat de 1,667 têtes par mille carré, résultat qu'il trouve « une population assez grande pour un pays médiocrement fertile, » comme l'étaient alors ces contrées.

Pour tracer les frontières de la monarchie prussienne en 1786, nous fractionnerons cette monarchie en deux masses par rapport au Weser : la masse à

(1) L'autre portion de ce duché appartient à la Saxe.

l'est du Weser ou masse principale, la masse à l'ouest du Weser ou États de Westphalie.

1^{re} Masse à l'est du Weser.

Les frontières de cette masse partent de l'embouchure de la Peene et embrassent (sauf le port de Dantzig) toutes les côtes de la Baltique, depuis cette embouchure jusqu'un peu au-dessus de Mémel; elles redescendent ensuite, dans les terres, rapidement vers le sud jusqu'à Raygrad, se redressent perpendiculairement à partir de ce point et marchent à l'occident presque droit vers Landsberg (sur la Warta) par Thorn, mais sans comprendre cette dernière ville. Des environs de Landsberg elles gagnent Zullichau, et s'inclinent dans la direction du sud-est par Warthenberg et Beuthen, pour contourner au-dessous de Ratibor, de Neiss et de Glatz, et remonter par Nambourg et Priebus jusqu'au-dessus de Furstemberg-sur-l'Oder. De cette dernière ville elles se dirigent sur Luterbock, Frosse, Osterwick, atteignent l'Elbe à la pointe occidentale de la marche de Priegnitz, le franchissent, tournent par Meyenbourg, Strasbourg, Treptow, Demnin, Loitz et Anclam, où elles rejoignent leur point de départ, l'embouchure de la Peene.

2^{re} Masse à l'ouest du Weser.

Cette masse comprend tous les *territoires isolés* du paragraphe précédent, avec les mêmes frontières, plus le territoire suivant :

Ost-Frise. La principauté d'Ost-Frise (ou Frise Orientale) est une province riveraine de la mer du Nord, comprise entre cette mer au nord, la rive gauche de l'Ems et les Provinces-Unies (aujourd'hui Hollande) à l'ouest, le domaine d'Oldenbourg au sud et à l'est. Chef-lieu : Aurich. — Port fortifié et vaste : Emden,

§ V. — FRONTIÈRES A LA MORT DE FRÉDÉRIC-GUILLAUME II (1797).

Le successeur du grand Frédéric perdit, par suite de sa lutte contre la République française, ses provinces de la rive gauche du Rhin ; mais il acquit en revanche de vastes possessions. Il acheta en 1791 les margraviats d'Anspach et de Bayreuth, situés au milieu de la Bavière, et par conséquent séparés de la masse principale du royaume de Prusse. Le deuxième partage de la Pologne (1793) lui valut la *Prusse Méridionale*, ainsi que Thorn et Dantzig ; le troisième partage (1795-1797) de ce malheureux pays adjoignit la *Nouvelle Prusse Orientale* et la Nouvelle Silésie à ses possessions. Ces deux Prusses de fraîche date augmentèrent la masse principale de ses États, depuis Schwiebus jusqu'à Varsovie, et modifièrent entièrement leur frontière orientale.

A la mort de Frédéric-Guillaume II, la monarchie prussienne comptait 5,800 milles carrés de superficie et une population de 10 millions d'habitants.

Cet agrandissement de superficie modifia la configuration des frontières ; pour décrire cette configura-

tion nouvelle, mettons à part le duché de Mansfeld et les margraviats d'Anspach et de Bayreuth, dont nous avons indiqué la situation, et adoptons la subdivision en deux masses du paragraphe 4.

1^{re} Masse à l'est du Weser.

Mêmes frontières maritimes (ou septentrionales) et mêmes frontières terrestres à l'ouest et au sud que dans le paragraphe 4, mais modification essentielle de la frontière de l'est, depuis Mémel jusqu'à la pointe méridionale de la Silésie. Cette frontière de l'est chemine en 1797 sur le parcours suivant : — de Polangen, point de la côte situé au-dessus de Mémel, elle descend comme jadis jusqu'au Niemen, l'atteint près de Romaniszken, puis le longe vers l'est jusqu'à son coude à Pelischi, le longe encore dans la direction du sud par Darzuniszky, Punie, Olitta, Merecz, Groduo, le quitte à cette dernière ville pour suivre sur une petite étendue le cours de la Lassosna. A Koropczice elle abandonne ce cours, se dirige sur Kamionka et de là sur Odelsk, Usnarz, Bielowice, Bindzugi, Bielsozsna, Werstock, Kusawa. Elle monte alors jusqu'à Bocky, redescend jusqu'à Niemirow sur le Bug, et descend cette rivière en traversant successivement Drohiczyn, Nurr, Brok, Wyszkowo et Sierock. Un peu en avant de cette dernière localité, elle se détache du Bug et se dirige droit sur la Vistule, à Kurczew, de manière à englober dans la province de la Nouvelle Prusse Orientale et à mettre sous le sceptre direct du roi de Prusse le confluent du Bug et de la

Vistule, ainsi que Varsovie et son faubourg Praga. De Kurczew elle remonte la Vistule jusqu'au confluent de ce fleuve avec la rivière Pilica, dont elle remonte ensuite le cours entier, passant par Warka, Biało-brzey, Przybyszew, Nowemiasło, Inowłoz, Sulejów, Przedborz, Koniecpol, Szczekocin et Zarnowice. De ce dernier point elle court sur Ryczów, Hutty, et, côtoyant la Biala, atteint Slawków, puis Niwki au-dessous de Beuthen ; de Niwki elle remonte la Brynica jusqu'à Gorzów sur la Vistule, se confondant déjà avec la limite de la Silésie supérieure, appartenant à la Prusse depuis 1742.

2^e Masse à l'ouest du Weser.

Mêmes frontières qu'au paragraphe 4 pour les pays situés sur la rive droite du Rhin, car cette masse n'a reçu aucun accroissement sous le règne du quatrième roi de Prusse. Il n'existe plus, depuis le traité de 1795, de possessions prussiennes sur la rive gauche du Rhin, qui forme lui-même frontière *nouvelle* pour cette masse à l'ouest du Weser.

Pendant le long règne de son cinquième roi, Frédéric-Guillaume III, la monarchie prussienne a franchi, relativement à l'étendue de son territoire, les alternatives les plus extrêmes : force nous est donc de partager ce règne en quatre époques pour expliquer clairement ce que nous avons à dire sur les frontières.

§ VI. — FRONTIÈRES EN 1802.

A la suite du traité de Lunéville, le Premier Consul, dans son plan de pacification générale, chercha à indemniser les États allemands des pertes qu'ils avaient éprouvées par la cession de la rive gauche du Rhin à la France. La Prusse laissait sur cette rive gauche, entre nos mains, la Gueldre, le duché de Clèves, le duché de Meurs. Une convention du 23 mai 1802, adoptée par la Diète germanique, sur la double recommandation de la France et de la Russie, lui accorda en échange les évêchés de Munster et de Paderborn, les territoires de l'Eichsfeld et d'Erfurth, l'abbaye de Quedlinbourg, dont la princesse Amélie, sœur du grand Frédéric, avait été abbesse ; les villes de Muhlhausen, Treffurt, Dorla, Nordhausen, Essen et Werden, Herfort, et leurs dépendances. Ces échanges augmentaient et arrondissaient les possessions de la Prusse en Westphalie et dans la Saxe électorale, mais sans modifier les frontières générales de ces possessions d'une manière assez essentielle pour motiver une description particulière. Notons seulement : 1° que l'acquisition des évêchés de Munster et de Paderborn présentait l'avantage de deux territoires contigus, dont le premier donnait la main au comté de la Marck par la rivière de la Lippe, qui en formait la limite ; 2° qu'Essen et Werden touchaient la pointe occidentale du comté de la Marck ; 3° qu'Herfort joignait le comté de Ravensberg ; 4° que les territoires de l'Eichsfeld, de Muhlhausen, de Treffurt,

de Dorla, constituaient un seul groupe se rattachant à la principauté de Lohra, de l'autre côté de laquelle s'étendait Nordhausen et ses environs ; 5° que l'abbaye de Quedlinbourg touchait la principauté d'Halbertadt.

Les frontières de la masse principale du royaume de Prusse n'avaient subi aucun changement par rapport à ce qu'elles étaient en 1797.

Ce royaume de Prusse mesurait alors 5,610 milles carrés, sur lesquels vivaient 10,023,900 habitants (armée comprise).

§ VII. — FRONTIÈRES EN 1806.

Le 15 décembre 1805, par le traité de Schœnbrunn, Napoléon cède le Hanovre à la Prusse, dont il désire l'alliance, et n'exige en compensation que l'abandon du margraviat d'Anspach à la Bavière, de la principauté de Neuchâtel et de Wesel et de son territoire à la France.

C'était une belle acquisition que celle du Hanovre : pour la première fois, nous pouvons dire pour la seule fois, le royaume de Prusse formait *une* masse compacte (1), courant du Rhin à la Vistule, possédant les embouchures du Weser, de l'Elbe, de l'Oder, de la Vistule, du Niemen, comptant trois capitales, Ber-

(1) En dehors de cette masse se trouvaient encore deux possessions secondaires, le territoire d'Eisleben, patrie de Luther, dans la Saxe, et le margraviat de Bayreuth, au sud de la Saxe. L'Ost-Frise, que nous rattacherons aux frontières septentrionale et occidentale, formait aussi en réalité une principauté isolée.

lin, Varsovie, Hanovre, ayant un magnifique développement de frontières sur lequel nous devons nous arrêter.

Frontière septentrionale. Cette frontière courrait d'Emden à Memel, le long de la côte maritime, si le Hanovre ne contenait comme enclaves le duché d'Oldenbourg et le cercle de Meppen, appartenant au duché d'Arémbourg, si le Danemarck ne se rattachait au Hanovre par le Holstein, si les duchés de Mecklenbourg ne jouissaient de l'indépendance, s'il n'existait encore une Poméranie Suédoise. Par suite de ces circonstances, la frontière septentrionale du royaume de Prusse se trace en 1806 comme il suit : — de Norden, dans l'Ost-Frise, le long de la côte de la mer du Nord jusqu'au duché d'Oldenbourg, dont elle contourne entièrement les limites en rentrant dans l'intérieur des terres, de manière, après une courte interruption correspondant au cercle de Meppen, à revenir à l'embouchure du Weser. De cette embouchure elle longe de nouveau le rivage de la mer du Nord jusqu'à l'embouchure de l'Elbe, remonte le cours de ce fleuve jusqu'à la ville hanséatique de Hambourg, soumise dès lors à l'influence prussienne. De Hambourg elle côtoie la frontière terrestre du Holstein jusqu'à son extrémité à Ratzbourg, et longe ensuite la frontière des duchés de Mecklenbourg jusqu'à Ucker-Munde sur la Baltique, port du Klein-Haff, derrière l'île d'Usedom. D'Ucker-Munde ou des bouches de l'Uecker, car le nom de cette ville a cette signification, elle suit les contours du Klein-Haff et du Gross-Haff, passe

à l'est de l'île de Wollin et parcourt les rives de la Baltique jusqu'à Polangen, embrassant ainsi le Frische-Haff et le Kurische-Haff.

Frontière orientale. Même parcours qu'au paragraphe 5, où nous l'avons décrite avec détails.

Frontière méridionale. Cette frontière part des sources de la Vistule, puis longe les limites de la Silésie depuis le haut Oder jusqu'à Furstenberg, sur le moyen Oder. De Furstenberg elle se dirige par Muhlrose, Zinna, Calbe, Quedlinbourg, Blankenburg, Elbingerode, descend jusqu'à Muhlhausen, passe à droite de Cassel, atteint Lippstadt et redescend, suivant une forme accidentée, jusqu'à Hombourg.

Frontière occidentale. Elle commence à Hombourg, son point le plus méridional, et remonte successivement à Recklinghausen, Tecklenbourg, Meppen. Elle s'interrompt de Meppen à Leer, à cause de la possession du cercle de Meppen par le duché d'Aremberg, suit de Leer à Emden le cours de l'Ems, et, à partir d'Emden, le rivage de la mer du Nord jusqu'à la ville de Norden, que nous avons choisie pour point de départ approximatif (1) de la frontière septentrionale.

(1) Norden est située à près de 4 kilomètres de la mer du Nord; néanmoins, nous désignons par cette ville, plutôt que par un village inconnu ou non marqué sur la plupart des cartes, la pointe extrême et extérieure de l'Ost-Frise. Ce genre d'approximation, qui s'applique également à plusieurs autres indications de cette étude, nous a paru convenir à un travail aussi sommaire que le nôtre.

§ VIII. — FRONTIÈRES EN 1807.

Le Hanovre n'appartint pas longtemps à la Prusse. Frédéric-Guillaume se déclara contre la France, et les hostilités commencèrent dès le début d'octobre 1806. Maître en un mois de la monarchie prussienne, Napoléon, lorsqu'il conclut la paix de Tilsit, ne la rendit que fort amoindrie. En effet, d'après l'article 4 de ce traité (en date du 7 juillet 1807), le vainqueur, « par égard pour S. M. l'Empereur de toutes les Russies, » consentit à restituer au petit neveu du grand Frédéric la portion de son royaume sise à la droite de l'Elbe, en retirant toutefois de cette portion presque toutes les contrées acquises par la Prusse lors des trois partages de la Pologne. La restitution comprenait :

La portion du duché de Magdebourg située sur la rive droite de l'Elbe ; — la Marche de Priegnitz, l'Ucker-Marche, la Moyenne et la Nouvelle Marche de Brandebourg, à l'exception du duché de Cöthlen et Peitz (donné à la Saxe) ; — le duché de Poméranie (ultérieure et citérieure) ; — la Haute, la Basse et la Nouvelle Silésie, avec le comté de Glatz ; — une partie du district de la Netze, la Poméranie (sauf Dantzig, redevenue ville libre), l'île de Nogat, les pays à la droite de Nogat et de la Vistule, à l'ouest de l'ancienne Prusse et au nord du cercle de Culm ; — l'Ermeland ; — le royaume de Prusse tel qu'il était au 1^{er} janvier 1772.

L'ensemble de ces pays ne donnait pas plus de

152,539 kilomètres carrés et 4,652,906 habitants, suivant Dieterjci,

Précisons les frontières de cette Prusse réduite.

Frontière septentrionale. C'est l'étendue de la côte de la mer Baltique, depuis l'embouchure de la Pœne (contre la Poméranie suédoise) jusqu'à Polangen (point le plus méridional des possessions russes sur le rivage de la Baltique). Il faut seulement en défalquer Dantzig, rendue ville libre avec un territoire de deux lieues de rayon autour de son enceinte,

Frontière orientale. De Polangen au Niemen, et du Niemen, le long de la frontière du duché de Prusse, tel qu'il existait au 1^{er} janvier 1772, avant le premier partage de la Pologne, c'est-à-dire du Niemen à Raygrod et de Raygrod à Biala, Friedrichowau, Chorzellen, Janow, Bialaten et Neuhof (près de la Soldau). De Neuhof elle remonte et contourne la limite du cercle de Culm jusqu'à près de Marienwerder, redescend ensuite vers Graudenz, qu'elle embrasse et comprend (1), puis jusqu'à Culm, qu'elle laisse en dehors et dépasse même un peu le long de la Vistule. Elle marche à l'ouest de la Vistule sur Waldau, de Waldau sur Schneidemuhl, et de Schneidemuhl à Driesen par la chaussée qui joint ces deux points. A partir de

(1) Le traité du 9 juillet 1807 restitue à la Prusse la ville et citadelle de Graudenz, avec les villages de Neudorf, Gardubken et Swierkorzy. Le traité de Tilsit du 9 juillet est celui conclu entre la France et la Prusse; le traité de Tilsit, daté du 7 juillet, existe entre la France et la Russie : chacun de ces traités fixe les limites et l'étendue du royaume de Prusse restitué.

Driesen, elle se développe le long des frontières de la Nouvelle Marche, du duché de Sternberg, du cercle de Schwiebus et de la Silésie, et touche les localités qui suivent : Lubiath, Königswald, Bretz, Bomst, Karga (près de Zullichau), Schlawa, Schlichtingshem, Reissen, Rawicz, Zduny, Kranowitz, Kempen, Prauska, Kozięglow, Olsztyn, Koniecpol. A partir de Koniecpol elle remonte le cours de la Pilica, passant par Szczekocm et Zarnowice, atteint Hutty, côtoie la Biala jusqu'à Niwky, et de là se dirige par la Brynica vers les sources de la Vistule.

Frontière méridionale. Partant des sources de la Vistule, cette frontière court le long des limites de la Silésie jusqu'à Furstenberg sur l'Oder ; de cette dernière ville elle s'étend à l'ouest par Besckow, Luterbock et Lobourg, jusqu'à Frosse sur l'Elbe.

Frontière occidentale. De Frosse, cette dernière frontière suit la rive droite de l'Elbe jusqu'à Lentzen, adopte la direction des limites des Marches par Mitenbourg et Strasbourg, puis celle des limites de la Poméranie Citérieure par Treptow, Demmin et l'embouchure de la Peene.

Il résulte de la description de ces frontières que le nord de la Silésie séparait le royaume de Saxe du grand-duché de Varsovie, formé avec la presque totalité des provinces d'origine polonaise enlevées au roi de Prusse, et appartenant au roi de Saxe. Le traité de Tilsit remédiait à cet inconvénient, en concédant au souverain saxon « le libre usage d'une route militaire à travers les États prussiens, »

§ IX. — FRONTIÈRES EN 1815.

La fortune sourit aux armes de la Prusse dans les luttes qui s'ouvrirent dès 1813 contre la France, et les traités de 1814 et 1815, sans rendre à cette puissance ses frontières de 1806, lui firent pourtant la part très belle.

En 1814, après beaucoup de pourparlers et de négociations étrangères à notre sujet, le congrès de Vienne adopta, relativement à l'étendue du royaume de Prusse, les conventions suivantes, qui furent conservées en 1815, après la seconde invasion de la France.

La Prusse était reconstituée sur les bases de ses possessions en 1802.

On lui enlevait desdites possessions : 1° la principauté de Hildesheim, la ville de Goslar, l'Ost-Frise, le bas comté de Lingen et une portion du territoire de Munster pour le donner au Hanovre ; 2° plusieurs cantons pour agrandir le duché de Weimar ; 3° les margraviats d'Anspach et de Bayreuth pour les incorporer à la Bavière ; 4° la Prusse Méridionale (sauf le grand-duché de Posen), la Nouvelle Prusse Orientale et la Nouvelle Silésie pour en gratifier la Russie.

On lui accordait en dédommagement de la perte des territoires précédents : 1° la Basse Lusace, une partie de la Haute Lusace, les cercles de Wittemberg, de Thuringe et de Neustadt, l'évêché de Mersebourg et plusieurs autres portions du pays saxon, le tout devenant province prussienne sous la dénomination de

duché de Saxe, reliant à merveille le duché de Magdebourg à la Basse Silésie et renforçant ainsi le milieu du royaume de Prusse (1); 2° la portion du duché de Lauenbourg, sise sur la rive droite de l'Elbe, et plusieurs bailliages et villages provenant également du Hanovre; 3° entre le Weser et la rive droite du Rhin, la ville de Wetzlar, le grand-duché de Berg, le duché de Westphalie, la principauté de Corvey, le comté de Dortmund; 4° sur la rive gauche du Rhin, les pays compris sous le nom de Province Rhénane.

Un échange volontaire vint modifier la circonscription générale de ces dédommagements. Au début de juin 1814, la Prusse céda au Danemark presque toute la portion du duché de Lauenbourg provenant du Hanovre, et obtint comme compensation la Poméranie suédoise et l'île de Rugen, abandonnées par la Suède au Danemark dès le mois de janvier en échange de la Norvège. La Prusse réunit, à compter de cette époque, toutes les Poméranies sous son sceptre.

En 1815, la France vit entamer ses frontières telles que les avait fixées les traités de 1814, et la Prusse reçut ce qui nous fut enlevé dans les départements de la Sarre et de la Moselle, plus le droit de mettre garnison dans deux places de la Confédération germanique, dans Mayence, conjointement avec l'Autriche, dans Luxembourg, en commun avec le roi des Pays-Bas.

(1) Les frontières définitives entre le nouveau royaume de Saxe et la Prusse furent régularisées en 1818 et 1819.

Le royaume de Prusse, séparé en deux masses distinctes, mesurait alors une étendue totale de 277,782 kilomètres carrés, plus 802 kilomètres carrés pour la principauté isolée de Neuchâtel (1).

Décrivons le réseau des frontières prussiennes résultant de ces divers arrangements.

Masse occidentale.

La masse occidentale du royaume de Prusse se compose de la Westphalie et de la province rhénane, comptant ensemble 46,507 kilomètres carrés et ayant pour frontières :

Au nord, Une ligne partant de Cranembourg (sur la route de Nimègue à Clèves), remontant jusqu'au Rhin, en laissant Nimègue en dehors et contournant au delà de Nied-Elten pour revenir à Heerenberg, Anholt, Oeding. Cette ligne passe ensuite à gauche de Vreden et de Rheine sur la rive gauche de l'Ems, remonte parallèlement au sens où descend cette rivière jusqu'à Lingen, traverse Bawinkel, se glisse entre Furstenu et Freren, puis plus loin entre Cappeln et Osnabruck. Après avoir tourné au sud d'Osnabruck,

(1) Outre ses deux masses principales, la Prusse possède aujourd'hui quatre territoires isolés : 1° Neuchâtel; 2° le territoire de Wetzlar, près du grand-duché du Bas-Rhin, entre la principauté de Nassau et la Hesse-Darmstadt; 3° deux enclaves dans les duchés saxons; 4° les principautés de Hohenzollern (Voyez paragraphe 10), dans le Wurtemberg. — La masse orientale du royaume de Prusse comprend dans son intérieur les duchés d'Anhalt et des enclaves appartenant au duc de Saxe-Weimar, au duc de Brunswick, au prince de Schwartzbourg.

elle remonte au nord jusqu'à près de Levern et de Nondeln, vient couper le Weser au-dessus de Petershagen, redescend vers Buckeburg, qu'elle laisse en dehors de la Prusse, contourne la Lippe-Deilmold, et revlent joindre le Weser à Hotzminden.

A l'est. La rive gauche du Weser, depuis Hotzminden jusqu'à Beverungen; puis une ligne partant de Beverungen, coupant le Weser à Herstelle, redescendant vers la Diemel, franchissant cette rivière un peu à droite de Warburg, tournant cette ville et côtoyant la Diemel jusqu'à Westheim. De Westheim la frontière de la masse occidentale (grand-duché du Bas-Rhin) court à droite de Stadtberg et de Giershagen, descend parallèlement à la Hopke, coupe cette rivière vers sa source, atteint les alentours de Medebach, de Hallenberg, de Laasphe, se rapproche de la Dill près de Burbach, passe au-dessous de Daden et à droite d'Altenkirchen, de Dierdorf, d'Isenburg et de Coblenz, place importante qui appartient ainsi à la Prusse. Au-dessous de Coblenz, à Nid, la frontière commence à côtoyer et à descendre la rive droite du Rhin, traverse Rheinfels et Bacharach, et atteint ainsi à Bingen le confluent de la Nahe et du Rhin; de Bingen elle remonte la rive droite de la Nahe jusqu'à Kreutznach, passe alors sur la rive gauche de la même rivière et la suit jusqu'à Staudernheim; là elle repasse sur la rive droite de la Nahe jusqu'à Kirn. De Kirn elle remonte le long de la rive gauche de la Hamme jusqu'à près de Rhaunen, descend ensuite par Schahren, Ozenhausen, Tholey, Neu-Linxweiler

sur la Bliese. Elle s'écarte à droite, revient passer à proximité de Neunkirchen et Scheid, et regagne vers la fin de son cours la Bliese, dont elle longe la rive droite jusqu'à son embouchure dans la Sarre.

Au midi. Une portion de la frontière septentrionale de la France, partant de Sarreguemines (au confluent de la Sarre et de la Bliese) et remontant la Sarre jusqu'à Arneval. D'Arneval cette frontière laisse la Sarre à droite, passe entre Sarrebruck et Forbach, gagne Rossel, Ittestroff, Waldwisse et Apach sur la Moselle (en avant de Sierck).

À l'ouest. D'Apach la frontière occidentale côtoie la rive droite de la Moselle jusqu'à Wasserbillig, puis la rive droite de la Sure jusqu'au delà d'Echternach. Elle passe sur la rive gauche de cette dernière rivière un peu avant son confluent avec l'Our, dont elle remonte la rive gauche jusqu'à Dasbourg et au-dessus. Elle traverse ensuite près de Ourth, de Petit-Hier, de Malmedy, d'Eupen, d'Aix-la-Chapelle, ces trois dernières villes restant à la Prusse. Elle continue par Rolduc, Nieuwstadt, Kaldenkirch, laisse Venloo à sa gauche et se dirige, en suivant à distance les sinuosités de la Meuse, jusqu'à Crauenbourg.

Masse orientale.

La masse orientale du royaume de Prusse comprend la Prusse Orientale (ancien duché de Prusse), la Prusse Occidentale, le duché de Posen, le Brandebourg, la Poméranie, la Silésie, la province de Saxe. Ces sept provinces ont ensemble une superficie de

231,275 kilomètres carrés et possèdent les frontières suivantes :

Au nord. Cette frontière nord est entièrement maritime : elle part de Damgard (Damgarten) à l'embouchure de la Reknitz, passe derrière les îles de Dars, de Zingst, de Rügen, d'Usedom, de Wollin, par les villes ou villages de Barth, Stralsund (1) (place forte, chef-lieu de la marine militaire de Prusse), Gristow, Ludwigsburg, Wolgast, Laffahn, Ucker-Münde, Neuwarp, Politz, Gross-Stepenitz, Camin (Kammin). Après Camin, les villes principales de la côte sont Treptow, Colberg, Coslin, Rugenwalde, Stolpemünde, Leba, Putzig, Dantzig (port fortifié, ville industrielle et commerçante, plus de 65,000 habitants), Pillau, Fischhausen, Memel (centre d'un commerce actif), Polangen.

À l'est. De Polangen [qui appartient à la Russie (2)] à Johannisburg sur le Niemen, à Schirwindt sur le Szesuppe, à Wystyten, à Filipowen, à Raygrad. De là cette frontière passe au nord de Kolno,

(1) Stralsund, place forte dans un flot, couverte au nord-est par l'île de Rugen et dans toutes les autres directions par la côte elle-même, qui forme un rentrant pour contenir l'îlot; protégée à l'est par l'île de Danholm, qui ferme le canal entre l'île de Rugen et le continent, et se trouve défendue par un fort pentagonal. Stralsund occupe une position militaire de première importance pour la Prusse; cette ville a pris depuis plusieurs années un assez grand développement et compte aujourd'hui 20,000 habitants.

(2) Nous citons Polangen comme plus connu; Nimmersal, qui appartient à la Prusse, est en réalité le point de départ de cette frontière est.

atteint Janow, Kuklin, Gurzno, suit la rive gauche de la Drewenz, coupe cette rivière de manière à laisser en Prusse son embouchure dans la Vistule, coupe ensuite la Vistule au-dessous de Thorn, descend par Radziejewo et Powiedz jusqu'à Peisern, près le confluent de la Wartha et de la Prosna, côtoie la rive gauche de cette dernière rivière jusqu'à Grabow, en ayant soin de s'écarter vers l'occident à hauteur de Kalisch, afin de laisser à la Russie cette place et sa banlieue. De Grabow la ligne frontière descend à Wieruszow, contourne la ville prussienne de Kempen, traverse Landsberg et adopte la limite de la Silésie jusqu'à Beuthen (voy. paragraphe 5, 1^o) et jusqu'aux sources de la Vistule.

Au midi. De Schwartzwasser, cette frontière se dirige par Beneschau, Neustadt, Landeck, Schmiedberg (près de Landshut) et Wiese dans les environs de Seidenberg. De Wiese elle descend la rive gauche du ruisseau Wittich jusqu'à son confluent dans la Neisse près de Radmeritz, passe entre Tauchnitz (appartenant à la Prusse) et Bertschdorf, laisse à la Prusse la route de Goerlitz, atteint Reichenbach (à la Prusse), traverse entre la petite ville saxonne de Weissenberg et le village prussien de Krlscha, tombe sur la Sprée et la Schwarz-Elster, et gagne la Pulsnitz, à proximité d'Ortrand, puis Fichtenberg près de l'Elbe, Ortrand et Fichtenberg restant à la Prusse. De l'Elbe elle marche par Sitzerode sur Eilenburg (1),

(1) Eilenburg, Eulenburg, Eulenberg, ces trois formes se ren-

tourne à gauche et au sud, et se glisse entre Merseburg et Leipzig, laissant à la Saxe cette dernière ville, célèbre par ses foires commerciales. La frontière suit alors le Flossgraben, dont les deux rives sont prussiennes, traverse entre Zeitz et Altenburg, contourne les environs de Rastenberg dans la portion principale et milieu du grand-duché de Saxe-Weimar, redescend au-dessous d'Erfurth (place forte) et de Langensalza, villes prussiennes, atteint et borne la masse occidentale du grand-duché de Saxe-Weimar, et aboutit à la Hesse électorale.

A l'ouest. De Treffurt, cette frontière remonte à gauche, dépasse Heiligenstadt, frise Duderstadt (appartenant au Hanovre), court près de Goslar, d'Erxleben (au Brunswick), de Brohme (au Hanovre), de Wittingen, de Bodenteich (au Hanovre), vient couper l'Elbe à peu de distance de Lenzen, et suit les limites des duchés de Mecklenbourg par Pinnow, Marnitz (au Mecklenbourg), Meyenburg, Tornow, Fürsteberg, Fürstenwerder, Broma, Boldekow; à une minime distance de Boldekow elle forme un rentrant qui abandonne Treptow à la Prusse, traverse le pays au nord de Malchin, franchit le milieu du Cummerowsche-See, suit le cours d'eau qui sort de ce lac jusqu'à Demmin, et de là descend la Trebel et la Reknitz jusqu'à Damgard, ces deux rivières servant

contrent : la dernière constitue une faute d'impression, car la terminaison doit être *burg*; les deux premières formes se confondent à la prononciation.

de frontière commune au Mecklenbourg et à la Poméranie suédoise.

§ X. — FRONTIÈRES ACTUELLES.

Depuis 1815 le royaume de Prusse a fait deux acquisitions :

1° En 1834, celle de la principauté de Lichtenberg (ancienne seigneurie de Baumholder), de 10 milles carrés d'étendue;

2° En 1849, celle des principautés de Hohenzollern (Hechingen et Sigmaringen) comptant ensemble 1,286 kilomètres carrés de superficie.

Ces deux acquisitions portent la superficie totale des possessions prussiennes à 281,365 kilomètres carrés (y compris Neuchâtel) et la population totale des mêmes possessions à 17 millions d'habitants, d'après le recensement de 1854.

Elles ne changent rien aux frontières de la masse orientale et principale du royaume de Prusse, telles qu'elles existaient en 1815, telles que nous venons de les décrire dans le précédent paragraphe.

En effet, les principautés de Hohenzollern forment une enclave du Wurtemberg, limitée au sud par le grand-duché de Bade, et constituent aujourd'hui, comme Neuchâtel et le cercle de Wetzlar, une possession prussienne complètement isolée, tandis que la principauté de Lichtenberg se rattache à la masse occidentale, c'est-à-dire au grand-duché du Bas-Rhin.

Par suite, la frontière est de ce grand-duché se

modifie. A partir de Tholey (près des sources de la Bliese, — voyez paragraphe 9), elle remonte vers le nord par Wolfersweiler, côtoie la rive droite, puis la rive gauche de la Nahe jusqu'à Fischbach, tourne à droite presque à angle droit, atteint la (ou le) Glan au-dessous de Meissenheim, descend la rive droite de ce cours d'eau jusqu'à Rothweiler, continue par Diedelkopf, Neunkirchen, Scheid, jusqu'à l'embouchure de la Bliese dans la Sarre, vis-à-vis de Sarreguemines.

CONCLUSION.

Après avoir esquissé l'histoire des frontières de la Prusse, essayons d'en venir à leur appréciation.

A la fin du xvi^e siècle, le noyau de l'Électorat présente une masse assez compacte, mais dénuée de frontières naturellement tracées et protégées par des chaînes de montagnes ou des cours d'eau : c'est un pays ouvert, sans défense, et l'on sait ce qu'il en advint durant le règne de l'électeur George-Guillaume, et toute la guerre de Trente ans, période où les maux de la guerre s'accumulèrent sur les peuples du Brandebourg.

A la mort du grand-électeur, les frontières ont plus de développement, mais, toujours disséminées, elles offrent en somme le même caractère dans trois directions, à l'ouest, au midi, à l'est, tandis qu'au nord elles ont conquis plus de force et une certaine indé-

pendance en devenant maritimes, le long de la Poméranie Ulérieure et du duché de Prusse.

A l'avènement de Frédéric II, l'étendue des frontières maritimes est plus grande encore, puisque la Poméranie Citérieure vient d'être acquise; mais l'augmentation des provinces westphaliennes rend le royaume de Prusse plus allongé et le laisse aussi morcelé. Le nouveau monarque sent vivement les dangers de cette situation, qui de l'ouest à l'est, de la Westphalie au Niemen, multiplie les voisins et prête partout le flanc à l'agression. Pour remédier à ce défaut inné de ses États, Frédéric prend lui-même l'offensive, enlève la Silésie à la pointe de l'épée et conquiert ainsi au midi, pour frontières entre la Prusse et la Bohême, les monts Sudètes et les Riesengebirge, ainsi que la facilité d'envahir la Bohême, sans avoir à subir sous ce rapport de réciprocité. Plus tard, l'acquisition du distriet de la Netze et de la Prusse Occidentale, dues au premier partage de la Pologne, soudent le duché de Prusse aux Marches de Brandebourg, sans dispenser toutefois encore de voir le canon ennemi dressé sur les remparts de Dantzic, et procurent ainsi à son royaume une cohésion plus grande, tout en permettant d'asseoir des péages lucratifs sur la Vistule. Néanmoins, ses frontières de terre restent mal assises, manquent d'appui; les fleuves principaux les coupent et les fractionnent au lieu de les border, et par fleuves principaux de la Prusse il faut entendre le Rhin, le Weser, l'Elbe, l'Oder, la Vistule. La Prusse reste encore, suivant

l'expression de Mirabeau, « *une longue bande de pays, risquant toujours d'être attaquée en tête et en flanc, ou d'être coupée par le milieu.* »

En 1797 et en 1802, les frontières de la Prusse sont beaucoup mieux tracées (1). Le Rhin les forme à l'ouest et à l'est, depuis l'adjonction des Prusses Méridionale et Orientale; elles courent des sources de la Vistule (entre la Silésie et la Galicie) à la Pilica, au Bug, au Niemen. Cette frontière orientale de la monarchie prussienne possédait les conditions nécessaires à la résistance et couvrait convenablement, contre les tentatives de la Russie, la Prusse et l'Europe, dont cette puissance est de ce côté la sentinelle, surtout depuis qu'il n'existe plus de Pologne; elle réservait en outre au maître de Berlin, par sa position avancée, la possession du point stratégique de Modlin (aujourd'hui Nowo-Georgiewsk), au confluent du Bug et de la Vistule, point protégé à l'est par la place importante de Varsovie, à l'ouest par la ville fortifiée de Plock, et Varsovie, Plock, Thorn et Dantzig, appartenant toutes à la Prusse, assuraient à cette monarchie la domination du cours de la Vistule.

En 1806, l'accession du Hanovre conserve cette belle frontière orientale du royaume prussien, et apporte en même temps un agrandissement de côtes maritimes très propre à la création d'une marine, car

(1) La Prusse ne compose pourtant pas encore à cette époque, comme l'affirme l'abbé de Pradt dans *La Prusse et sa neutralité* (1799), « *un empire imperméable, par l'adhésion parfaite de la presque totalité de ses parties.* »

son siège se trouve à l'embouchure de l'Elbe et du Weser, sur une mer entièrement ouverte, sur la mer du Nord, de laquelle il est bien plus facile de gagner l'Océan que de la mer Baltique ; mais les frontières terrestres ne gagnent nullement par là une délimitation plus naturelle et plus résistante.

Les frontières actuelles possèdent-elles les avantages des frontières de 1797, de 1802, de 1806 ? En aucune façon.

Le grand-duché du Bas-Rhin est une agglomération de provinces diverses, sans grande raison d'être ensemble par la configuration du sol. La Sarre, la Moselle, le Rhin, l'Ems, y forment bien des obstacles successifs contre une invasion, mais la traversent sans marquer ses extrémités, et de plus ce duché reste isolé, n'ayant aucune communication parfaitement assurée avec la masse principale du royaume ; il est vrai qu'il se trouve merveilleusement à cheval sur le Rhin, encadrant Wesel, Cologne et Coblenz, ces *brides* du Rhin, secondées encore par les places de Dusseldorf et de Bonn, couvertes en avant par Juliers et Sarre-Louis, aidées en dehors de ses limites par une autre clef importante du Rhin, la place fédérale de Mayence, appartenant à Hesse-Darmstadt, mais dans laquelle la Prusse a droit de mettre garnison de moitié avec les Autrichiens ; de plus, la forteresse hollandaise de Luxembourg le protège encore dans la partie qui avoisine la France.

La masse principale actuelle du royaume de Prusse a, sur la mer Baltique, une étendue de côtes qui lui

constitue au nord une barrière solide, bien à elle, et susceptible de donner asile à une marine militaire (1). La frontière occidentale de cette masse est entièrement ouverte, sauf le long du duché de Mecklenbourg-Schwerin, et en outre grandement embarrassée par une foule d'enclaves qui rendent confuse, sur les cartes à petite échelle, la représentation de cette partie du territoire prussien. La frontière méridionale manque de barrières naturelles, le long du royaume de Saxe (2), et, pour en obtenir de ce côté, il eût fallu qu'elle aboutît, comme dans la Silésie même, jusqu'aux monts Sudètes, ce qui aurait entraîné l'incorporation de toute la Saxe dans le royaume de Prusse, ainsi que le roi Frédéric-Guillaume III désirait l'obtenir et en avait fait formuler la demande en 1815 par-devant le congrès de Vienne, pour « donner à la monarchie prussienne cet ensemble et cet arrondissement que les traités lui garantissaient et qui étaient propres à constituer un corps d'État indépendant (3). » Quant à la frontière orientale, séparation des roya-

(1) La Prusse possède une marine marchande forte, au début de 1856, de 900 bâtiments jaugeant 139,368 tonneaux ; sa marine militaire est très minime (voy. *Étude XII**) : on s'occupe de l'augmenter.

(2) La Silésie est plus facile à attaquer de ce côté que du côté de la Bohême et de la Moravie, malgré le voisinage de la place forte de Torgau.

(3) *Note* du prince de Hardenberg du 8 février 1815. Cette note insiste sur l'utilité dont serait à la Prusse la ville de Leipzig, par où « passent les grandes routes de communication entre les États prussiens. »

mes de Prusse et de Pologne, ou, pour parler plus réellement, du royaume de Prusse et de l'empire de Russie, elle offre les particularités suivantes :

Son développement est de 179 milles géographiques (1,326 kilomètres). Sauf quelques têtes de pont, ce long parcours manque d'un réseau de fortifications : des forêts spacieuses, des ravins, des marais et quelques cours d'eau ou montagnes vers la Silésie, constituent à peu près les seuls obstacles de cette frontière, obstacles qui sont franchis par un petit nombre de routes praticables. Je dis à *peu près* les seuls obstacles, parce que si Memel (1) n'est plus une place forte, parce que si les places de Thorn, de Posen (2), surtout la dernière, ne sont pas des places frontières, mais plutôt des places de seconde ligne, la Prusse a créé de ce côté les places fortes de Loetzen et de

(1) Depuis 1854, le port prussien de Memel est devenu le centre d'un grand mouvement commercial, parce qu'un bon nombre de marchandises russes s'y rendent par la voie de terre, afin de trouver un port non bloqué où il leur soit libre de s'embarquer : les bénéfices de ce mouvement commercial ont été tels que cette ville a pu réparer les désastres de l'incendie du mois d'octobre 1854, qui avait consumé les deux tiers de ses édifices et contraint à liquidation la compagnie d'assurances *la Borussia*.

(2) Posen possède une citadelle (nommée *Kernwerck*) située sur une hauteur et fortifiée d'après le système polygonal ; l'enceinte de la ville sur la rive gauche de la Wartha offre un exemple du style pur du tracé à caponnière, tandis que sur la rive droite de cette rivière s'élèvent deux grands forts à peu près indépendants, en ce sens qu'ils sont uniquement reliés par une longue courtine. Considérée dans son ensemble, la place de Posen montre que les Prussiens n'ont pas encore adopté de type définitif en fait de fortification.

Lyck (1). Un statisticien prussien trouve admirable que cette frontière entre la Prusse et la Russie ne soit pas mieux fermée, sans doute par le motif que ce fait décele une grande confiance; j'y verrais pourtant autre chose : on peut négliger une frontière, parce qu'on ne la considère pas comme définitive, et, malgré l'assertion du précédent auteur, qui regarde la Prusse Méridionale et la Nouvelle Prusse Orientale comme d'une importance minime au point de vue militaire, je croirais assez que la Prusse reprendrait volontiers ces deux provinces et la frontière orientale qu'elle a possédée de 1797 à 1806, quoique le sens

(1) La place de Lyck (à 13 milles un quart allemands de Gumbinnen) est située sur la rive orientale du Lycker-See, en arrière du Sellment-See : ce dernier lac a, entre lui et Raygrad (qui appartient à la Russie), la moitié du Raygroder-See, que coupe la ligne frontière. Je prie le lecteur de ne pas confondre Lyck, place forte de création récente et dont je viens de signaler la situation, avec Lyck, petit fort construit dans une petite île du Spirding-See par ordre du grand Frédéric, et aujourd'hui en ruines; cette observation semble nécessaire, parce que la place de Lyck se trouve elle-même reliée par un pont avec un château-fort élevé en 1273 dans une île du Lycker-See, amélioré et agrandi depuis.—La place de Loetzen, sise en arrière de celle de Lyck, à la pointe nord du Loewentlin-See, ferme l'entrée d'une portion de pays entourée par divers lacs, qui communiquent par des canaux et dont les principaux sont le Dargeluen-See, le Mauer-See, le Swentzait-See, le Goldappgar-See, le Karcklinen-See. Les places de Lyck et Loetzen combinées ensemble ont pour destination de rendre difficile l'entrée du royaume de Prusse à une invasion partie de la Pologne par Raygrad pour marcher dans la direction de Königsberg, en barrant de ce côté les étroits passages qui existent entre de nombreux lacs aux formes allongées et tourmentées.

naturel de ses accroissements soit plutôt du côté de l'Allemagne, parce qu'elle constitue la plus grande puissance véritablement allemande. — Remarquons d'ailleurs que la perte de cette frontière pour la Prusse provient de l'existence momentanée du duché de Varsovie, qui, formé en 1807 par Napoléon et donné au roi de Saxe, fut adjugé en 1815 à la Russie, sauf toutefois le duché de Posen, rendu à Frédéric-Guillaume III : c'est ainsi que la Russie est parvenue à posséder une capitale (Varsovie) dans l'Europe centrale, capitale qu'elle n'eût jamais acquise si la Prusse n'en avait pas été dépouillée par la France en 1807, après l'avoir reçue en 1795 du consentement de la Russie et de l'Autriche.

Il se présente pour la Prusse une question de frontières plus urgente que la reprise des provinces polonaises qui lui ont appartenu : ce serait de joindre définitivement et d'une manière durable son grand-duché du Bas-Rhin à la masse principale du royaume. La distance qui sépare ces deux portions de la monarchie prussienne atteint son minimum à la pointe occidentale de la province de Saxe, où elle mesure 57 kilomètres et demi. Plusieurs routes militaires concédées par des traités permettent à la Prusse de franchir cette distance : l'une traverse le Hanovre par Hildesheim (1), l'autre chemine par Hertfort dans la Hesse électorale; Wetzlar constitue pour cette com-

(1) La route au travers du Hanovre, établie par le traité de Vienne et passant par Celle, ne peut plus, depuis une convention de 1838, servir qu'en cas de nécessité de guerre et jamais en paix.

munication une troisième étape prussienne. La création des chemins de fer en Allemagne n'a rien changé à ces concessions.

Mais la jonction réelle des deux masses vaudrait encore mieux que ces passages chez autrui par routes autorisées et susceptibles par conséquent d'être refusées un jour. Pour se ménager chance d'obtenir cette jonction dans l'avenir, la Prusse a signé des traités d'hérédité avec le Hanovre et la Hesse électorale. Dans ces deux États, la succession au trône se trouve aujourd'hui tellement assurée que la puissance prussienne possède peu d'espoir de réussir de cette manière. Toutefois, n'oublions pas que, dans l'ordre de la marche actuelle des choses, l'histoire du passé fait pressentir que la Prusse s'annexera un jour quelques-unes des principautés intermédiaires. Aujourd'hui même cette puissance exerce, nous le voyons à chaque instant, une grande influence sur la plupart de ces principautés du nord qu'elle relie depuis 1834 à sa vie commerciale par le *Zollverein* (union douanière), et cette unité introduite dans les transactions amènera probablement, et peut-être dans un avenir suffisamment rapproché, l'unité politique et la réunion sous un même sceptre.

En somme, cela résulte de nos observations, le territoire de la Prusse est mal tracé et le serait encore si la jonction probable dont nous venons de parler se réalisait un jour : de Sarrebruck à Polangen, ce territoire court de la frontière nord-est de la France à la frontière de la Russie sur la mer Baltique, sans

qu'entre ces deux extrémités, distantes en ligne droite de 125 myriamètres environ, il existe pour ses frontières une grande sécurité basée sur les rapports locaux. Séparé aujourd'hui en deux masses, étroit (1) encore dans certaines parties, il offre un développement de frontières considérable relativement à son étendue, étroitesse et vaste développement qui multiplient ses parties faibles et lui font prêter le flanc sans qu'un réseau combiné de forteresses (2), semblable à celui de la frontière française du nord, vienne presque atténuer cet inconvénient, à l'exception toutefois du côté qui menace la France vers le nord-est. Ajoutons que plusieurs des nouvelles populations passées en 1815 sous l'autorité de la Prusse ne l'ont fait qu'à leur corps défendant ; chacun se rappelle, par exemple, la répugnance des Saxons à devenir sujets prussiens, et il surgit encore de ce fait, notablement amoindri, il est vrai, par quarante années de possession, il surgit pour le royaume de Prusse un élément de faiblesse posté sur ses frontières mêmes. Et, dans cette situation doublement critique, la Prusse vit au milieu de trois puissances plus grandes et plus fortes qu'elle, au milieu de la France, qui touche son grand-duché du Bas-Rhin ; de l'Autriche, qui la borde au

(1) Moins cependant qu'au milieu du XVIII^e siècle, où l'on comparait la configuration de la Prusse à une jarretière.

(2) Nous n'entrons ici dans aucun détail, parce que nous comptons consacrer une étude spéciale aux places fortes de la Prusse. Nous avons d'ailleurs déjà parlé de Coblenz et de Cologne dans l'étude intitulée : *La fortification prussienne au XIX^e siècle*.

midi de la Silésie; de la Russie, qui pointe avec menace et assez avant, entre ses contrées orientales, par la possession du royaume de Pologne, jeté en quelque sorte comme un défi au cœur des États de la Prusse et de l'Autriche.

De là cette opinion bien répandue et souvent répétée : *la Prusse est un empire de circonstance*. D'autres écrivains prétendent qu'il existe une *domination prussienne*, mais point de *nation prussienne*. Ces derniers, pour le moins, perdent de vue un côté de la question : si la Prusse, en effet, se trouve plus que toute autre puissance et, en raison des motifs indiqués, exposée à un remaniement futur de son territoire dans le cas d'une lutte générale en Europe, elle possède néanmoins une base à la cohésion, base essentielle en ce siècle civilisé, dans l'intelligence littéraire, scientifique, artistique de ses habitants, intelligence qui a donné en Allemagne une influence prépondérante à Berlin sur toutes les autres capitales germaniques, même sur Vienne, et cette influence s'accroît encore de ce que la Prusse, par le morcellement de ses possessions, touche à presque tous les États allemands(1), et se trouve ainsi liée à chacun d'eux par l'échange des idées et des intérêts.

Ne disons donc plus seulement aujourd'hui avec un publiciste du début de ce siècle : • A défaut de fron-

(1) L'acquisition récente des principautés de Hohenzollern donne même à la Prusse un point de contact avec le royaume de Wurtemberg et le grand-duché de Bade, deux États de la Confédération germanique dont elle se trouvait précédemment séparée.

tières, Frédéric le Grand a donné l'esprit militaire à son pays ; » disons plutôt : la Prusse du milieu du xix^e siècle remédie à la faiblesse de ses frontières par un État militaire bien entendu et par les progrès que ses enfants, sentinelles avancées de l'esprit humain, font faire chaque jour aux diverses branches de nos connaissances.

XXV.

NOTE

SUR

LA CAMPAGNE DE 1787

EN HOLLANDE.

En 1787, le roi de Prusse fit entrer en Hollande une armée de 40,000 hommes, commandée par le duc de Brunswick, pour ramener les patriotes hollandais à l'obéissance envers la maison d'Orange. L'Angleterre approuvait cette démarche, la France ne voulait pas pousser son opposition jusqu'à intervenir à main armée, un parti était en Hollande favorable au Stathouder et à son autorité : pour ces motifs, et malgré l'acte nommé l'*Union des Septante*, la campagne des Prussiens, en 1787, fut courte et consista pour ainsi dire en une marche, interrompue seulement par la surprise de quelques places et un combat à peu de distance d'Amsterdam. Les écrivains spéciaux de

l'Allemagne ne la définissent pas autrement et lui accordent peu d'attention : elle est presque ignorée au point de vue militaire. Il faut avouer en effet qu'elle ne mérite pas une relation détaillée au milieu des faits importants que rapporte l'histoire générale des guerres ; mais il est possible d'en tirer des enseignements, et c'est ce que nous allons essayer de faire en un petit nombre de pages.

La campagne de 1787 se distingue par sa brièveté : commencée réellement pour les opérations militaires le 12 septembre, elle se termine le 27 octobre, et dure juste six semaines. Cette célérité a fait appliquer au chef de l'armée prussienne, à ce duc de Brunswick qui devait plus tard lutter contre la Révolution française, le célèbre *Veni, vidi, vici* de César : la flatterie, je le confesse, me semble outrée, même dans les publications officielles et toujours un peu ampoulées du moment.

Le duc de Brunswick joint dans cette campagne l'audace à la rapidité ; il avance au milieu d'un pays coupé de canaux, où l'eau se rencontre à chaque pas et forme un obstacle à difficultés toujours nouvelles, comme dans un pays sec, où, à défaut de routes, on peut cheminer à travers champs ; il s'empare des forts et des places par surprise, puis, une fois maître d'un point, en intimide la population par des canons chargés à mitraille postés au carrefour principal.

Il agit de la sorte parce qu'il sait combien dans une guerre contre des révoltés, il faut frapper leur imagination, combien il importe de leur démontrer

l'insuffisance de leurs ressources militaires, et la supériorité de ses armes. Ce principe, combiné avec une alliance étroite des négociations civiles et politiques, de ces négociations secrètes, parfois même ténébreuses, qui se produisent au sein des guerres civiles et qu'il est surtout facile de faire naître à un général en chef à la fois prince régnant d'un petit État, ce principe, dis-je, le conduit à une bonne issue de son entreprise. Il existe aussi d'autres causes à son succès.

La première, c'est que s'il se connaît à employer l'audace, s'il y recourt même comme moyen principal, il n'oublie pas de mettre en œuvre la prudence, et ses officiers se conforment entièrement à ce sujet à ses instructions. Voyez plutôt la manière dont les Prussiens pénétrèrent dans la ville en partie ouverte de Dordrecht. La capitulation avait été signée à minuit, lorsqu'ils se tenaient encore sur la rive droite de la Merwe : ils ne consentent néanmoins à traverser cette rivière qu'au matin, débarquent après avoir forcé le peuple à rentrer dans la ville, prennent possession des portes, placent de l'artillerie pour enfler plusieurs rues, entrent alors dans ces rues, crient aux habitants de ne point se montrer en armes sous peine de mort, et, parvenus à l'hôtel de ville, exigent le désarmement de la compagnie d'arquebusiers ainsi que la remise de toutes les armes ; ils s'assurent de l'exécution de cette dernière stipulation par une visite domiciliaire faite dans chaque maison, de concert avec des magistrats délégués par la municipalité.

Un autre recoin de prudence se rencontre dans la

manière intelligente dont il prévient les inondations, et en Hollande, pour l'étranger qui veut prendre l'offensive, ce n'est pas une petite affaire. Courir aux endroits où l'on essaie de couper les chaussées, empêcher les patriotes de continuer leur travail, que les cultivateurs ne voient pas d'ailleurs avec plaisir parce qu'il est contraire à leurs intérêts matériels, négocier avec les commandants de place pour qu'ils n'augmentent pas la hauteur de l'eau dans les parties inondées, choisir pour opérer le temps où le flux se fait le moins sentir dans les rivières du pays, soit à cause de la nouvelle lune, soit à cause de vents contraires, telles sont les précautions qu'il adopte, et qui lui réussissent.

Le succès est aussi venu au duc de Brunswick parce qu'il a fait exécuter à tout moment de nombreuses reconnaissances. Chaque officier envoyé pour porter une lettre ou négocier avec les autorités constituées par les patriotes, tâchait de voir quelque chose, en trichant le bandeau que les ennemis lui apposaient sur les yeux à la traversée de leurs postes, et à son retour rendait compte : il y en eut un assez habile (1) pour ébaucher, devant le général en chef, un plan des fortifications qu'il avait aperçues ou plutôt devinées. Afin de compléter les renseignements obtenus de cette manière, le duc de Brunswick entretenait des espions, et cela lui était facile puisqu'il venait au secours du prince d'Orange, dont les partisans avaient

(1) Le major de Hirschfeld.

un intérêt majeur à dévoiler aux Prussiens les mesures et les projets des patriotes. Avant d'entrer en campagne, en se rendant à Nimègue, il vit la cour du Stathouder qui avait quitté La Haye, et y noua des relations utiles avec plusieurs Hollandais de diverses conditions, relations qui lui fournirent un amas d'informations exactes et circonstanciées. Ses liaisons s'étendirent pendant les opérations, grâce au bon accueil qu'il faisait aux principaux habitants, grâce surtout au choix heureux de ses émissaires et à l'abondance de ses gratifications : aussi arrêta-t-il presque toujours ses plans d'après le dire de témoins oculaires.

Ajoutons qu'il veilla paternellement à la santé de ses soldats. Comme le pays était humide, il les nourrit de viande et d'eau-de-vie : l'eau-de-vie leur tenait lieu de la bière qu'ils buvaient en Prusse, et des boissons chaudes des Hollandais qui ne leur plaisaient guère, qu'elles fussent préparées avec du thé, du café ou du chocolat. Pour ses blessés et malades, il eut l'idée d'un hôpital militaire ambulante, établi sur des bateaux, et comme tel pouvant suivre l'armée sur les canaux qui sillonnent la Hollande : huit bateaux à deux ponts, contenant chacun, sous le premier pont, des lits pour 30 malades, et un neuvième bateau destiné au transport des remèdes, des aliments et du matériel, composaient ordinairement cet hôpital.

Outre ces bonnes mesures, le duc de Brunswick possédait deux auxiliaires puissants, l'unité de direction, car il était général en chef avec des pouvoirs

étendus et tout obéissait à sa voix, et une armée disciplinée et aguerrie : ces deux avantages manquaient aux patriotes, et la campagne de 1787, remarquons-le, est l'une de celles qui prouvent le mieux la supériorité des troupes régulières sur les milices improvisées.

A les examiner de près, les patriotes commettent d'ailleurs des fautes capitales dans la gestion de la guerre.

En paix depuis près d'un siècle, et devant, pour ce motif, racheter, à force de prudence et de méthode, leur défaut d'expérience, ils affichent au contraire une assez forte outrecuidance. Au début de la campagne ils ne croient pas sérieux les préparatifs des Prussiens : plusieurs d'entre eux n'hésitent pas à parier que ces adversaires n'oseront pas marcher sur la province de Hollande, la plus acharnée des Sept-Provinces contre la maison d'Orange. Plus tard, ils laissent passer les tourriers prussiens, employés aux négociations, au milieu de leurs postes et de leurs ouvrages, et quelquefois, comme à Muiden, leur montrent même chaque ouvrage et leur en expliquent la destination : cette aveugle sécurité leur devient promptement funeste.

Ils choisissent pour généralissime, un des plus singuliers généraux dont l'histoire signale l'existence, le Rhingrave de Salm, qui abandonne Utrecht à la première apparition des Prussiens, sans essayer de la défendre, et quitte ensuite le service de la République par un goût subit de la retraite que l'on pourrait presque qualifier de désertion.

Débarrassés de leur général en chef, ils suivent son exemple, en rendant leurs places fortes, avec une grande facilité, à une armée qui n'a pourtant pas tout ce qu'il faut pour faire un siège en règle; ainsi Gorkum, capable de résister un mois, capitule au quarante-quatrième coup d'un bombardement commencé par l'artillerie prussienne; ainsi Nieuwersluis, malgré ses cinquante canons, ouvre ses portes sans qu'on ait tiré contre elle un seul coup.

Le même résultat se produit en rase campagne : à 10 contre 1 ils ne tiennent pas contre leurs ennemis, et, après une faible résistance, se constituent prisonniers.

C'est dans leurs rangs, le lecteur le voit, une espèce de panique universelle. Cela tient à ce qu'ils possèdent de mauvaises troupes, nouvellement levées, composées d'auxiliaires appartenant à diverses provinces, ignorant l'ordre et la discipline, n'ayant aucune foi politique, et prêts à trahir la cause des patriotes pour celui qui soignerait mieux leurs intérêts matériels. Cela tient également à une circonstance qui se reproduit souvent dans les gouvernements républicains, malgré les leçons de l'histoire : ils discutent au lieu d'agir, et cela les perd; voyez plutôt comment se défend Amsterdam.

Ces réflexions suffisent pour faire apprécier le caractère de la campagne de 1787.

Cette campagne rétablit le prince d'Orange, Guillaume V, dans ses prérogatives, honneurs et dignités. Elle parut de la part de Frédéric-Guillaume II un

coup politique bien joué, et pourtant il est certain que par sa rapidité même, elle comprima la révolution hollandaise sans l'éteindre : aussi moins de six ans plus tard (février 1793), cette révolution bouillonnait de nouveau, appelait à son secours la République française, et forçait bientôt la maison d'Orange à l'abdication et à l'éloignement (janvier 1795). A ce moment le roi de Prusse dut faire un amer retour sur sa conduite, en touchant du doigt combien peu, même chez les souverains, les calculs de la prudence humaine ont de stabilité.

XXVI.

MAUPERTUISIANA.

Maupertuis (1) débuta heureusement dans la carrière. Capitaine de dragons fort jeune, il quitta l'épée pour la plume du savant, fut reçu à l'Académie des sciences de Paris à l'âge de vingt-cinq ans, et associé quatre années plus tard à la Société royale de Londres. En 1736, il alla mesurer en Laponie un degré de longitude et vérifier l'aplatissement de notre globe aux pôles annoncé par Newton, expédition pénible qui lui valut un renom populaire et le mit à la mode. Attiré par le roi de Prusse Frédéric II, il contribua à la réorganisation de l'Académie de Berlin. De retour en France, il se vit admettre à l'Académie française. Malgré ce nouveau succès, il se décida en 1745 à changer de patrie, retourna près du conquérant de la Silésie, fut nommé par ce grand prince Président perpétuel de l'Académie de Berlin, reçut des pensions considérables et obtint la main d'une jeune personne appartenant à l'une des premières familles de Prusse.

(1) *Pierre-Louis Moreau de Maupertuis*, né à Saint-Malo le 28 septembre 1698, mort à Bâle le 27 juillet 1759.

Il vécut ainsi, comblé d'honneurs, jusqu'en 1750. Son influence devint fort grande, grâce à ses talents comme savant, grâce à l'autorité absolue qu'il possédait sur l'Académie, grâce surtout à la confiance du roi qui se plaisait à l'avoir pour convive à ses gais et spirituels soupers du palais de Sans-Souci (1). On l'appela *l'illustre président*, et cette épithète pompeuse lui fut tellement consacrée que chacun dorénavant n'osa le traiter autrement, dans le style épistolaire officiel, que d'*illustre confrère* ou d'*illustre ami*. La lettre par laquelle Montesquieu le remercie de son association à l'Académie de Berlin en fournit la preuve. L'éclat de cette influence, de cette digne appellation, justifia en quelque sorte son immense orgueil, masqua plusieurs ridicules que sa robe doctorale couvrait à peine.

La production d'un principe scientifique ébranla l'échafaudage qui consolidait cette flatteuse position.

C'était le principe de la *moindre action* que Maupertuis offrait comme sien, et par lequel il prétendait que, dans tous les changements de la nature, l'action qui les opère est toujours la plus petite possible. Suivant lui, l'applicabilité de ce principe ressortait en

(1) M. Adolphe Menzel, de l'Académie royale des Beaux-arts de Berlin, a représenté en 1850, sur une toile digne d'attention, le sujet gracieux de l'un de ces soupers. Son œuvre, intitulée *Frédéric II à Sans-Souci (1750)*, figurait à l'Exposition universelle de Paris (1855), dans la section des Beaux-arts, au n° 1772 de la peinture prussienne; elle avait été précédemment gravée par M. F. Werner pour les membres de la Société des amis des arts dans les États prussiens (1852).

mathématiques, en physique, en philosophie. Les membres ordinaires de l'Académie de Berlin acceptèrent ce principe, en réduisant sa portée; un membre étranger, le professeur de philosophie Kœnig, de la Haye, le contesta au point de vue de l'expérience, au point de vue de la raison, disant d'ailleurs qu'il appartenait à Leibnitz, et alléguant en témoignage un fragment de lettre de ce prédécesseur de Maupertuis.

Cette contradiction blessa Maupertuis. Oubliant qu'un académicien doit répondre scientifiquement à une discussion scientifique, il dédaigna de paraître dans ce conflit la plume en main et fit acte d'autorité. Appuyé sur Euler, qui écrivit en faveur de son principe, il souleva l'Académie de Berlin contre l'assertion de Kœnig, assertion soi-disant déplacée à l'égard de la puissance présidentielle, et attentatoire comme telle à l'honneur académique. Cette Société se déclara compétente, somma le contradicteur de son chef de produire l'original de la lettre de Leibnitz dont il invoquait un passage, et celui-ci n'ayant pu satisfaire à cette injonction, ne se contenta pas de la démission qu'il avait envoyée et le raya du tableau officiel des académiciens.

Une maladresse aussi intolérante déchaîna, on le pense bien, la colère du professeur Kœnig, qui mit au jour maints factums contre Maupertuis et la moindre action, factums lus avidement par le public, toujours sympathique pour un opprimé.

La curiosité maligne du public grandit encore quand un nouvel athlète, un athlète rude joueur, dont

l'esprit universel, vivace et charmant, usait avec la même supériorité des doigts calins du poète léger et des griffes du satirique, quand cet athlète parut dans la lutte.

L'athlète en question venait au secours de Kœnig et apportait à sa dispute avec Maupertuis, par la coopération de son immense célébrité, un cachet tel qu'elle appartiendrait dès lors à l'histoire et passerait à la postérité.

Cet athlète, c'était Voltaire.

Depuis l'arrivée à Berlin de ce prince des écrivains du XVIII^e siècle, Maupertuis avait conçu de la jalousie contre lui et contre son influence, je pourrais dire son empire sur Frédéric et sur la société prussienne. Sa prééminence le choquait ; il résolut de la détruire, et dans ce but jeta, ou fit jeter par ses partisans, mille propos hasardés et mordants qui achevèrent de semer, entre le roi de Prusse et l'auteur de la *Henriade*, la désunion que devait inévitablement amener l'implacabilité réciproque de leur génie. Voltaire connut bien-tôt ces manœuvres ténébreuses, releva le gant et se mit à soumettre son adversaire à la flagellation répétée et impitoyable d'un sarcasme vengeur.

Ce sarcasme s'exhala d'abord dans la *Diatribes du docteur Akakia*, morceau piquant où l'auteur suppose que Maupertuis n'a pas composé les ouvrages signés par lui, qu'ils émanent d'un charlatan, et où il essaie de prouver cette thèse au moyen d'extraits habilement cousus desdits ouvrages et d'idées bizarres qu'il leur emprunte et rapproche de la façon la plus amusante.

Malgré les entraves mises par le gouvernement prussien à la publication de cette diatribe, elle eut un colossal succès ; il en fut de même pour les autres facéties rédigées par Voltaire, qui n'était pas homme à s'arrêter dans son animosité haineuse, surtout quand les rieurs se trouvaient de son côté.

Maupertuis, malgré de nouveaux plaidoyers d'Euler, malgré de chaleureux efforts de la part de ses amis, avait perdu sans appel sa cause devant l'Europe. Son orgueil saigna, le chagrin le prit. Au mois d'avril 1753 il recourut à un moyen extrême et envoya à Leipzig un cartel à Voltaire : ce dernier répondit à ce singulier cartel en déversant sur le belliqueux président un ridicule ineffaçable. Le chagrin saisit d'une étreinte plus vigoureuse ce malencontreux savant, mina sa santé et le conduisit en peu d'années au tombeau.

Que nous reste-t-il de cette fameuse dispute, outre une page dans l'histoire de Frédéric, une page dans la vie de Voltaire, une page dans les annales de l'Académie de Prusse ? il nous reste plusieurs recueils qui contiennent les pièces du procès ; le plus curieux est intitulé *Maupertuisiana*.

Ce recueil parut en 1753, en un fort volume in-8°, sous la désignation de *Hambourg*. Il est loin d'être fait en faveur de Maupertuis, et je le croirais assez patroné par Voltaire, quoique la pagination séparée de chacun de ses écrits semble indiquer une simple réunion de brochures existantes opérée dans un but mercantile. Un mot sur chacune de ces brochures va

nous convaincre en effet que *Maupertuisiana*, avec son apparence d'impartialité, tend, comme du reste toute la dispute, à la déconsidération du président de l'Académie de Berlin. Le nombre de ces brochures dépasse quatorze ; j'observe l'ordre du recueil :

1° *Jugement de l'Académie royale des sciences et belles-lettres* (26 pages, sans indication d'imprimeur). Ce jugement, rendu dans la séance du jeudi 13 avril 1752, déclare que le passage d'une lettre de Leibnitz, invoqué par le professeur Kœnig contre le principe de la moindre action, « porte des caractères évidents de fausseté et ne peut avoir par conséquent aucune ombre d'autorité. » Inséré dans le *protocole de l'assemblée* (lisez le *procès-verbal de la séance*) de l'Académie, qui est rapporté tout au long, il est en outre précédé d'un exposé rédigé par Euler.

2° *Appel au public du jugement de l'Académie royale de Berlin sur un fragment de lettre de M. de Leibnitz, cité par M. Kœnig* (seconde édition, 192 pages, à Leide, de l'imprimerie d'Élie Luzac jun., 1753). Ce travail étendu, rédigé par la partie en instance, renferme un exposé de l'origine de la controverse, des remarques littéraires sur le fragment dont Maupertuis contestait l'authenticité, un examen des droits de l'Académie et de la conduite de ses membres, un appendice donnant les lettres échangées au sujet de ladite controverse entre Maupertuis et Formey d'une part, et le professeur Kœnig de l'autre. Cet appendice offre plus d'un passage piquant ; il reproduit en tête le billet par lequel Maupertuis répondait, en 1751, à

l'invitation que lui avait faite l'auteur du mémoire incriminé, de le lire et de le rectifier antérieurement à la publication : « Je ne saurais actuellement, mon cher monsieur, y disait le président perpétuel, donner le temps qui serait nécessaire pour lire un écrit profond, et que les ratures et les renvois rendent encore plus difficile ; mais je ne trouverai jamais mauvais qu'on soit d'un sentiment différent du mien, ni qu'on le dise, ni qu'on l'imprime, et cela est bien éloigné de pouvoir rien changer à l'attachement que j'ai pour vous. »

3° *Défense de l'appel au public, ou Réponse aux lettres concernant le jugement de l'Académie de Berlin, adressée à M. de Maupertuis par M. Kœnig* (65 pages, à Leide, de l'imprimerie d'Élie Luzac fils, 1753). Cette défense explique encore les raisons opposées par le professeur Kœnig au jugement rendu, jugement dans lequel l'Académie persistait. L'auteur dit en terminant : « Je ne désespère point de ma cause ; rempli de confiance en mon innocence et en mes démonstrations, je ne vous envie pas l'avantage que vous donne votre place (celle de président), dont vous userez comme il vous plaira pour vous conserver le genre de gloire que vous préférez au repos. »

4° *Lettres concernant le jugement de l'Académie* (24 pages, sans nom d'imprimeur). Ce sont trois lettres en faveur dudit jugement et par conséquent de Maupertuis, l'une d'Euler à l'académicien Merian, l'autre de Maupertuis à Euler, la troisième de Merian à Euler. Chacune des deux premières contient un post-scriptum presque aussi long qu'elle-même. Mauper-

tuis déclare par la sienne « que, dans cette affaire, il s'en est totalement remis à l'Académie et qu'il n'a aucune animosité contre M. Kœnig. » Quant à la troisième lettre, elle se rappelle que le professeur Kœnig a osé, dans son *Appel au public* (p. 31), « renvoyer Maupertuis à l'école comme inventeur de puérités ; » elle prend un ton mordant, assaisonné d'expressions blessantes, et se déchaîne envers un homme « rongé d'envie et déchirant les admirables écrits d'un savant (Maupertuis) que le monde honore et respecte. »

5^e *Lettre de M. le marquis de L... N... à madame la marquise A... G... sur le procès intenté par M. Moreau Maupertuis contre M. Kœnig devant l'Académie royale de Berlin* (40 pages, à Londres, 1752). Cette lettre, dégagée de toute complication scientifique, détaille aux gens du monde la question pendante et ses incidents ; elle est habilement tournée et polie dans la forme, mais très hostile au président de l'Académie, comme l'indique, *à priori*, ce début : « Vous en demandez, madame, plus que je ne sais ; mais néanmoins j'oserais parier que M. Kœnig a tort, et voici comment je raisonne : — M. de Maupertuis est un fort habile homme, — M. de Maupertuis est en colère contre M. Kœnig, — donc M. de Maupertuis a raison. » Après ce singulier syllogisme, le marquis supposé montre Maupertuis « cherchant depuis longtemps quelque problème qui ne fût pas bien difficile et dont la solution pût cependant lui faire beaucoup d'honneur dans le monde savant. » Le système de la moindre

action, ajoute-t-il, dormirait encore dans les mémoires de l'Académie de Berlin pour l'année 1746, si M. Kœnig ne s'était avisé d'aller sacrilègement (*sic*) troubler son repos. Drapant à la cantonade « le redoutable formuliste Euler, qui accourt le premier au son du tocsin présidentiel, » il revient toujours à la charge contre Maupertuis. Ce savant, assure-t-il, « travaille à donner une caractéristique des ouvrages scientifiques dont l'usage doit être de voir d'un coup d'œil, au titre et à la préface, ce qu'est un livre et le cas qu'on en peut faire ; » et il termine en remarquant combien l'illustre président justifie le propos que *tout grand homme a un grain de folie mêlé à sa sagesse*.

6° *Lettre d'un académicien de Berlin à un académicien de Paris* (6 pages). Cette lettre anonyme, adressée, dit-on, par Frédéric à Voltaire, en réponse à sa diatribe du docteur Akakia, est écrite d'une main plus ferme que les pièces précédentes, et elle ferait assez bon effet en faveur de Maupertuis, si elle ne se trouvait entachée d'une exagération évidente. Ainsi ce savant n'a jamais joui, même à Berlin, *de la gloire d'Homère*, et jamais il n'a été en butte à des complots de scélérats.

7° *Réponse d'un académicien de Paris à l'académicien de Berlin* (12 pages, à Londres, 1753). Cette réponse riposte avec ordre aux allégations de la précédente lettre et observe à l'académicien de Berlin que *l'amitié aveugle*.

8° *Diatribe du docteur Akakia, médecin du pape. Décret de l'inquisition et rapport des professeurs de*

Rome au sujet d'un prétendu président (16 pages, Rome, 1753). Fameuse facétie déjà citée et composée par Voltaire, dont la touche se reconnaît facilement.

9° *Séance mémorable* (8 pages). Autre facétie de Voltaire, ridiculisant les séances de l'Académie de Berlin.

10° *Traité de paix conclu entre M. le président de Maupertuis et M. le professeur Kœnig* (19 pages, Berlin, 1753). Ce traité est censé conclu le 1^{er} juin 1753 (1); il émane de Voltaire, et figure, comme les deux facéties 8° et 9°, comme la pièce 11°, dans les œuvres complètes de cet écrivain, où chacun peut les retrouver.

11° *L'art de bien argumenter en philosophie, réduit en pratique par un vieux capitaine de cavalerie travesti en philosophe* (4 pages, Hambourg, 1753). Le titre seul forme ici œuvre d'imagination. Maupertuis eut, nous l'avons dit, au mois d'avril 1753, l'idée malheureuse d'envoyer un défi à Voltaire : ce défi et la réponse de l'auteur de *Mérope*, rien d'autre dans ce libelle; et encore Voltaire n'y insère que la dernière phrase de la lettre de son adversaire, sans une grande exactitude, mais aussi sans en altérer le sens. Voici cette phrase : « Je vous déclare que ma santé est assez bonne pour vous venir trouver partout où vous serez; pour tirer de vous la vengeance la plus complète. Rendez grâce au respect et à l'obéissance qui ont jusqu'ici retenu mon bras. Tremblez ! (2) ». L'Europe

(1) Suivant d'autres éditions, le 1^{er} janvier 1753.

(2) Le texte suivant de cette phrase mémorable paraît plus

avait éclaté de rire à la lecture de cette lettre, où Maupertuis se mystifiait lui-même ; elle rit encore plus en parcourant la réponse (1) de son malin adversaire : « Je vous fais mon compliment sur votre bonne santé, grimaçait ce dernier ; mais je n'ai pas tant de forces que vous : je suis au lit depuis quinze jours, et je vous supplie de différer la petite expérience de physique que vous voulez faire. Vous voulez peut-être me disséquer?... Vous me trouverez au lit, et je ne pourrai que vous jeter à la tête ma seringue et mon pot de chambre ; mais, dès que j'aurai un peu de force, je ferai charger mes pistolets, et, en multipliant la masse par le carré de la vitesse jusques à ce que l'action et vous soient réduits à zéro, je vous mettrai du plomb dans la cervelle ; elle paraît en avoir besoin. » En même temps Voltaire faisait insérer dans le *Hofmeister* de Leipzig le signalement suivant du *quidam* qui voulait l'assassiner. « C'est un philosophe qui marche en raison composée de l'air distrait et de l'air précipité, l'œil rond et petit, la perruque de même, le nez écrasé, la physionomie mauvaise, ayant le visage plein et l'esprit plein de lui-même, portant toujours scalpel en poche pour disséquer les gens de haute taille. »

exact : « Je déclare qu'au lieu de vous répondre par des écrits, ma santé est assez bonne pour vous trouver partout où vous serez, et pour tirer de vous la vengeance la plus complète. Rendez grâces au respect et à l'obéissance qui ont jusqu'ici retenu mon bras, et qui vous ont sauvé de la plus malheureuse aventure qui soit jamais arrivée. »

(1) En date du 10 avril 1753.

12° *Extrait d'une lettre de Berlin du 12 novembre 1752, suivi d'une Lettre d'un savant à M. le marquis L... N...* (16 pages). Ce sont encore deux factums hostiles à Maupertuis, l'*extrait* surtout, qui débute par remarquer « la tendresse paternelle avec laquelle il a tant de fois fait habiller en maroquin rouge et dorer sur tranche les enfants chéris de son brillant génie. »

13° *Dissertation sur le principe de la moindre action, avec l'examen des objections de M. le professeur Kœnig faites contre ce principe, par M. Euler, directeur de l'Académie royale des sciences et belles-lettres de Berlin, traduction* (88 pages, à Leide, de l'imprimerie d'Élie Luzac fils, 1753). Indépendamment de la recommandation qui résulte du nom de son auteur, ce travail mérite d'être lu comme pièce scientifique ; il se compose de deux dissertations et d'une addition. La première dissertation établit que le principe de la moindre action, vrai ou faux, appartient comme découverte à Maupertuis ; la seconde dissertation cherche à détruire les objections du professeur Kœnig contre ce principe ; l'addition répond à plusieurs passages de la *Défense de l'appel au public*, qu'elle déclare rempli « d'énormes erreurs » et « interprétant avec perversité les paroles de notre illustre président. » Euler revint sept ans plus tard sur le principe de la moindre action, dans ses *Lettres à une princesse d'Allemagne* (1), disant en forme de conclusion : « Cer-

(1) Deuxième partie, lettre X, 22 novembre 1760.

taines personnes qui ne sont pas trop amies de M. de Maupertuis, saisissent toutes les occasions pour se moquer du principe de la moindre action ; mais heureusement la vérité n'y souffre rien. »

14^e *La berlue remarquable des deux philosophes les plus clairvoyants de ce siècle*, par Un étudiant en philosophie de l'Université de Wittemberg (16 pages, Wittemberg, 1753). C'est une riposte à la précédente dissertation d'Euler, riposte en faveur du professeur Koenig, dont elle prétend les démonstrations « exactement conformes à la vérité. » Mon petit écrit, avance l'auteur, « servira à faire voir à quels écarts on s'expose dans une dispute dès le moment qu'on se fâche et qu'on compose à la hâte. » Pour lui, Maupertuis et Euler sont deux *illustres aveugles*.

Maupertuisiana comprend encore d'autres pièces, mais il est inutile de les citer, puisque nos indications suffisent pour faire comprendre l'esprit de ce recueil, esprit voltairien avant tout, c'est-à-dire très opposé au président de l'Académie de Berlin.

Sans ouvrir ce recueil, on découvre d'ailleurs l'esprit qui l'anime à l'inspection d'une vignette ornant son titre. Cette vignette représente, au second plan, don Quichotte, monté sur Rossinante et menaçant de se jeter un moulin auquel il crie : *Tremblez !* Dans ce mouvement audacieux sa coiffure tombe du côté de son fidèle Sancho Pança, qui lève les deux bras au ciel et dont l'âne brait. Au premier plan, à gauche, et regardant les deux personnages précédents par derrière, un fou, dont les attributs sont un peu brouillés,

jette la pierre au chevalier de la triste figure ; à droite, regardant la face de ces personnages, un satyre assis fait un geste de moquerie à don Quichotte et lui dit : *Sic itur ad astra*. Dans cette amusante caricature, don Quichotte c'est Maupertuis, Sancho Pança représente probablement Euler, Voltaire s'incarne dans le satyre.

Pour passer du plaisant au sévère, signalons le triste côté de cette lutte, dont la futilité dispose à croire que l'esprit humain conserve à peine un caractère sérieux même dans les choses sérieuses : ce triste côté c'est que personne n'y a raison, ni Maupertuis, ni Kœnig, ni Euler, ni Voltaire, ni l'Académie de Berlin, ni Frédéric le Grand.

Maupertuis avait une bonne réponse à faire aux attaques de Kœnig : il ne connaissait pas (et ses adversaires n'ont jamais prouvé le contraire) la lettre invoquée de Leibnitz, quand il émit son principe de la moindre action. Au lieu de produire simplement cette raison, il perd le calme exigé par la dignité de sa place, s'irrite, ameute l'Académie contre son contradicteur, le fait condamner et rayer de la liste académique. A cette faute capitale de l'homme public punissant avec son autorité une difficulté suscitée à l'homme privé, il joint la maladresse impardonnable à son âge, impardonnable à un homme sensible aux sarcasmes, d'aller s'attaquer au premier écrivain de son époque, satirique impitoyable, disposant de toutes les trompettes de l'imprimerie, et dans son attaque il se brise, il brise sa réputation tout entière. Nouvel

exemple qui prouve que la portée de l'arme du ridicule ne se mesure pas uniquement d'après la loi physique.

Le professeur Kœnig a eu tort d'assurer que la lettre de Leibnitz qu'il citait était adressée à un mathématicien de Bâle, car les recherches conduites par les autorités bâloises pour la trouver parmi les papiers de ce savant, ayant été infructueuses, cela le rendit suspect : sa position de persécuté et le fait que le principe de la *moindre action* se relie d'une manière intime au principe de *continuité* de Leibnitz, ne doivent pas empêcher d'offrir cette observation.

Euler se laissa entraîner, par sa reconnaissance pour Maupertuis, hors de la route convenable : il montra, lui ordinairement modéré et tranquille, beaucoup de dureté dans ses réponses à Kœnig, et devint pour ce professeur un ennemi injuste ; Condorcet en fait l'aveu dans son *Éloge*.

Quant à Voltaire, s'il a eu raison, comme avocat de la cause de Kœnig, de réfuter la décision académique qui déclarait absolument fausse la lettre soi-disant leibnitzienne, parce que cette lettre se trouvait écrite avec les caractères véritablement particuliers du style de Leibnitz, il a outrepassé toutes les bornes dans son acharnement à poursuivre Maupertuis, et j'ai peine, en cette circonstance, à voir en lui un écrivain qui se respecte. En vain semble-t-il, dans une lettre du 12 mars 1753, adressée à Kœnig, revenir à des sentiments plus modérés et vouloir ménager les personnes : à peine un mois après il s'échappe en-

core et revient à toute sa causticité à propos du défi de Maupertuis, et depuis il ne laisse plus cet adversaire en repos, même quand il est descendu dans la tombe.

L'Académie de Berlin commit la faute de considérer son honneur engagé dans la querelle individuelle de son président (1). Elle le reconnut plus tard et confessa que de part et d'autre on avait eu des torts ; elle le confessa en prononçant l'éloge même de Maupertuis.

Frédéric reste le seul qui ait conservé du sang froid et de la dignité dans cette malheureuse affaire. Dès qu'il connaît l'existence de la diatribe du docteur Akakia, il fait venir Voltaire, lui expose en termes fort sensés qu'il ne peut laisser avilir le président de son Académie, en raison de la position élevée qu'il occupe dans l'État et à la Cour, en raison aussi de la famille considérable à laquelle il appartient par sa femme, et exige la destruction de cette satire. Plus tard il exprime franchement le *dégoût* que soulèvent en son âme les sorties de Voltaire sur Maupertuis. « Ces injures usées, écrit-il, lui font plus de tort qu'à Maupertuis, car il y a quelque chose de lâche à calomnier les morts. Comment tant de génie se peut-il allier avec tant de perversité (2) ! » Dans son *Éloge de Voltaire*,

(1) Accessoirement elle commit aussi la faute d'insérer, dans le recueil de ses mémoires, des pièces relatives à cette querelle, autres que son *Jugement*.

(2) Voyez Lettres de Frédéric à d'Alembert, 25 juillet et 16 septembre 1771.

prononcé le 26 novembre 1778, il apprécie d'un mot digne de l'histoire et d'un grand homme, le conflit survenu à Berlin entre ces deux intimes de ses soupers, disant simplement : « Une dispute qui s'éleva entre lui et M. de Maupertuis, brouilla ces deux savants qui étaient faits pour s'aimer et non pour se haïr. » Mais, dans un moment de vivacité, il avait porté atteinte à cette sage conduite ; apprenant que, malgré sa promesse, Voltaire poursuivait l'impression du *Docteur Akakia*, il avait fait saisir le libelle et donné ordre au bourreau de le brûler en plein jour sur la place des Gendarmes. Regrettable *auto-da-fé*, le seul de tout son règne, qui valut à la diatribe un incommensurable renom ! Tout le monde voulut lire des pages proscrites par le tolérant Frédéric, et après lecture tout le monde se tourna contre Maupertuis : c'était une bataille perdue.

Cette faute du roi, ajoutée à la faute du jugement formulé par l'Académie de Berlin contre le professeur Kœnig, ajoutée encore à cette dernière et incroyable faute du défi lancé à Voltaire par Maupertuis, voilà le nœud de cette retentissante dispute, où la victoire reste en définitive à ceux qui ont le mieux manœuvré.

Ce résultat me semble satisfaisant au point de vue stratégique ; mais, au point de vue patriotique, je regrette profondément de voir deux Français de mérite, Voltaire et Maupertuis, ne pouvoir vivre côte à côte dans une capitale étrangère sans la troubler par le fracas de leurs mesquines passions.

J'appelle Maupertuis un Français de mérite, en ce

sens que, malgré la chute profonde de sa réputation à partir de 1750, ce savant, beaucoup trop prôné à l'origine, a laissé des travaux estimables, notamment l'*Essai de philosophie morale*, où il fait le calcul des biens et des maux, et l'*Éloge de Montesquieu*, où il rend le premier justice à l'immortel ouvrage de l'*Esprit des lois*. Je ne parle pas de ses *Lettres philosophiques*, ce « journal de ses pensées, » dans lequel il s'abandonne à la fougue paradoxale de sa nature d'esprit, arsenal richement approvisionné dont Voltaire a su tirer tant de plaisantes choses, entre autres les *hommes velus à longue queue*, qui nous rappellent, à nous vivants du xix^e siècle, un des rêves favoris du novateur Charles Fourier en ce qui concerne la perfectibilité humaine.



TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
PRÉFACE du tome second.	V
ÉTUDE XII. De plusieurs pamphlets relatifs à la conquête de la Silésie.	1
— XIII. L'administration militaire.	39
— XIV. L'Oder	55
— XV. Le roi Frédéric-Guillaume II.	67
— XVI. Les articles de guerre	95
— XVII. Particularités relatives à la justice militaire.	125
— XVIII. Détails historiques sur l'artillerie prussienne.	167
— XIX. Officiers français au service de Prusse	201
— XX. La guerre d'un an (1778-1779)	223
— XXI. Éclaircissements sur l'Académie des nobles.	251
— XXII. Médailles de 1701	279
— XXIII. Opinions de Warnery	303
— XXIV. Les frontières	341
— XXV. Note sur la campagne de 1787 en Hollande.	381
— XXVI. Maupertuisiana	389











